

Tourisme sexuel impliquant des enfants : prévention, protection, interdiction et soins aux victimes

Sexual Tourism implicating Children: Prevention, Protection, Prohibition and Care for Victims

Tourisme sexuel impliquant des enfants : prévention, protection, interdiction et soins aux victimes

Sexual Tourism implicating Children: Prevention, Protection, Prohibition and Care for Victims

**Actes du 18e Séminaire international
de l'Institut international des Droits de l'Enfant**

15 au 18 octobre 2013

Cet ouvrage peut être commandé à l'IDE

Mai 2014. Tous droits réservés.

Reproduction, même partielle, interdite sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit sans l'accord écrit de l'éditeur.

Editeur

Institut international des Droits de l'Enfant

Case postale 4176 - 1950 Sion 4 - Suisse

Tél +41 (0) 27 205 73 03 - Fax +41 (0) 27 205 73 02

E-mail : info@childsrighs.org - Web: <http://www.childsrighs.org>

Comité de rédaction

Jean Zermatten, éditeur responsable

Paola Riva Gapany

Daniel Stoecklin – Andressa Curry Messer – Alexandra Prince

Lucas Imhof - Olga Lucia Poretti – Sabine Sahli – Diana Volonakis (traductions)

Déjà parus dans la même collection IDE :

- Pratiques préjudiciables et droits humains
Harmful Practices and Human Rights
Mai 2011
- Changement Climatique : impacts sur les enfants et leurs droits
Climate Change: Impacts on Children and on their Rights
Mai 2012
- Droits de l'enfant et secteur privé :
amener les Etats et les entreprises à remplir leurs obligations
Child Rights and the Business Sector:
Urging States and Private Companies to meet their Obligations
Mai 2013

L'**Institut international des Droits de l'Enfant (IDE)**, fondé en 1995, est une fondation de droit privé suisse avec statut consultatif auprès d'ECOSOC, à portée internationale. Ses objectifs sont la sensibilisation aux droits de l'enfant, la formation des personnes chargées d'appliquer ces droits et son slogan « Sensibiliser - Forme - Agir ». Son activité s'appuie sur la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant (1989). Son site Internet, www.childsrighs.org, est une mine reconnue d'informations pertinentes relatives à l'enfance.

L'**Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB)**, situé à Sion dans le canton du Valais (Suisse), fondé en 1989, est reconnu par la Confédération depuis 1992 en qualité d'Institut universitaire. L'IUKB centre ses activités d'enseignement et de recherche sur deux orientations thématiques transdisciplinaires : **les Droits de l'enfant et le Tourisme**.

INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'ENFANT

www.childsrights.org

L'Institut international des Droits de l'Enfant a organisé son 18^e séminaire « Tourisme sexuel impliquant des enfants : prévention, protection, interdiction et soins aux victimes » du 15 au 18 octobre 2013. Il a bénéficié de l'aide et du soutien de :

- La Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Suisse
- La Loterie Romande - Délégation valaisanne
- La Ville de Sion
- Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
- Fondation d'Entreprise Groupe Ecore
- Centre Suisse de Compétences pour les Droits Humains (CSDH)
- La Fondation Suisse pour la Protection des l'Enfant/ECPAT Switzerland
- Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique (FNSNF)

Il remercie ces institutions de leur contribution.

TABLE DES MATIÈRES

Préface Jean ZERMATTEN	7
Allocutions d’ouverture Jean ZERMATTEN Christophe DARBELLAY Stéphane NAHRATH	11

PREMIÈRE PARTIE PANORAMA / ETAT DES LIEUX

David FINKELHOR Lessons learned from 30 Years of Advocacy and Research on Child Sexual Exploitation	25
Renate WINTER Legal Aspects of Sexual Tourism concerning Children	33
Frédéric THOMAS Aspects économiques du tourisme sexuel impliquant des enfants	43
Julia O’CONNELL DAVIDSON Beyond Saying “No!” to Child Sex Tourism	63
Dorothy ROZGA The History of the World Congresses against CSEC. Stockholm, Yokohama and Rio: Achievements and Challenges	71

DEUXIÈME PARTIE BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

Andreas ASTRUP Updating the Code - Utilizing Cloud Technology to Protect Children from Sex Tourism	97
--	----

Hans-Peter EGLER Bonnes pratiques: un exemple suisse	101
Pedro VALLS FEU ROSA La transparence de la justice et la criminalité contre les enfants	109
Anette PAAVILAINEN Europol Approach to Child Sexual Exploitation with the Focus on Transnational Offending	119
Alice BINAZZI DANIEL Sexual Exploitation of Children and Adolescents in Travel and Tourism. An anthropological perspective. The case of the Dominican Republic	127
Talia BONGNI-SHEIKH Ensuring Child Protection in Travel and Tourism "Don't Look Away!" Campaign for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism	139
Talia BONGNI-SHEIKH - Hans-Peter EGLER - Andreas ASTRUP & Matthias LEISINGER Panel Discussion: Work in Network and Partnership with concerned Actors	143

TROISIÈME PARTIE

QUE FAIRE ? OÙ VA-T-ON ? SOLUTIONS POSSIBLES

Anita MARFURT Que fait la Suisse en matière de prévention, de législation et d'intervention face au tourisme sexuel impliquant des enfants ?	151
Bernard BOËTON Le tourisme sexuel impliquant des enfants : crime contre l'humanité ?	165
Florence PASNIK Le droit des enfants bafoué par les clients et les intérêts économiques du secteur formel et informel du tourisme à Madagascar	175

Olivier BEINER - Ursula OEHY BUBEL - Claudia GALLIKER
Quelle formation pour les professionnels ? Une question de prévention 191

Celia H. BRACKENRIDGE
Risks to Children associated with Major Sporting Events 203

QUATRIÈME PARTIE
RAPPORTS D'ATELIERS, RECOMMANDATIONS ET
SYNTHÈSE

Workshops reports and recommendations 227

Synthèse
Stéphane NAHRATH - Tristan LOLOUM 237

PRÉFACE

JEAN ZERMATTEN

Directeur, Institut international des Droits de l'Enfant, Sion

Le tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE), même si on n'en connaît pas les chiffres exacts est une réalité, une réalité hélas croissante selon Interpol. Il peut prendre diverses formes, concerne de très nombreux pays, qui soit alimentent le nombre de personnes abuseuses d'enfants, soit se révèlent être des terrains favorables à ce genre d'abus, en raison de conditions socio-économiques défavorables, pour ne pas dire de pauvreté, ou de conditions légales qui ne présentent pas de garanties strictes pour les victimes et ne dissuadent pas les auteurs (souvent le cadre normatif est peu développé ou, s'il existe, est appliqué de manière laxiste.).

En effet, une partie des activités qui tombent sous la définition du TSIE sont parfois tolérées, ou en tous les cas, ne sont pas poursuivies de manière très assidue. L'impunité qui règne demeure un problème crucial et donne aux victimes une impression de fatalité et aux organisations qui luttent contre ces formes d'exploitation, le sentiment que leurs efforts sont vains. Ce qui semble ressortir des constats effectués, notamment par les organes de traités des Nations Unies, (à défaut de statistiques précises) est que le nombre des délinquants poursuivis et condamnés est faible au regard du nombre des « utilisateurs ».

La collaboration des autorités de poursuite par dessus les frontières a été renforcée et de nombreux pays ont adopté des règles qui permettent la poursuite des criminels au-delà de leur territoire : 44 pays ont de telles dispositions.

Les trois congrès sur l'exploitation commerciale sexuelle des enfants, qui se sont tenus à Stockholm, Yokohama et Rio ont mis en évidence la portée insoupçonnée avant 1996 de cette exploitation sexuelle des enfants; de nouveaux instruments internationaux ont vu le jour, comme le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC), instrument pénal ratifié à ce jour par 162 Etats, instrument contraignant qui cible nommément le tourisme sexuel. D'autres normes internationales ont également vu le jour, dans ce domaine, en particulier la nouvelle Convention du Conseil de l'Europe, dite Convention de Lanzarote, sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201), entrée en vigueur le 1er juillet 2010.

D'autres initiatives comme les codes de conduite sont également nées sous l'impulsion d'ONGs, d'acteurs privés de l'industrie touristique et avec l'aide de la coopération internationale, comme le Code de conduite pour la protection des enfants dans le tourisme et l'industrie du voyage. Ce sont des avancées remarquables.

Des mesures de prévention à large échelle ont été initiées, dans divers pays, des campagnes médiatiques pour informer les touristes ont été lancées et le sujet n'est plus un tabou !

Par ailleurs, la prise en compte des victimes et des témoins a également beaucoup progressé; notamment le statut des enfants victimes est reconnu et les mesures de prise en charge et de soutien psychologique ont progressé; les témoins peuvent être protégés.

On doit donc se réjouir de toutes ces avancées.

Hélas, comme souvent en matière de droits humains et de droits de l'enfant en particulier, si le verre se remplit, il n'est pas encore plein et la partie du verre qui reste vide doit évidemment nous alarmer.

Selon le rapport de la Rapporteuse Spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, qui a consacré son rapport annuel 2012¹ à la thématique du tourisme sexuel impliquant des enfants, le constat est clair : le phénomène du TSIE persiste et met en lumière les difficultés à le combattre, dans un monde toujours plus interconnecté, où le tourisme est en expansion.

Les chiffres du Rapport 2013 sur la traite des personnes mentionnent que des cas de TSIE ont été dénoncés dans 55 pays (sur les 188 couverts par le rapport), avec des auteurs provenant de 18 pays et ayant voyagé – et opéré – dans 30 pays. Mais selon ce même rapport, la difficulté est liée à la nature criminelle des actes qui risque d'avoir un impact très négatif sur l'industrie touristique et qui conduit donc à une sorte de loi du silence; dès lors, un grand nombre de cas restent inconnus, cachés ou volontairement tus.

La Rapporteuse Spéciale souligne aussi les difficultés à obtenir des données objectives et met en garde : aucun pays ni aucune destination n'est à l'abri.

Il est clair que beaucoup reste à faire, dans le domaine de la prévention, dans le domaine de la législation, dans le domaine de la poursuite et des jugements, dans les domaines de la protection et des soins à apporter aux victimes. Cet aspect de réhabilitation et de soins est souvent négligé, car les enfants abusés sont parfois considérés comme auteurs ou comme « consentants », donc comme n'ayant pas besoin d'être secourus.

¹ A/HRC/22544

Et pourtant, nous savons tous que ces enfants victimes souffrent de troubles sérieux sur les plans physique, psychique, émotionnel et que ces situations d'abus conduisent souvent à mettre en cause leur avenir, quand ce n'est pas leur existence même (suicide !)... Dès lors, la mise en place d'accès rapide, approprié et gratuit à des services qualifiés de soins reste souvent le parent pauvre des réponses mises en place par les États.

Enfin, il nous paraît nécessaire de redire que la formation des professionnels, le travail en réseau et la coopération de tous les acteurs par-dessus les frontières sont probablement les éléments-clés pour apporter une réponse globale à une question qui dépasse nos disciplines individuelles, nos champs d'action limités et nos compétences nationales. Les divers instruments internationaux développés, comme les efforts de très nombreuses organisations onusiennes ou non-gouvernementales agissant au plan international, témoignent de l'ampleur des défis à affronter.

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

JEAN ZERMATTEN

Directeur de l'Institut international des Droits de l'Enfant, Sion

Monsieur le Président de la Fondation IDE,
Monsieur le Directeur du cours,
Monsieur le Directeur de l'IUKB,
Chères conférencières et chers conférenciers,
Chères participantes, chers participants,
Chers amis,

C'est un réel plaisir de vous saluer toutes et tous, ce matin, pour la première journée du 18^e séminaire international de l'Institut international des Droits de l'Enfant, de vous remercier d'être présents, certains venus de très loin. Nous sommes un peu plus de 100 participants, de 20 pays et nous allons débattre d'un sujet complexe : le tourisme sexuel impliquant des enfants.

J'aimerais saluer la collaboration entre l'IDE et l'IUKB, notamment avec l'UER en études du tourisme; nous faisons ainsi le lien entre les droits de l'enfant et le tourisme. Ce qui me permet de me réjouir de la présence des élèves du Master interdisciplinaire en droits de l'enfant, comme de ceux du Master interdisciplinaire en études du tourisme. Cette coopération se traduit d'ailleurs par la présence du Prof. Nahrath comme Directeur de ce cours.

J'aimerais exprimer ma profonde gratitude à tous les conférenciers et conférencières, animateurs et animatrices d'ateliers qui ont accepté notre invitation et qui se trouvent pour 3 jours au moins à Sion. C'est un privilège de vous avoir parmi nous et nous nous réjouissons de travailler avec vous et de profiter de vos connaissances et de votre expérience.

J'aimerais également saluer nos partenaires :

- l'Institut Universitaire Kurt Bösch, allié naturel, si j'ose dire,
- la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant/ECPAT Switzerland, partenaire thématique,
- le Centre Suisse de Compétence pour les Droits Humains,
- le Secrétariat d'Etat à l'Economie de la Suisse,

- L'Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille et nos soutiens financiers, sans qui cette manifestation ne serait pas possible,
- La DDC,
- La Ville de Sion,
- La Loterie Romande - Délégation valaisanne.

Notre séminaire ne va pas apporter la solution à tous les problèmes. Il a l'ambition de mettre en lumière les questions qui se posent et d'offrir un espace de discussion pour les acteurs concernés, d'identifier de bonnes pratiques et de chercher à dégager des pistes d'action.

Les recommandations qui seront présentées à la fin de notre travail seront mises à la disposition des acteurs du domaine, notamment des Organes des Nations Unies, des Etats et des différents partenaires de notre séminaire.

Je vous souhaite un agréable séjour à Sion, de fructueux échanges et beaucoup de persévérance dans les diverses activités que vous menez, dans vos fonctions respectives, pour un meilleur respect des enfants, considérés comme personnes à part entière et non comme des objets dont on peut user, abuser, vendre, échanger, louer, prostituer...

CHRISTOPHE DARBELLAY

Président de l'Institut international des Droits de l'Enfant, Sion

Monsieur le Directeur de l'IDE,
Monsieur le Directeur de l'IUKB,
Monsieur le Directeur du cours,
Madame la Membre du Comité des droits de l'enfant,
Mesdames et Messieurs les professeurs,
Chères participantes et chers participants,

Le thème dont traite le 18^e séminaire international de Sion, organisé par l'IDE en collaboration avec l'IUKB, la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant-ECPAT Suisse, le Centre suisse de compétences pour les droits humains et le Secrétariat d'Etat à l'Economie, est un thème dont on parle depuis longtemps, mais qui a depuis peu, pris une place importante dans le débat public.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants est un fléau qui touche tous les pays :

- les pays d'origine des soi-disant touristes,
- les pays où sont exploitées les victimes,
- les pays où vivent leur famille, ou plutôt survivent leur famille, tant le phénomène est lié à la pauvreté,
- les pays où sévissent les recruteurs, réseaux et criminalité organisée,
- voir même, on pourrait l'envisager du point de vue de la responsabilité, les pays abritant les agences de voyage ou autres personnes morales, complices plus ou moins tacites de ce tourisme économiquement juteux.

La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'enfant de 1989 à son article 19 oblige les Etats à prendre

« toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes les formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements et d'exploitation y compris la violence sexuelle (...). »

Ces mesures de protection visent l'enfant et ceux à qui il est confié, mais englobent également les procédures d'intervention judiciaire. Compte tenu de la ratification quasi universelle de la Convention des droits de l'enfant, à l'exception

notoire des Etats-Unis et de la Somalie, les Etats sont juridiquement engagés par le contenu de cet article et doivent donc tout mettre en œuvre pour éradiquer le tourisme sexuel impliquant des enfants, qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans révolus. Cependant, en 1989, lors de l'adoption de la convention, certains dangers, liés à Internet notamment n'avaient pas pu être identifiés, si bien que le besoin de clarté et de précision se faisant sentir, la convention fut complétée en 2000 par le Protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; ce protocole a été ratifié par 161 Etats. L'arsenal législatif international est dense et outre les deux documents mentionnés, citons encore le Protocole de Palerme, la convention de l'OIT n°182 et la Convention de Lanzarote du Conseil de l'Europe.

Que doivent faire et que font les Etats ? La loi nationale des pays concernés doit prendre en compte la dimension internationale du tourisme sexuel et doit pouvoir incriminer, juger voir extraditer les auteurs de tels violations des droits de l'enfant. La punissabilité de tels actes est de mise et ne doit en aucun cas être effacée par les juridictions de certains Etats ou se heurter à la question de la prescription. Punissabilité universelle et imprescriptibilité voilà des principes qui aident à combattre un tel fléau qui touche, rappelons-le, à peu près 2 millions d'enfant à travers le monde, même s'il ne s'agit que d'une estimation, tant les chiffres et les données fiables sont difficiles à obtenir dans un contexte de mouvance et d'opacité.

En tant que conseiller national au Parlement fédéral à Berne, je suis fier de constater que la Suisse a ratifié les documents mentionnés et que le législateur a fait preuve de diligence en procédant à l'adoption, modification ou introduction de normes dans le code pénal qui visent à renforcer la protection des enfants contre les abus sexuels notamment, en incriminant plus sévèrement les auteurs de telles infractions. Pour rappel, à titre d'exemple, et pour nos amis étrangers qui ne peuvent suivre l'actualité suisse, recourir à des prostitués de 16 ou 17 ans est désormais punissable en Suisse; proxénètes, gérants de maison close ou de services d'escorte faisant appel à des personnes de moins de 18 ans, donc des enfants, peuvent encourir jusqu'à 10 ans de réclusion. Cette modification du code pénal permet à la Suisse de ratifier la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Reste encore en suspens la question du grooming, que les parlementaires débattront d'ici peu.

Mais la loi seule est un remède peu efficace, si elle ne s'accompagne pas d'une prise de conscience collective de la part de la société civile. Depuis le premier congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à Stockholm en 1996, jusqu'au dernier congrès tenu à Rio en 2008, beaucoup a été fait, notamment grâce à :

- ECPAT international,
- l'organisation le Code et son fameux code de conduite pour la protection des enfants victimes de tourisme et d'exploitation sexuelle,
- l'Organisation Mondiale du Tourisme et son code mondial d'éthique du tourisme,
- l'OIT et les nombreuses campagnes de sensibilisation.

Les agences de voyages s'impliquent de plus en plus et prennent part au travail en réseau et en partenariat avec les acteurs concernés, de la société civile ou étatiques.

Cependant, beaucoup reste à faire.

En ce qui concerne les enfants, victimes directes, ils ne sont en aucun cas auteurs d'infraction, comme c'est encore malheureusement le cas dans certains pays condamnant la prostitution. Ils doivent pouvoir bénéficier de soins et d'aide notamment psychologique. Leur famille ou ceux qui en ont la garde doivent être soutenus et non pas condamnés.

La responsabilité de tous les acteurs doit être engagée et ceci transfrontalièrement. A titre d'exemple, quelle est la part de responsabilité d'un Etat comme le Brésil, qui organisera la Coupe de monde de football et les Jeux Olympiques ? Et la Fédération Internationale de Football Amateurs, prise à partie pour l'exploitation des travailleurs par le Qatar organisateur de la Coupe du monde, mais non pas pour la question de l'exploitation sexuelle des enfants au Brésil ou ailleurs ? Et le Comité International Olympique ?

Pour mieux cerner l'ampleur du phénomène et le combattre, il convient aussi de faire preuve de courage et de briser certains tabous comme par exemple le tourisme de femmes à des fins sexuelles avec des enfants. Ceci existe bel et bien et il convient d'en parler, même si le touriste masculin est de loin le plus représenté dans cette problématique.

En parlant d'auteurs, quels sont les mécanismes psychologiques qui les poussent à ce genre de tourisme ? Sont-ils des pédophiles curables ou non ? Ou est-ce l'occasion qui crée le larron ? Est-ce un phénomène psychosocial qui les pousse vers ce genre de tourisme ?

Mesdames et Messieurs, vous le constaterez avec moi, les zones d'ombre restent nombreuses. Et c'est pour tenter d'y apporter un certain nombre d'éclaircissements que j'ai le plaisir de vous souhaiter à toutes et à tous de bons travaux et des échanges fructueux tout au long de ces trois jours de séminaire.

STEPHANE NAHRATH

Directeur du cours, Responsable de l'UER en études du tourisme, IUKB, Sion

Madame la Conseillère d'État,
Monsieur le Conseiller national,
Monsieur le Directeur de l'IDE,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

En tant que Vice-directeur de l'IUKB, responsable de l'UER en études du tourisme et responsable du cours, j'ai le plaisir de vous accueillir aujourd'hui à l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) à l'occasion du Colloque « Tourisme sexuel impliquant des enfants : prévention, protection, interdiction et soins aux victimes » organisé par l'Institut international des Droits de l'Enfant (IDE) en collaboration, cette année, avec l'Unité d'Enseignement et de Recherche en études du tourisme (UER Tourisme) de l'IUKB.

J'aimerais ici en guise d'introduction brièvement aborder trois points plus particuliers qui concernent : (1) la genèse du colloque, (2) le rappel des objectifs et du programme du colloque, (3) la problématisation de quelques termes et notions qui se trouvent au centre de la thématique de ce colloque.

1. GENÈSE DU COLLOQUE

Après le colloque « Enfant et changement climatique » organisé en 2011, il s'agit ici de la deuxième collaboration entre les deux domaines d'enseignement et de recherche constitutifs de l'IUKB - les Droits et de l'enfant et le Tourisme - en matière d'organisation de colloque. Cette collaboration a, à mes yeux, une valeur non seulement académique, en ce qu'elle permet de faire le lien entre recherche et enseignement (au travers notamment de la participation des étudiants des deux masters de l'IUKB), mais également « militante », en ce qu'elle consacre une collaboration étroite entre un institut universitaire (IUKB) et une ONG internationale (IDE). Mais cette expérience a également une valeur symbolique et politique dans la mesure où elle permet de rendre visible l'important travail collectif réalisé dans cet Institut depuis sa refondation en 2008.

Ce colloque consacré à la thématique du tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE) est ainsi l'occasion de pratiquer, non seulement l'interdisciplinarité, ce que nous savons déjà très bien faire au sein de chacune des deux UER, mais également « l'inter-thématique » (Droits de l'enfant et Tourisme), soit approfondir des questions communes aux deux UER de l'IUKB et à l'IDE.

Une des particularités du colloque de cette année consiste dans l'implication de l'UER Tourisme, et notamment de son responsable, le Professeur Stéphane Nahrath, ainsi que de M. Tristan Loloum, assistant d'enseignement et de recherche, dans son organisation. Le programme de ce colloque, ainsi que les ateliers de l'après-midi, ont par ailleurs également été cette année intégrés au plan d'études du Master en études du tourisme (MIT) de l'IUKB. Les travaux des étudiants réalisés dans les ateliers seront ainsi encore développés et valorisés dans le cadre d'un rapport qui servira à la validation du cours dans ce plan d'études. Pour les étudiants en tourisme, il s'agira de proposer un design ainsi qu'un programme politico-administratif (PPA) pour une nouvelle politique publique de lutte contre les différentes formes de TSIE.

2. OBJECTIFS, CONCEPT ET STRUCTURE DU COLLOQUE

Comme vous le savez, l'objectif principal de ce colloque consiste dans l'analyse des relations entre exploitation sexuelle des enfants et tourisme sexuel. Plus particulièrement, il s'agira notamment de :

- 1 tenter de définir les contours et d'appréhender les dimensions juridiques, économiques, psychologiques, sociologiques et politiques de ces deux phénomènes, ainsi que de leurs éventuelles relations d'interdépendance ;
- 2 mettre en perspective cette relation entre exploitation sexuelle des enfants et tourisme sexuel par rapport à d'autres facteurs contextuels tels que la pauvreté, les phénomènes d'exclusion, les inégalités, les difficultés d'accès à une formation et à un travail décent, l'existence de normes sociales ou encore la vulnérabilité des enfants ;
- 3 prendre en compte la dimension internationale du phénomène ainsi que des problèmes juridiques qui en découlent (notamment les enjeux de la mise en œuvre d'un droit extraterritorial) et questionner le rôle possible de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et de son code mondial d'éthique du tourisme (pertinence et portée de la *soft law*) dans la prise en charge des problèmes de TSIE ;
- 4 prendre en compte les spécificités économiques, organisationnelles et actuelles du secteur touristique et discuter des modalités d'implication des professionnels du tourisme (tours opérateurs, compagnies aériennes, structures d'hébergement, agences touristiques diverses, voire guides touristiques, etc.) dans la prévention du TSIE.

Les ateliers de l'après-midi permettront quant à eux de mettre en discussion et en perspective les conférences du matin, ceci afin de formuler des recommandations à destination des États, des ONG et des acteurs privés du tourisme.

Pour atteindre ces objectifs, le colloque a été conçu comme une rencontre entre chercheurs universitaires et acteurs sociaux et politiques (ONG, associations de la société civile, professionnels du tourisme, etc.). La contribution des chercheurs consistera plus particulièrement à (1) mobiliser les approches juridiques, économiques, sociologiques, psychologiques, politologiques, etc. afin de faire un état des lieux des principales questions liées au TSIE qui sont traitées dans la littérature, ainsi que documenter et décrire aussi précisément que possible la réalité empirique du phénomène, (2) clarifier un certain nombre de termes et de notions qui sont souvent confondus dans le discours commun et/ou les discours de dénonciation (cf. mon point 3 ci-dessous) ; (3) faire un état des lieux scientifique de la réalité et des enjeux du TSIE sur le terrain, (4) évaluer les apports et les limites des principaux dispositifs de régulations existants.

Pour leur part, les acteurs sociaux et politiques auront plus particulièrement pour tâche, au travers de leur expertise de terrain, de (1) présenter et faire un bilan des actions menées sur le terrain par les acteurs publics comme privés ; (2) de présenter un certain nombre de bonnes pratiques développées sur le terrain par différentes organisations publiques, privées et parapubliques.

Le programme du colloque est organisé de la manière suivante :

- 1^{ère} journée : état des lieux par les chercheurs
- 2^e journée : bonnes et mauvaises pratiques
- 3^e journée : pistes de solutions

3. DE LA NÉCESSITÉ DE PRÉCISER QUELQUES TERMES ET NOTIONS

Nul besoin je pense de devoir vous convaincre de l'importance de faire la généalogie et surtout la critique des notions et des termes que l'on utilise lorsque l'on aborde une problématique aussi délicate, complexe et sensible que celle du TSIE. A titre d'illustration, l'analyse généalogique des catégories de l'indignation morale permet de montrer le caractère relativement récent (années 1970) de la catégorie du « tourisme sexuel ». Cette dernière trouve son origine dans la mobilisation qui réunit des militantes asiatiques (dénonçant les *sex tours* des touristes japonais en Asie du Sud-est), des activistes chrétiens, des féministes, des

abolitionnistes (qui veulent interdire la prostitution), autour de la dénonciation de l'exploitation des femmes du Sud par les hommes du Nord. Ainsi, suite à plusieurs faits divers scabreux impliquant des Occidentaux et des enfants asiatiques, on assiste à la naissance de la catégorie de TSIE sous l'influence de plusieurs groupes de ce que certains sociologues appellent des « entrepreneurs de morale » (dont fait partie ECPAT) et qui dénoncent la « prostitution pédophile ».

Le consensus naissant sur le caractère répréhensible des pratiques de tourisme sexuel (ou prostitution touristique) se trouve renforcé durant les années 1980 par le développement du SIDA. Cette rencontre entre les deux problématiques sera d'ailleurs à l'origine d'une *première confusion* entre pédophilie et homosexualité que j'aborderai brièvement plus loin.

On assiste dès lors, sous la pression d'un certain nombre d'ONG, à l'émergence d'un processus de construction politique du TSIE comme un « problème public international » sur la base de récits de cas individuels, ainsi qu'au travers de tentatives de constitution de premières bases de données statistiques. Ce nouveau problème public sera rapidement reconnu à l'échelle internationale comme un « fléau » et une « indignité » qu'il devient urgent d'éradiquer. Le consensus dans l'indignation à l'égard du TSIE (en tous les cas dans la plupart des pays occidentaux) jouera ainsi un rôle central dans la mise en place des premières régulations internationales du tourisme sexuel et notamment dans le développement de premières lois extraterritoriales en matière de répression des violences pédophiles.

Cependant, ce premier mouvement de prise en charge du problème public du TSIE se caractérise souvent par un amalgame et une *seconde confusion* entre tourisme sexuel, prostitution touristique et pédophilie. Face à ce constat, certains chercheurs (cf. n. Roux 2011) ont insisté sur la nécessaire distinction entre tourisme sexuel (TS) (ou prostitution touristique) en général et tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE) en particulier. Les travaux des chercheurs ont en particulier montré la très grande hétérogénéité des pratiques classées dans la catégorie (convenue) du « tourisme sexuel », qui fonctionne principalement comme une catégorie de l'indignation morale et politique plutôt que comme une véritable catégorie sociologique ou historique construite scientifiquement. Ces travaux montrent ainsi bien comment la frontière entre tourisme sexuel et pratiques connexes (p.ex. les relations affectives plus ou moins durables fondées sur des échanges en nature, symboliques ou même monétaires) n'est vraiment pas facile à tracer. Il ressort clairement de ces travaux que tous les « touristes sexuels » ne sont (fort heureusement) de loin pas des prédateurs d'enfants, la grande très grande majorité des pratiques assimilées au tourisme sexuel (hétérosexuel comme homosexuel) impliquant des adultes. Il apparaît également que les lieux (parfois

officiels) de la prostitution entre adultes sont, le plus souvent, distincts des lieux de prostitution infantine (beaucoup plus cachés).

Un second amalgame, plus que douteux, parfois présent dans le discours de l'indignation morale, a consisté dans les rapports supposés entre homosexualité, pédophilie et TSIE. Dis peut-être un peu brutalement : tous les homosexuels pratiquant le tourisme sexuel ne sont pas des pédophiles et leurs pratiques n'impliquent dans la très grande majorité des cas aucunement (tout comme dans le cas des hétérosexuels mentionnés ci-dessus) des enfants. A cet égard, la prétendue « affaire Frédéric Mitterand » (coming out sur sa fréquentation des quartiers de prostitution masculine à Bangkok) est là pour nous rappeler l'importance fondamentale de distinguer ces différents types de pratiques de tourisme sexuel.

L'objet de ce colloque est donc de s'interroger, à partir de points de vues aussi dégagés que possible des excès de l'indignation morale (sans pour autant en nier sa légitimité), sur les tenants et les aboutissants d'une forme *bien spécifique*, particulière et heureusement limitée de pratique touristique sexuelle, ceci en ne niant bien sûr aucunement l'importance des dégâts causés aux populations enfantines partout dans le monde par le TSIE.

L'indispensable lutte contre cette pratique particulièrement sordide qu'est le TSIE ne pourra que profiter, j'en suis convaincu, d'une analyse aussi objective et réaliste que possible de ce phénomène : gardons donc toutes et tous à l'esprit ces distinctions salutaires lors de nos futures discussions que j'espère très fructueuses, intéressantes et profitables pour tous les participants.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite de passer un agréable séjour à l'IUKB.

4. REMERCIEMENTS

En tant que responsable du cours et co-organisateur du colloque, je souhaiterais encore remercier les personnes suivantes, sans qui cet événement n'aurait jamais vu le jour :

IDE : Alexandra Prince, Evelyne Monnay, Mieszko Marchon, Zikreta Ukcic, Elvira Fischer, Paola Riva, Jean Zermatten et tous ceux et toutes celles que j'ai oublié(e)s, pour leur contribution aux aspects organisationnels et logistiques du colloque.

UER Tourisme : Tristan Loloum pour sa participation à l'élaboration du programme, l'animation des ateliers et sa participation à la synthèse générale du colloque.

IUKB : l'ensemble du personnel administratif et technique (CAT) et notamment : Joël Fournier et son équipe (conciergerie et transports), Thierry

Boulnoix (logistique), les membres du service comptable, ainsi que Valérie Vouillamoz, directrice administrative et financière de l'IUKB.

Finalement, je tiens également à remercier les étudiant-e-s des masters en tourisme (MIT) et en droits de l'enfant (MIDE) pour leurs apports à venir dans les ateliers de l'après-midi.

Références

Roux, Sébastien, 2011. *No money, no honey. Économies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande*, Paris, La Découverte.

PREMIÈRE PARTIE

PANORAMA / ETAT DES LIEUX

PART I

OVERVIEW / CURRENT SITUATION

LESSONS LEARNED FROM 30 YEARS OF ADVOCACY AND RESEARCH ON CHILD SEXUAL EXPLOITATION

DAVID FINKELHOR

Professor of Sociology, Crimes against Children Research Center, University of
New Hampshire, Durham, USA

Résumé

Les leçons tirées de 30 ans de lutte et de recherche sur l'exploitation sexuelle des enfants et d'un modèle général pour la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants peuvent être cruciales dans la réflexion sur l'effet d'une stratégie globale pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. La mobilisation contre l'exploitation sexuelle des enfants comme problème social a eu une trajectoire remarquable et impressionnante et des éléments de preuve montrent qu'aux Etats-Unis, les taux de violence sexuelle et de crimes sexuels contre les enfants ont diminué. Les raisons de cette diminution sont à trouver dans l'attention des médias, les témoignages et dans la création et la diffusion de modules de transfert de connaissances spécifiques aux professions. La mobilisation en faveur d'un renforcement de la loi a été particulièrement essentielle, étant donné que les pédiatres ont été les professionnels avec le plus d'influence sur le problème. Un autre facteur a été l'influence de la technologie, créant une société soumise à plus de contrôles et de surveillance, et aussi à la médication psychiatrique. Enfin, la recherche en sciences sociales a joué un rôle important dans le succès de cette mobilisation. Un modèle présentant 4 conditions préalables aux abus et à l'exploitation sexuelle est présenté pour aider à réfléchir à ce qui peut être fait au sujet du tourisme sexuel impliquant des enfants

Zusammenfassung

Die Lektion, welche aus 30 Jahren Kampf und Forschung zur sexuellen Ausbeutung von Kindern gezogen werden kann und ein allgemeines Modell zur Prävention der sexuellen Ausbeutung von Kinder können zentral sein in der Reflektion über den Effekt einer globalen Strategien im Kampf gegen den Sextourismus, welcher Kinder involviert. Die Mobilisierung gegen die sexuelle Ausbeutung von Kindern als soziales Problem hat eine bemerkenswerte und beeindruckende Flugbahn hinter sich gebracht und Beweismomente zeigen, dass

sich in den USA die Rate der sexuellen Gewalt und der sexuellen Verbrechen gegen Kinder verringert haben. Die Gründe dieser Verminderung liegen in der Aufmerksamkeit der Massenmedien, der Zeugenaussagen und in der Schaffung und Verbreitung von Transfermodellen spezifischer Kenntnisse in den Berufen. Die Mobilisierung für eine Gesetzesverstärkung ist besonders wesentlich gewesen in Anbetracht der Tatsache, dass die Kinderärzte die Fachleute mit dem grössten Einfluss auf die Problematik gewesen sind. Ein anderer Faktor war der Einfluss der Technologie, welche eine Gesellschaft schuf, welche mehr der Kontrollen und der Aufsicht unterlag, und auch die Medikation im Bereich der Psychiatrie. Schliesslich hat die Forschung in den Sozialwissenschaften eine bedeutende Rolle bezüglich des Erfolgs dieser Mobilisierung gespielt. Ein Modell, welches vier Vorbedingungen bezüglich Missbrauch und sexuelle Ausbeutung vorstellt wird präsentiert, um die Überlegungen, was bezüglich Sextourismus mit Kindern gemacht werden kann, zu unterstützen.

Resumen

Las conclusiones obtenidas de 30 años de lucha e investigación sobre la explotación sexual de los niños y de un modelo general para la prevención de este fenómeno, pueden ser cruciales en la reflexión sobre el efecto de una estrategia global para luchar contra el turismo sexual que involucra los niños. La movilización contra la explotación sexual de los niños como problema social tuvo una trayectoria notable e impresionante y elementos de prueba ponen de manifiesto que en los Estados Unidos, las tasas de violencia sexual y de crímenes sexuales contra los niños disminuyeron. Las razones de esta disminución se encuentran en la atención de los medios de comunicación, en los testimonios y en la creación y difusión de módulos de transferencia de conocimientos específicos a las profesiones. La movilización en favor de un refuerzo de ley fue especialmente esencial, dado que los pediatras fueron los profesionales con la mayor influencia sobre el problema. Otro factor fue la influencia de la tecnología, creando una sociedad sometida a más controles y vigilancia, así como a la medicación psiquiátrica. Finalmente, la investigación en ciencias sociales desempeñó un papel importante en el éxito de esta movilización. Para ayudar a reflexionar a lo que puede hacerse con respecto al turismo sexual que involucra los niños, se propone un modelo que presenta cuatro condiciones previas a los abusos y a la explotación sexual.

Summary

Lessons learned from 30 years of advocacy and research on child sexual exploitation and from a general model about preventing child sexual exploitation can be key in thinking about a comprehensive effect strategy to combat Child

Sexual Tourism. The mobilization against child sexual abuse and exploitation has had a remarkable and impressively long trajectory as a social problem, and evidence shows that rates of sexual abuse and sex crimes against children have been decreasing in the US. The reasons for this are to be found with media attention, testimonials, and the creation and dissemination of profession-specific knowledge transfer modules. The mobilization of law enforcement has been particularly essential, as pediatricians have been the profession with the most influence on the problem. Another factor has been the influence of technology, creating a society more subject to supervision and surveillance, and also to psychiatric medication. Finally, social science research has played an important role in the successes of this mobilization. A model with 4 preconditions of sexual abuse and exploitation is presented to help thinking about what can be done about child sex tourism.

* * *

In this essay, I plan to do 2 things. I want to review some of the lessons that can be learned from 30 years of advocacy and research on child sexual exploitation. Second, I want to review a general model that may be helpful in thinking about preventing child sexual exploitation, whatever its form. Some of these lessons can be key in thinking about a comprehensive effect strategy to combat Child Sexual Tourism.

The current historical mobilization about child sexual exploitation in general started in the 1970s, and it was very much an outgrowth of the women's movement. Women writers and activists trying to define some of the particularly oppressive aspects of women's conditions recognized and began to publicize the frequent occurrence of sexual offenses – ranging from incest to date rape to genital mutilation – that they had widely suffered but rarely discussed. The awareness grew through books, movies and personal testimonies, and public scandals.

The mobilization was assisted by 3 important sociological changes. One was the increasing openness to talk about sexual matters in the media and the public arena. The second was the growth of many specialized professional fields that were concerned about the well-being of children – in medicine, in law, in education, and in social work. The third was the influx of women into professions and higher ranks of public policy – including law enforcement and medicine.

The mobilization against child sexual abuse and exploitation has had a remarkable and impressively long trajectory as a social problem. Advocates and journalists have continued to find new manifestations of the problem to rekindle awareness and discussion – in the US the topics have included sexual abuse in day care, clergy abuse, date rape, youthful sex offenders, child sexual images, Internet sexual abuse, and commercial sexual exploitation.

All these “discoveries” are signs of how widespread, pervasive and insidious the problem is. But they are also normal stages of social change as awareness spreads out slowly in society and illuminates new facets of a problem. They have been opportunities to push awareness further.

This mobilization appears to be having some effect. Evidence from a wide range of sources shows that rates of sexual abuse and sex crimes against children have been coming down in the US. In the 20 years in the US since 1992 when sexual abuse cases reached a peak of about 150,000 substantiated cases a year, the rates have come down by over 60%. The decline is confirmed in a wide range of indicators. Overall police reports of rape (about 50% of these reports concern juveniles) have declined. A large national crime victimization survey conducted every year by our federal Department of Justice also shows, based on victim self-reports (most never reported to police), that youth are experiencing less sexual assault. Other surveys, such as one from the state of Minnesota show declines in school youth saying they have been sexually abused. Criminal justice studies also

show that the recidivism rate among sex offenders has been declining. So while it is still a widespread problem, we have been making some important progress.

What have been some of the keys to both the longevity and the positive trend in this mobilization? Our social scientific tools for answering this question are not very refined, so we have only speculations.

First, publicity and media attention have likely been very transformative. It is hard to read almost any newspaper or website in the US today without a story relevant to sexual exploitation. An enormous amount of information for the public emphasizing the seriousness, pervasiveness, and specific dynamics of the problem has been readily available. So a key element to the success has been an alliance with journalists and editors, helping to promote news stories that will be of interest to the media, and not just national media, but local media, as well.

A second crucial element has been testimonials. Notable people like movie stars and politicians have come forward, but also less well known people in unusual situations, like sports figures. These have certainly given courage to other people to come forward.

Third has been the creation and dissemination of profession-specific knowledge transfer modules. In the modern world, applied knowledge seems to disseminate most readily through professional networks. Some pediatricians create a module for conducting exams and identifying signs of sexual abuse, and soon pediatricians all over the world want to acquire this expertise and be the expert in their community. This knowledge transfer takes advantage of a natural desire to excel in a field. It has been important to the development of expertise in medicine, law enforcement, mental health and social work.

The mobilization of law enforcement has been particularly essential, as they have been the profession with the most influence on the problem. The mobilization of law enforcement has been assisted by these clear professional expertise modules, and the emergence of specialists on this topic. But it has also been assisted by the influx of women into the law enforcement field, who brought a sustaining interest in this topic.

A fifth factor has been the influence of technology. Although you often hear emphasis on the risks created by technology (internet predators and child abuse image dissemination), technology has also had some major positive impacts. It has created a society more subject to supervision and surveillance, from the video cameras on the streets to the cell phones people carry. The technology allows children to summon help, people to take images of crimes occurring, and law enforcement to impersonate children in undercover investigations. The technology revolution made people less confident that they could get away with crime.

Another technology that has been important has been psychiatric medication. It has afforded treatment to segments of the population that was not amenable to

treatment previously. It has been extremely useful in combatting addictive behavior, and also in reducing the effects of trauma. It is not coincidental that the decline of sex crime in the US happened right as the enormous expansion in psychiatric medication prescription was occurring.

Finally, social science research has played an important role in the successes of this mobilization. I would highlight several key contributions of social science. One has been to publicize the widespread nature of the problem. Second has been to characterize the diversity of the problem. Over-simplified stereotypes often prevail in problem mobilizations – for example, the playground molester – and unless these stereotypes are supplemented with more sophisticated understanding of types and the diversity, it is hard to address the full problem. Finally, research has been useful in advancing the understanding of what kinds of interventions really work, as opposed to those that simply make advocates feel good. It has made advocates much more rigorous about programs they implement, so I think we have had a generation of programs that have been more effective.

For example, the research has shown us that programs need to have some of these features in order to be successful: they have to be multicomponent (that is, more comprehensive), they have to be of adequate dosage and duration, they need to be based on a theory or logic model, and they need to have a mechanism that allows for feedback, that is to say, some evaluation. We also know they tend to be more effective when they are tailored, rather than generic and when they address problems early rather than later. It is easier to prevent than to reverse.

One of the additional important aids that social science can provide is useful conceptual models for planning and carrying out mobilizations: models that remind practitioners of the complexity of problems, but also suggest important avenues for intervention.

One model in this field is the 4 preconditions model of sexual abuse and exploitation. It may be helpful in framing thinking about what can be done about child sex tourism.

The model posits that there are 4 things that have to occur before a sex crime occurs against a child. There has to be a motivated potential offender. (That motivation has a variety of components termed emotional congruence, sexual arousal and blockage components.) Then this potential offender needs to overcome internal inhibitions to acting on the motive – that is, fears of getting caught, scruples about it being wrong, concerns about its impact on the victims. The potential offender needs to overcome external inhibitors that protect the children – these are typically lack of access to the child, the supervision of adults and teachers. Then the potential offender needs to overcome the specific resistance and refusal abilities of the child her or himself – these include the ability of the child to say no and to detect the ulterior motives to the grooming.

So here are some of the specific strategies that have been applied in various programs and mobilizations that address mechanisms that operate under each of these 4 preconditions. I am prioritizing here strategies that have shown some empirical evidence for their success under conditions of some evaluation, not necessarily with sex offenders specifically, but at least with some criminally inclined populations in general. So, for example, it has been shown that potential offenders respond to an increased perception of their likelihood of getting caught. They also respond to norm reinforcement – particular among peers, and particularly on topics where norms are more ambiguous. There is evidence that you can reduce offending by undercutting criminal rationalizations. You can increase self-management skills in potential offenders. We know that substance abuse and mental health problems are components of offending, and treating these problems does reduce criminal and specifically sexually criminal behavior.

The list of mechanisms that can be effective in reinforcing external inhibitors include programs that improve parental awareness and supervision. The same goes for teachers and others who supervise children, creating physical environments that reduce vulnerability (for examples, places where children can be isolated), drafting organizational guidelines that make it easier to detect boundary violations. Finally, there has been a lot of evidence based work on the scientific management of sex offenders, and many of these are external inhibitors that prevent offenders from being in proximity to potential victims, or empowering other people in the offender's environments, so they monitor offenders and keep them from reoffending. These are all very relevant for the sex tourism problem.

Then there are strategies that help to reinforce children's resistance. These include raising awareness in children about the norms of sexual conduct, empowering them to refuse the advances of adults and other children. Having positive knowledge about sex, including homosexual behavior, is important so that children cannot be seduced into sexual activity by adults under the guise of teaching them. We also know that children who are well-parented and emotionally secure and optimistic about their future are more resistant to abuse.

Obviously, these reflections have many implications for the development of prevention and intervention strategies with child sex tourism. I will just emphasize a few.

First, situate the effort to fight child sex tourism within a larger framework of combatting child sexual exploitation in general. This will make the movement more sustainable and recruits more allies.

Second, make strong alliances with journalists. Give them awards. Stay in touch and spend time educating them.

Third, use professional networks and organizations. Professionals want to develop their expertise in new and developing areas. Show them what is being

done in other countries. Have other professionals from the same field do the training and persuading.

In particular, involve police. Younger police and women are more likely to be interested and motivated to develop expertise.

Finally, take a long view. A lot of social change is generational. Train the young people, who when they come to power and influence will make the reforms that are needed.

I know people interested in social change often to go right to the political. We need a law. We need to influence the politicians. This can be an effective strategy. I would say in the US and particularly in the mobilization around child sexual abuse, however, political action has not been a central component. It has provided some help. But it has provided much distraction, as well. Many of the political proposals – more severe penalties, sex offender registration – have not been shown to be that helpful. It has been the mobilization of civil society that has been the most influential. When government employees, like police and social workers, have been effectively mobilized, it has not been through from the top-down policy change, but rather through from the bottom through professional expertise acquisition.

This is a daunting and discouraging problem. But we are on the side of history, we are on the side of morality, and we are on the side of science. We have accomplished a lot to protect vulnerable populations. There are reasons to be optimistic about what we can yet accomplish.

LEGAL ASPECTS OF SEXUAL TOURISM CONCERNING CHILDREN

RENATE WINTER

Member of the UN Committee on the Rights of the Child, Vienna, Austria

Résumé

Renate Winter, juge pénal, partage son point de vue de professionnelle sur le tourisme sexuel en commençant par la maltraitance des enfants dans un contexte historique. De nos jours, dans de nombreux pays, les enfants sont considérés comme une denrée abondante et donc bon marché. Le principal problème réside dans la perception que les gens ont de la valeur des enfants et la loi est nécessaire pour lutter contre ces pratiques. Elle présente ensuite le cas d'un ressortissant de l'Union Européenne qui a abusé d'enfants et montre combien il a été difficile et long de parvenir finalement à le faire extraditer. Ce cas est utilisé pour mettre en évidence les questions relatives aux auteurs, aux victimes, aux instruments juridiques, et en particulier aux difficultés liées à la juridiction extraterritoriale. La jurisprudence internationale pose problème et les auteurs de crimes utilisent souvent les lacunes existantes pour leur défense. Il est donc nécessaire de combler ces lacunes.

Zusammenfassung

Renate Winter, eine Strafrichterin, teilt ihren Blickwinkel als Fachfrau auf den Sextourismus, indem sie mit der Misshandlung von Kindern in einem historischen Kontext beginnt. Heutzutage und in zahlreichen Ländern werden Kinder als reichlich vorhandene Ware und somit als billig zu erwerben erachtet. Das grundlegende Problem liegt in der Wahrnehmung, welche die Menschen dem Wert des Kindes entgegenbringen, und das Gesetz ist notwendig, um gegen diese Praktiken anzukämpfen. Anschliessend stellt die Autorin den Fall eines Staatsangehörigen der Europäischen Union vor, welcher Kinder missbraucht hat und zeigt auf, wie schwierig und langwierig es war, ihn schliesslich ausliefern zu lassen. Dieser Fall wird benutzt um die Fragen bezüglich der Akteure, der Opfer, der juristischen Instrumente und insbesondere der Schwierigkeiten in Zusammenhang mit der extraterritorialen Rechtsprechung aufzuzeigen. Die internationale Rechtsprechung stellt ein Problem dar und die Akteure von

Verbrechen nutzen oft existierende Lücken für ihre Verteidigung. Es ist deshalb wichtig, gegen die Lücken anzukämpfen.

Resumen

Renate Winter, jueza penal, comparte su punto de vista profesional sobre el turismo sexual comenzando con el maltrato de los niños en un contexto histórico. Hoy día, en numerosos países, se considera a los niños cómo un producto abundante y en consecuencia barato. El problema principal reside en la percepción que la gente tiene del valor de los niños y la ley es necesaria para luchar contra esas prácticas. Presenta enseguida el caso de un ciudadano de la Unión Europea que abusó de los niños y demuestra cuánto fue difícil y prolongado llegar finalmente a extraditarlo. Se utiliza este caso para poner de relieve las cuestiones relativas a los autores, a las víctimas, a los instrumentos jurídicos y concretamente a las dificultades sujetas a la jurisdicción extraterritorial. La jurisprudencia internacional plantea problema y los autores de delitos utilizan a menudo las lagunas existentes para defenderse. Es por lo tanto necesario de colmar estas lagunas.

Summary

Renate Winter, a penal judge, shares her professional views about sex tourism starting with child abuse situated in a historical perspective. Today, in many countries children are still a commodity, abundant and therefore cheap. The main problem lies in the perception of people concerning the value of children, while the law is necessary to fight against these practices. She then presents a case depicting a citizen of the European Union who abused children and how complicated and long it was until he was extradited finally. This case is used to highlight questions about the perpetrators, the victims, the legal instruments, and especially the difficulties linked to extraterritorial jurisdiction. International jurisprudence is problematic and this is also why perpetrators often use the existing gaps for their defense. It is therefore necessary to fill these gaps.

* * *

I am penal judge by profession and that means that I am not dealing with the nicest part of the population in this world. Therefore also my views of things might not be as positive as requested.

THE PROBLEM

We have to deal with sex tourism and this issue is really to be concerned about. According to history, prostitution is the oldest profession in the world and seemingly worldwide on top of it. Prostitution seems to have existed since the time historical data are available and children always in each and every culture have been part of it, a rather considerable part. Children have not only been sacrificed in most of the cultures as can be seen in the Old Testament. There are stories as well about kings who requested small girls for their bed to warm them up. Similar situations about children exploited for sexual purposes can be found in each and every culture and in each and every religion. It seems to me that such behavior, namely misusing the weakest and children first of all is inherent in the human, especially male human race. One can observe that if women are not sexually abused, because they have learned to say no to a presumptive abuser, there is an immediate rise in child abuses, as shown in statistics internationally.

Unfortunately it seems that in many countries children are nothing but a commodity, children are abundant therefore their value is low. It is clear for every businessman, every merchant that a commodity that is abundant, is cheap. Children are abundant in many, especially poor countries, and therefore they are cheap. In countries where very few children are born, they are valued. In countries like eastern Asia, Africa or Latin America there are many children, especially because women do not have the possibility to prevent pregnancy. As a consequence all kinds of abuse can be found there, including sex tourism. Mr Zermatten has mentioned in his address that it is not so much about the law that one has to discuss in order to fight against these kind of practices. This is evidently true, as the main problem lies in the perception of people concerning the value of children. But if one doesn't have a law to fight against bad practices, one cannot fight against it at all, most of the time. So a little bit of law seems necessary to me.

A CASE

This case is unfortunately a real one.

A citizen of the European Union told his family that he would like to have holidays regularly once a year for 2 weeks in Southeast Asian countries. He

explained that he wanted to be alone, because he was so overworked that he needed some kind of relaxing holidays without family responsibilities.

This man was found one day in an Asian country as described next to a dead girl, 8 years old. She has died because an artificial electric penis was introduced in her vagina, turned on high power. The man having done that, has satisfied himself over the dying body of the girl as was found out through evidence of sperm on the body of the girl. According to medical evidence, the girl had a long and terrible death. As found out later, this same person visited this country for abusing children as a tourist regularly 2 weeks per year for already many years. He came always to the same spot on the same beach and therefore was known for sexually misusing children by the people living there.

Before he could be apprehended, he fled to a Latin America country, knowing that this country had no extradition or mutual assistance agreement with the country of Southeast Asian he just left. Unfortunately he forgot that this Latin American country had extraterritorial relations with the European Union and he was a citizen of the European Union. The country of Southeast Asia asked the Latin American country to extradite this man and the country of course could not agree as they had no treaties with the Asian country in question, so they could not extradite. The man was happy. But NGO's and civil society in his home country, knowing about that case, started to request of the government of his country for asking for extradition. Unfortunately, this country was not at all interested in getting him back. It took quite a long time until the civil society of that country has convinced its government to take action concerning this man. It took some two years, going back and forward, until this person was extradited finally. Then the penal procedure could start in his home country. I will get back to that later, because this is the trickiest part of this whole story.

THE PERPETRATORS

Whoever is the perpetrator in cases of sexual abuse of children, the usual questions of the judge are always the same: who did it, where did it happen, when did it happen, why did it happen?

Who are the perpetrators? In many countries, in many cases, the perpetrators are the parents. Parents, who are poor and have too many children, ask them to earn money, one way or the other. Very often a child has only the possibility to choose between begging, stealing and prostitution. In case begging and stealing doesn't bring enough money, the child will end up in prostitution. The parents will get the money and send the children "for business" over and over again.

In case the child has been sold by the parents to traffickers, the child will have no choice at all. The traffickers will decide how best to make money out of the child and sex tourism is a very profitable way of earning money, as children who have been bought from their parents for one-time money can be used many times to make the "investment" a really good one.

There are tourists, not only foreigners but also tourists from inside the country. They are interested in having the possibility to abuse children and they are willing to pay for it.

Not all children are "for sale," as children are not equal. There are very well protected children and there are also children from minority groups who are not protected at all. There are children from groups that are disregarded and not appreciated in their country, children who have no whatsoever chance in life. Those children are less than equal; they are the ones to be handed over to whom will pay for them, not only by their parents, but also by their communities, or by institutions where they are kept.

A lot of cases of institutions are known where the director sends children to sex tourists because this is a considerable source of income especially in countries where institutions are not well funded.

There are other types of caregivers to be found in other cultures as well. A law has been submitted to parliament a few days ago in a Sharia country. This law, ready in parliament to be adopted, contains a possibility for the adoptive father (adoption is meant in the terminology and context of the Islamic law, *khafala*) to marry the adopted daughter at the age of 9. This might mean in many such cases, that the adoptive mother, the wife of the adoptive father, has to bring up the small child, knowing that the girl will become the "wife" of her husband later; a terrible situation for both, the mother and the little girl.

In the interpretation of the jurisprudence of several Islamic countries the possibility of so called "temporary marriages" which can last from 3 hours to half a year more or less can be found. Poor families give their daughters into such marriages as the "bridegroom" has to pay for it and nothing has to be given to the girl from the family. Many rich men travel to destinations where poor families can be found, willing to sell their daughters to them. As soon as the "husband" has enough from his "wife", he can divorce her without any difficulty or formality.

In such cases, often the family of the girl doesn't take her back and the girl ends up in prostitution. This is especially so, if the "husband" has taken her out of her country and there is no way for her to go home, even if the family would be willing to accept her back.

There are parent perpetrators and tourist perpetrators from inside and outside a country. There are care givers and representatives of institutions being perpetrators. On top of that, to a quite considerable extend in many countries,

Organized Crime is one of the most important factors for trafficking children for sexual purposes. Organized crime is acting everywhere, is very effective, well connected with governments and elusive. They are the ones who organize “sex-trips”, have children ready, organize the business of getting the children and organize businesses working with those children, like for instance localities for tourists or whole tourist branches.

A lot of legislation or so called “soft law” has been developed, such as ethic codes of the tourist business, the WTO code and many international instruments, as for instance the Lanzarote declaration; there is a valid definition for offenders: “anyone who offers, delivers or accepts a child for sexual exploitation, including sex tourism, is an offender. Anyone who improperly induces consents for adoption of a child for sexual purposes is a perpetrator; anyone who offers, obtains, procures or provides a child for prostitution is an offender, anyone who produces, distributes, disseminates imports, exports, offers, sells or possesses child pornography for sexually abusing a child is an offender.

Thus, as can be seen, we have quite a lot of definitions already concerning offenders and about the ways they are acting, if they commit the crime or attempt it.

It is not the definitions that are missing...

THE VICTIMS

Who are the victims? The victims are children from 0 to 18, especially those between 16 and 18 years of age, who are in many countries that already have some kind of protection for sexually abused children, excluded from protection by the society, by the law concerning sexual abuses and of course concerning sexual tourism.

Victims are all those children who are commodities, as mentioned above. Those for whom an investigation doesn't pay, those who cannot defend themselves, those who are “to be replaced”.

THE LEGAL INSTRUMENTS

There are two types of legal instruments: the national ones and the international ones like the ILO or the Lanzarote declaration, as mentioned, etc.

I would like in this regard to speak about international jurisdiction and jurisprudence to see what is working and what isn't, and why. The problem for these instruments has been always that they have to be agreed nationally first of all

and executed nationally as well a second step. International jurisdiction concerns all types of perpetrators and especially high level perpetrators. In this regard one has to deal with the same problems as with Organized crime in general. This means very often that one has to discuss issues concerning a special law, getting this law, implementing it with exactly those people who are the perpetrators in many cases. A difficult undertaking for sure. Very well known situations in Europe or the US not so long ago demonstrate exactly this issue, where for example parliamentarians or persons of high influence in the State party or members of a church were involved in sexual abuse of children. How to discuss with such a person about new laws, and especially the implementation of new laws, if those influential people don't want them implemented?

Furthermore there is the problem of investigation and documentation that is a similar one in the national and international field. How to investigate across borders, where sex tourism takes place, where trafficking is involved?

How to get reliable data, the biggest problem of all, to develop a sound policy of protection for children? It is not evident that one will get a lot of information from children who are told to "shut up" if someone addresses them more particularly and asks pertinent questions. Can one get data from the parents? More often than not children and parents tend to protect the perpetrators because they have an economic interest in continuing "their business".

What about law enforcement? It is known that in quite some countries, especially in countries where child abuse is rampant, police assist or at least turns a blind eye as to procuring children and assists as well in protecting those who procure them.

THE PRACTICE

What has a State party to do if it really would like to protect its children from sex tourism and related offenses? According to international norms, a State has an obligation to protect the welfare of its children. They do not need to beg, the obligation is very explicit, especially if a state is a signatory to international instruments. These obligations consist in preventing sex crimes against children to happen, protecting children against them, punishing perpetrators through legal procedures and executing punishment. These are the four things that a State has to do/should do.

How can one prevent and protect? Only if key ministries, dealing with children (justice, labor, health, education, social affairs etc.), collaborate. This will work only if a State has invested in a focal point whose job it is to concentrate on all child issues and to see that no overlapping is done, as financial investments are

a delicate question. (One has always to remember that in many societies children are just a commodity and one usually doesn't invest in an abundantly available commodity!) Children and the ministries working with children most of the time do not enjoy a huge part of the budget.

The State has furthermore to deal with victims and the protection of victims. Again, the questions are: are there special measures for victims in place? Are there protection programs in place as well as a referral mechanism? Is there a rehabilitation program in place? Is there a legal obligation to report on abuses seen by hotel employees for instance?

If there is no law, forcing a doctor to report that a child has been found severely abused in a tourist place, how can the information get to the appropriate authorities that should deal with such cases and provide immediate assistance? Parents will not tell, the child in question, the victim, might be already dead before assistance can arrive and other children, witnesses of the facts, will certainly not speak.

Does every State have a system of effective, proportionate and dissuasive punishment? It is very difficult to have a dissuasive punishment for people with sex problems. It is very difficult to deal with such perpetrators as some of them might wish to stop offending behavior and are not able to do so. The usual answer one can hear in cases of child molesters is to use the death penalty. This seems to me, is a very primitive answer. Death penalty should not be used by a modern state, bound by human rights and humanitarian legislation, not even for sex offenders.

States should furthermore deal with corporate liability concerning enterprises that deal with commercial abuse of children in the tourist branch as well as in other branches such as child labor. The CRC Committee, monitoring the status of children in a given country stated that there exists almost never a law for corporate liability for instance concerning sex tourism, a tool that is needed to get to the "business" and not only to one single offending person.

Finally legal innovations are necessary regarding the time limit for a claim of a child victim which must be far above the age of majority.

EXTRATERRITORIAL JURISDICTION AND ITS PROBLEMS

Extraterritorial jurisdiction is absolutely necessary as sex tourism is, by nature, inter-territorial. Is there a harmonization of national laws? It might well be that a sexual offense is punishable in one country but might not be punishable in another one. How can one then deal with a perpetrator? Is there a harmonization of national laws with international instruments in all countries that have ratified these

international instruments? Most of the time it is not the case, or not in a satisfactory manner.

There is a basic principle of international jurisprudence: “aut dedere aut iudicare”: either you extradite a perpetrator to a country that has jurisprudence in the case or you go to trial yourselves. Unfortunately this is not as easy to do as it seems!

To which country can one hand over and when? Can one extradite somebody to a country that still exercises the death penalty? According to international norms, that cannot be done. Can we hand over a person to a country where there is no double criminality? What to do, if a sexual act is punished in one country and not punished in the other? Does the State in question have a law that will allow for disregarding double criminality?

Do we have an international law providing that a country has global jurisdiction, were proprio motu (by its own) it can take over somebody and bring that person to justice, even if that person is not its citizen, nor is the victim, nor has the penal act taken place in its territory? Some countries have tried, to no avail.

Whom can a State extradite? Can a person be extradited by his/her home country? Not all countries are ready to do so. Countries extradite a person who is resident in the country, if there is prove that this person is resident. A state might extradite a person who is under the command of its ship/plane or under its flag.

Are there mutual agreements necessary between States or does a state have jurisdiction that does not need it? If there is a mutual agreement and a different international obligation, what counts?

THE CASE, ONCE AGAIN

I come back to the case mentioned at the beginning.

The European country in question did not really want to have the perpetrator back, but the Asian country where the victim died, wanted to get that person. The Asian country still knew the death penalty and exercised it, which means that the European country could not extradite that person, even if its authorities would have wanted to do so. Thus the European country had to exercise its own jurisdiction. A lot of problems, legal and otherwise, arose then, as the legal systems of the two countries as well as investigation practice have been very different. Has the investigation been done properly, is the investigation in a country where not very much technical assistance is available, up to the standards of an European country where evidence has to be proven beyond reasonable doubt? Can the home country of the perpetrator get the necessary evidence, the witnesses, the body of the dead victim, if appropriate? How do we get all to court, in case the victim's country

doesn't wish to collaborate? If evidences are not given, how to deal with the perpetrator?

In the case mentioned, the investigation found out that the perpetrator was a medical doctor, a grandfather of very good reputation, a loving father and husband, a respected member of his community. So it was clear that the very first thing the defense lawyer submitted, was that his client was completely innocent, that there was no evidence that he has been involved in the atrocities he was accused of, as he has been seen only next to the dead girl, and that nobody had testified that he has committed the crime. He furthermore mentioned extensively the very good reputation of the accused and that the family of the girl had a rather bad one, because it was the family of that girl which did send her to the beach for earning money for sexual services for years already and that the family accused the doctor, believing that much money could be made out of death of the girl. If finally no DNA proof would have been possible, (it was a difficult undertaking to make such analysis in the given circumstances,) the doctor would have gone free.

These are some of the problems one has to face concerning international jurisprudence. This is also the answer why not a lot of perpetrators have been brought to justice. Perpetrators often can use all the existing gaps for their defense, because nobody seems really interested in closing them.

ASPECTS ECONOMIQUES DU TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS

FREDERIC THOMAS

Maître de conférences associé, EIREST Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
France

Résumé

L'auteur propose de porter un regard d'économiste sur la question du tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE). Pour cela il entreprend notamment une exploration de la dynamique et des interactions complexes entre les individus, les institutions et la nature dans l'économie réelle. Après un bref regard sur les aspects micro et macro-économiques du TSIE, l'article se place dans le cadre de l'économie industrielle en introduisant un cadre méso-analytique. Cette approche permet l'étude des aspects sectoriels et présente un schéma explicatif différent du fonctionnement et de la pérennisation du TSIE. L'article s'appuie sur l'existence de clusters « sex-touristiques » et plus particulièrement sur l'étude de cas d'un village de prostitution au Cambodge¹.

Zusammenfassung

Der Autor empfiehlt einen Blickwinkel aus Sicht der Wirtschaft auf die Fragen des Sextourismus welcher Kinder involviert. Aus diesem Grund unternimmt er unter anderem eine Erforschung der komplexen Dynamiken und Interaktionen zwischen den Individuen, der Institutionen und der Natur der realen Wirtschaft. Nach einem kurzen Blick auf die Aspekte der Mikro- und Makrowirtschaft des Sextourismus mit Einbezug von Kindern fügt sich der Artikel in den Bereich der Industriewirtschaft ein, indem ein meso-analytischen Rahmen eingeführt wird. Dieser Zugang erlaubt das Studium der sektoriellen Aspekte und präsentiert ein erklärendes Schema des Funktionierens und der „Verväterlichung“ des Sextourismus mit Kindern. Der Artikel stützt sich auf die Existenz von „Sextourismus“ Clustern und noch präziser auf die Studie des Falls eines Prostitutionsdorfs in Kambodscha².

¹ L'auteur tient à remercier Nicolas Lainez pour sa relecture.

² Der Autor bedankt sich bei Nicolas Lainez für sein Lektorat.

Resumen

El autor propone una mirada de economista sobre la cuestión del turismo sexual que involucra los niños (TSIE). Para ello, plantea concretamente, una exploración de la dinámica y de las interacciones complejas entre los individuos, las instituciones y la naturaleza en la economía real. Después de un breve vistazo sobre los aspectos micro y macroeconómicos del TSIE, el artículo se posiciona en el marco de la economía industrial introduciendo un cuadro meso-analítico. Este enfoque permite el estudio de los aspectos sectoriales y presenta un esquema explicativo diferente del funcionamiento y la durabilidad del TSIE. El artículo se basa sobre la existencia de grupos «sexo-turísticos» y más concretamente sobre el estudio del caso de un pueblo prostíbulo en Camboya³.

Summary

The author considers the issue of sexual tourism involving minors (STIM) from the viewpoint of the economist. In order to do so, he explores the complex dynamics and interactions between individuals, institutions and nature in the real economy. Following a brief look at the micro and macro-economics of STIM, the article applies a meso-analytical framework to the context of the industrial economy. This approach allows the study of sectorial aspects, and presents an explicatory schema which is different from the functioning and continuous existence of STIM. The article is based upon the existence of “touristic-sex” clusters, and more specifically on the case study carried out a village of prostitution in Cambodia⁴.

* * *

³ El autor desea agradecer a Nicolas Lainez por su relectura.

⁴ The author would like to thank Nicolas Lainez for his rereading

Mots clés : Économie, tourisme sexuel, TSIE, système productif, cluster « sex-touristique », coopération, proximité.

INTRODUCTION

La complexité des liens qui unissent touristes et populations locales ne se résume pas à un rapport de domination entre « touristes sexuels pervers » et « victimes » (Roux, 2009). Ainsi, une approche des aspects économiques de l'exploitation commerciale des enfants dans le cadre du tourisme sexuel ne doit pas uniquement se baser sur la seule question des différentiels de revenus et des relations d'échange, quelles qu'elles soient, entre deux populations (« victimes » et « agresseurs ») mais au contraire elle doit prendre en compte l'analyse du fonctionnement et du rôle d'un système productif local (SPL) ou plus précisément l'existence d'un réseau d'individus et d'entreprises complémentaires avec des intérêts économiques et financiers convergents (économie industrielle). Cela pose par ailleurs la question de la coordination de ce système et nous emmène également sur des questions d'économie de proximité comme la coopération entre les acteurs du système productif. Nous entendons ici, par système productif local, le mode d'organisation et de développement de la production d'un service (issu de « l'exploitation sexuelle » commerciale d'un être humain) améliorant l'accès des entreprises locales aux marchés locaux et mondiaux. En cela, nous pouvons interpréter le travail de Wilkinson (1983) dans notre cadre d'analyse pour définir le système productif d'un « service sexuel » marchand comme une combinaison de plusieurs éléments : la force de travail, les moyens de production du service, les méthodes d'organisation de la production du service, la structure de la propriété (indépendance ou appartenance d'un individu à un tiers), le contrôle de l'activité productive, enfin le cadre culturel, social et politique dans lequel le processus de production se déroule.

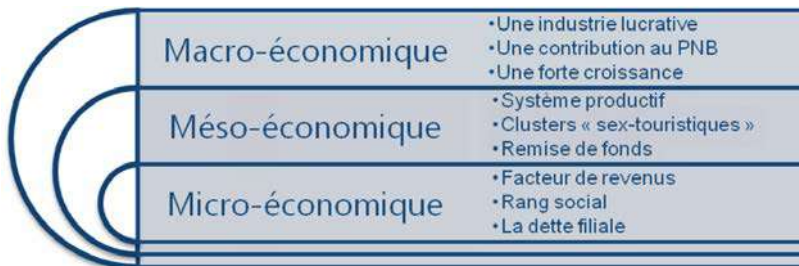
Si traditionnellement, l'économie se divise en deux zones d'études, la microéconomie et la macroéconomie, cet article insiste sur le besoin de porter un regard nouveau et d'introduire un niveau intermédiaire d'analyse ou d'observation privilégiant la branche (ou le secteur) ce que Roux (2009) nomme les espaces organisés. Ce n'est pas tant que nous cherchons à créer un lien, au sens de la critique keynésienne (bridge), entre les deux niveaux d'analyse mais la particularité et le haut degré d'informalité des systèmes productifs locaux de services sexuels laissent à penser qu'il importe d'adopter cette démarche pour mesurer leur compétitivité économique, les raisons de leur pérennité et le rôle attractif d'un système productif de services sexuels. Cela pose la question d'une relation organique entre le tourisme sexuel et la prostitution : le tourisme sexuel

nourrit-il ces systèmes productifs de prostitution et/ou inversement ? La justification de notre approche repose aussi sur la faible pertinence et le manque de fiabilité des données générales et macroéconomiques sur la traite ou l'exploitation commerciale d'êtres humains (Formoso, 2008 ; Roux, 2010 ; Chaumont, 2012). La quantification faite du phénomène tourisme sexuel, et en particulier celle du nombre d'enfants « exploités sexuellement », est souvent obtenue par triangulation voire par simple estimation ou pire inventée de toute pièce. Les données macro-économiques sont quant à elle quasiment inexistantes. Pour les acteurs de la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, ces chiffres relèvent, avec la mise en scène des enfants prostitués (Lainez, 2009), d'un besoin de conscientiser les individus et les institutions, et de justifier une action voire une existence des organisations. Au contraire, cet article se propose de comprendre la pérennisation et d'explorer uniquement la complexité et le poids économique de ces systèmes productifs – puisque nous parlons de la production/organisation d'une offre de services – à travers trois niveaux d'analyse : micro-économique, méso-économique et macro-économique. Le premier niveau d'analyse (micro-économique) portera sur la relation entre l'offre et la demande, les prix de marché et les rendements. La pluralité des dimensions d'échange nous oblige à une certaine prudence concernant les conclusions du cadre micro-analytique et toute agrégation d'une multitude de comportements individuels au niveau macro-économique. Pour cela, nous nous intéressons au cadre conceptuel et à la toile constituée par les contrats formels ou informels au sein et entre des familles, des entreprises, des marchés et des institutions civiles et sociales. Plus particulièrement, nous souhaitons mettre en lumière la multiplicité des transactions, des acteurs, la question de la coordination et les interdépendances au sein de ce que nous appelons un cluster « sex-touristique ». Puisque nous nous situons dans le cadre de l'économie industrielle, existe-t-il des barrières à l'entrée ? Peut-on parler d'atomicité du marché ? Observe-t-on des phénomènes d'entente ou de collusion tacite ? Enfin, une analyse des aspects économiques du TSIE ne serait complète sans mettre l'accent sur les incohérences entre la politique de régulation macroéconomique et les aspects illicites de la méso-économie du tourisme sexuel, mais aussi les fortes variations voire l'absence de données viables au niveau macro-économique. Cet article présente dans un premier temps, les aspects économiques du TSIE dans le cadre des deux champs traditionnels de l'analyse économique (micro et macro) avant d'introduire une approche intermédiaire dite méso-analytique.

LES DIFFÉRENTS CADRES ANALYTIQUES DES ASPECTS ÉCONOMIQUES DU TSIE

La motivation quant à la proposition de trois niveaux analytiques pour l'étude des aspects économiques du tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE), et donc dans l'introduction d'un niveau d'analyse intermédiaire à l'analyse économique traditionnelle, est dans un premier temps de présenter les champs possibles au sein de l'analyse économique. Ensuite, il s'agit en particulier de prendre en compte l'importance de certains groupes d'acteurs mais surtout d'une activité dans l'orientation d'une partie substantielle d'une économie locale voire régionale, posant par ailleurs la question de la définition des frontières (Porter, 1990). Enfin, nous souhaitons également aborder les questions des échanges économiques, des externalités, de la coopération et de la coordination entre ces acteurs. Nous proposons donc le cadre de l'économie industrielle que nous jugeons plus propice à l'analyse des aspects économiques du TSIE, les modèles macro et micro-économique ne pouvant ni décrire, ni analyser les questions d'externalités, de proximité, de coopération.

Figure 1: Cadres analytiques du Tourisme Sexuel Impliquant des Enfants (TSIE)



Source : Auteur

En effet, la constitution de « clusters sex-touristiques », que nous aborderons plus bas, se réfère non pas aux acteurs de la vie économique en tant que tels mais aux interactions économiques et sociales susceptibles de se produire entre eux et aux questions de coordination. Ces interactions, à proprement parlé, dans un espace précis mais aux limites poreuses (envois de fonds aux familles), sont sources d'externalités positives pour les entreprises et d'opportunités en termes d'emplois et de revenus voire de réduction de la pauvreté pour les individus (Nadvi et Barrientos, 2004). Au sein de pays avec une législation du travail parfois confuse et une faible capacité d'application des lois, en particulier dans le domaine

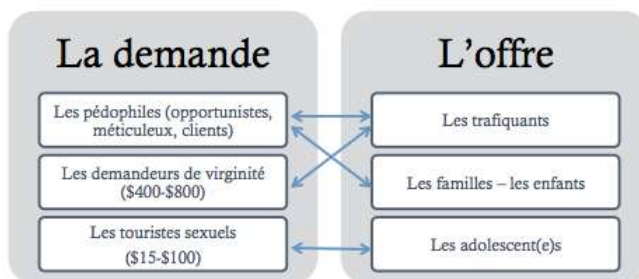
de la prostitution, ces clusters intégrant simultanément des activités licites et illicites tendent alors d'autant plus à se renforcer.

Le cadre micro-économique du TSIE

La micro-économie peut se définir comme l'analyse du comportement des principaux agents économiques (consommateurs et producteurs) pris séparément ceci dans le but de comprendre leur processus décisionnel. Elle se concentre en particulier sur l'offre et la demande⁵, la détermination des prix et le rendement de marchés spécifiques.

Dans le cadre du tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE), les organismes de lutte contre la prostitution définissent trois grandes catégories de demandeurs (touriste sexuel, chercheur de virginité, touriste pédophile), lesquelles influent aussi bien sur l'offre et ses caractéristiques (organisée et non organisée) que sur des prix de marché spécifiques à leur catégorie et les rendements. Partant du modèle hypothétique d'évolution des destinations touristiques de Butler (1980), le développement d'une offre touristique est potentiellement subordonné à l'apparition des premiers explorateurs. La prise de conscience du tourisme comme une opportunité permet alors à l'offre de s'organiser pour répondre aux différents types de clients et si possible d'accroître la taille du marché.

Figure 2: Schéma des relations entre offre et demande de TSIE



Source : Auteur

Conscient de la pluralité des dimensions qui traversent les échanges intimes (Roux, 2011), nous n'étudierons seulement que ces trois grandes catégories ordinaires de demandeurs de services sexuels ou de relations intimes auprès de populations mineures, dans le cadre d'un séjour touristique (Thomas et Matthews, 2006). Ainsi, notre analyse se réduit à la dimension monétaire de l'échange pour la

⁵ Nous reconnaissons que les transactions sociales coexistent avec des transactions monétaires (Zelizer, 2001)

simple raison que nous nous intéressons spécifiquement au système productif local au sein duquel les « échanges intimes » prennent place.

Les principaux clients d'enfants sexuellement exploités sont de type « situationnel ou opportuniste ». Ils ne sont pas à proprement parler des pédophiles mais des individus à la recherche de jeunes filles post-pubères lesquelles se révèlent parfois être adolescentes (maximisation de l'utilité et asymétrie d'information). Bien que mineures, les tarifs proposés par ces jeunes filles ou « leur propriétaire » – dans le cadre d'un échange marchand – sont généralement ceux de la prostitution traditionnelle (US\$ 15-100) auxquels des critères de beauté et de couleur de peau pourront jouer en fonction de la nationalité des clients et du lieu de prostitution. Par ailleurs, au sein de cette catégorie de filles prostituées mineures, on note l'existence d'une prostitution volontaire – notamment sous la forme d'échanges non marchands – attirées par le besoin d'acquisition (facteurs attractifs) de biens de consommation courants (téléphones, vêtements, etc.) (Thomas et al, 2013) et par des conditions de travail souvent moins dures (Derks, 1998 ; Formoso, 2001) que dans l'industrie ou le secteur de la construction.

Table 1: Exemples de tarifs de rapports sexuels avec des mineur(e)s

Pays	Tarif d'un rapport sexuel
Singapour	\$47-55 avec une fille de 17 ans
Japon	\$100 avec une fille de 14 ans
Thaïlande	\$ 300 pour acheter un enfant
Kenya	\$ 25 avec une fille de 12 ans
Madagascar	\$15 avec une fille de 15 ans
USA	\$ 50-100 avec une prostituée de rue

Source : Compilation par l'auteur

Le second groupe de demandeurs est constitué des « chercheurs de virginité » ou « virginity seekers ». Plus présent dans les cultures où l'animisme tient encore une place prépondérante (Asie et Afrique), ce type de demande correspond à des croyances sur les bienfaits de relations sexuelles avec un(e) vierge (santé, commerce, virilité, etc.). Le tourisme sexuel par des acheteurs de virginité féminine ou masculine s'explique par la rareté des réseaux et plus particulièrement des différentiels de prix des services entre nations émettrices et réceptrices (Thomas et Matthews, 2006). Les tarifs observés au Cambodge (Thomas et Pasnik, 2010) vont de 350 à 1000 dollars en fonction également du lieu, du réseau, de la beauté et de la couleur de peau. Nous étudierons dans l'analyse des systèmes productifs, l'existence de coûts de transactions, par la présence d'un ou plusieurs intermédiaires et de coûts d'organisation élevés, impliquant alors des coûts supérieurs pour le consommateur. On observe également la recherche d'un accroissement de la rentabilité par les acteurs du système productif puisqu'il est

par ailleurs commun pour une jeune fille de vendre ou d'être forcé de vendre plusieurs fois sa virginité⁶. Les jeunes filles adolescentes « commercialisées » dans le cadre d'une vente de virginité répondent à des facteurs parfois contradictoires comme une situation de pauvreté, d'endettement de leurs parents ou d'elles-mêmes ou enfin simplement à une marchandisation de la virginité pour une acquisition ultérieure de biens de consommation (Thomas et al, 2013). Dans le cadre d'une dette contractée, elles se verront alors imposer des obligations et des restrictions tant que la créance est due (Lainez, 2007) laquelle ne se résume pas à la somme avancée au moment de la transaction initiale mais inclura progressivement les frais de loyer et autres⁷.

Enfin, le troisième groupe de demandeurs est celui des pédophiles ou des délinquants sexuels de type préférentiel. Ces derniers ont une préférence certaine pour les enfants non pubères et en particulier une préférence en termes d'âge et de sexe. Ils peuvent aussi bien utiliser des réseaux structurés existants lesquels leurs sécuriseront des services sexuels avec des enfants (ce à quoi nous faisons principalement référence dans cet article) ou alors pratiquer des techniques de manipulation/séduction leur permettant un accès sécurisé aux enfants qu'ils ont ensuite l'intention d'abuser sur une période de temps indéfinie. Ce type de comportements peut notamment s'étendre à la séduction de familles vulnérables (support financier, matériels, etc.) et plus souvent de mères célibataires ou la relation revêt un caractère pratiquement familial. Le travail de Montgomery (2001) décrit ainsi amplement la question du rang social en Thaïlande et son importance voire les conséquences comportementales en résultant y compris les différents types de stratégies illicites adoptées dont la prostitution des enfants.

Sur la question des techniques de séduction/manipulation directe auprès des enfants (grooming), il n'existe pas uniquement des relations de type tarifé mais aussi une offre de biens matériels non monétaires. Lorsque la relation prend place dans le cadre d'un commerce organisé, la figure ci-dessous (Figure 4) présente l'exemple de tarifs de relations sexuelles commerciales avec des mineur(e)s dans un lieu de prostitution au Cambodge. On y observe l'existence de tarifs relativement bas en moyenne pour un système productif organisé. Cela est par ailleurs particulièrement surprenant au regard du caractère illicite de l'activité.

⁶ Pour cela, il sera pratiqué une couture de l'hymen pouvant aller jusqu'à quatre fois.

⁷ Sur la dette lire: LAINEZ Nicolas (2012), "Commodified sexuality and Mother-Daughter power dynamics in the Mekong delta", *Journal of Vietnamese studies*, vol.7, issue 1. Pp149-180.

Table 2: Revenus de l'exploitation sexuelle d'enfants mineurs (Cambodge, 2002)

Genre	Fille	Garçon
Total	18	7
Age moyen au moment de l'étude	14.2	13.3
Age moyen du premier contact (oral, vaginal ou anal)	12.9	12.3
Nationalité des premiers consommateurs	Occidentale 8 Japonaise 6 Chinoise 3 Khmer 1	Occidentale 5 Japonaise 2
Nombre moyen de clients par jour	1-3	1 – 2
Revenu moyen par relation	2 – 5 \$	5 – 10 \$

Source : Thomas et Pasnik (2010)

Dans le cadre de la microéconomie, les facteurs de fixation des prix sont au nombre de trois : la demande, les coûts et la concurrence. Le faible niveau des prix constaté dans le tableau ci-dessus (pour une destination précise) s'explique aussi bien par le niveau de risque élevé existant pour une demande utilitariste à la recherche de prix bas, la multiplication des destinations de TSIE en concurrence, mais surtout par une offre de services importante et bas de gamme. Par la présence d'un grand nombre d'offres et de demandeurs, et au regard de la taille relativement réduite des réseaux locaux, on peut ainsi émettre l'hypothèse d'atomicité du marché. Ainsi, cette question de la détermination des prix de marché nous encourage, comme nous le verrons par la suite, à l'introduction d'un cadre méso-analytique visant à la prise en compte de facteurs déterminants, en particulier, le capital social local (relations sociales et commerciales entre les agents).

Le cadre macro-économique du TSIE

Au delà d'une recherche à la justification des actions, voire de l'existence des organisations qui fabriquent les données du TSIE, il apparaît clairement qu'une démarche d'extrapolation, ou au mieux d'agrégation, de données micro-économiques peu fiables ne présente que peu d'intérêt à la compréhension d'environnements complexes. Nous comprenons que l'objectif de l'adoption d'un cadre de réflexion macro-analytique est principalement d'encourager les gouvernements et les groupements de gouvernements à la constitution de traités internationaux et leur application. En revanche, la difficulté de cette application des lois internationales dans une constitution nationale est justement issue des écarts existants entre le cadre règlementaire macro-économique et les modes de fonctionnement des économies locales – en particulier les économies illicites.

Table 3: chiffres de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans différents pays

Pays	Exploitation sexuelle commerciale des enfants (100,000 hab. / par pays) *	Total	Autres sources	Revenus
Inde	58	700,000	1.2 million	\$ 4 b. / an pour TEH
Thaïlande	903	600,000	40,000	\$ 300 m. / an aux familles
Brésil	149	300,000	1.2 million	
USA	96	250,000	300-600,000	\$ 140,000 / fille / an
Chine	15	210,000	200-500,000	
Zambie	580	81,000		
Philippines	70	68,000	80-100,000	
Taiwan	217	50,000	100,000	
Indonésie	17	40,000		
Vietnam	33	28,000	20,000	
Russie	17	24,000		
Cambodge	199	24,000	20,000	

Source : Compilation de l'auteur avec Huynh et al. (2010)

Ainsi, les chiffres du TSIE ont certes permis ce que Roux (2010) appelle la naissance d'une cause et d'une mobilisation internationale avec la tenue du premier congrès contre l'exploitation sexuelle des enfants (Stockholm, 1996) mais les données globales et l'information y étant associée servent peut être plus ceux qui la cautionnent que la problématique en elle-même. On peut ici faire un parallèle entre les données sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et celles de la pauvreté. Dans les deux cas, on relève souvent un rejet par les gouvernements d'indicateurs internationaux : indicateurs dans lesquels ils ne se retrouvent pas. Premièrement, les méthodologies utilisées pour la quantification des problématiques reposent soit sur des méthodes de triangulation approximatives (l'exemple des fortes variations dans le tableau ci-dessus) soit sur des indicateurs non adaptés au contexte local (ex : économie de marché vs. économie de subsistance). Ceci nous amène par exemple à la question de l'exploitation sexuelle des mineurs au sein des sociétés rurales et des groupes ethniques où le mariage précoce est courant. Quelles sont donc la valeur et la fiabilité des données sur le TSIE et en particulier celles du tableau ci-dessous ? Les chiffres globaux de l'exploitation sexuelle commerciale des mineurs sont hétéroclites. On y observe de fortes divergences entre les différentes sources pour un même pays. Si les chiffres inquiètent, leur manque de fiabilité empêche souvent la considération des gouvernements. La compréhension de l'échelle du poids économique du TSIE et sa dimension intersectorielle demeure confuses. L'analyse des aspects économiques du TSIE doit être plus robuste et s'appuyer sur des outils et des travaux scientifiques et non sur des expertises.

Le cadre méso-économique du TSIE

Le système productif organisé autour du tourisme sexuel est, de manière générale, appuyé par un système de financement, un système d'information efficaces et un contexte institutionnel permettant l'existence d'une activité et de comportements illicites⁸. D'une part, l'analyse macro-économique du TSIE ne reflète pas la complexité de ce système et encore moins son poids économique et social. D'autre part, il existe d'autres éléments, que ceux habituellement retenus dans l'analyse micro-économique (demande, coût, concurrence), susceptibles d'avoir une incidence très directe sur les coûts encourus par les différents acteurs économiques. En particulier, il peut exister des coûts d'entrées, de transaction, de coordination mais aussi des externalités positives variables lesquels sont propres à chaque système productif ou destination. Ces aspects de la formation des prix et d'analyse des relations au sein du système productif sont au cœur du cadre méso-économique du TSIE.

Lorsqu'une destination recense une multitude de cas d'exploitation sexuelle commerciale de mineurs, ce système repose entre autres sur une structure organisationnelle ayant établi des modes de collaboration et de coopération entre différents acteurs (proxénètes, officiels, policiers, entrepreneurs, familles). Nous dépassons ici le simple cadre de l'échange ou de la relation intime pour nous intéresser au capital social local, i.e., à ceux qui profitent du développement des activités illicites, c'est à dire, l'appropriation du territoire et de ses activités par les acteurs localisés. Dans l'hypothèse d'une atomicité du marché, l'accès des offreurs ou des demandeurs sur un marché est totalement libre. Toute réglementation imposant des conditions préalables à l'exercice d'une activité est donc exclue. Pourtant, le proxénétisme et le trafic d'êtres humains sont interdits dans l'ensemble des pays. Paradoxalement, ces activités existent et elles sont coordonnées au niveau local tout d'abord puis soutenues ou ignorées au niveau national (dans une logique déductive) pour qu'elles puissent subsister malgré leur caractère illégal.

Cette structure organisationnelle s'apparente à ce que nous appelons plus communément **un cluster**, i.e. la concentration géographique d'entreprises et d'institutions interconnectées dans un domaine particulier et liées par des points communs et des complémentarités (Porter, 1998). Roux (2011) parle « d'espaces organisés » où cohabitent espaces récréatifs, marchands de rue et autres activités complémentaires (hôtels, superettes, coiffeurs, etc.) regroupés géographiquement,

⁸ Notons que nous nous plaçons ici dans le cadre d'un système et non de l'échange marchand ou non marchand entre deux individus.

souvent d'un seul point de vue fonctionnel. Comme tout système productif, les performances d'un cluster dépendent (De Bandt, 1989) :

- de l'environnement socio-culturel, politique, institutionnel;
- des apports extérieurs, c'est à dire, des contributions extérieures venant d'autres agents (ONG, mafias, gouvernements, etc.) et systèmes (en qualification et compétences, en savoir faire, etc.);
- de règles du jeu qui président aux relations entre les acteurs (législations et règlements, formes de coopération, etc.);
- de champs de stratégies et d'actions, de confrontations de stratégies, de contraintes, d'opportunités.

Plus le cluster sera élargi (nombre d'acteurs et de biens et services), plus il attirera des catégories variées de consommateurs et d'acteurs, et cela d'autant plus au sein d'un marché où circule parfaitement l'information. L'attractivité du territoire ne se résumera alors plus uniquement aux activités originelles mais à une multitude d'activités annexes, complémentaires et associées (chaîne de valeur) formant un capital relationnel entre les parties prenantes qui s'affrontent et coopèrent. Ainsi, un quartier ou une destination – devenu espace de prostitution – mais ne s'y résumant pas, de par l'existence d'une multitude d'activités annexes mais aussi complémentaires, peut être appelé « cluster sex-touristique ».

La question à laquelle nous ne pouvons ici répondre est à quel point le TSIE est aujourd'hui présent dans les clusters « sex-touristiques » majeurs. Cela pose également la question de la définition des frontières du cluster. Le cluster peut être urbain, métropolitain ou rural. Pourtant pour les réseaux d'exploitation sexuelle et commerciale des enfants, le cluster possède un avantage concurrentiel déterminant car il développe et intensifie les interactions entre les ressources (facteurs de production), l'environnement local (la coordination dans le cadre du TSIE), les conditions de la demande et un tissu local riche de fournisseurs et d'industries connexes ou d'assistance (Porter, 1998). Le tourisme sexuel impliquant des enfants, et la prostitution en général, ont la particularité d'avoir des frontières floues entre l'environnement local et le système productif, les membres du premier étant souvent associés au second.

L'exploitation sexuelle des enfants, dans son cadre commercial, s'est d'ailleurs généralement appuyée sur la proximité ou l'existence de clusters « sex-touristiques » formalisés (Manille, Bangkok, Pattaya, Phuket, Saly, Nosy be, Mombasa, etc.) lesquels ont évolué au regard de la conjonction des facteurs

mentionnés ci-dessus⁹. L'hypothèse d'un lien entre l'existence des clusters touristiques, « sex-touristiques » et le TSIE peut être supportée par deux arguments principaux. Premièrement, au regard de la définition donnée dans la convention relative aux droits de l'enfant, le TSIE concerne les personnes de moins de dix-huit ans et non pas uniquement les enfants non pubères. Cela élargit considérablement la possibilité de trouver des formes de TSIE au sein des clusters « sex-touristiques ». Deuxièmement, on observe principalement les arrestations de touristes pédophiles au sein ou suite à la visite de destinations associant le tourisme et des formes de prostitution (Thomas & Matthews, 2006). Aujourd'hui, il semble que la pérennité et la résistance des clusters « sex-touristiques » au lobby des associations internationales et nationales abolitionnistes et autres reposent en partie sur l'intérêt économique des parties prenantes et probablement sur l'appartenance à une communauté locale marquée par un système de valeurs et de pensées relativement homogènes (Largier et al. 2008).

Un exemple particulièrement intéressant de cluster « sex-touristique », par sa petite taille, est celui d'un village de prostitution – Svay Pak ou km 11 – situé au Cambodge. Avant l'exécution de différents raids policiers entre 2003 et 2004 pour stopper toute activité de prostitution, le village accueillait une moyenne de 2'000 et 4'000 visiteurs à des fins sexuelles (nationaux et internationaux) par mois respectivement en basse et haute saison pour une population d'environ 300 filles et entre 50 et 100 mineurs prostitués. En moins de dix ans, le nombre de victimes d'exploitation sexuelle et commerciale a été multiplié par dix. Un tel accroissement n'est possible qu'au sein d'un environnement local favorable pourvu de règles qui encouragent l'investissement, la coopération et la compétition entre les « entreprises » ou réseaux plus qu'elles ne les répriment. A la présence d'une offre de services sexuels est venue s'ajouter une offre de services divers bâtie sur un mode relationnel dense au sein d'un espace devenu spécialisé. Cette offre de services sexuels ou non était par ailleurs de nature coopérative (Bigliardi & al., 2011) puisque basée sur l'imitation dans une relation quasi partenariale. On peut également expliquer cette coopération par l'existence d'un système de type « tontine » où chaque nouvel entrant bénéficie du support de la communauté à laquelle il sera ensuite redevable. Ainsi, les pratiques de coopération seraient le fruit de la cohabitation de différentes proximités. Ces proximités entre les différentes offres ont évidemment leur importance dans une perspective de coût et d'utilité pour la demande.

⁹ On a ainsi observé une évolution des modes opératoires des touristes pédophiles (Thomas & Matthews, 2006) parallèlement à l'accroissement des moyens mis en œuvre pour lutter contre le phénomène dans les destinations majeures.

**Table 4: Historique de l'évolution des activités illicites de prostitution
Svay Pak, Cambodge**

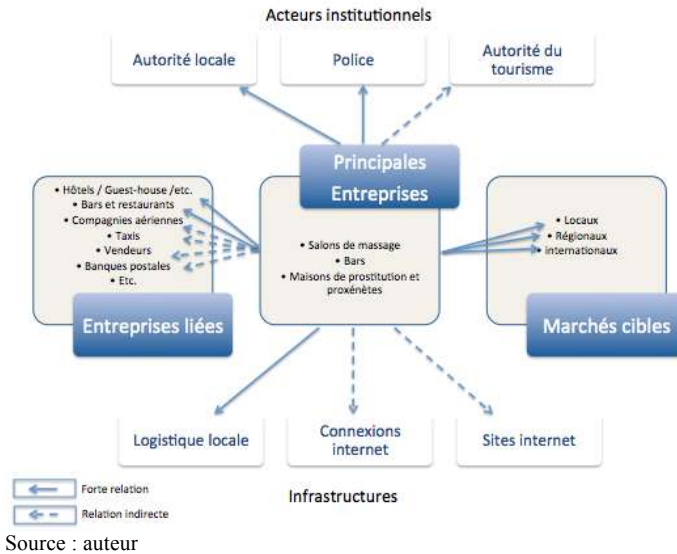
1985: Premiers bordels en bambous et paille (30-50 travailleurs du sexe) 1992: UNTAC – Fort accroissement de l'offre (500 travailleurs du sexe ++) 1998: Premiers touristes sexuels – apparition du TSIE 2003/4: Raids policiers pour fermer Svay Pak 2013: A moindre échelle - Continuité d'activités illicites
--

Source : Thomas (2005)

Une enquête auprès de 30 des 300 familles du village (Thomas, 2005) pour évaluer l'impact des interventions policières subventionnées par une ONG américaine (International Justice Mission) a permis de mettre en lumière ces liens socio-économiques intersectoriels (chaîne de valeur) entre la prostitution, les commerces de proximité et les autorités locales. Ainsi, faisant suite aux raids policiers de 2003 et 2004 :

- 83% des familles interrogées déclaraient bénéficier directement ou indirectement des activités illicites (taxis, cafés, coiffeurs, etc.);
- Environ la moitié des familles interrogées (44%) ont vu un membre de leur famille quitter le village après le raid policier;
- Le revenu moyen de 80-85% des familles interrogées a diminué d'un tiers après les interventions policières (\$ 13.15 à \$ 4.25 / jour);
- On observa une augmentation de la dette moyenne de \$101.6 à \$181 pour 57% des familles.

Ces résultats montrent l'importance économique et sociale d'une activité économique illicite au sein d'une société locale. Pour reprendre Fabry (2009), la destination touristique est une construction, une mise en réseau et non une collection d'acteurs juxtaposés (figure 1). Ainsi, chacun bénéficiait, bien sûr de l'opacité institutionnelle ou de la présence d'une règle de droit locale, mais surtout de l'existence des activités de prostitution marchandes et non marchandes et en retour proposait une offre de biens et/ou services améliorant l'offre globale (génératrice de sens et d'images), prolongeant la durée de séjour sur le site/dans la destination et augmentant le volume des dépenses.

Figure 3: Schéma simplifié d'un cluster « sex-touristique »

Suite aux raids policiers, une atmosphère de suspicion était apparue subséquemment au sein du système productif et en particulier parmi les proxénètes et les réseaux de clients organisés. A titre d'exemple, une source villageoise (Thomas, 2005) relatait que les groupes de clients chinois et japonais avaient progressivement changés leurs comportements pour mettre en place des « systèmes de livraison » d'enfants ou de filles vierges directement dans leurs hôtels. Enfin, la majorité des filles et enfants prostitués avaient quitté le village avec leurs proxénètes vers d'autres lieux de prostitution ou nouveaux clusters « sex-touristiques » répartis dans les principales destinations touristiques du pays¹⁰. Ce dernier point est intéressant dans la mesure où il confirme la faible présence de barrières à l'entrée au sein des clusters sex-touristiques. Il semblerait que l'approche locale se situe définitivement dans le cadre de la coopération, i.e., que l'offre nourrit la demande. Plus les acteurs sont nombreux, plus la demande grandira¹¹.

Cette étude a démonté de ce fait l'existence possible de structures organisationnelles avec des liens pouvant tout aussi bien être hiérarchiques que simplement fonctionnels où les institutions policières jouent par ailleurs un rôle

¹⁰ Les témoignages recueillis en 2005 mettaient par contre en lumière le désir de chacun de retourner à Svay Pak aussitôt que possible puisque la plupart y avaient de la famille.

¹¹ Aujourd'hui, bien que nettement diminuées, des activités illicites de prostitution perdurent toujours à Svay Pak, montrant ainsi toute la difficulté de mettre fin aux activités de prostitution.

fondamental et paradoxal de coordination pour permettre la continuité. Thomas (2005) donne différents exemples du coût de la protection d'un réseau d'exploitation sexuelle commerciale par la police locale. Pour un groupe de 10 à 20 enfants entre 10 et 12 ans rapportant environ US\$ 1'000 par nuit à un proxénète, la protection du réseau oscille aux alentours de 30% des bénéfices soit environ US\$ 80'000 par an. Dans le cas de Svay Pak, la règle locale était que chaque établissement de prostitution (16) devait payer US\$ 20 par mois et par fille prostituée.

Cette démarche méso-analytique nous a permis de démontrer l'importance de se situer à un niveau intermédiaire (Morvant et Marchesnay, 1979) pour étudier les aspects économiques du tourisme sexuel et présenter un schéma explicatif du fonctionnement et de la pérennisation du tourisme sexuel et par conséquence du TSIE. En particulier, la démarche méso-analytique met en exergue la multitude d'activités annexes, complémentaires et coopératives formant un capital relationnel entre les parties prenantes du TSIE et le rôle des activités illicites génératrices de revenus multiples et variés dans une économie locale. A ce titre, l'étude de la chaîne de valeur est un outil d'analyse stratégique permettant d'identifier au sein d'une organisation ou d'un système productif les différentes activités clés créatrices de valeur et d'utilité pour le client et de marge pour l'organisation ou le système.

CONCLUSION

Cet article avait donc pour objectif de mettre en lumière la faible compréhension des aspects économiques du TSIE par une approche reposant uniquement sur la construction de chiffres (Formoso, 2008; Roux, 2010; Chaumont, 2012) ou sur la mise en scène des victimes d'exploitation sexuelle commerciale (Lainez, 2009). La multitude des « économies intimes », i.e., des types de relations marchandes et non marchandes ou, d'un point de vue juridique, de formes d'exploitation sexuelle commerciale des enfants, ne permet pas l'agrégation des différents comportements individuels pour avoir la connaissance de l'économie globale. Par ailleurs, l'analyse économique ne doit pas reposer sur un jugement de valeurs ou sur des extrapolations statistiques et économiques floues mais sur la compréhension de la complexité des économies ou systèmes productifs de proximité, c'est à dire via une démarche méso-analytique laquelle peut être mise en application via une analyse de type « top down » plus communément appelée « étude de la chaîne de valeur ».

Ainsi, l'exemple d'un village de prostitution, s'il représente un cas particulier, a justement permis de tirer plusieurs enseignements utiles à la compréhension des

aspects économiques du tourisme sexuel, et probablement du TSIE, dans le cadre d'échanges marchands organisés. Premièrement, des individus et des petites entreprises informelles regroupés dans un espace spécialisé, ici l'offre de services sexuelles, entretiennent des interactions qui se traduisent par des pratiques de coopération. Deuxièmement, l'existence et pérennisation de cette concentration spatiale d'acteurs, c'est à dire d'une économie de proximité, est facilitée par le rôle de coordinateur des autorités locales. Il ne pourrait en être autrement au regard du caractère illégal de l'activité. Troisièmement, la mobilité observée des acteurs, ou leur relocalisation, confirme une atomicité du marché en ce sens ou aucun agent du marché ne semble, par sa seule action, pouvoir influencer sur les conditions du marché (absence de monopole ou de position dominante). Enfin, un accroissement du nombre d'acteurs et/ou du type d'offres de services sexuels et non sexuels au sein de relations coopératives et complémentaires est vécu comme un facteur pertinent de performance et de compétitivité du territoire. En cela, nous pouvons donc parler de l'existence de « clusters sex-touristiques ».

Ce type d'approche permet ensuite de répondre à des questions macroéconomiques et en particulier celle de la dépendance d'une région à une industrie (mesure du degré de spécialisation). Cette question est d'autant plus intéressante de par le caractère illégal d'une partie des activités entreprises dans les « clusters sex-touristiques ». Une perspective de recherche indiquée serait également de voir de façon plus approfondie le fonctionnement interne du cluster et les relations entre les firmes à un endroit précis. On sait que les proximités de métiers et géographiques confèrent de facto une dimension compétitive et que la coopération entre concurrents peut être favorisée par le cadre culturel, social et politique dans lequel le processus de production se déroule.

Bibliographie

BELSER Patrick, DE COCK Michaelle et MEHRAN Farhad (2005) “ILO, Minimum estimate of forced labour in the world”, Geneva, International Labour Office.

BIGLIARDI, Barbara, DORMIO Alberto Ivo et GALATI Francesco (2011), “Successful co-opetition strategy: evidence from an Italian consortium”, *International Journal of Business, Management and Social Sciences*, vol. 2, no. 4, 1-8.

CHAUMONT Jean-Michel (2012), « Le militant, l'idéologue et le chercheur », *Le débat*, vol. 5, n° 172, p.120-130.

DE BANDT Jacques (1989), « Approche méso-économique de la dynamique industrielle », *Revue économie industrielle*, vol. 49, n° 49, p. 1-18.

DERKS Annuska (1998), “Trafficking of Vietnamese women and children to Cambodia”, International Organisation for Migration & Center for Advanced Study, Phnom Penh, Cambodia.

FABRY, Nathalie (2009), « Clusters de tourisme, compétitivité des acteurs et attractivité des territoires », *Revue internationale d'intelligence économique* 1: 55-66.

FORMOSO Bernard (2001), « Corps étrangers: Tourisme et prostitution en Thaïlande », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n° 2, p. 55-70.

FORMOSO Bernard (2008), “Heather *Montgomery*, Modern Babylon ? Prostituting Children in Thailand”, *L'Homme*, 166, p.287-289.

HUYNH Tuyen N., SCHEUBLE Laurie et DAYANANDA Vanitha (2010) “Child prostitution in 12 countries: An explanatory study of predictors”, McNair Faculty, the Pennsylvania State University, http://forms.gradsch.psu.edu/diversity/mcnair/mcnair_jrnl2010/files/Huyen.pdf

LARGIER Arnaud, LARTIGUE Sylvie, SOULARD Odile et TARQUIS Christine (2008). « Clusters Mondiaux : Regards croisés sur la théorie et la réalité des clusters – Identification et cartographie des principaux clusters internationaux » Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France (IAURIF). http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_444/ClustersMondiaux.pdf

LAINÉZ Nicolas (2007), « Mobilités prostitutionnelles et représentations : le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge », *Les notes de l'Irasec*, n°7.

LAINÉZ Nicolas (2009), « La victime mise en scène : représenter le trafic à des fins d'exploitation sexuelle ? » in Regards croisés sur les corps à corps migratoires coordonnée par Stéphanie Nann, *Migration société*, vol.21, n° 126, p. 127-141.

MONTGOMERY, Heather (2001), "Modern Babylon? Prostituting children in Thailand", *New York: Berghahn Books*, 2001, 224 p.

MORVANT Yves et MARCHESNAY Michel (1979). « Micro, macro, meso... », *Revue d'économie industrielle*, vol. 8, n° 8, p. 99-103.

NADVI Khalid et BARRIENTOS Stéphanie (2004). « Systèmes productifs locaux et réduction de la pauvreté : vers une méthodologie d'évaluation de l'impact des initiatives de développement des systèmes productifs locaux sur la pauvreté et la situation sociale », *Institut d'études du développement, université de Sussex, England et Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel*.

http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Publications/Pub_free/Systemes_productifs_locaux_et_reduction_de_la_pauvrete.pdf

PORTER Michael E. (1998), "Clusters and the new economics of competition", *Harvard Business review*, November-December.

ROUX Sébastien. (2009), « Le savant, le politique et le moraliste. Historiographie du tourisme sexuel en Thaïlande », *A contrario*, vol. 1, n° 11, p.28-42.

ROUX Sébastien. (2010), « Thaïlande. La naissance d'une cause : la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, des années 1980 à nos jours », in Véronique Blanchard, et al., les jeunes et la sexualité, Autrement « Mutations », 2010, p. 280-287.

ROUX Sébastien. (2011), No money, no honey : Économies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande, *Éditions la découverte*, Paris.

THOMAS Frédéric (2005), "The impact of closing Svay Pak: Study of police and international NGO-assisted interventions in Svay Pak, Cambodia"

http://www.no-trafficking.org/content/pdf/impact_svay_pak%20final.pdf

THOMAS Frédéric et MATHEWS Leigh (2006), "Who are the Child sex tourists in Cambodia"

http://www.worldwideopen.org/uploads/resources/files/603/TOUR012_Who_Are_the_Child_Sex_Tourists_in_Cambodia.pdf

THOMAS Frédéric et PASNIK Florence (2010), "Child Sex Abuse and Tourism", in *The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia: A General Statement of Prostitution*

and Trafficked Women and Children, *White Lotus Press*. Sous la direction de Pierre LE ROUX, Jean BAFFIE et Gilles BEULLIER. Pp. 221-238.

THOMAS Frédéric, Marshall Phil et Kapoor Aarti (2013), “Tourism Development and behavioural changes: evidences from Ratanakiri province, Kingdom of Cambodia”, *Journal of tourism and cultural change*, vol. 11, n° 3.

WILKINSON Franck (1983), « Productive Systems », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 7, n°3-4, pp. 413-429.

ZELIZER Viviana (2001), « Transactions intimes », *Genèses*, vol. 1, n°42, p. 121-144.

BEYOND SAYING “NO!” TO CHILD SEX TOURISM

JULIA O’CONNELL DAVIDSON

Professor of Sociology, University of Nottingham, UK

Résumé

Parmi les choses qui restent invisibles dans le discours dominant sur le tourisme sexuel impliquant des enfants, on trouve les inégalités politiques et économiques mondiales qui se cachent derrière le phénomène. La présence des enfants dans le commerce du sexe lié au tourisme devrait être mise en parallèle avec les différents milieux sociaux et les chances de réussite des enfants. Le phénomène du « tourisme sexuel impliquant des enfants » ne constitue pas une menace égale pour *tous* les enfants. Les enfants issus de familles socialement, politiquement et économiquement marginalisées, ou les enfants qui n’ont pas de famille et qui vivent dans la rue, sont plus exposés. Les recherches démontrent que la grande majorité des enfants qui vendent des services sexuels aux touristes sont âgés entre 12 et 18 ans. Ils travaillent aux côtés de travailleurs du sexe de plus de 18 ans et dans des conditions similaires, servant généralement les mêmes clients, à savoir des touristes « ordinaires » du sexe et non des pédophiles. Le développement du tourisme dans les pays pauvres est fortement associé à l’émergence d’une prostitution informelle. Le tourisme sexuel est également un problème politique et il requiert des solutions politiques.

Zusammenfassung

Unter den Dingen, die in den dominanten Diskursen zu Sextourismus mit Kindern nicht genannt werden, finden sich die weltweiten politischen und wirtschaftlichen Ungleichheiten, die sich hinter diesem Phänomen verstecken. Die Präsenz von Kindern in dem mit dem Tourismus verbundenen Sexgewerbe sollte in die Parallele mit den unterschiedlichen sozialen Milieus und Geling-Chancen der Kinder gelegt werden. Das Phänomen des „Sextourismus mit Kindern“ bildet keine für alle Kinder gleichwertige Bedrohung. Die Kinder, welche von sozial, politisch oder wirtschaftlich marginalisierten Familien abstammen, oder Kinder, welche keine Familie haben und in der Strasse leben, sind weitaus mehr exponiert. Die Studien zeigen auf, dass die grosse Mehrheit von Kindern, welche sexuelle Dienste an Touristen verkaufen, zwischen 12 bis 18 Jahre alt ist. Sie arbeiten Seite

an Seite von Anbietern von sexuellen Diensten über 18 Jahren und gleichartigen Konditionen, versorgen generell die gleichen Klienten, d.h. „gewöhnliche“ Sextouristen und nicht Pädophile. Die Entwicklung des Tourismus in armen Ländern ist stark verbunden mit dem Erscheinen einer informellen Prostitution. Der Sextourismus ist ebenfalls ein politisches Problem und erfordert politische Lösungen.

Resumen

Entre las cosas que siguen siendo invisibles en el discurso dominante sobre el turismo sexual que implica los niños, están las desigualdades políticas y económicas mundiales que se esconden detrás del fenómeno. La presencia de los niños en el comercio del sexo vinculado al turismo debería ponerse en paralelo con los diferentes medios sociales y las oportunidades de éxito de los niños. El fenómeno de «turismo sexual que involucra los niños» no constituye una amenaza igual para *todos* los niños. Los más expuestos son los niños provenientes de familias social, política y económicamente marginalizadas, o los niños que no tienen familia y que viven en la calle. Las investigaciones demuestran que la gran mayoría de los niños que venden servicios sexuales tienen entre 12 y 18 años. Trabajan al lado de profesionales del sexo de más de 18 años y en condiciones similares, que sirven generalmente los mismos clientes, es decir, turistas «ordinarios» del sexo y no pederastas. El desarrollo del turismo en los países pobres está fuertemente asociado al surgimiento de una prostitución informal. El turismo sexual es también un problema político y exhorta a soluciones políticas.

Summary

Among the things that remain unseen in the dominant discourse on child sex tourism, there are global political and economic inequalities that lie behind the phenomenon. Children's presence in tourist-related sex commerce should be linked to material differences in children's circumstances and life chances. The phenomenon of 'child sex tourism' does not pose an equal threat to *all* children. Children from families that are socially, politically and economically marginalized, or that have no family and live on the streets, are more exposed. Research suggests that the vast majority of children who sell sex to tourists are aged between 12 and 18. They work alongside sex workers aged over 18 and under similar conditions, generally serving the same clients, i.e., 'ordinary' sex tourists not paedophiles. Tourist development in poorer countries is strongly associated with the emergence of an informal prostitution sector. Child sex tourism is also political problem and it requires political solutions.

SAYING “NO TO CHILD SEX TOURISM!” IS EASY

I will begin by observing that it’s 20 years since I started research on sex tourism, and I have seen very little change to either the phenomenon, or to the way in which NGOs, politicians and journalists talk about child sex tourism in all this time. One very striking thing is the extraordinarily high degree of consensus on the issue. If you try talking to people about prostitution involving adults, you had better watch out, because you are stepping onto a moral and political battlefield. But child prostitution is another matter. There’s an almost universal consensus that it is wrong for adults to have sex with small children like these pictured in the campaign posters. Being against child sex tourism is a bit like being in favour of motherhood and apple pie. Saying “no!” to it is easy. International organizations, NGOs, UN agencies, government officials, private industry, everyone is on board. After all, who would say “Yes!” to child sex tourism? It costs nothing for us all to get together and condemn something everyone agrees is wrong, in fact, it’s a potential vote-winner for politicians, and a good fund raising issue for NGOs and academic researchers.

As a sociologist, I am always suspicious when social problems are presented in a way that generates such a high level of consensus. Is anything really this simple? And if it is so simple, why has nothing changed in 20 years? What’s getting framed out of the picture in order that “we” can all agree about the problem? I want to draw attention to some of the things that remain unseen in the dominant discourse on child sex tourism, things about which there is no consensus. Because I believe that unless we begin to engage in analysis and debate on the more difficult and divisive questions about the global political and economic inequalities that lie behind the phenomenon, there is no hope of anything changing.

CHILD SEX TOURISM: THE CAST LIST

In dominant discourse on child sex tourism, a story is repeatedly told about children dragged from the innocence of their childhood, sold by parents who are either wicked or naive to evil traffickers who then supply them to paedophiles or tourists who, far from home and disinhibited, decide to take up the opportunity to sexually exploit a child. Either way, the problem is constructed as one of **individual** morality. Questions about those who buy sex and the third parties who force children into prostitution are the main focus of attention and concern.

There are certainly documented cases in which very small children have been taken by third parties and forced into prostitution, and there are also documented cases of paedophiles who travel abroad to sexually exploit small children. But

there is a tendency to provide a couple of such examples, and then quote already dubious estimates of the number of commercially sexually exploited children in the world today (“According to estimates, sexual exploitation of children affects 2 million children world-wide”), thereby giving the impression that the simple story is typical, and millions of children are sold into sexual slavery by evil traffickers and pimps.

THE WESTERN ROMANTIC VIEW OF CHILDHOOD

The prominence given to cases in which children have been sold or directly forced into prostitution by adults serves to reinforce a totalising model of childhood that assumes all children always stand in a very particular relation to adults and the wider community – one of dependency. Indeed, anti-child sex tourism campaign materials generally reproduce what sociologists and historians term ‘the western romantic view of childhood’. This is a model of childhood as a special and distinct time of life, separate from adulthood, and a view of ‘the child’ as passive, non-agential, innocent, dependent, incompetent. And as defined in the UN CRC, this period of life extends to the age of 18.

But defined as such, ‘children’ are not a homogeneous group. A ‘child’ can be aged anywhere from 0 to 18. The term thus spans what is inevitably a condition of complete and absolute dependence on older carers through to what may be a state of partial or complete independence from such carers, or indeed, a state in which the person has acquired responsibility towards older or younger dependants. Children are also divided by global inequalities (to be born in Switzerland of Swiss national parents is a very different matter to being born in the Democratic Republic of Congo with Congolese parents) and within any given country, children are further divided by class, gender, race, ethnicity and/or ‘caste’, nationality and sexual orientation.

It’s all well and good to say that according to the UN CRC, every child has the same rights; but having rights in theory, and being able to access those rights in practice are not the same thing. There are material differences in children’s circumstances and life chances, and the differences are important in terms of understanding children’s presence in tourist-related sex commerce.

NOT ALL CHILDREN ARE AT RISK

To make an obvious but often overlooked point, the phenomenon of ‘child sex tourism’ does not pose an equal threat to *all* children round the world, or even

in any given country. Even if we limit ourselves to thinking about the ‘classic’, stereotypical model of child sex tourism, where paedophiles from Europe, Australia and North America travel to poorer countries to secure sexual access to small children, these paedophile tourists do not normally end up sexually abusing the children of elite or middle class families. Whether they travel to Thailand, India, the Dominican Republic or Kenya, the children they secure access to are children from families that are socially, politically and economically marginalized, or that have no family and live on the streets. Within this, they are often children who belong to racial, ethnic or caste groups that are widely socially devalued, and unable to access economic, social and cultural rights.

Many minors trading sex in sex tourism resorts work independently and paedophiles only represent one small fraction of the tourists who buy sex from under 18s in sex tourist destinations. Research suggests that the vast majority of children who sell sex to tourists are aged between 12 and 18. They work alongside sex workers aged over 18 and under similar conditions, generally serving the same clients, i.e., ‘ordinary’ sex tourists not paedophiles. They do not always work in formally organised prostitution establishments, like go-go clubs or brothels. In fact, tourist development in poorer countries is strongly associated with the emergence of an informal prostitution sector in which local and migrant people solicit in ordinary tourist discos and bars, beaches, parks or streets, often acting as a sort of ‘girlfriend’ or ‘boyfriend’ in exchange for payments in kind, rather than simply providing a one-off sexual service for cash.

So tourists can take their pick from local people aged anywhere between 14 and 40, who won’t necessarily ask for money up front and may just flirt and appear to be genuinely interested in sex with them. And many tourists say they can’t tell whether the girl or boy they take back to their hotel for sex is above or below the age of 18 (and remember, some of the tourists are only 17, 18, 19, 20 themselves).

Again, the teenagers in informal prostitution are not randomly drawn from all strata of the population. They come from economically, socially and politically marginalized communities. And though it’s assumed in the dominant discourse on child sex tourism that children cannot be the agents of their own prostitution, and that some third party must therefore be forcing them to trade sex, in fact many teenagers trade sex independently in this informal sector. They decide for themselves to enter into sexual-economic exchanges with tourists. Why?

TRADING SEX WITH TOURISTS IS AN ALTERNATIVE

Essentially because they regard this as preferable to the alternatives open to them. Some have run away from sexually or physically abusive families, or from

grim state run institutions in which they have experienced a range of forms of abuse. Some girls of 15, 16 or 17, already have babies of their own to support, and no way of doing so, no welfare system exists to help them. Some have families in serious debt and they want cash to help the household survive. Few jobs are open to them in the formal tourism economy, so they try to hustle a living in the informal tourism economy, and trading sex often offers the greatest earning opportunities.

It's simply not true to say the gains from this kind of sex tourism *always* go to adult intermediaries, and research has shown that some teenagers choose to trade sex in tourist resorts in preference to the other options available to them. It may be true to say that the consent of children, of whatever age, "is *legally* irrelevant", but in my experience, consent is considered highly relevant by the children themselves, and so it's also sociologically relevant. If we genuinely want to understand what leads many children to sell sex, we have to think seriously about the alternatives that actually face many persons under eighteen, and to ask what it means to develop tourism in countries where there is a weak or non-existent welfare system, high unemployment, high levels of teenage pregnancy, extremely limited access to education. Because tourism does **not** create jobs for the most economically and socially marginalized. What it **does** do is bring the most marginalised into contact with people who are vastly privileged in economic and political terms.

DEVELOPING WORLD TOURISM - BRINGING THE UNEQUAL TOGETHER

Think of Swiss nationals taking holidays in Kenya and Senegal, both countries known to be sites of male and female sex tourism, both known to be places where under 18s are among those trading sex with tourists. And look at these World Health Organization statistics, which give a blunt indication of how extreme the inequalities are. And tourism not only brings together people whose economic situation and life chances are so vastly different, it also brings them together on a profoundly unequal footing. And I am not talking about a small, aberrant strand of tourism catering to paedophiles, but about mainstream tourism.

In the mainstream tourism industry, holidays to developing countries are implicitly – sometimes explicitly - marketed as a return to a colonial and racist past, indeed, part of what is sold is precisely the inequalities that exist between tourist and local people. A quote from a website advertising holidays to Kenya:

"The former British colony has a very developed infrastructure and offers you all the African continent can offer you. You will see the agitation of the dusty towns, the suburbs that

are filled with garbage, the little factories from the verge of the road, barefooted children, hungry goats... There are people there that you will see and feel sorry for, as they are very poor. For this you can take from your home the clothes that you no longer wear and give them to these people. Enjoy!"

Local people are marketed as part of the "experience" on offer (here's Thomas Cook advertising holidays to Senegal). But tourist development has not been based upon respect for local people, in fact, quite the reverse – very often the interests, aspirations and dignity of local people, especially the poor, have been entirely subordinated to the interests of the tourism industry. I am talking about things like so called "slum clearances", where hundreds or even thousands of poor people's dwellings have been razed to the ground to make way for hotels, airports or tourist attractions; about indigenous people like the Maasai being dispossessed as communal land is turned into privately owned game reserves and parks for tourists to enjoy; about beaches being closed off to local people; about independent street vendors and street dwellers being hounded out of tourist resorts; about clampdowns on prostitution in the name of combating child sex tourism, but actually involving gross violations of prostitute women and teenagers' human rights; about projects that might help local people to access fundamental necessities like clean water being denied funding whilst money is poured into developing the infrastructure that supports tourism.

Mainstream, ordinary, tourist development in countries where large sections of the population, including children, are unable to access basic economic, social and cultural rights does not provide the marginalised with secure, well-paid employment. It merely extends the possibilities for hustling a living through informal economic activities servicing tourists. Tourist development creates contexts in which local people, in particular the poor and those from racial and ethnic minority groups, are turned into second-class citizens, their only role being to clean for, entertain and service affluent tourists. Is it surprising if, against this backdrop, some tourists treat local children with careless disregard, and exploit their economic misfortunes to obtain personal, sexual gratification?

Of course, large and respectable tourism companies do not require or encourage their customers to buy sex from local people, nor do they require or force children or anyone else to sell sex. But I would argue that prostitution, including child prostitution, is an inevitable by-product of mainstream tourism. And that's why, in the same way that I would have reservations about urging the tobacco industry to get involved in a campaign to discourage children from taking up smoking, I have reservations about the tourism industry as a partner in efforts to promote and protect the rights of children whose lives are blighted by tourist development. I don't think the industry can be imagined as a straightforward ally.

But its also important to remember the industry operates in a particular political context.

Indebted developing countries have had no choice but to engage with the IMF and World Bank Structural Adjustment Programmes, which require them to adopt a range of neoliberal policy measures – to deregulate their economies and integrate them into the global economy. Tourism has been explicitly promoted by the IMF-WB as a means for developing countries to repay their debts to them. But they have had to develop tourism in an increasingly liberalized world economy. The World Trade Organisation’s 1994 General Agreement on Trade in Services (GATS), set up a legal and operational framework for the gradual elimination of barriers to international trade in services. It made it easier for big tourist and travel Transnational Companies (TNCs) to invest in the local tourism industries of developing countries, and crucially, easier for them to repatriate their earnings to their mother companies abroad. These giant TNCs often pay local people pitiful wages, and also often refuse hotel and catering workers union recognition. Tourism generates massive profits of these TNCs, but the “trickle-down” for locals (except local elites) is barely even a trickle.

Of course, those who defend the tourist industry argue that tourist development does at least provide a trickle of work in places where there would otherwise be no economic opportunities for local people at all. But then, the sex tourists I have interviewed often say exactly the same thing – without the money they pay for sex, how would local women and teenagers survive?

POLITICAL PROBLEMS = POLITICAL SOLUTIONS

But in the end, this can’t be reduced to a question of business ethics alone, any more than it can be reduced to individual morality. Even if the most unimaginably unethical tourism company was to deliberately market holidays for paedophiles and bring hundreds of child molesters every week to stay on the shores of Lake Geneva, it would not mean that hundreds of children in Switzerland, at least not Swiss nationals, would end up being sexually exploited. Swiss children are protected by the same set of global economic and political relations that make children in developing countries vulnerable. Ultimately, child sex tourism is also political problem and it requires political solutions.

THE HISTORY OF THE WORLD CONGRESSES AGAINST CSEC. STOCKHOLM, YOKOHAMA AND RIO: ACHIEVEMENTS AND CHALLENGES

DOROTHY ROZGA

Executive Director, ECPAT International, Bangkok, Thailand

Résumé

L'émergence de l'attention que le monde porte au tourisme sexuel impliquant des enfants est présentée, à partir de la fin des années 1980, suivant les trois Congrès mondiaux contre l'exploitation commerciale sexuelle des enfants. Un certain nombre de résultats ont été réalisés lors des années qui suivirent : une plus grande prise de conscience; des efforts pour éduquer et former les étudiants, les éducateurs et les organisateurs (guides touristiques) de l'industrie des voyages et du tourisme; une campagne intensifiée; une meilleure allocation des financements; des codes de conduite; etc. Malgré ces importantes réalisations initiales, il reste encore plusieurs lacunes à combler, notamment des cadres juridiques faibles et des services répressifs inefficaces, un manque de recherche sur les causes fondamentales, un manque d'alternatives vitales, un suivi limité des engagements pris et l'utilisation croissante des technologies de l'information et de la communication par les délinquants sexuels. Les cadres juridiques ne sont souvent pas pleinement compatibles avec les instruments juridiques internationaux et l'application des lois est toujours un défi.

Zusammenfassung

Das Entstehen der Aufmerksamkeit, welches die Welt dem Sextourismus mit Kindern entgegenbringt, wird ab Ende der 80er Jahre, gefolgt von drei Weltkongressen gegen die kommerzielle sexuelle Ausbeutung von Kindern, präsentiert. Eine gewisse Anzahl von Resultaten konnte in den nachfolgenden Jahren realisiert werden: ein grösseres Bewusstsein, Anstrengungen um Studierende, Erziehende und Organisatoren (Touristenführer) der Reiseindustrie und des Tourismus zu bilden und erziehen, eine intensivierete Kampagne, eine bessere Beihilfe der Finanzierungen, Verhaltenscodexe usw. Trotz dieser wichtigen anfänglichen Verwirklichungen bleiben noch mehrere Lücken übrig, ins

besonders schwache juristische Rahmen und ineffiziente repressive Dienste, ein Forschungsmangel über die fundamentalen Ursachen, ein Mangel an vitalen Alternativen, eine limitierte Verfolgung der unternommen Anstrengungen im Gegenzug zu der sich immer weiter verbreiternden Nutzung von Informationstechnologien und Kommunikation durch Delinquenten im Bereich des Sexuellen. Die juristischen Rahmen sind oftmals nicht völlig mit den internationalen Gerichtswerkzeugen vereinbar und die Anwendung der Gesetze ist immer eine Herausforderung.

Resumen

La autora expone la importancia de la atención que el mundo presta al turismo sexual que implica los niños, a partir de finales de los años 80, según los tres Congresos mundiales contra la explotación comercial sexual de los niños. Se realizaron una serie de resultados en los años que siguieron: una mayor toma de conciencia; esfuerzos para educar y formar los estudiantes, los profesores y los organizadores (guías de turismo) de la industria de los viajes y el turismo; una campaña intensificada; una mejor asignación de la financiamientos; códigos de conducta, etc. A pesar de estas importantes realizaciones iniciales, quedan aún varias lagunas por colmar, en particular cuadros jurídicos débiles y servicios represivos ineficaces, una falta de investigación sobre las causas fundamentales, una falta de alternativas vitales, un seguimiento limitado de los compromisos asumidos y la utilización creciente de tecnologías de la información y de la comunicación para los delincuentes sexuales. Los cuadros jurídicos no son siempre totalmente compatibles con los instrumentos jurídicos internacionales y la aplicación de las leyes es siempre un desafío.

Summary

Emergence of the worldwide attention to child sex tourism is presented, starting in the late 1980's, along the three World Congresses against the commercial sexual exploitation of children. A number of important and related achievements were made in the following years: growth in awareness, efforts to educate and train travel and tourism students, educators and tour leaders, increased campaigning, funding allocations, codes of conducts, etc. Despite these important initial achievements, several gaps remain to be addressed today. They include notably weak legal frameworks and ineffective laws enforcement, lack of research on the root causes, lack of viable alternatives, limited monitoring of commitments taken, and the increasing use of information and communication technologies by sex offenders. Legal frameworks are often not fully consistent with international legal instruments and enforcement of laws is still a challenge.

BACKGROUND

Though the origins of child sex tourism as a contemporary global industry may be traced to Asia during the Vietnam War period, when the U.S. military presence in the region fueled a high demand for prostitution services in neighbouring countries, the phenomenon was only brought to the attention of the world around 25 years ago.

In the late 80's, the Ecumenical Coalition on Third World Tourism (ECTWT), a faith-based organization based in Thailand, carried out research on prostitution of children in 3 Asian countries: The Philippines, Sri Lanka, and Thailand. The study examined the connections between tourism and the increasing volume of child prostitution, uncovering the high level of demand for sex with children by foreign visitors.

Findings from the ECTWT research were used by a number of NGOs to join together in an international campaign to End Child Prostitution in Asian Tourism (ECPAT) which was launched in 1990.

As the ECPAT campaign began to collaborate more closely with Interpol and international tourism agencies such as the UNWTO, it became clear that the commercial sexual exploitation of children was a transnational issue involving child victims and offenders from all around the world. The issue had to be tackled at a global level by all actors involved, and the need for a World Congress on the commercial sexual exploitation of children emerged.

An intense process of preparation followed, which included six regional consultations that had as their aim to examine the situation of children in relation to commercial sexual exploitation in specific contexts of regions of the world and to generate recommendations for a global plan of action. A thematic paper on "Tourism and Children in Prostitution" was also produced. Besides shedding light on the development of child sex tourism and the consequent massive growth of the sex trade and prostitution in conjunction with the expansion of the tourism industry in the second half of the 20th century (this impressive growth was reflected in the 222 million jobs created worldwide by the tourism industry during the 1970s), the thematic paper showed that child sex tourism was a "real business", usually organised within the formal tourism industry and often linked to criminal networks (especially in destination countries), and that it was perpetrated not only by pedophiles but also by preferential and occasional child sex offenders. The paper also highlighted that whilst the flows of child sex tourists were mainly from the economically developed countries of Western Europe, North America and Australasia, destinations for child sex tourism, initially concentrated in South East Asia, later expanded to include many countries in Asia itself, South America, the Caribbean and Africa.

The First World Congress against the commercial sexual exploitation of children (Stockholm, 1996)

The First World Congress against the commercial sexual exploitation of children was hosted by the Swedish government and co-organised by ECPAT, UNICEF and the NGO group for the CRC.

It brought together 122 governments, alongside 471 national and international NGO representatives, members of the travel and tourism industry and 17 children and youth delegates from eight countries. During this global gathering, the international community acknowledged for the first time that the sexual exploitation of children was a common problem in several tourist destinations and that due to its complexity and cross-border nature, it required targeted and coordinated actions at different levels in order to be stopped.

The Stockholm Congress was a groundbreaking global event that showed to the world the existence of an emerging form of extreme violation of children's rights: the commercial sexual exploitation of children. Participants were able to define the nature and scope of the issue and developed a strategic framework to provide a global response to CSEC. The inclusion of child participants in the First Congress, all of whom were survivors of CSEC, was very progressive at the time, and laid the groundwork for future involvement of child survivors at every stage of the fight against this crime.

Outcome: Stockholm Agenda for Action

The *Declaration and Agenda for Action* adopted by the Congress (known as '*the Stockholm Agenda for Action*') is the first comprehensive international guidance document for action against commercial sexual exploitation of children. Anchored on the binding commitment to the CRC, it expressed and underscored its principles while also outlining more specific provisions and goals toward which all the sectors represented at the First World Congress could practically work toward to end CSEC. To achieve the eradication of this crime, the *Stockholm Agenda for Action* proposed a five-pronged approach involving: Coordination; Prevention; Protection; Recovery and Reintegration; Child participation.

With regard to child sex tourism, the *Agenda for Action* requested States to develop, strengthen and implement extraterritorial jurisdiction, and called for the increased use of extradition to prosecute child sex exploiters who had evaded the local jurisdiction, as well as for seizure of assets and other sanctions against those committing crimes against children in destination countries.

Recognising the key role of the private sector as well as the need for a multi-stakeholder approach, the *Agenda for Action* demanded the mobilisation of the business sector, including the tourism industry, against the use of its networks and establishments for CSEC. It also encouraged joint actions against CSEC, involving “communities, families, non-governmental organizations and the business sector, including tourist agencies, the World Tourism Organization, employers and trade unions, computer and technology industry, the mass media, professional associations, and service providers”, specifically with the aim to monitor and report cases to the authorities, and to adopt voluntary ethical codes of conduct.

At the state level, the *Agenda for Action* additionally required governments to adopt national plans to combat the commercial sexual exploitation of children, which provide targets and monitoring mechanisms, and to ensure that the issue remains part of a nation’s child protection strategy, not only towards its own children, but towards the children of other countries who are at risk of sexual exploitation by visitors.

Achievements

Attention on the existence of commercial sexual exploitation gained impetus and increased after the First World Congress. A number of important and related achievements were made in the years following this global event:

- There was a growth in awareness about the extent of CSEC generally and CST specifically, also as a result of sensitization efforts resulting from new partnerships between NGOs and the private sector (materials developed in this period included travel brochures, ticket covers, luggage tags, video spots, public service announcements and posters);
- Initial efforts were undertaken to educate and train travel and tourism students, educators and tour leaders as well as to help build capacities to prevent child sex tourism at destination (e.g. “Travel with care” programme by Child Wise/ECPAT Australia; Groupe Developpement/ECPAT France’s training module for use in tourism schools which was later integrated in the curriculum of both State-run and private training institutions in Europe);
- A growing number of sending and destination countries were involved in campaigns against CST. For example, ‘Protecting Children from Sexual Exploitation in Tourism’ was conducted over a four year period by a consortium of the UNWTO, the International Federation Terre des Hommes, the International Federation of Journalists, ECPAT/Respect in Europe, and the Family and Child Centre in Greece;

- The UNWTO also launched an International Task Force for the Protection of Children against Sexual Exploitation in Tourism, an action platform initiated in 1997 in cooperation with ECPAT International, and inter-governmental organizations such as UNICEF, Interpol, UNESCO and the ILO;
- Increased funding was allocated to combating CST, including support from the European Commission, governments and national tourism authorities. National governments were also increasingly instrumental in assisting or mandating private enterprises in the tourism industry to address the issue of CSEC (e.g. in 1999, the European Parliament, the Council, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions issued a Communication on the Implementation of Measures to Combat Child Sex Tourism; the Department for International Development and the Foreign and Commonwealth Office of Britain promoted several joint initiatives with local travel agents and travel training companies);
- UNWTO adopted a new *Global Code of Ethics for Tourism* which addresses the issue of child sex tourism;
- ECPAT Sweden, in collaboration with Nordic tour operators, launched *The Code of Conduct for the Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism* (later adopted by other countries, i.e. Germany, Austria, Italy, the Netherlands and the United Kingdom). *The Code* has created an international framework for implementing child protection measures from sexual exploitation;
- Many international private sector “umbrella organizations” developed charters and passed motions to control or regulate their members (e.g. Resolution by Federation of International Youth Travel Organisations – FIYTO, to Combat Child Sex Tourism adopted in 1997; Resolution Condemning Commercial Sexual Exploitation of Children by the International Air Transportation Association (IATA) etc);
- New legal and policy frameworks were adopted by states, including extraterritorial legislation (in 2001, 21 countries applied extraterritorial legislation, including Canada and the UK which had adopted it in 1997 and Japan in 1999; in Italy, a law enacted in 1998 explicitly punished “organizing or publicizing trips aimed at child prostitution”);
- New regional and international legal instruments against CSEC were enacted: ILO Convention No.182 on the Worst forms of child labour (adopted in 1999); the OPSC (adopted in 2000); the Trafficking Protocol

(adopted in 2000); the Council of Europe Cybercrime Convention (adopted in 2001);

- Thirty-four countries developed National Plans of Action against commercial sexual exploitation of children and many more were developing such plans as of 2001.

Challenges

Despite these important initial achievements, several gaps were identified and remained to be addressed in those years. These included:

- Weak legal frameworks and ineffective enforcement of laws due, inter alia, to poor implementation of extraterritorial legislation (with many countries requiring the double-criminality principle, meaning that to be punished, the offence committed in the foreign country must also be an offence in the country of the offender's nationality), insufficient international cooperation at police and judicial level, and corruption in destination countries;
- General social tolerance towards CSEC;
- Lack of extensive and detailed research on the root causes of CSEC, including the demand side (e.g. profile of child sex tourists, their motivations, etc.), and paucity of data regarding the scale of the problem; lack of research on child sex tourism linked to the programme development process of the tourism industry;
- Lack of viable alternatives for sustenance and inadequacies in services for recovery, rehabilitation and reintegration of CSEC survivors;
- All charters, resolutions and most codes of conduct adopted by the tourism industry were (and still are) voluntary in nature and self-serving, with limited monitoring of commitments taken.

The *Stockholm Declaration and Plan of Action* also provided for a formal process of periodic review of progress to be undertaken at intervals of five years, signaling the need for sustained and long term work and for the regular review and refinement of policies, strategies and programmes. Efforts were thus started to prepare for a follow-up event. Regional preparatory consultations were held in Bangkok, (Thailand); Rabat, (Morocco); Dhaka (Bangladesh); Montevideo (Uruguay); Budapest (Hungary); and Philadelphia, (USA) to mobilise global efforts to combat CSEC. Recommendations from the regional consultations fed

into the II World Congress' discussions and into the related outcome document (the "Yokohama Global Commitment").

SECOND WORLD CONGRESS AGAINST COMMERCIAL SEXUAL EXPLOITATION OF CHILDREN (YOKOHAMA 2001)

The Second World Congress against CSEC was hosted by the government of Japan and co-organised by ECPAT, UNICEF and the NGO group for the CRC.

The Congress was attended by 136 country representatives including 35 states that were not present at the First World Congress, 135 Japanese NGOs, 148 local and international NGOs from other regions, and 95 children and young people from 35 countries. Children and young people participated in all events at the Second World Congress, including as key note speakers, presenters, and workshop facilitators.

The World Congress II introduced the *online factor* with regards to commercial sexual exploitation which has entailed an increased demand for child pornography. The Congress highlighted the inter-linkages between the demand for child pornography and child sex tourism. It was recognized that new technologies have given the opportunity to produce child sexual abuse materials in foreign states as well as exchanging, storing and accessing such materials with limited risks of being prosecuted due to the possibility to store such materials online, without carrying hard copies.

The World Congress II pointed to the increasing use of information and communication technologies by sex offenders to make contacts with children prior to their travel at destination for the purpose of sexually abusing a child as well as to the need to address the increasing connection between child sex tourism, child prostitution and child pornography.

Outcome: Yokohama Global Commitment

The Second World Congress resulted in the *Yokohama Global Commitment* which reaffirmed the targets of the *Agenda for Action* and called on the international community to increase and enhance their actions towards the eradication of CSEC. Participants acknowledged the progress already made through the 'comprehensive, systematic and sustained involvement of the private sector', including the travel and tourism industry, and Internet Service providers, and their role in enhancing child protection. The *Global Commitment* pledged to reinforce efforts against commercial sexual exploitation of children, in particular

by addressing the root causes of the problem at both ends of the equation, and with special focus on the role played by the ‘demand’ factor.

2004-2005 Mid-term Review

As with the First World Congress, the Yokohama Congress envisioned the periodic review of progress on actions agreed throughout the Congress process and outlined in the *Yokohama Global Commitment*. Responding to the call of stakeholders from around the world, it recommended that the review process be accelerated through a series of mid-term reviews across the regions of the world, anticipating that through more frequent monitoring in all parts of the world, the focus and action to combat CSEC would be strengthened. In 2004, the Congress partners worked together, and in collaboration with other key stakeholders, to hold mid-term reviews of progress on implementation of action agreed in Yokohama for combating commercial sexual exploitation.

PRE-WORLD CONGRESS III: MOBILIZATION OF GLOBAL ATTENTION AND PARTICIPATION

A rich, year-long preparatory process preceded the World Congress III, catalysing efforts for the involvement of a wide range of actors. A total of eleven background papers were written by different authors, which provided important technical baseline information. As part of the preparatory phase, two types of processes were additionally put in place to generate the broadest possible input to World Congress III: thematic meetings and regional consultations.

The run-up and preparations to World Congress III were a valuable opportunity to appraise the progress made in combating CST and other forms of sexual exploitation of children, to try and estimate the size of the phenomenon and its apparent growth, while taking into account any new trends, and to focus once again on the task of identifying and fine-tuning the tools that look more promising towards effectively combating this type of exploitation.

With regard to child sex tourism, particularly relevant was the contribution given by the thematic paper dealing with the sexual exploitation of children in tourism settings. Confirming trends and dynamics identified in past years, the paper correctly laid considerable emphasis on the connections that CST is seen to have with other forms of sexual exploitation of children, particularly child pornography, and on the need to tackle the issue in a holistic, multi-stakeholder and co-ordinated way. In terms of latest trends, the paper highlighted the opening

up of new child sex tourism destinations – due to tourism development, more choice of airline routes and more flexibility in travel options, as well as changes in the profile of child sex tourists and the manner in which they manage their travel. Whilst in the 1970s and 1980s a large amount of sex tourism was organised within the formal tourism industry, through tour operators and hotel chains, the organisation of a sex tourist's travel, argues the paper, is now much more discreet and individual. Child sex tourists use the internet to make travel and accommodation arrangements and this allows them to by-pass the traditional booking channels, and to choose their destination without an agent or intermediary. Services can be anonymously accessed by computer or mobile telephone, making it increasingly difficult to monitor travellers and their activities and increasingly easy for the traveller to access sex services, whether legal or illegal. Besides using the internet to discuss and compare travel destinations with peers, once at their destinations, sex exploiters may use their telephone cameras to take and disseminate instant images of the victims using their mobile phones and the Internet. With regard to the profile of sex offenders, the thematic paper points out that: a) far from the 'older male paedophile' image of the 'child sex tourist', the modern sex tourist exploiting children is mostly young and not a paedophile; b) Many foreign child sex exploiters are not short-term holiday-makers, but long-term or frequent visitors to a country who form households and build relationships within local communities.

The Mid-term Reviews and the preparatory process leading to World Congress III allowed to review the various important results achieved during the seven years after the Yokohama Congress as well as to identify several persisting and new challenges in tackling CST.

Achievements

- Entry into force of the OPSC and the Trafficking Protocol (2002) and adoption of the *Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse* (2007), the most advanced regional legal instrument against the sexual exploitation of children;
- Legal reform reflecting international and regional standards, including inter alia:
 - a) enactment of new laws to criminalize the promotion of child sex tours (e.g. Gambia passed the Tourism Offences Act of 2003 that prohibits anyone, or a legal entity, in the tourism industry from offering any illegal service to a tourist);

- b) abolishment in some countries of the traditional requirement of double criminality (e.g. Sweden in 2005, Denmark in 2006 and UK in 2008); and
- c) obligation of travel notification or even interdiction to travel for known child sex offenders (e.g. the Sexual Offences Act of 2003 adopted by the UK);
- Heavier sentencing of child sex tourism related crimes (for example, a Belgian national tried in Cambodia in 2006 was sentenced to 18 years imprisonment); furthermore, in some child-sex tourism cases the jurisprudence progressed to allow the victims of CST to seek compensation through NGOs;
- The *Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism*, developed originally by ECPAT Sweden and Nordic tour operators, was adopted by over 1000 companies; efforts were also made by the tourism sector industry to adopt and implement the Code as part of their corporate social responsibility commitments;
- Increased engagement of the private sector in combating CST that has resulted in a multisector, multi-stakeholder approach in addressing CST in many destinations, and the leadership by the UNWTO, UNICEF, ILO-IPEC and NGOs, in particular the ECPAT network, in sustaining that engagement;
- Growing involvement of the transportation sector (e.g. In Brazil, the World Childhood Foundation developed a nationwide programme with the transport sector to combat internal trafficking for commercial sexual exploitation);
- The acceptance by some governments and international bodies that combating CST is a relevant part of development assistance, and the leadership that has resulted towards other governments.

Challenges

- In many States legal frameworks to address CST are not yet fully consistent with international legal instruments;
- Enforcement of laws is still weak and prosecutions both in the home country and at destination of a person who has committed an offence abroad remain rare due to among others: obstacles in gathering evidence and producing victims and witnesses for trial; lack of consistency between

laws and procedures in different states; persistence of ‘dual criminality’ requirement in legislation of several states; lack of necessary extradition regulations and mutual legal assistance agreements and practices; limited human and financial resources and cooperation both at national and international level; lack of capacity and motivation of law enforcers in countries of destination; and embassies known to issue new travel documents to their nationals when the original had been impounded by the local police, and thus allowing a child sex offender to jump bail and escape the jurisdiction; lack of information sharing between origin and destination countries on the movements of child sex offenders and no monitoring of tourists who pose a risk to local children;

- Existing programmes and projects that seek to combat the sexual exploitation of children in travel and tourism are mainly project-based and not sustained nor mainstreamed into the national and community development framework;
- There is a lack of National Plans of Action or other national strategies with defined goals and allocated resources to address CSEC, including CST. National tourism policies about child protection, with clear requirements on the private sector, including regulation and monitoring, are also generally missing and cross-sector cooperation remains limited;
- With regard to the Code of Conduct, noted challenges are the lack of data from member companies on the impact of the six criteria’s implementation and the lack of interest by the larger tourism industry, such as airlines;
- The anonymity of present-day tourism activity poses new challenges, requiring a stronger commitment of the ICT industry;
- The informal tourism sector and small businesses have not been significantly engaged in the fight against CST;
- The national component within the group of travelling exploiters continues to be often underplayed, especially where the presence of foreign offenders is much more visible;
- There remains a general tolerance towards sexual exploitation of children in both destination and sending countries. There is a failure on the part of the local communities to protect their children from being sexually exploited and on the part of the traveling public to report abuse and refuse to accept this type of behaviour;

- Despite an increased recognition of the importance of Responsible and Sustainable Tourism and Corporate Social Responsibility (CSR), the tourism industry still needs to move from volunteerism towards the realisation that child protection in the context of tourism is a corporate and private responsibility, not an option.

WORLD CONGRESS III (NOVEMBER 2008)

The World Congress III was hosted by the government of Brazil and co-organised by ECPAT, UNICEF and the NGO group for the CRC. It was organized around five thematic areas:

- a) Forms of sexual exploitation;
- b) Legal framework and accountability;
- c) Integrated inter-sectoral policies;
- d) Corporate social responsibility; and
- e) Strategies for international cooperation

The main objectives of the World Congress III against CSEC were to:

- Build on current achievements, examine new challenges and dimensions of sexual exploitation and set more targeted strategies and measures to address them;
- Examine what works in different regions and identify channels to facilitate better exchange of experiences;
- Open channels and secure greater international cooperation on key issues (including cross-border and inter-regional cooperation);
- Catalyse a systemic and inter-sectoral approach to guarantee children and adolescents' right to be protected from sexual exploitation; and
- Establish time-bound goals to promote and monitor progress on the themes addressed by the Congress.

The World Congress III was attended by a total of 4,300 participants, including 739 government delegates from 137 countries, and participants from civil society, UN agencies, the private sector, and 282 children and young people. As well as being more numerous, the participants were drawn from a broader

section of society including representatives from industry, religious leaders, and ombudspersons from several countries.

Outcome: the Rio de Janeiro Declaration and Call for Action to prevent and stop sexual exploitation of children and adolescents

The Rio de Janeiro Declaration and Call for Action was the result of a variety of inputs, ranging from the preparatory meetings for World Congress III, to the ideas expressed in the thematic papers, to the proposals devised through the fruitful discussions entertained during the Congress panels and workshops. The outcome document provides a more general section with broad recommendations to address the whole spectrum of sexual exploitation of children. Subsequent sections are then devoted to individual manifestations of CSEC and more specific responses.

Among its sector-specific recommendations, the Rio de Janeiro Declaration and Call for Action has a full section listing specific proposals to help combat child-sex tourism. As well as reiterating the need to strengthen the enactment and enforcement of effective extraterritorial legislation by cross-border co-operation on investigations, especially through the establishment of national agencies to take the lead with regard to cases of sexual exploitation of children, the outcome document requires among other the following:

- States should alert travelers to criminal sanctions that are applicable in cases of sexual exploitation of children and enhance prosecution of offenders; they should also prohibit the production and dissemination of material advertising the sexual exploitation of children in tourism;
- States should collaborate to establish an international travel notification system;
- Governments should support the tourism, travel and hotel sectors in adopting professional Codes of Conduct – for example by joining and implementing the Code of Conduct for the Protection of Children in Travel and Tourism, and should also encourage the development of CSR strategies addressing child sex tourism;
- Awareness of all stake-holders should also be directed to structures and channels increasingly used by perpetrators in tourism settings which are not strictly tourism-related (so called “unregulated tourism”), e.g. privately rented accommodation, longer stays in a given country or region, the involvement of perpetrators in local activities, such as teaching, that are likely to help them blend with the surrounding

community and to build trust-based relations. Attention should be paid to both domestic and international travelers;

- Tourism development should be tackled more holistically and include proactive collaboration with the private sector aiming at child protection. In addition to signifying a change of tack for well-established holiday spots and resorts, this should also definitely apply to emerging destinations (for example, it would be appropriate for the development of new tourism destinations to be accompanied – ideally, preceded – by impact evaluation studies no longer limited to the analysis of consequences on the environment and to the economic returns of investments, but also encompassing an investigation of potential social repercussions directly originating from the arrival of tourists' flows).

Besides specific recommendations to address CST, the Rio Declaration and Call to Action also outlines a number of measures against child pornography which have a bearing on sexual exploitation of children in tourism such as: a) the adoption of legislative measures to require Internet service providers, mobile phone companies, search engines and other relevant actors to report and remove child pornography websites and child sexual abuse images; b) involvement of the banking sector to block transactions for the purchase of child pornography; c) Implementation of targeted actions to prevent and stop child pornography and the use of the Internet and new technologies for the grooming of children into online and off-line abuse.

Follow up Meeting to the World Congress III against Sexual Exploitation of Children and Adolescents

In October 2010, ECPAT International, in partnership with the Government of Brazil, UNICEF and the NGO Group for the CRC, organised a small Follow up Meeting to the World Congress III against Sexual Exploitation of Children and Adolescents. The purpose was to review the progress made since 2008 in the implementation of the Rio Call for Action and to identify measures for accelerating progress. In preparation for the meeting, different papers were produced looking, inter alia, at “Sexual exploitation of children and adolescents in prostitution in travel and tourism” and “Corporate social responsibility and legal framework”. In a closed meeting, World Congress III partners identified a number of follow-up measures for accelerating progress, including organizing a global review process in 2016 to mark the 20th anniversary of the Congress.

As the papers presented during this gathering clearly illustrate and as the Special Rapporteur on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography highlighted in its 2012 report to the Human Rights Council, several efforts were spearheaded since World Congress III by governments, international agencies, the travel and tourism industry, national and international non-governmental organizations (NGOs) and research centres to prevent and combat the issue. However, ending this serious violation of children remains particularly difficult due to the permanence of “historical” gaps and the emergence of new challenges.

RECENT ACHIEVEMENTS

- Adoption of new legislation at international and regional level: a) Optional Protocol to the CRC on Communication Procedures (adopted in December 2011 and opened for signature in 2012); b) the EU directive 2011/92/EU on combating the sexual abuse and sexual exploitation of children and child pornography which includes specific measures against CST (the inclusion of these provisions was a result, inter alia, of the strong lobbying activity conducted by ECPAT and other major international child rights NGOs);
- The number of countries with extraterritorial legislation enabling them to prosecute their nationals for crimes against children committed abroad has recently increased (they were 44 in 2011). Furthermore, some countries have promoted legal further to further strengthen their legislation against child sex tourism. Examples include: a) Australia and Singapore amended their extraterritorial laws – in 2010 and 2008 respectively- to provide better protection for children against travelling child sex offenders by prohibiting the intent to commit sexual crimes against children in a foreign country. Therefore, child sex offenders may now be prosecuted and convicted under extraterritorial legislation based on their intent to sexually abuse children even though no children were actually harmed; b) New Zealand, Australia and Singapore have enacted laws which specifically criminalize activities aimed at promoting and advertising the sexual exploitation of children in travel and tourism; c) the UK has recently closed the ‘3-day loophole’ in the Sexual Offences Act (2003) d with the result that registered British sex offenders are no longer entitled to travel abroad for up to three days without having to notify the authorities of their intention to do so;

- The number of child sex tourists/travelers arrested and prosecuted in the countries where they have committed sexual crimes against children, has increased over the past years;
- There has been increased fruitful cooperation among law enforcement authorities from different countries, also as a result of new bilateral agreements and regional programmes (e.g. in 2010, Europol launched project HAVEN to detect and disrupt European travelling sex offenders that exploit children outside their countries of origin; in July 2012, the Austrian Federal Minister of the Interior concluded a police cooperation agreement with Thailand, which facilitates the cooperation between the two countries inter alia in the fight against child sex tourism);
- Many countries, including France, Switzerland and Australia, have police attachés posted to their embassies, who can play a key role not only in the collection of information but also in building the capacity of local law enforcement officers;
- Hotlines to report suspected cases of sexual exploitation of children in tourism have been recently created in some EU countries as a result of collaboration between police and NGOs, especially ECPAT member groups (e.g. Netherlands, Denmark, Austria, Switzerland, Belgium and Germany);
- Since 2008, national information campaigns have been conducted in several countries such as Costa Rica, France and Luxembourg in order to specifically inform travellers about the existence of extraterritorial laws under which they can face trial in their own country for sexual crimes against children committed abroad, highlighting the sanctions that will apply in such cases;
- Governments around the world have supported the promotion of the Code. In Latin America, many governments have taken steps to adopt *The Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism* or have created a similar code. Countries that have adopted The Code in the last few years include: Argentina, Belize, Brazil, Colombia, Costa Rica, the Dominican Republic, Guatemala and Mexico, which together have formed the 'Latin America Working Group' of National Tourism Authorities. Other governments, such as India and the Gambia, have developed similar initiatives inspired by the Code, with some of the same principles but usually supporting broader sustainable tourism goals;

- New tools to train tourism professionals on the issue of CST and support the implementation of the Code were developed (e.g. besides an E-learning course, an in-depth and comprehensive Toolkit for Trainers: “Protecting Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism” was revised in 2010 for a second edition following input from partners in a EU-project implemented by ECPAT groups in Germany, the Netherlands, Italy, Austria and Estonia). Training for tourism professional was also delivered in several countries (e.g. the project “Promotion of the protection of children against sexual exploitation in tourism” involving five countries of destination of CST and coordinated by ECPAT Netherlands);
- Special measures have been developed for mega sport events: e.g. South Africa World Cup (2010), Ukraine/Poland Euro 2012 and the Olympic games in the UK (2012) as well as in view of the upcoming World Cup and Olympic games to be held in Brazil in 2014;
- As part of their Corporate Social Responsibility strategy, some airlines have been actively involved in raising awareness of child sex tourism. Besides the new short videos produced in 2009 by Air France and ECPAT France to sensitise passengers of international flights on the illegality of child pornography and sexual exploitation of children in tourism, an initiative worth mentioning is the in-flight video screened by Air Canada since 2005 which has reached an estimated 22 million passengers travelling along the most popular domestic and international routes;
- Banners and pop-up ads on the Internet were placed in collaboration with Yahoo and MSN to make it more difficult to access websites designed to promote children for sex;
- Initiatives targeting the informal tourism and transport sector have gradually increased, largely through initiatives led by NGOs implemented in collaboration with the tourism industry and sometimes with participation of government actors. Examples of measures to address unregulated tourism can be found across all regions. In South-East Asia, for instance, Friends International through the ‘Child Safe Network’ has engaged several actors in the fight against child sex tourism, from taxi, tuk-tuk and motorcycle taxi drivers to tour leaders, guesthouses and restaurants. Similar initiatives can also be found in other countries, such as the third “Stop Child Prostitution” campaign started in June 2010 in Belgium with FEBETRA, the Belgian road haulage and logistics

providers federation, and those in Brazil with Petrobras, the energy company;

- Though an international notification system does not currently exist, several initiatives have been developed in this regard since the World Congress III. One example is the G8 Wanted Child Sex Offender Initiative launched in 2010 by G8 Member States in partnership with Interpol. Under this initiative, G8 Member State governments have a platform to share information on child sex offenders in order to facilitate their identification and apprehension. Another example is Interpol's "Green notice" system which alerts law enforcement entities of member countries by providing warnings and information about people who have committed criminal offences and are likely to repeat these crimes in other countries;
- In an effort to avoid that convicted child sex offenders travel to another country to get access to children through employment, CEOP has recently introduced an International Child Protection Certificate, a police check for British nationals who are travelling and working overseas which allows international schools and other organizations who work directly with children abroad to access the criminal conviction history of British citizens and those who have resided in the United Kingdom for any period of time;
- Some promising law enforcement initiatives are currently being taken in countries traditionally affected by child sex tourism (such as Thailand) and emerging destinations (such as Myanmar) where individuals with previous convictions for sexual abuse of children may now be deported or refused entry, even if they have not committed a crime in the country.

REMAINING CHALLENGES

- Several countries continue to have legislation against CST that is not fully harmonized with international and regional legal standards as well as with the Rio Call for Action, and the number of convictions of child sex offenders under extraterritorial laws is still low. Some of the remaining weaknesses in terms of legal framework and law enforcement are:
 - a) double criminality principle still often applied;

- b) the prosecution of the alleged offenders remains conditional upon the victim's complaint or a formal request of the State of which the victim is a national;
 - c) travelling with the intent to do so and attempts or conspiracy to commit such a crime is generally not punished;
 - d) some countries apply jurisdiction only if the crime was committed by a national and not also by a resident of its territory;
 - e) some countries still do not admit extradition of their nationals for crimes committed against children abroad;
 - f) victims of sexual exploitation above the age of sexual to sexual activity are often not protected and treated as offenders;
 - g) there is a continuous lack of capacity building, technical assistance programmes and bilateral cooperation among law enforcement agencies from 'sending' and 'receiving' countries;
 - h) bribery and release on bail of sex offenders still occurs in some countries of destination;
 - i) lack of sex offenders management strategies to prevent recidivism.
- In connection to sexual exploitation of children in tourism, there remains a lack of data on the victims and perpetrators and no thorough and comprehensive study on the scope and impact of child sex tourism has been undertaken at national levels;
 - Although some efforts were undertaken to ensure the involvement of communities and of children and young people in prevention against CST, the role that these actors can play in addressing this violation continues to be underestimated;
 - There is still a lack of comprehensive and multi-dimensional preventive initiatives which take into account all risk factors and that also work both at national and transnational level while being sustainable;
 - Whilst the Code of Conduct remains the most important industry-led tool to prevent CST, a 2011 independent evaluation by UNICEF identified a number of challenges affecting its implementation, including limited progress in supply chain, limited engagement of local stakeholders and need for improvement in monitoring the implementation of the Code;

- There remains a lack of clear indicators to measure the impact of the use of codes of conduct and CSR policies against CST. Special aspects to be covered by these indicators should be the impact achieved in preventing the sexual exploitation of children in tourism, as well as behavioural change brought about in the attitude of tourism companies and the public at large;
- Many parts of the private sector still see corporate social responsibility as participating in corporate philanthropy, with many stakeholders yet to consider or be accountable for responsible tourism. The travel and tourism sector continue to often have a negative initial perception towards combating commercial sexual exploitation for fear that tourists will be deterred or offended by the industry profiling the issue of commercial sexual exploitation of children within their services;
- Tourism authorities and government agencies still play a limited role in ensuring the active engagement of the tourism industry (including small traders, service providers and intermediaries). Regulations that would ideally envisage the compulsory adoption of industry-wide codes of conduct and the allocation of sufficient resources for their monitoring and implementation, are yet to be enacted by the relevant tourism authorities;
- Access to a child-sensitive complaint, reporting and counselling mechanism for child victims of sexual exploitation remains difficult in several countries and so is access to other support services (medical assistance, psychosocial support, safe shelters, etc.) which remain generally limited and unspecialized (owing partly to scarce resources and duly trained staff);
- Child-friendly procedures during investigation and prosecution are not widely applied, resulting in the further victimization of sexually exploited children;
- The follow-up of child survivors until their full recovery and proper compensation is still generally very weak in all countries;
- The use of Interpol's "Green notice" system remains limited and the majority of states seem to be reluctant to share information on child sex offenders.

CONCLUSION AND WAY FORWARD

Travelling has become a part of everyday life in many societies of today's world. The number of tourists and travelers has dramatically increased in recent years, with international tourist arrivals exceeding the milestone 1 billion tourists globally for first time in history in 2012 and China becoming the largest spender in international tourism globally (surpassing Germany and United States). Chosen for its ability to bring in needed foreign exchange earnings, income and employment, tourism has become a popular addition to economic development policies in many African, Asian, South and Central American countries. According to UNWTO, the market share of emerging economies increased from 30% in 1980 to 47% in 2012, and is expected to reach 57% by 2030, equivalent to over one billion international tourist arrivals. The fastest growing regions in 2012 were Asia and the Pacific, followed by Africa (+6%) and the Americas (+5%). Some existing markets, such as South Africa and the Caribbean are also diversifying, extending their capacity to cater not just for short-term tourists, but also for long-term visitors acquiring second homes and a consequent private rental market.

The rapid and global growth of low-cost air travel has made mid- and long-haul fares comparatively more accessible and so new and emerging destinations are within easier reach of a higher number of tourists, including potential perpetrators of child-sex crimes. When this is combined with the opening up to tourism of new destinations where economic return is the sole parameter taken into consideration and little thought has been given to possible social concerns, the vulnerable elements of society can be severely affected and child sex tourism has the potential to flourish. In Africa, for example, the development of tourism in Egypt and Uganda has been accompanied by the recent arrival of travelling sex offenders. Although there is no information about its scope, child sex tourism appears to be a growing phenomenon, as reflected in the increase in travelling child sex offenders noted by Interpol, and to be generating very high profits (it has been estimated that this form of sexual exploitation could be worth 20 billion USD per year).

The exploitation of children in travel and tourism in new and emerging tourism destinations has been greatly facilitated by the use of the latest Internet and communications technologies as highlighted in 2009 by ECPAT International's research in East Asia. The Internet allows perpetrators to not only identify new destinations but to plan their trips much more anonymously. The use of chat-rooms and dedicated forums allows them to trace and exchange information on places where it is easier to approach children and on ways in which contacts can be initiated and facilitated depending on the location. In light of this changing environment, it is evident that CST needs to be examined through the lens of the

manifold links connecting it to other forms of CSEC (children in prostitution, child trafficking and child pornography), with a view to identifying responses that can more adequately address CST while taking its ramifications into account.

As the overview presented above clearly shows, work against child sex tourism has been going on unceasingly, and – with the active sensitisation and engagement of sections of the tourism industry – it has often proved groundbreaking. A lot of the actions were initiated over the past years under the impetus of the World Congress process clearly pointing to gradual progress but also to the need to intensify anti-CST initiatives without relenting at any stage. While many efforts have been made at global and national levels especially to set standards and develop policies and laws in view of preventing and combating child sexual exploitation in travel and tourism, several challenges remain today which leave children vulnerable to sexual exploitation by travelling offenders. As we move forward, more coordinated actions involving all actors are required in order to address the globalised and fast-adapting ways in which perpetrators of sexual exploitation of children in tourism operate. There is also an urgent need to revitalize political commitment in preventing and combating child sex tourism. The Congress process has proven to be an important vehicle with which to mobilise global participation and social support for countering these violations against children at all levels and for maintaining the imperative to address the issue, despite the pressures of other emerging social priorities that continuously arise around the world. The organization of a global review process in 2016 to mark the 20th anniversary of the Congress therefore provides a good opportunity to give new impetus to the fight against this scourge and to address recurring and emerging challenges.

DEUXIÈME PARTIE

BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

PART II

GOOD AND BAD PRACTICES

UPDATING THE CODE - UTILIZING CLOUD TECHNOLOGY TO PROTECT CHILDREN FROM SEX TOURISM

ANDREAS ASTRUP

General Manager, The Code (Organization), Bangkok, Thailand

Résumé

« The Code » est un outil mis en place pour protéger les enfants du tourisme sexuel. En 2013, cet organisme a lancé une série d'outils dans « le nuage » à l'intention de l'industrie du tourisme et des voyages, visant à protéger les enfants du tourisme sexuel. Comblar le manque de recherches ainsi que mettre en place une hotline pour dénoncer les abus sont deux défis prioritaires.

Zusammenfassung

"The Code" ist eine Initiative, welche eingerichtet wurde um Kinder vor Sextourismus zu schützen. Im Jahr 2013 hat diese Einheit in der Intention der Tourismus- und Reiseindustrie eine Reihe von Instrumenten in die Wege geleitet, um Kinder vor sexuellem Tourismus zu schützen. Dem Mangel an Forschung entgegenzutreten, sowie eine Hotline einzurichten, auf welche Missbräuche angezeigt werden können, sind zwei prioritäre Herausforderungen.

Resumen

« The Code » (El Código) es un instrumento establecido para proteger los niños del turismo sexual. En 2013, este organismo lanzó una serie de herramientas « dans le nuage » (en las nubes) dirigidas a la industria del turismo y los viajes, destinadas a proteger los niños del turismo sexual. Los dos retos prioritarios son de colmar la falta de proyectos de investigación y establecer una línea telefónica para denunciar los abusos.

Summary

The Code works to protect children from sex tourism. In 2013 the organization has launched a series of “cloud-based” tools for the travel and tourism industry to protect children from sex tourism. Lack of research and a global reporting hotline are identified as pressing challenges for the work ahead.

1. INTRODUCING THE CODE

The Code is an industry-driven, multi-stakeholder initiative with the mission to provide awareness, tools and support to the tourism industry in order to combat the sexual exploitation of children in contexts related to travel and tourism.

As part of this mission, The Code employs the following six criteria (the Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism), which members of the tourism industry must adhere to once they join The Code:

The six criteria of The Code:

1. Establish a policy and procedures against the sexual exploitation of children
2. Train personnel and staff members
3. Introduce a Code-related clause in contracts with suppliers
4. Provide information to travelers
5. To support, collaborate and engage stakeholders
6. Report annually on the implementation of Code-related actions

By endeavoring to meet the six criteria of The Code, tourism companies can integrate child protection into their business operations. The six criteria were formulated to turn child protection principles into concrete actions. In this way, they will uphold their commitments towards sustainable and ethical tourism by taking tangible actions to help protect children from sexual exploitation.

History

The Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism was developed by ECPAT Sweden after the First World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children held in Stockholm in 1996. It was implemented for the first time in 1998 by the three principal tour operators in Sweden with much success. This led to the initiative being adopted by the international ECPAT network resulting in reaching over 1,300 signatories across 42 countries around the world.

Since 2004, The Code has operated as an independent non-profit organization. With board members coming from the tourism industry and non-industry sectors, the organization is guided by a group of diverse, committed leaders. Today, The

Code has become an essential responsible tourism tool for the industry to integrate child protection into its corporate social responsibility or sustainable tourism initiatives.

2. LATEST DEVELOPMENTS

To ease and assist member companies in implementing The Code's six criteria efficiently, the organization has recently developed a number of 'cloud-base' tools for tourism professionals as a mean to strengthen action against sexual exploitation of children in travel and tourism.

The main objectives of the new system are to ease work processes and strengthen implementation, reporting, transparency, and expansion.

The online services include: a member portal with easy, step-by-step guidance on implementation and reporting; interactive e-learning modules for tourism professionals from different sub-sectors and positions within the industry; and a user-friendly website to provide transparency and awareness.

Through the use of new technology the new tools will help secure continuous growth, successful implementation, and greater impact by:

- Standardize work processes.
- Provide the necessary tools for easy implementation.
- Meet the demand for staff training within the travel industry.
- Reach out – also to high-risk sectors.
- Strengthen reporting and transparency.
- Give The Code a clear identity with attractive benefits for its members

The new tools have already proven successful and have raised both the number of members and the level of implementation substantial within the first six months of operation.

3. CHALLENGES AHEAD

Sexual exploitation of children remains a worldwide problem. The travel sector has an indirect responsibility to combat it and is in a unique position to take effective action.

For this work to succeed, especially two challenges need to be addressed:

1. The lack of research

The Code currently uses UN estimates that an estimated 150 million girls + 73 million boys under 18 years experience sexual violence or for Thailand, the police identified 637 victims of child prostitution in 2011.

But the current estimates do not provide an accurate understanding of the issue on the local, national, regional and international level.

Therefore, there is a need for:

- Actual cases of child sex tourism at national, regional and international scale
- Information about the child victims [gender, age etc.]
- Information about the offenders and how they make use of travel and tourism services and industry etc.

2. The lack of reporting hotlines

The Code currently refers on to ECPAT, Interpol and various law enforcement contacts.

But at this moment there is no global hotline for reporting cases of child sex tourism and in many countries, no reliable hotline that can take cases of ‘child sex tourism’

Therefore, there is a need for:

- A working, global hotline to refer cases of child sex tourism
- At national and local level, have hotlines capable of taking reports of child sex tourism.

BONNES PRATIQUES : UN EXEMPLE SUISSE

HANS-PETER EGLER

Chef de la promotion du commerce, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO)¹, Berne

Résumé

L'auteur présente les moyens mis en œuvre par le Secrétariat d'Etat à l'Economie de la Suisse (SECO) afin de promouvoir un tourisme durable, socialement et écologiquement responsable. L'auteur aborde plus particulièrement les programmes soutenus par le SECO qui visent à lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants en présentant notamment le Code de protection de l'enfance qui cherche à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages, ainsi que la Campagne soutenue par le SECO « *Ne pas détourner le regard* » qui a pour but de sensibiliser la population suisse à l'égard du tourisme sexuel impliquant des enfants dans les pays en voie de développement.

Zusammenfassung

Der Autor präsentiert die Mittel welche vom Schweizerischen Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) angewendet werden um einen nachhaltigen, gesellschaftlich und ökologisch verantwortungsvollen Tourismus zu fördern. Der Autor greift insbesondere die vom SECO unterstützten Programme auf, welche darauf abzielen, gegen Sextourismus mit Kindern anzukämpfen und präsentiert unter anderem der Kinderschutzparagraph, welcher versucht, die Kinder gegen sexuelle Ausbeutung im Tourismus und der Reiseindustrie zu schützen, wie auch die Kampagne „Nicht wegesehen“, welche vom SECO unterstützt wird und welche zum Ziel hat, die Bevölkerung bezüglich des Sextourismus mit Kindern in Entwicklungsländern zu sensibilisieren.

Resumen

El autor presenta los medios aplicados por el Secretariado de Estado de la Economía Suiza (SECO), con el fin de promover un turismo durable, social y ecológicamente responsable. El autor aborda más concretamente los programas sostenidos por el SECO encaminados a luchar contra el turismo sexual que

¹ <http://www.seco.admin.ch/?lang=fr>

involucra los niños presentando, especialmente, el Código de protección de la infancia que pretende proteger los niños contra la explotación sexual en el turismo y la industria de los viajes, así como la campaña apoyada por el SECO «*No desviar la mirada*», cuyo objetivo es sensibilizar la población suiza con respecto al turismo sexual que involucra los niños en los países en vía de desarrollo.

Summary

The author presents the programmes implemented by the Swiss Secretary of State (SECO) in order to promote tourism that is sustainable, and socially and ecologically responsible. The authors especially emphasizes the programmes supported by SECO that aim to combat sexual tourism involving minors, namely by describing the Code for child protection, which aims to protect children against sexual exploitation in the tourism and travel industry, as well as the Campaign supported by the SECO entitled “*Do not look away*”, which aims to raise-awareness among the Swiss population on the issue of sexual tourism involving minors in developing countries.

* * *

STRATÉGIE DU SECO DANS LE SECTEUR DU TOURISME

Dans le cadre de la promotion de la place économique, la Confédération, représentée par le SECO, est responsable de la politique du tourisme menée aux niveaux national et international. Ses grands axes sont le développement du tourisme via la promotion de l'innovation et de la collaboration, la promotion du marketing touristique via des aides financières à Suisse Tourisme, l'octroi de crédits à des entreprises d'hébergement via la Société suisse de crédit hôtelier (SCH) ainsi que la collaboration internationale.

A ce titre, le SECO soutient la **promotion d'un tourisme durable, socialement et écologiquement responsable** qui favorise la croissance économique et encourage l'intégration de ses pays partenaires dans l'économie du tourisme mondial. Le SECO considère que la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants est un des piliers essentiels de sa stratégie pour la promotion du développement durable. Le SECO concentre son action autour de quatre domaines d'interventions qui sont prioritaires dans la chaîne de valeur du tourisme²:

1. **Renforcer la compétitivité et la durabilité du secteur touristique:** Par le biais de sa collaboration avec les institutions de formation dans les pays partenaires et les échanges de compétence, le SECO encourage l'amélioration qualitative de l'offre touristique ainsi que son attractivité. Grâce à son expérience dans le secteur privé, le SECO soutient les PME dans le secteur touristique en leur donnant accès au capital et en leur fournissant une assistance technique. Il veille à renforcer la durabilité du secteur par l'amélioration et la mise en pratique des concepts qui visent à promouvoir un tourisme durable, socialement et écologiquement responsable.
2. **Créer des conditions institutionnelles favorables dans le secteur du tourisme:** Grâce à une meilleure collaboration/coordination entre les entreprises privées, les autorités publiques et les communautés locales dans les régions à haut potentiels touristiques, le SECO vise à soutenir la mise en place de conditions propices au bon développement du secteur touristique. Il soutient notamment l'approche d'un organisme de la gestion d'une destination touristique (*regional destination management*), concept axé sur la promotion du potentiel d'une région touristique particulière. Cette approche s'est révélée être efficace dans la mesure où elle a permis de créer des emplois dans les domaines touristiques et de

² Policy Paper on Tourism, Economic and trade policy development cooperation in the tourism sector, State Secretariat for Economic Affairs SECO, September 2010

réduire la pauvreté dans ces régions. Par le biais du *regional destination management*, le SECO peut influencer les conditions institutionnelles afin de lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants.

3. **Améliorer l'accès aux marchés des PME:** Depuis 1999, le SIPPO³ (*the Swiss Import Promotion Programme*) encourage, sur mandat du SECO, les importations en Suisse et dans l'Union européenne (UE) de produits provenant des pays en développement ou en transition ainsi que des pays d'Europe du Sud-Est. Ce programme est mis en œuvre et conduit par l'agence suisse de promotion du commerce extérieur *Switzerland Global Enterprise*⁴, responsable de la promotion des exportations, des importations et de la place économique suisse. *Switzerland Global Enterprise* opère dans le monde entier en faveur du développement des entreprises et du rayonnement de la place économique suisse. Le programme SIPPO aide les PME des pays partenaires dans l'exportation de leurs produits de haute qualité à l'intérieur des pays de l'UE et en Suisse et vise l'intégration de ces PME au système de commerce international.
4. **Renforcer les standards et labels** pour un tourisme équitable. La mise en œuvre de tels outils permet la promotion d'une croissance durable dans le secteur du tourisme. Le développement d'un label de qualité « tourisme équitable » appellera encore des efforts communs avant d'être applicable à l'échelle mondiale et bien établi sur le marché, bien qu'il existe déjà un grand potentiel à l'expansion de tels outils. En Afrique du Sud, la première approche certifiée a été développée pour les "*niche market*" sous la forme du label "*Fair Trade in Tourism South Africa*" (FTTSA) (voir ci-dessous). Un travail est mené sur place conjointement avec d'autres labels du commerce équitable tels que Max Havelaar.

Le SECO dispose d'avantages comparatifs dans le secteur du tourisme lui permettant d'avoir une place importante à l'étranger, dans les pays avec lesquels il coopère. Ainsi, grâce à son savoir-faire dans le consulting et l'accès au capital pour les PME, le SECO a une place stratégique dans la mise en valeur des atouts des pays partenaires qui possèdent un grand potentiel touristique et des offres avantageuses pour les touristes. Le SECO possède par ailleurs une approche développée et des connaissances approfondies en matière de durabilité, de commerce, de production éco-efficace, de normes internationales du travail et de commerce des produits biologiques. Cela lui permet de gérer de manière durable sa

³ <http://www.s-ge.com/global/export/en>

⁴ http://www.s-ge.com/global/export/en/sippo_programme/about

politique en matière de tourisme. La Suisse a pu développer un savoir-faire précieux dans le management des établissements hôteliers ainsi que dans le domaine de la gastronomie qu'elle se doit de partager avec les pays partenaires par le biais de formations. La position particulière de la Suisse permet également au SECO de promouvoir des partenariats public-privé durables au Sud et à l'Est par l'introduction du *destination management*.

CODE DE CONDUITE POUR LA PROTECTION DES ENFANTS CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DANS LE TOURISME ET L'INDUSTRIE DES VOYAGES (THE CODE)⁵

Dans le cadre de la coopération économique au développement, le SECO soutient le développement et la promotion d'un tourisme durable par le biais de plusieurs projets. Ces projets ont notamment pour but de protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme. A ce titre, le SECO s'engage pour le renforcement du Code de protection de l'enfance, un code de conduite élaboré à l'intention de l'industrie du voyage, afin de préserver la sécurité des enfants dans le contexte du tourisme. La protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme fait partie intégrante de la responsabilité des entreprises actives dans le secteur touristique, spécialement dans les pays en développement.

Le Code de protection de l'enfance est un code de conduite élaboré par la branche du tourisme et appliqué en collaboration avec des organisations non gouvernementales dans le but de renforcer la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Il représente l'une des premières initiatives visant à définir le rôle et les obligations des entreprises touristiques à l'égard de la problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants. De nombreuses agences de voyages suisses ont adhéré au Code de protection de l'enfance.

En Suisse, c'est le service spécialisé ECPAT Switzerland de la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant⁶ qui joue le rôle de représentant national de l'organisation internationale du Code. Il s'assure que des actions de sensibilisation soient menées et travaille conjointement avec des membres suisses tels que Hotelplan et Kuoni afin de vérifier si les acteurs appliquent et soutiennent les principes du Code.

⁵ <http://www.thecode.org/fr/a-propos-du-code/>

⁶ <http://kinderschutz.ch/cmsn/fr>

Fair Trade in Tourism South Africa (FTTSA)⁷

Représentant de *The Code* en Afrique du Sud, l'organisation FTTSA promeut un tourisme équitable en amenant les voyageurs à se comporter de manière responsable et les entreprises à participer à la mise en œuvre d'un tourisme plus durable. Les entreprises qui adhèrent aux critères du tourisme équitable et portent le label s'engagent à améliorer les conditions de travail et les salaires de leurs employés. Elles doivent également veiller à ce que la redistribution des bénéfices se fasse de manière équitable et que les droits de l'homme soient respectés.

Un tourisme plus équitable recèle un immense potentiel de développement durable pour les pays pauvres du Sud puisqu'il favorise la croissance économique, génère des recettes en devises et crée des revenus et des emplois décents. Au titre de la coopération économique au développement, le SECO a soutenu l'organisation FTTSA dans la mise en place de voyages organisés équitables. Les agences de voyages Imagine et Kuoni proposent les premières offres mondiales de ce type en Suisse.

Don't look away campaign

En novembre 2010, la Fondation Suisse pour la Protection de l'Enfant a lancé la campagne « Ne pas détourner le regard »⁸, réalisée en coopération avec le SECO, l'Office fédéral de la police (fedpol) et d'importants acteurs du secteur touristique comme Kuoni, Hotelplan, et la Fédération Suisse des Agences de Voyages. Cette campagne vise à renforcer la protection des enfants sur les sites touristiques et à activer la sensibilisation des touristes à l'égard du tourisme sexuel impliquant des enfants dans les pays en voie de développement. En Allemagne et en Autriche des campagnes similaires ont été lancées à cet effet. Cette campagne est aujourd'hui élargie à l'Europe entière.

Actuellement, des formations et des actions de sensibilisation ont permis d'informer plus de 12'000 personnes dans toute la Suisse. Le SECO, par le biais de son engagement pour le tourisme durable, apporte son soutien à la mise en œuvre du « Code de Protection de l'enfance » ainsi qu'à la campagne « Ne pas détourner le regard » visant à protéger les enfants et les adolescents de l'exploitation sexuelle dans les milieux touristiques.

⁷ <http://www.fairtradetourism.org.za/>

⁸ <http://stopchildsextourism.ch/web/>

PLATEFORME D'ÉCHANGE WWW.FAIRUNTERWEGS.ORG⁹

Le SECO soutient la plateforme « fairunterwegs ». Cette plateforme d'échange vise à informer les touristes des offres de tourisme équitable existantes et les guide sur la meilleure manière de contribuer au développement d'un tourisme responsable et durable.

SCORE (SUSTAINING COMPETITIVE & RESPONSIBLE ENTERPRISES)

SCORE est un programme de l'OIT cofinancé par le SECO qui a comme objectif d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à se développer et à créer des emplois de meilleure qualité. SCORE permet aux PME d'augmenter leur productivité et leur compétitivité tout en améliorant leur conformité aux normes internationales du travail. Le programme met en place des sessions de formation et de conseils destinés aux travailleurs par le biais de différents modules (amélioration de la coopération sur le lieu de travail, gestion de l'entreprise, amélioration de la sécurité sur le lieu de travail). Ces différents outils sont particulièrement utiles aux entreprises qui rencontrent des problèmes internes de qualité, productivité, pollution et déchets, santé et sécurité ou encore de gestion des ressources humaines

En Afrique du Sud, le programme SCORE soutient le développement durable d'entreprises dans le secteur du tourisme. Il promeut un tourisme responsable et contribue à une croissance économique stable et à la réduction de la pauvreté. Plus particulièrement, ce programme s'engage à faire respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT, dont celle qui vise à abolir le travail des enfants et, par ce biais, à lutter contre le tourisme sexuel des enfants dans les régions à risque. Il contribue également à améliorer les conditions de vie des travailleurs et de leurs enfants.

Le programme SCORE débutera prochainement au Myanmar avec pour objectif de soutenir le secteur du tourisme en améliorant les conditions de travail dans les PME de ce secteur. Le projet au Myanmar s'assurera que les bénéfices provenant des activités touristiques soient redistribués de manière équitable aux communautés locales.

⁹ <http://www.fairunterwegs.org/>

CONCLUSION

Le SECO considère que la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est un des piliers essentiels pour le développement durable de ses pays partenaires. Le SECO reste convaincu, qu'en mobilisant tous les acteurs de la branche touristique et en sensibilisant les touristes, de nombreux progrès pourront être fait. Dès lors, il continuera de soutenir un tourisme durable avec comme partie intégrante, la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants.

LA TRANSPARENCE DE LA JUSTICE ET LA CRIMINALITÉ CONTRE LES ENFANTS

PEDRO VALLS FEU ROSA

Président de la Cour Suprême de l'Etat d'Espírito Santo, Brésil

Résumé

L'auteur vise à décrire les statistiques et les incohérences de la situation des enfants dans de nombreux pays du monde. Par la suite, il expose une série d'exemples de bonnes pratiques mises en place au Brésil, notamment dans l'Etat d'Espírito Santo et permettant un changement concret et positif dans la culture locale. Il s'agit de projets qui visent, entre autres, la sortie de la misère de nombreuses familles et l'amélioration de leur accès à l'éducation et à la santé; l'insertion de l'enfant dans la société par la connaissance de ses droits et devoirs; l'implication des familles dans le quotidien scolaire de leurs enfants; la protection des femmes victimes de violence par un dispositif d'alarme immédiat à la police. Ces projets tendent encore à faire du monde judiciaire un lieu de transparence, de travail efficace et rapide au service de la population.

Zusammenfassung

Der Autor zielt darauf ab, die Statistiken und Inkohärenz der Lebensumstände von Kindern in zahlreichen Ländern der Erde zu beschreiben. Anschließend zeigt er eine Anzahl von Beispielen erfolgreicher Praktiken, welche in Brasilien, insbesondere im Staat Espírito Santo, umgesetzt werden und eine konkrete und positive Veränderung in der lokalen Kultur bewirken. Es handelt sich um Projekte, die unter anderem darauf abzielen, einen Ausstieg aus dem Elend von zahlreichen Familien sowie einen erleichterten Zugang zu Bildung und Gesundheit; die Integration von Kindern in die Gesellschaft mittels Kenntnisse ihrer Rechte und Pflichten; der Einbezug der Familien in den schulischen Alltag ihrer Kindern zu fördern und der Schutz der Frauen als Opfer von Gewalttaten mittels der Zurverfügungstellung eines sofortigen Alarmsystems zur Polizei zu verbessern. Diese Projekte machen des Weiteren aus der Welt der Rechtsprechung einen transparenten Ort, mit einer effizienten und schnellen Arbeitsweise zugunsten der Bevölkerung.

Resumen

El autor se propone describir las estadísticas y las incoherencias de la situación de los niños en numerosos países del mundo. Posteriormente, expone una serie de ejemplos de buenas prácticas establecidas en Brasil, particularmente en el Estado de Espírito Santo, que permiten un cambio concreto y positivo en la cultura local. Se trata de proyectos que contemplan, entre otras cosas, la salida de la miseria de numerosas familias y la mejora de su acceso a la educación y la salud; la inserción del niño en la sociedad a través del conocimiento de sus derechos y deberes; la implicación cotidiana de las familias en la escuela de sus hijos; la protección de mujeres víctimas de violencia gracias a un dispositivo de alarma inmediata con la policía. Estos proyectos tienden a hacer del mundo judicial un lugar de transparencia, de trabajo eficaz y rápido al servicio de la población.

Summary

The author aims to describe the statistics and incoherencies relative to the situation of children in various countries in the world. Subsequently, he puts forward a number of examples of good practices implemented in Brazil, namely in the State of Espírito Santo, which allow to bring about concrete and positive change in the local culture. A number of projects especially aim to assist many families out of poverty and improve their access to education and health care; the integration of children in society through an understanding of his/her rights and duties; the involvement of families in the daily school lives of their children; the protection of women victims of violence through an alarm device connecting them directly to the police. These projects equally aim to make the judicial world a place of transparency, of effective and rapid work at the service of the population.

* * *

LE COMBAT CONTRE LA PAUVRETÉ

Selon l'évangile de Matthieu, Hérode I^{er}, roi de Judée, a essayé de faire tuer l'enfant Jésus en ordonnant la mort de tous les nouveau-nés de Bethléem. L'écrivain nord-américain Raymond Brown, dans son livre « La naissance du Messie », estime qu'à l'époque environ mille personnes habitaient cette ville, dont une vingtaine correspondant aux termes du sinistre décret. Hérode, le monstre, aurait donc assassiné une vingtaine d'enfants innocents.

L'humanité, nous dit-on, a évolué. Et pourtant aujourd'hui, selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes. Cela signifie que toutes les cent secondes nous répétons le carnage d'Hérode.

Ces jours-ci, j'ai lu que 23% des enfants canadiens vivaient dans la pauvreté en 2006. Au sud du pays, aux États-Unis, la famine touche 25% des moins de 12 ans. De l'autre côté de l'Atlantique, dans la riche Angleterre, un enfant sur dix est extrêmement pauvre et vit aux marges de la société. Si nous traversons la Manche pour arriver en France, la situation n'est pas très différente: là-bas, environ 8% des mineurs sont pauvres et pâttissent du fléau des maladies, du manque d'abri et d'éducation.

Dans la riche Allemagne, le problème est encore plus grave : selon des estimations, en 2007, un enfant de moins de 15 ans sur sept vit dans la pauvreté. Je conclus ce triste recueil de données par le cas du Brésil, où 20 enfants meurent par jour victimes de maladies provoquées par le manque d'un réseau d'assainissement efficace.

Serait-ce dû à un manque de ressources ? Non : nos gouvernements dépensent, tous les jours, US\$ 3,6 milliards rien qu'avec des armes. Pendant ce temps, selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), 19% de l'humanité survive – ai-je dit survive ? – avec moins de US\$ 1 par jour. Et je ne parle que des armes, laissant de côté le ténébreux monde du système financier. Voilà, en fin de compte, un cadre aussi simple que la vérité consternante qu'il révèle, à savoir qu'Hérode n'est pas mort. Il est vivant et en bonne santé.

C'est face à cette réalité que nous discutons ici des droits des enfants et de la façon dont nous pouvons les protéger des abus sexuels. La première mesure à être adoptée devient alors évidente : les faire sortir de la pauvreté extrême et leur procurer un bon système éducatif. Tout simplement.

LE PROGRAMME « BRÉSIL AFFECTUEUX »

Un exemple de bonne pratique, dans ce sens, est le programme « Brésil Affectueux », lancé par le gouvernement brésilien en mai 2012 (sous la Présidente Dilma Rousseff). Par le moyen du simple transfert de ressources à des familles nécessiteuses, en un peu plus de six mois on a pu faire sortir de la misère pas moins de 2,8 millions d'enfants de moins de six ans.

Ce programme se structure sur trois piliers : le transfert de revenus, avec des bénéfiques supplémentaires ; l'éducation, en renforçant l'éducation des enfants dans les crèches ; et la santé, par une série d'actions de renfort alimentaire et nutritionnel.

Il s'agit d'un raisonnement logique : un enfant libéré de la misère, nourri convenablement et éduqué de façon adéquate aura moins de chances d'être exploité – y compris sur le plan sexuel. Voilà une recette simple et facile à mettre en place – il suffit d'acheter un peu moins de canons et de missiles par jour.

LA SONNETTE D'ALARME

Dépassée la barrière de la misère extrême, nous sommes confrontés à une autre : celle de la structure familiale. Je parle aussi de quelque chose d'élémentaire : un enfant vivant dans une famille équilibrée sera moins exposé à des abus divers.

Là, nous en arrivons au monde sinistre de la violence domestique. Au Brésil, 25% des femmes subissent des agressions et 70% des femmes assassinées sont victimes de leurs propres maris. En Inde, 37% des femmes sont régulièrement battues par leurs époux. A Taiwan, elles sont 44% et au Mexique, 60%. Dans toute l'Europe, entre 20% et 50% des femmes passent leur vie à supporter des gifles, des coups de poings et des coups de pied de leurs maris. La situation est arrivée à un point où en Suisse, des spécialistes ont dénoncé que la violence domestique constituait une menace plus importante pour la société que le crime organisé.

Il n'est pas facile de combattre une maladie sociale de telles proportions. Il faut promouvoir, et ce de manière persistante, toute une série d'actions de répression et de sensibilisation – en fin de compte, il s'agit d'un changement culturel.

Il y a quelques mois, le Brésil a fait un petit pas vers cet objectif. Il s'agit de la « sonnette d'alarme ». Je parle d'un petit appareil doté d'un seul bouton. Une fois mis en route, il transmet à une centrale tous les sons environnants, afin de

produire un enregistrement qui pourra être ultérieurement utilisé comme pièce à conviction.

Ce petit dispositif transmet également la localisation géographique de la victime. Ainsi, les policiers les plus proches peuvent être envoyés directement sur place. Sur la route, leurs téléphones portables reçoivent des photos de la victime et de l'agresseur probable, ainsi que tout un rappel chronologique de l'affaire.

Grâce à cette mesure, rendue possible par un partenariat entre la Cour de Justice d'Espírito Santo et la Municipalité de Vitória (sous le maire Luciano Rezende), le temps moyen entre l'activation du Bouton d'Alarme et l'arrivée des policiers se situe entre cinq et six minutes – il y a même un cas de secours effectué au bout de trois minutes seulement.

Ce projet nous permettra, ainsi l'espérons-nous, de voir plus de respect dans la famille, la cellule de base de notre civilisation.

LE PROJET CITOYENNETÉ FONDAMENTALE

L'étape suivante concerne l'insertion de l'enfant dans le monde de la pleine citoyenneté. Je parle de lui donner ses papiers d'identité et de le rendre conscient de ses droits et de ses devoirs.

En ce sens, il convient de mentionner le projet « Citoyenneté Fondamentale », mené par la Municipalité de Vitória (sous le maire Luciano Rezende).

En quelques mots, ce projet assure aux enfants les papiers d'identité principaux et des leçons sur les droits de l'homme, la médiation des conflits, l'éducation environnementale, les droits du consommateur et la diversité humaine.

A la fin de chaque période de cours, un concours de rédaction est organisé. Il porte sur des thèmes liés à la défense de la citoyenneté, afin que les enfants mettent en pratique, de manière ludique, ce qu'ils ont appris.

LE PROJET COORDINATEURS DE PARENTS

Le projet « Coordinateurs de Parents » est une autre initiative liée à l'enseignement, portée par l'Inspection Académique de la région d'Espírito Santo (sous le gouverneur José Renato Casagrande et l'Inspecteur Académique Klinger Marcos Barbosa Alves).

L'idée est aussi simple que brillante : développer des actions qui permettent et facilitent l'implication des familles dans le quotidien scolaire et dans le processus d'amélioration de l'apprentissage.

Voici un résumé des activités développées dans le cadre de ce programme :

- la mise en place de permanences pour accueillir les parents à l'école ;
- l'envoi d'invitations pour que les parents visitent l'école afin de connaître les professeurs et de participer aux événements qui concernent leurs enfants ; et
- la réalisation de visites sur rendez-vous au domicile des élèves.

Parmi les élèves concernés en 2012, 61% ont amélioré leur comportement, 55% ont eu de meilleures performances scolaires, 69% sont devenus plus assidus aux cours et 46% de ceux qui décrochaient de l'école ont repris leurs études.

L'ÉTENDUE DU PROBLÈME

Ce qui a été exposé jusque-là nous apprend la meilleure politique qui soit pour éviter l'exploitation sexuelle des enfants. En fin de compte, si on leur permet de sortir de la misère et de faire leurs études avec le soutien d'un noyau familial sain, ils seront difficilement exposés au monde du crime.

Cependant, ces mesures si simples finissent presque toujours par être isolées. Elles ne sont que très rarement appliquées à grande échelle. N'oublions pas qu'Hérode est vivant, en bonne santé et plus actif que jamais.

C'est ainsi que tous les ans à peu près trois millions d'enfants sont victimes d'exploitation sexuelle dans le monde. Cela paraît incroyable, mais 10% des touristes de notre planète choisissent leurs destinations en fonction de « l'offre » de victimes.

L'exploitation sexuelle des enfants n'est pas une activité économiquement insignifiante : selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), elle ne génère pas moins de US \$ 27 milliards chaque année. Tout cet argent vient, dans sa majorité, d'Européens entre 25 et 70 ans.

Comment combattre cette triste réalité ? Hérode ne nous permet pas de fournir à ces malheureuses victimes des conditions de vie dignes, de l'éducation et de l'affection dans leur famille. Il ne nous reste, alors, que la répression.

NUMÉRO D'URGENCE « 100 »

Le premier défi, dans ce domaine, c'est d'identifier les cas d'abus. Et pour cela, la population peut être un allié puissant. D'où la création d'un numéro vert « Droits de l'Homme », un programme du Gouvernement Fédéral (sous la Présidente Dilma Rousseff). Il s'agit d'un service qui fonctionne 24 heures sur 24,

7 jours sur 7, recevant des plaintes et les faisant parvenir aux organismes compétents.

CARTOGRAPHIE DES ROUTES FÉDÉRALES

Une autre initiative remarquable est la cartographie des points dangereux sur toutes les routes fédérales brésiliennes. La Police Routière Fédérale, en collaboration avec d'autres institutions, a repéré pas moins de 1'820 points dangereux en ce qui concerne l'exploitation sexuelle des enfants, ce qui rend plus efficace la lutte contre ce problème.

ACTIONS INTÉGRÉES

Face à tant d'informations, il a fallu coordonner les actions à mener. C'est ainsi qu'est né le PAIR (« Programme National d'Actions Intégrées contre la Violence Sexuelle envers les Enfants et les Jeunes », dans le sigle brésilien), un programme du Gouvernement Fédéral (sous la Présidente Dilma Rousseff) qui vise à encourager la planification d'actions intégrées sur le plan national. Quelque chose de fondamental dans un pays aussi immense que le Brésil.

TRIBUNAL SPÉCIALISÉ

L'étape suivante est évidente : créer des tribunaux spécialisés dans ce genre de délit. En effet, que ce soit en fonction du profil des accusés ou de celui des victimes, il s'agit d'un délit qui demande au système juridique de mettre en place des structures spécifiques. Le premier de ces tribunaux verra le jour en Espírito Santo.

TÉMOIGNAGE SANS DOMMAGE

Ces nouveaux tribunaux devront accueillir une autre expérience, le « témoignage sans dommage ». Il s'agit d'un projet développé par une Juge de la Cour (M^e Gladys Henriques Pinheiro) qui cherche à aider les enfants à surmonter le traumatisme qui leur est infligé quand ils doivent comparaître à un tribunal dans la condition de victimes ou de témoins.

Voici un problème que je retrouve assez régulièrement dans des journaux européens, asiatiques et nord-américains : celui des enfants traumatisés dans les salles de jugement, le plus souvent forcés à dénoncer leurs bourreaux en leur présence.

Grâce à ce projet, la victime est accueillie par un psychologue et mise dans une pièce séparée, reliée à la salle où se déroule le jugement par un système audiovisuel. Le témoignage est ainsi produit de manière à minimiser les risques de dommage psychologique pour l'enfant victime ou témoin de délits sexuels.

LA TRANSPARENCE DANS LE MONDE JUDICIAIRE

La barrière suivante – la dernière – est celle de l'inefficacité même du monde judiciaire. Voilà celui qui est sûrement notre plus redoutable ennemi.

Tout commence à la police. Plusieurs plaintes arrivent, s'accumulent sur les bureaux et sont oubliées à cause d'autres affaires – d'habitude celles qui provoquent de grandes commotions publiques.

Au bout d'un certain temps, une partie infime des plaintes parviennent au système judiciaire. Celui-ci voit se répéter la scène : plusieurs dossiers s'accumulent sur les bureaux et sont oubliés à cause d'autres affaires.

Le résultat final de tout cela peut être énoncé en un seul mot : impunité. Et c'est le plus grand encouragement qui soit à la criminalité.

Voici un des plus grands problèmes de l'humanité : les chiffres honteux de l'impunité, de l'inefficacité des lois. Il est fondamental de lutter contre cela. En effet, il n'y a pas de véritable développement, qu'il soit d'ordre moral ou économique, sans stabilité juridique.

Conscients de cette réalité, jamais les gens ne se sont autant plaints du monde judiciaire ! Des livres aux films, des conférences aux manifestations, les démonstrations de rejet de l'inefficacité endémique des systèmes judiciaires sont abondantes.

Le problème, c'est que tout cet anticonformisme se dirige contre des entités immatérielles, qui n'ont ni visage ni carte d'identité, si bien qu'il a peu d'effet sur les vrais responsables.

Cela fait des millénaires que « la justice est lente », partout dans le monde. Or, cela ne se résout pas : les juges les moins impliqués continuent à ne pas être démis de leurs fonctions, ce qui décourage ceux qui se donnent corps et âme à leur travail.

Voici ce que je propose : la création de conditions pour que la population puisse identifier clairement où se trouve la lenteur et chez qui, où se trouve

l'impunité et qui y contribue. Bref, il ne faudrait plus parler d'institutions, mais d'individus.

Cette idée a commencé à être mise en pratique au sein de la Cour de Justice d'Espírito Santo. C'est ainsi que chaque procès qui concerne l'exploitation sexuelle des mineurs a été répertorié dans un panneau public, situé à la porte d'entrée de l'institution.

Par ce panneau, chacun peut tout de suite savoir depuis combien de jours les dossiers sont en cours, quels juges s'en occupent et depuis combien de temps. Les affaires en retard sont écrites en rouge pour être rendues plus visibles.

Nous avons installé des panneaux supplémentaires pour des crimes de meurtre ou de torture, pour des délits de corruption, des délits de la circulation et d'autres spécialement graves.

Parlons des résultats : une fois passé le premier moment de gêne évidente, il a été possible de repérer plusieurs problèmes, y compris ceux liés à la structure du système. Il est plus facile, aujourd'hui, de chercher des solutions.

À partir de la mise en place de cette politique de transparence, l'Espírito Santo montre aujourd'hui des chiffres remarquables d'efficacité dans les jugements concernant la corruption et le manque de probité. Le combat contre la torture a pris de nouvelles dimensions, et nous avons récemment débuté une action qui implique plusieurs institutions afin de réduire l'impunité des délits de la circulation.

Pour être plus clair, je cite qu'il y a dix ans, je m'imposais déjà cette transparence : sur la porte de mon bureau il y a toujours eu un panneau qui affiche tous les dossiers qui étaient sous ma responsabilité et depuis combien de temps ils l'étaient.

Cette idée tend à s'amplifier. C'est ainsi qu'il y a quelques jours, le Député Régional Marcelo Santos a présenté à l'Assemblée Législative d'Espírito Santo un projet qui prévoit l'installation d'un panneau spécifique sur l'exploitation sexuelle des enfants, qui montrera les actions des Commissariats de Police jusqu'au Pouvoir Judiciaire.

Ce panneau présentera une liste de tous les dossiers en cours, informera depuis combien de temps ils sont analysés, où ils se trouvent et depuis combien de jours ils se situent à cet endroit précis. Cela évitera donc que les affaires les plus choquantes tombent dans l'oubli au milieu de la paperasserie.

Voilà la pratique que je propose : la transparence intense et étendue, depuis les chiffres jusqu'à l'identification complète des agents publics chargés de chaque affaire. Il s'agit d'une mesure simple et peu coûteuse, mais profondément efficace même pour ce qui est de provoquer un changement culturel. On le sait bien, il n'y a rien de tel que la lumière du soleil pour chasser les moisissures !

EUROPOL APPROACH TO CHILD SEXUAL EXPLOITATION WITH THE FOCUS ON TRANSNATIONAL OFFENDING

ANETTE PAAVILAINEN

Europol - European Cybercrime Center, The Hague, The Netherlands

Résumé

Le mandat d'Europol est de contrer des domaines spécifiques de la criminalité et d'y enquêter en se concentrant sur l'investigation et la prévention dans le domaine des atteintes sévères à la personne, aux infrastructures critiques et à l'intégrité démocratique des Etats membres, y compris les diverses formes de criminalité organisée. Europol fournit ainsi une assistance très variée dans le domaine de la lutte contre le crime organisé. Le travail d'Europol, et notamment le projet HAVEN sur les agresseurs sexuels d'enfants transnationaux est présenté. Des bases de données contenant des informations sur la criminalité se sont révélées être une mesure efficace de prévention du crime. Les opportunités et les défis liés à l'adoption croissante d'internet dans le monde sont pris en compte. L'une des tendances émergentes est l'abus sexuel des enfants en streaming (envoi de contenu en direct sur le web). Alors que l'internet se développe, il offre d'avantage de possibilités pour les délinquants sexuels de rester anonymes, de créer des réseaux et de partager leurs connaissances et le contenu abusif qu'ils créent et possèdent. Le principal défi est de garder à jour les lois et les organismes qui les appliquent.

Zusammenfassung

Die Vollmacht von Europol besteht darin, in spezifischen Gebieten der Kriminalität aktiv zu werden und nachzuforschen, indem sie sich auf die Investigation und die Prävention in den Bereichen der schweren Übergriffe auf Personen, auf kritische Infrastrukturen und auf die demokratische Integrität der Mitgliederstaaten, darin enthalten die verschiedenen Formen des organisierten Verbrechens, konzentriert. Europol offeriert somit eine sehr vielfältige Assistenz im Bereich des Kampfes gegen das organisierte Verbrechen. Die Arbeit von Europol, und insbesondere das Projekt HAVEN über die transnationalen sexuellen Aggressoren gegenüber Kindern werden vorgestellt. Datenbanken mit

Informationen über die Kriminalität werden als eine effiziente Maßnahme zur Verbrechenprävention genannt. Die Möglichkeiten und die Defizite in der weltweiten vermehrten Nutzung von Internet werden berücksichtigt. Eine der zu Tage tretenden Tendenzen ist der sexuelle Missbrauch von Kindern im Streaming (direktes Versenden von Inhalten im Web). Während sich das Internet entwickelt, bietet es den Delinquenten im Bereich des Sexuellen Möglichkeitenvorteile, anonym zu bleiben, Netze zu bilden, um ihre Kenntnisse und ihre missbräuchlichen Inhalte, welche sie schaffen und besitzen, zu teilen. Die grundlegende Herausforderung besteht darin, die Gesetze und die Organismen, welche diese anwenden, aktuell zu erhalten.

Resumen

El mandato de Europol es de contrarrestar aspectos específicos del crimen y de indagar concentrándose en la investigación y en la prevención en el sector de las agresiones severas a la persona, a las infraestructuras críticas y a la integridad democrática de los Estados miembros, incluidas las distintas formas de delincuencia organizada. Europol proporciona así una asistencia muy variada en el área de la lucha contra el crimen organizado. La autora presenta el trabajo de Europol y concretamente el proyecto HAVEN que detecta los delincuentes sexuales itinerantes que explotan los niños de la Unión Europea. Las bases de datos que contienen información sobre la criminalidad mostraron ser una medida eficaz de prevención contra el crimen. Se tienen en cuenta las oportunidades y los retos conexos a la adopción progresiva del Internet en el mundo. Una de las tendencias emergentes es el abuso sexual de los niños en streaming (envío del contenido en directo en la red). Mientras que el Internet se desarrolla, ofrece una ventaja de posibilidades de anonimato a los delincuentes sexuales de crear redes y de compartir sus conocimientos y el contenido abusivo que éstos crean y poseen. El principal desafío es mantener actualizadas las leyes y los organismos que las aplican.

Summary

The mandate of Europol is to counter and investigate specific crime areas, focusing on investigation and prevention of serious harm to persons, critical infrastructure, the democratic integrity of member states including various forms of organised crime. Europol thus provides a wide variety of assistance in the area of combatting organized and serious crime. The work of the team, notably the Europol Project HAVEN on Transnational Child Sexual Offenders, is presented. Criminal information databases have proved to play a strong role in preventing crime. The opportunities and challenges of the growing Internet adoption around the world are addressed. One of the emerging trends is child sexual abuse via

streaming. As the Internet is developing, it creates more possibilities for the child sex offenders to stay anonymous, to network and to share their knowledge and the abusive material they create and collect. The main challenge is to keep the laws and enforcement up to the speed.

* * *

EUROPOL

Europol, the European Police Office or Law Enforcement Office is mandated to support European Union Member States' law enforcement bodies (EUMS LE). This mandate is to counter and investigate specific crime areas as dictated in the European Council Decision of 6 April 2009 establishing the European Police Office (Europol) (2009/371/JHA)¹. These serious crime areas focus on investigation and prevention of serious harm to persons, critical infrastructure, the democratic integrity of member states including various forms of organised crime and crimes that fall into the newly established European CyberCrime Centre's (EC3) directive.

The main tasks of Europol include analysis and operational support to EUMS LE in the mentioned areas.

The operational analysis is performed based on the intelligence information collected in the Europol databases from different MS and cooperative partners. In addition to operational analysis, Europol produces a number of risk and threat assessments, of which the best known probably is the EU Organised Crime Threat Assessment (S)OCTA². The crime area of child sexual exploitation is a part of the threat assessment on Internet facilitated organized crime, so called I-OCTA³.

The operational support provided by Europol to the EUMS LE is manifold. Becoming the European centre of expertise in the area of crime investigations and intelligence is a firm objective in the strategy of Europol and the EC3.

In addition to operational analysis the operational support includes providing secure systems for information and intelligence exchange and forensic and technical expertise. The Europol based network of Member States' and partners' liaison officers also ensures open and speedy communications in operational matters.

Some of the cooperation is very strictly directed, like forming a joint investigation team (JIT). A JIT is a form of international cooperation, an investigation team (consisting of law enforcement personnel) set up for a fixed period, based on an agreement between two or more EU Member States and/or competent authorities, for a specific purpose. Non EU Member States, like Switzerland, may participate in a JIT with the agreement of all the other parties involved⁴. In short Europol provides a wide variety of assistance to the MS and partners in the area of combatting organized and serious crime.

¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:121:0037:0066:EN:PDF>

² https://www.europol.europa.eu/content/page/strategic_analysis_reports

³ <https://www.europol.europa.eu/content/publication/iocta-threat-assessment-internet-facilitated-organised-crime-1455>

⁴ <https://www.europol.europa.eu/content/page/joint-investigation-teams-989>

EUROPEAN CYBERCRIME CENTRE

The European CyberCrime Centre (EC3) was established in January 2013. It is mandated to work on different areas of cybercrime and cyber facilitated crime being committed by organised groups to generate large criminal profits such as online fraud, causing serious harm to the victim such as online child sexual exploitation or affecting critical infrastructure and information systems in the European Union.

Though EC3 as an establishment is new, the work on cybercrime and cyber facilitated crime in different forms has been on-going in Europol for many years. An example is the child sexual exploitation analytical team which has existed since 2001.

The work against child sexual exploitation is not limited to the cyber aspect. The team addresses the crime as a whole, underlining the importance of a victim-centred approach in any actions.

FOCAL POINT TWINS – TEAM WORKING ON CHILD SEXUAL EXPLOITATION IN EC3

Europol has a dedicated team, Focal Point (FP) Twins⁵, working on crimes against children. The focus is on all forms of criminality including the activities of criminal networks involved in the sexual exploitation of children and other associated forms of crime⁶. The team is located in the European CyberCrime Centre (EC3)⁷.

FP Twins has during the last years supported the EU MS and partners in many complex international investigations with the coordination of cases and extensive analysis. As a result hundreds of child victims have been identified and safeguarded and child sex offenders have faced justice in the EU MS and beyond. This is the outcome of years of cooperation and networking between the Europol EC3 Twins team, the EU MS and cooperative partners, like Interpol, Eurojust, Australia, Canada, Iceland, Norway and Switzerland.

⁵ <https://www.europol.europa.eu/ec3/focal-points>

⁶ https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/2csefactsheet2012_0.pdf

⁷ <https://www.europol.europa.eu/ec3>

EUROPOL PROJECT HAVEN ON TRANSNATIONAL CHILD SEXUAL OFFENDERS

In addition to the analysis and operational work on online child sexual exploitation, other aspects of the crime, like transnational child sex offenders are being addressed. Europol has worked since 2010 on Project HAVEN (Halting Europeans Abusing Children in Every Nation). The objectives include a baseline EU situation report, joint actions between the EU MS law enforcement in this area, and permanent flagging systems or databases on Europeans (and persons residing in the EU) posing a danger for children.

So called sex tourism, “transnational or travelling sex offender” and many other words used to describe a person sexually exploiting a child outside his/her immediate residence are vague or describe a phenomenon rather than a specific crime.

Europol wanted to get a better understanding of the capabilities and barriers of the EUMS LE. Towards that understanding a baseline document was drafted in 2010 based on the information gained from the EUMS LE and other relevant sources.

Joint Actions have been coordinated in some of the EUMS’ main international airports focused on arrival check-ups of persons on inbound flights from known hotspots for transnational child sex offenders. Plans are then made for further operations and discussions held on the way forward.

OPERATION RAVEN

One of the main issues in any police cooperation at international level is the exchange of information. Child sexual exploitation is no exception. The exchange alone is not enough. The information has to be correct and delivered in a timely manner. In police investigations this need is usually very specific and can be dependent on the judicial cooperation and proceedings of a country.

Criminal information databases have proved to play a strong part in preventing crime. For example in a case where a person wants to work with children, the person’s suitability can, and should, be checked against police data on crimes against children in order to protect children from a person who should not have access to them. Most of the EUMS can execute such a check at the police level or in a criminal records database maintained by the respective country’s Ministry of Justice.

For the convict data there is an initiative for sharing criminal records in the EU, so called ECRIS⁸ (European Criminal Records Information System). As for child protection, the police needs more than convict data. Operation RAVEN is a Europol initiative that focuses on recording persons with a sexual interest in children in the EU (Recording Europeans Abusing Children in Every Nation) for the use of law enforcement. The data is wider than in ECRIS. Basically Operation RAVEN is a long term objective of Project HAVEN.

Operation RAVEN is executed within the Europol Information system, to which only restricted EU law enforcement personnel have access. The main focus of this law enforcement child protection database is to identify and prioritise child sexual criminals that travel and relocate in the EU, in other words, who poses a danger to children in the EU and beyond. The collection of material started earlier this year. Europol will review the results during spring 2014, draft a final report and discuss the way forward with partners.

PRIVATE PUBLIC PARTNERSHIP

Europol and the Focal Point Twins team cooperate with several private partners. We take part in initiatives such as the Virtual Global Task Force⁹ and the European Financial Coalition¹⁰, which we chair at the moment. We are also involved in activities such as an airport posters campaign to combat transnational child sex offending. Europol continues to work towards further cooperation with appropriate private and public partners.

DEVELOPMENTS IN THE TRANSNATIONAL SEX OFFENDING SCHEME CREATED BY THE NEW TECHNOLOGY

In the same way that “traditional” transnational child sex offending exists and changes, so does Internet related child sexual exploitation. There are developments that are changing the state of play and worth mentioning at general level in this context.

The growing Internet adoption around the world is expected to result in both new offenders and new victims. Not only the Internet connected population is

⁸ <http://ec.europa.eu/justice/criminal/european-e-justice/ecris/>

⁹ <http://www.virtualglobaltaskforce.com/>

¹⁰ <http://www.europeanfinancialcoalition.eu/>

growing, but the connections are getting improved both in populated and in rural areas, in terms of speed and other technological developments. As a result exchanging large files (of child abusive material) and streaming are getting easier with tools like mobile phones¹¹. New ways to offend are most likely to emerge as the technical possibilities to offend are improved.

One of the emerging trends has been child sexual abuse via streaming. Unfortunately this problem is quickly taking root as it facilitates the online sexual exploitation of children by transnational child sex offenders of more developed states. Through live streaming of child sexual abuse, according to their requests, they do not need to physically leave home, while abusing a child in a third country. Also, children that have first been sexually abused via Webcam are later offered for hands-on-abuse for the child sex offender in their native country.

As the Internet develops, it creates more possibilities for the child sex offenders to stay anonymous, to network and to share their knowledge and the abusive material they create and collect. Cloud computing and cyber-lockers contribute to the ease of storing and exchanging data basically anywhere in the world. Naturally, new payment methods are changing the “business” in the supply of child abusive material and increasing the commercial incentive to produce it.

The whole field of child sexual exploitation, whether it is hands on or through the Internet is evolving fast and it is a challenge to keep the laws and enforcement up to the speed.

¹¹ VGT environmental scan 2013

SEXUAL EXPLOITATION OF CHILDREN AND ADOLESCENTS IN TRAVEL AND TOURISM. AN ANTHROPOLOGICAL PERSPECTIVE¹. THE CASE OF THE DOMINICAN REPUBLIC

ALICE BINAZZI DANIEL

Lecturer in Social Pedagogy, Department of Education Sciences and Psychology, University of Florence, Italy

Résumé

Une étude sur les phénomènes d'exploitation des enfants et des adolescents menée en République dominicaine démontre l'influence que les stéréotypes et les discriminations peuvent avoir sur l'exploitation des enfants et des adolescents. Plusieurs organisations pour les droits de l'enfant déplorent le manque de données détaillées sur l'exploitation sexuelle des enfants en raison de la complexité de ce phénomène caché. De nouvelles formes d'exploitation sexuelle voient le jour dans des endroits où elles sont difficilement identifiables, tels que les plages, les parcs, les rues, où les gens se rendent généralement à des fins différentes. Des asymétries majeures peuvent être observées dans la communauté locale, comme les oppositions noir/blanc, touriste/personne locale, résident étranger/indigène, homme ou femme plus âgée et économiquement dominant garçon ou fille plus jeune et économiquement faible. La violence intrafamiliale est l'une des causes les plus souvent citées par les enfants vivant sur la plage ou dans les rues pour expliquer pourquoi ils ont quitté le contexte familial. Les stéréotypes peuvent sérieusement limiter la prévention de la violence contre les enfants ou même la faciliter.

Zusammenfassung

Eine Studie über die Phänomenen der Ausnutzung von Kindern und Jugendlichen, welche in der dominikanischen Republik durchgeführt wurde,

¹ A. Binazzi Daniel, "Sexual Exploitation of Children and Adolescents in Travel and Tourism in the Dominican Republic. An Anthropological Perspective", Resource Centre on Child Rights and Child Protection, Save the Children Sweden, March 2011, <http://resourcecentre.savethechildren.se/content/library/documents/sexual-exploitation-children-and-adolescents-travel-and-tourism-dominican>.

beweist den Einfluss, welcher Stereotypen und Diskriminierungen auf die Ausbeutung von Kinder und Jugendlichen haben können. Mehrere Organisationen im Bereich der Rechte des Kindes bedauern den Mangel an detaillierten Daten bezüglich der sexuellen Ausbeutung von Kindern aufgrund der Komplexität dieses versteckten Phänomens. Neue Formen der sexuellen Ausbeutung kommen an Orten ans Tageslicht, wo sie schwer zu identifizieren sind, wie z.B. an Stränden, Parks, Straßen etc.; Orten, wo sich die Menschen mit den verschiedensten Absichten aufhalten. Große Asymmetrien wie die Gegensätze schwarz/weiß, Tourist/lokale Bevölkerung, Ausländer/Einheimische, ältere(r) und wirtschaftlich dominante(r) Mann/Frau/jüngere(r), wirtschaftlich schwacher Knabe/Mädchen können in den lokalen Gemeinschaften beobachtet werden. Intrafamiliäre Gewalt ist der von den Kindern, welche an den Stränden oder auf der Straße leben, am häufigsten genannten Grund, warum sie den familiären Kontext verlassen haben. Die Stereotypen können ernsthaft die Gewaltprävention gegen Kinder limitieren oder sie sogar fördern.

Resumen

Un estudio sobre los fenómenos de explotación de niños y adolescentes realizados en República Dominicana demuestra la influencia que los estereotipos y las discriminaciones pueden tener sobre este hecho. Varias organizaciones para los derechos del niño lamentan la falta de datos detallados sobre la explotación sexual de los niños, debido a la complejidad de este fenómeno clandestino. Nuevas formas de explotación sexual se realizan en lugares donde son difícilmente identificables, como las playas, los parques, las calles, que la gente frecuenta generalmente por otras razones. Grandes asimetrías pueden observarse en la comunidad local, como las oposiciones negro/blanco, turista/persona local, residente extranjero/indígena, hombre o mujer de edad y económicamente dominante/muchacho o muchacha más joven y económicamente débil. La violencia intrafamiliar es una de las causas más comúnmente mencionada por los niños que viven en la playa o en las calles para explicar la razón de haber dejado el contexto familiar. Los estereotipos pueden seriamente limitar o incluso facilitar la prevención de la violencia contra los niños.

Summary

A study on exploitation phenomena of children and adolescents carried out in the Dominican Republic shows the influence that stereotypes and discriminations may have on the exploitation of children and adolescents. Several organisations for children's rights deplore the lack of comprehensive data, about sexual exploitation of children, due to the complexity of this hidden phenomenon. New forms of sexual exploitation now develop in places that cannot be necessarily identified,

such as beaches, parks, streets, where people usually go for different purposes. Major asymmetries can be observed in local society, like the oppositions black/white, tourist/local, foreign resident/autochthonous, economically dominant and older man or woman/economically weaker and younger girl or boy, adult/child. Intra-familiar violence is one of the most frequent motivation given by interviewed children, living on the beach or on the street, for abandoning their family context. Stereotypes can seriously limit the prevention of violence against children or even facilitate it.

* * *

INTRODUCTION

The present study is part of a wider field research work, carried out in the Dominican Republic, on exploitation phenomena of children and adolescents in this country.

The hypothesis formulated was that the eventual existence of stereotypes and discriminations in local society, could contribute, together with other root-causes, to create the pre-conditions for exploitation of children and adolescents, in general and, in particular, for sexual exploitation, also in travel and tourism.

This study has been carried out according to an anthropological approach that intends to go beyond the statistical investigation by sample method, to provide an in depth qualitative analysis.

Methodology

The ethnographic strategy at the base of this field work is founded on the combination of four methods of data production², including:

- the Participant Observation;
- the Interview, as a talk and as an informal interaction;
- the collection of written data “produced by local actors” (local studies, initiatives and local press relevant articles);
- the Review Processes (identification of associations, foundations and organizations effectively and locally working for children’s rights).

The Local Legal Framework

In 1991, the Dominican Congress ratified the Convention on the Rights of the Child.

In 2003, the Código para el Sistema de Protección y los Derechos Fundamentales de Niños, Niñas y Adolescentes (Law 136-03) was approved, entering into force 17/10/2004.

In 2006, the Optional Protocol to the CRC (Convention on the Rights of the Child) on the sale of children, child prostitution and child pornography (OPSC) was ratified.

The Law 136 represented a new phase for national child protection system, as it recognizes children as full subjects of rights. It also incorporates ILO principles

² About the ethnographic strategy : Jean Pierre Olivier de Sardan, *La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie*, in *Enquête*, nr.1, pp.711-109, 1995. <http://enquete.revues.org>

to protect children and adolescents from their exploitation in child labour and its worst forms (ILO C138, and ILO C182).

Penal sanctions are foreseen, by this Law, for those who sexually abuse and exploit children and adolescents, or remove them from their families, trafficking them to exploit them in prostitution, in child-abusive images, or give them illegal substances and/or involve them in gambling.

Local organizations committed for children's rights welcomed this new instrument in their advocacy. Nevertheless, they ask for a full implementation of it, as training is still insufficient and institutions and Courts not ready for its implementation.

RESEARCH FIELD SITE AND SUBJECTS

Boca Chica, an internationally renowned tourist destination, on the coast, near the capital Santo Domingo, was chosen as a field site, because local studies show that, here, the sexual exploitation of children and adolescents in prostitution is increasing, linked to travel and tourism and to child-trafficking, within the country, and cross-border, from Haiti. For its strategic location, near the capital and near the int. airport, Boca Chica attracts a great number of people: not only tourists, but also travellers in transit, businessmen, and people from the capital. Boca Chica Beach, with its long sandy beach and a lot of tourist facilities, is the *fulcrum* of day and night activities and a key meeting place.

Several organisations for children's rights deplore the lack of comprehensive data, about sexual exploitation of children, due to the complexity of this hidden phenomenon. In fact, new forms of sexual exploitation now develop in places that cannot be necessarily identified as enticement places, being free public spaces such as beaches, parks, streets, where people usually go for different purposes.

Most vulnerable children, met during this ethnographic research, were mainly males, aged between 6 and 14 years. Some of them come from rural areas, others from Haiti, some have disabilities. They work in the beach, and at night they sleep there, too. They live there, either because they have no parents or adults of reference, or because they escaped from a violent family context.³

The resulting information from the interactions with children and from the participant observation was a relevant base of discussion, with local educators, social workers and associations committed for children's rights. These key-persons

³ Children living in the beach constituted a "snowball sample" for this research. In fact, after the first participant observations and interviews to them, children were recognizing me and they directly orientated me to other children, living in the beach and experiencing same situations, to talk to them. Information from the first interviewed children was useful, in order to talk to other children, and afterwards, to others, and so on.

were also met to integrate the findings of this field work. Interviewed adults referred that often these children are used as drug deliverers, that sometimes the police holds them and sexually abuse them, before releasing them. It is notorious, among the local community, that, late at night, sexual exploitation of children and adolescents, boys and girls, takes place, especially, in the beach area.

ASYMMETRIES THAT COULD BE OBSERVED IN LOCAL SOCIETY

Locally, asymmetric relations and oppositions can be observed: black/white, tourist/local, foreign resident/autochthonous, economically dominant and older man or woman/economically weaker and younger girl or boy, adult/child, emigrate to the West/local person of the family. Power relations can fluctuate, also depending on even only temporary acquired money and/or status.

Local discrimination towards Haitians is mainly due to: memory of past independence wars against Haiti, superstition about Haitian voodoo rituals, their darker skin colour and difficulty in understanding Haitian different language, the *créole*.

WIDESPREAD STEREOTYPES THAT COULD BE OBSERVED ABOUT CHILDREN AND ADOLESCENTS

Inside the family, likewise in the local society, widespread stereotypes can be observed.

It can be useful to remind that stereotypes are not only patterns of thought, letting us see things in a simplified and partial way. They also have a “practical vocation” because, by making us skipping some cognitive steps, they tend to activate an attitude. Therefore, stereotypes are very powerful, because they can orientate our behaviour.

From this ethnographic work, common local stereotypes *on children* emerged, like:

- f) “*voy a tener muchos hijos para que me mantengan*” (I will have many children, in order to have them maintaining me). A widespread stereotype is that children are supposed to be “remunerative”, even before their birth. Some women try to have a baby, in the purpose of being able to pretend an economic support from children’s fathers.

- g) “*Criar*” (to grow) a child is often seen as a “charity” act. For it, a child has to repay the family, by helping with his/her work. This payment in kind is seen as fair and normal, to justify the subsistence provided by the family. In other words, the basic duties of parents are somehow monetized. When, children are given to other adults to be grown (*dar en crianza*), the repaying obligation of the child is transferred to other adult subjects, outside the family. This is an at-risks situation for children and it raises the issue of too easily given custodies of children, with no subsequent monitoring mechanism.
- h) When the stereotype of a “remunerative child” is associated to the idea of a child, as a “parent’s property”, there is an abuse of parental authority, leading to violence phenomena, exploitation, also including sexual abuses and sexual exploitation.
- i) Physically punishing children is often seen as useful for their education, by maltreating parents, justifying it, by the intent of “mending” a supposed bad attitude of their children. This is a quite shared attitude among local families, and also at school. This feeds a mentality of maltreating children and of reiterated violence towards them.
- j) Skin colour discrimination attitudes towards the child, often, begin inside his/her family. It can happen that the darker skin child is the one to be more punished and disadvantaged, inside his/her family.
- k) In the studied context, gender discrimination strongly emerged, highlighting limited access to education for girls and gender subdivisions of labour. Girls are often pushed into domestic work, at risk of sexual abuse, and subsequently, of sexual exploitation.

Specific local stereotypes on marginalised children emerged, like:

- a) Children living on the beach or on the street often get discriminated and labeled by people as delinquents, as drug addicted, as a threat for the society, or just as victims inspiring charity. This stigmatization in categories hampers to look at them just as children, with own potentialities, to be protected by the whole community.
- b) Among this group, there are Haitian children and adolescents, suffering a double discrimination, so, also for their origin, and finding themselves even more vulnerable, especially, when lacking of documents and/or of adults of reference.

MAIN FINDINGS OF THIS RESEARCH HIGHLIGHT:

That intra-familial violence is one of the most frequent motivation given by interviewed children, living on the beach or on the street, for abandoning their family context.

Families in poverty condition, lacking of maternal or paternal responsibility, with a stereotyped vision of children and adolescents, often develop a high level of intra-familial violence with abuses and maltreatments of their children. Unaware boys often abandon home, joining an at-risk life in the beach and/or street, while unaware girls can easily end with boyfriend-pimps, and subsequently, in prostitution and sexual exploitation in travel and tourism.

Stereotypes and discriminating visions exist, thus, in local flows of meaning and in social norms and can be retrieved in the family and in the society. They can seriously limit the prevention of violence against children or even facilitate it, by creating the pre-conditions for sexual exploitation of children and adolescents, also in travel and tourism.

Local exploitation of children and adolescents in travel and tourism shows several links with other child exploitation phenomena, like: local prostitution, domestic labour, and with child-trafficking from internal rural areas to coastal tourist ones, and cross-country from Haiti.

The foreign resident powerful role and status, in the local community, is still very poorly investigated. In Boca Chica, foreign residents often own formal and informal tourist business, most of them on the beach. Some of them do not officially appear under this status. They frequently travel to their home countries, abroad, and promote their tourist business, disseminating information, but also stereotypes. They can also connect potential perpetrators-travellers with local exploiters.

Boca Chica is becoming more and more a destination for foreign retired men, looking for local young girls, on the basis of stereotypes on exotic girls' sexuality. This trend also facilitates the sexual exploitation of adolescent girls, pushed by their families, seeing a business opportunity in it.

This kind of tourism is very difficult to be monitored, because it finds no space in the official statistics, it is not formally organized by tour operators. Tourists access to tourist services, by the Internet and by the suggestion of "the friend-of-a friend". When they have a contact on site, they just buy a plane ticket. Locally, they use accommodations, not officially registered as tourist business. This kind of tourist accesses to a network of connections, mediated by both foreign residents and locals, introducing the tourist to a series of proposals, which might include drug and sex, also sex from children and adolescents. Even the not initially

intentioned tourist can be pushed to it, by a chain of mediators, living by the commissions on all what the tourist “consumes”.

In the local community, a sense of tolerance towards sexual exploitation of children emerges, as well as a disregard for children’s rights. Thus, violence against children develops along a continuum, starting from intra-familial violence and going on, outside, in the society. In other words, locally, tolerance towards drug circulation, sexual exploitation of children and adolescents exists, because it is by a tourism seeking for this kind of experiences that a whole village gets its income. Nevertheless, some local actions of community sensitization take place, mainly thanks to local organisations working for children’s rights.

The male presence in child labour phenomena seems predominant, but exploited invisible young girls also exist. So, where are girls? They are in the places, where, historically, they have always been relegated: in domestic and private spaces, often exploited in household domestic labour, at risk of sexual abuses and - when in foreign residents or tourist households - also at risk of sexual exploitation. The great limit for interventions relies exactly in the invisibility of this phenomenon, occurring in private houses or small hotels. Only after an official report, it is possible to intervene in private spaces, but this scarcely happens, due to the lack of trust towards institutions, corruption and victims’ stigmatisation.

RECOMMENDATIONS FOR POLICY-MAKERS

These research findings highlight the importance to focus on the eradication of local stereotypes and discrimination attitudes, in order to prevent and respond to the phenomenon of sexual exploitation of children and adolescents in travel and tourism.

Education results, in our opinion, a cross-prevention tool that should be stressed, with more emphasis, because it cuts all phenomena of violence against children and it is essential to sustain the social change in those contexts, where strong discriminations and marginalization still resist, representing an increasing factor of social vulnerability. In fact, international research has often indicated education as a powerful progress, integration and social cohesion tool. Nevertheless, education is sometime perceived as a less priority right, in comparison to other rights and its potential for the prevention of children’s rights violations, underestimated⁴. The role of a quality rights-based education is

fundamental to achieve the goal of eradicating discrimination attitudes and stereotypes. Re-qualifying formal education, in terms of school access, of non-discrimination and non-violence contents and teachers' training, is a priority. Girls empowerment results fundamental, due to the gender inequality context.

Family sensitization on child rights issues and on parental responsibilities should be emphasized as well as community sensitization, to stop tolerance towards violence against children.

Non-formal education activities, by local organisations should be supported. For example, the summer camps, observed during this field work, are a relevant prevention activity, because the daily leisure activities, offered to children and adolescents, are strongly oriented to children's empowerment, no-discrimination and gender equality. During these summer camps, social workers and educators can also monitor potential at-risk children and/or identify victims in need of protection.

A full implementation of national Law 136 should be a priority. The Hotel Code of Conduct still has a scarce impact on informal tourism and it should focus on including lower standard hotels, guesthouses and informal tourist business.

Sexual exploitation of boys in the country should be further investigated, as well as hidden aspects and real entity of the phenomenon.

A requalification of local tourism, through a new positive image of this destination, actually target of sexual exploitation of children and adolescents, should be seriously planned and implemented. Effective sensitization should take place in origin countries of incoming tourists, to prevent the demand and to stop disseminating stereotypes on exotic sexuality, attracting potential perpetrators. The local tourism reconversion and alignment to the quality standards of other sustainable tourism areas of this country, could help in overcoming the current spiral of poverty and sexual exploitation of children. This should include reconsidering the predominant "all inclusive" hotel policy, actually excluding local communities from positive revenues. Usually, tourists do not go out, from their resorts, to have meals or drinks, in local restaurants and bars, because all services are already included in their pre-paid stay. In fact, hotel chains only apply "pre-paid all inclusive rates". Most country resorts also offer a variety of own shops,

⁴ A. Binazzi Daniel, Children's Rights and Child Protection. The role of international research for children's rights, in "Peace Shining Through the Sails. Experiences of International Cooperation and Research for Co-Existence among Cultures, Rights and Human Development". This chapter can be also downloaded from the following link: <https://unifi.academia.edu/AliceBinazziDaniel>. Original Italian book Title: "La Voce della Pace Viene dal Mare. Esperienze di Cooperazione e Ricerca Internazionali per la convivenza tra le culture, i diritti e lo sviluppo umano" (ed. by Silvia Guetta), published by Aracne Ed., Rome, 2012.

inside their properties. To modify and diversify hotel offers could concretely improve the local human development of a tourist place community.

Poverty alleviation strategies could also reduce strong power asymmetries and inequalities in the local context. This would effectively empower children and adolescents, and the society, in its whole, and develop a brighter future for the new generations of this country, in the framework of a full respect of the rights and of the dignity of all children and adolescents.

ENSURING CHILD PROTECTION IN TRAVEL AND TOURISM – "DON'T LOOK AWAY!" CAMPAIGN FOR THE PROTECTION OF CHILDREN FROM SEXUAL EXPLOITATION IN TRAVEL AND TOURISM

TALIA BONGNI-SHEIKH

Director ECPAT Switzerland, Legal Expert at Swiss Foundation for Child Protection, Bern

Résumé

Dans le monde entier, les enfants sont victimes d'exploitation sexuelle. Pour les enfants, le risque est particulièrement élevé dans le contexte des voyages et du tourisme. La grande pauvreté de la population locale dans les lieux de destination des vacanciers place les enfants dans une situation extrêmement vulnérable. Le réseau mondial d'ECPAT s'emploie à protéger les enfants contre les abus et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. ECPAT bénéficie du soutien de plus de 80 organisations locales dans plus de 70 pays.

La Suisse a lancé en 2010 la campagne «Ne pas détourner le regard! stopchildsextourism.ch» qui a pour but de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes dans le contexte des voyages et du tourisme.

Zusammenfassung

Weltweit sind Kinder von sexueller Ausbeutung betroffen. Im Kontext von Reisen und Tourismus wird dieses Risiko für Kinder verstärkt. Große Armut der lokalen Bevölkerung an einer Feriendestination lässt Kinder in einer äußerst verletzlichen Situation. Das Globale Netzwerk ECPAT setzt sich für den Schutz von Kindern vor sexueller Gewalt und Ausbeutung ein. ECPAT wird weltweit von über 80 lokalen Organisationen in über 70 Ländern unterstützt.

Die Schweiz hat 2010 die Kampagne "Nicht Wegsehen! stopchildsextourism.ch" lanciert, welche die sexuelle Ausbeutung von Kindern und Jugendlichen im Zusammenhang mit Reisen und Tourismus bekämpft.

Resumen

En el mundo entero los niños son víctimas de explotación sexual. Para los niños el riesgo es particularmente elevado en el contexto de viajes y turismo. La gran pobreza de la población local en los destinos turísticos de los viajeros, pone a los niños en una situación de extrema vulnerabilidad. La red mundial de ECPAT se dedica a proteger a los niños contra los abusos y la explotación sexual con fines comerciales. ECPAT se beneficia del apoyo de más de 80 organizaciones locales en más de 70 países.

Suiza lanzó en 2010 la campaña «¡No desviar la mirada! stopchildsextourism.ch», cuyo objetivo es el de luchar contra la explotación sexual de los niños y de los jóvenes en el contexto de viajes y turismo.

Summary

Children worldwide continue to be at a very high risk of sexual exploitation. One major area of concern remains the risk of children being sexually exploited and abused in the context of travel and tourism. Extreme poverty of the local community at a tourism destination country leaves children in a very vulnerable situation. The global network ECPAT¹ campaigns for the protection of children from all forms of sexual violence and exploitation. ECPAT is supported by over 80 local organizations in more than 70 countries.

In 2010, ECPAT Switzerland² launched the "Don't Look Away! stopchildsextourism.ch" awareness campaign to prevent sexual violence of children in travel and tourism.

* * *

¹ ECPAT - End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes. ECPAT is a global network dedicated to protecting children. ECPAT is supported by 81 local organizations in 74 countries.

² ECPAT Switzerland is a special unit at the Swiss Foundation for Child Protection dedicated to protecting children from sexual exploitation and trafficking. (www.kinderschutz.ch/ www.ecpat.ch)

DON'T LOOK AWAY!³

In 2010, ECPAT Switzerland launched the "Don't Look Away! stopchildsextourism" awareness campaign to prevent sexual violence against children in travel and tourism. The campaign was initiated in a trilateral effort – joining ECPAT Switzerland and the Swiss Government – in particular the Swiss State Secretariat for Economic Affairs (SECO) and the Swiss Federal Police (FEDPOL) as well as partners from the travel and tourism industry. SECO is in charge of national and international tourism policies and is committed towards responsible tourism that includes the fight against sexual exploitation of children.

The "Don't Look Away! www.stopchildsextourism.ch" campaign is a sensitization campaign addressed to the public – people travelling abroad for tourism or business – and to tourism professionals. Another key aspect of this child protection initiative is the law enforcement side. Switzerland created the world's first online reporting reform. Tourists and travellers can use this form to quickly report any suspected cases of child sexual exploitation.⁴

SWISS CAMPAIGN AGAINST SEXUAL EXPLOITATION OF CHILDREN TO BE EXTENDED ACROSS EUROPE

From 2010 the "Don't Look Away!" awareness campaign for the protection of children in travel and tourism was joined by Austria and Germany. The initiative emphasised the need for international cooperation among governments, law enforcement agencies, child protection organizations and the tourism industry.

In 2013 a "Don't Look Away!" campaign follow-up meeting was held in Berlin and was attended by ministries, law enforcement agencies and the tourism industry from Switzerland, Austria, Germany, Luxembourg and France. The extension of the awareness campaign was decided and France and Luxembourg became partners. Since then a lot of effort has been made to tighten the international network for the protection of minors across national borders. A European project to protect children from sexual exploitation in travel and tourism was launched in 2013 and includes the extension of the "Don't Look Away!" awareness campaign to other European countries. The first online reporting form developed by the Swiss Federal Office of Police together with ECPAT Switzerland is to be used throughout Europe. Using a joint European online platform, the

³ For further information on the campaign and to view the awareness raising video clip: www.stopchildsextourism.ch.

⁴ Online reporting form for suspected cases of sex tourism involving minors: www.stopchildsextourism.ch, www.fedpol.admin.ch

reporting form will be made available in all relevant languages and included in websites of the national law enforcement agencies to allow for quick reporting of suspected cases of child sexual exploitation.

CHALLENGES

It remains very challenging to lead a campaign that focuses on a sensitive topic such as sexual abuse and exploitation of children. Moreover, if the crime is carried out abroad by a person travelling to another country to abuse children public opinion may be that there lies no responsibility with the home country. There has been a shift in the acknowledgement of responsibility of the tourism industry to keep children safe. However, much more needs to be done and the fear of being associated with a negative image persists among many tour operators and hotels.

On the law enforcement side prosecution and conviction of child sex offenders remains low. The severity of this type of crime against a child is often not acknowledged by the police and judiciary. Perpetrators receive weak sentences and the need to monitor them and prevent them from re-offending is practically non-existent. Furthermore, in relation to perpetrators sexually exploiting children in the context of travel and tourism travel bans could be a useful protection measure. In order to identify, arrest and prosecute travelling child sex offenders and protecting children, the sharing of knowledge, experience and best practice, supported by enhanced cooperation between criminal justice agencies within and across borders remains vital.

OUTLOOK

The scope for adequate child protection measures remains vast and so does the need for a strong global commitment towards children worldwide. States have the responsibility to ensure that children can grow up in a safe environment free from poverty and violence and enjoy the rights enshrined in the UN Convention of the Rights of the Child and its Optional Protocols.

PANEL DISCUSSION: WORK IN NETWORK AND PARTNERSHIP WITH CONCERNED ACTORS

ANDREAS ASTRUP

General Manager, The Code (Organization), Bangkok, Thailand

TALIA BONGNI

Director ECPAT Switzerland, Legal Expert at Swiss Foundation for Child Protection, Bern

HANS-PETER EGLER

Head of Trade Promotion, Economic Cooperation and Development, SECO, Bern

MATTHIAS LEISINGER

Vice-President CSR, KUONI Travel Holding, Zurich

RENATE WINTER

Member of the UN Committee on the Rights of the Child, Vienna, Austria

INTRODUCTION

The panel chaired by Renate Winter highlighted the importance of work in partnership with concerned actors. The promotion of children's rights and the protection of children from sexual exploitation demand a co-operation between the tourism industry, state actors and child rights and protection agencies. Tourism can have the potential to increase economic development and alleviate poverty. However, the business aspect cannot be the only goal and the local community must benefit from overall improved living conditions. The work force of the formal and informal economy must get the opportunity to benefit from the promotion of tourism.

The State as well as the private sector has the obligation to ensure the rights of the child are respected. Therefore, they need to work in partnership with all actors. Large development programmes to promote trade need an in-depth human rights risk assessment of the effect on local communities. Travel and tourism must benefit local people: income opportunities need to be created. Huge economic disparity between foreign travellers and people living at the tourism destination contribute to the risk of children being exploited.

Over the past years, the aim of promoting 'responsible' tourism ('un tourisme durable') has become an important value with many companies. This must include

the rights and protection of children. As Jean Zermatten pointed out in the plenary discussion: “For as long as local children are negatively affected by tourism and subjected to abuse and exploitation, tourism cannot be deemed ‘responsible’.

The four panellists presented their approach to working in networks and partnership: The Swiss State Secretariat for Economic Affairs (SECO) promoting tourism and economic cooperation and development, ECPAT, a child protection organization fighting against the sexual exploitation of children in the context of travel and tourism, KUONI a tour operator and The Code Organization promoting the Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism established for the tourism industry.

The four panellists - representing the government, a child protection organization, a tourism company and a Code of Conduct for the tourism industry - presented their approach to working in networks and partnership:

ECPAT SWITZERLAND / KINDERSCHUTZ SCHWEIZ

ECPAT Switzerland is part of ECPAT International a global network working for the protection of children from sexual exploitation and trafficking. The importance of strong networks cannot be stressed enough. Working in partnership needs to follow a multi-stakeholder approach engaging State agencies, law enforcement, NGOs and the private sector of both the tourism receiving and sending countries.

An example of partnership is the awareness campaign “Don’t Look Away! – www.stopchildsextourism.ch” against the sexual exploitation of children in travel and tourism launched in Switzerland in 2010. Campaign partners are ECPAT Switzerland/Kinderschutz Schweiz, SECO, the Federal Police and the travel and tourism industry¹ The “Don’t Look Away!” awareness campaign is now being extended to other European countries. The protection of children in travel and tourism needs a strong international safety network.

In relation to criminal investigations and prosecution good cooperation of local police and the police at the country of residence of a person who is suspected of having sexually abused a child is very important. Especially, if the person has left the country and returned home. In Thailand the Swiss Police Attaché/ Liaison Officer at the Embassy supports investigations into Swiss suspects. In some cases, the person suspected of a crime against a child may have been convicted for similar offences in the past and is continuing to exploit children in another country.

¹ For further information on the campaign and to view the awareness raising video clip: www.stopchildsextourism.ch

ECPAT emphasises the need for exchange of data between law enforcement agencies including Europol and Interpol and the possibility of attaching a notice to the travel document of a person who has exploited a child.

How can a child be protected from sexual violence in travel and tourism? A risk assessment needs to identify which actors are benefitting from the exploitation of children. Who are the intermediaries? Who has easy access to children? Is corruption an important issue? In which situation is a child most likely at risk of being approached? Hotel staff, taxi drivers, bar owners, police must all play an important part in keeping children safe.

The State obligation to protect children must be emphasized. If a State allows private sector companies to generate revenues in its territory then the State must also ensure these companies respect the rights of the child. In this regard the General comment No. 16 adopted by the Committee on the Rights of the Child in 2013 on ‘State obligations regarding the impact of the business sector on children’s rights’ outlines the duties for child protection: the State and private sector have the duty to respect the rights of the child, to protect children from any harm and to ensure effective remedy in case a violation does occur.

SECRETARIAT D’ETAT À L’ÉCONOMIE (SECO)

Le Secrétariat d’Etat à l’Economie (SECO) vise à promouvoir un tourisme durable, socialement et écologiquement responsable. En charge de la politique du tourisme menée aux niveaux national et international, le SECO soutient un tourisme qui encourage l’intégration de ses pays partenaires dans l’économie du tourisme mondial et considère que la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants est un des piliers de sa stratégie pour promouvoir le développement durable.

A ce titre, le SECO concentre son action autour de quatre domaines d’interventions qui sont prioritaires dans la chaîne de valeur :

1. Renforcer la compétitivité et la durabilité du secteur touristique par le biais d’une collaboration engagée avec les institutions de formation dans les pays partenaires et des échanges de compétences. Un large soutien est également offert aux PME dans le secteur touristique.
2. Créer des conditions institutionnelles favorables dans le secteur du tourisme grâce à une meilleure collaboration entre les entreprises privées, autorités publiques et les communautés locales. Le SECO soutient notamment l’approche d’un concept axé sur la promotion du potentiel d’une région touristique (regional destination management).

3. Améliorer l'accès aux marchés des PME via le programme SIPPO, mis en œuvre par l'agence suisse de promotion du commerce extérieur "Switzerland Global Enterprise".
4. Renforcer les standards et labels afin de promouvoir une croissance durable dans le secteur du tourisme.

Le SECO soutient des initiatives qui visent à lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. A ce titre, il présente notamment le Code de protection de l'enfance (Le Code) qui vise à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages. Le Code représente l'une des premières initiatives visant à définir le rôle et les obligations des entreprises touristiques à l'égard de la problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants. Représentant le Code en Afrique du Sud, l'organisation « Fair Trade Tourism South Africa » (FTTSA) cherche également à promouvoir un tourisme équitable. Cette organisation motive les voyageurs à se comporter de manière responsable et les entreprises à participer à la mise en œuvre d'un tourisme durable. Le SECO soutient FTTSA dans les offres de paquets qu'elle propose aux touristes pour des voyages équitables. En collaboration avec la police fédérale et ECPAT Switzerland/Kinderschutz Schweiz le SECO soutient la Campagne « Ne pas détourner le regard! » qui a pour but de sensibiliser la population suisse à la problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants dans les pays en voie de développement. Le SECO soutient cette campagne, au même titre que la plateforme « Fairunterwegs », qui vise à informer les touristes des offres de tourisme équitable existantes. Le programme de l'OIT intitulé SCORE (Sustaining Competitive and Responsible Enterprises) est cofinancé par le SECO. Ce programme soutient les PME des pays prioritaires de la coopération économique afin qu'elles améliorent leur productivité tout en respectant des conditions de travail décentes. Dans certains pays, notamment en Afrique du Sud et au Myanmar, le projet vise le secteur touristique.

THE CODE ORGANIZATION / KUONI - A SWISS TOUR OPERATOR THAT JOINED THE CODE OF CONDUCT FOR THE PROTECTION OF CHILDREN FROM SEXUAL EXPLOITATION IN TRAVEL AND TOURISM

The Code Organization is in charge of promoting the Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism. A strong partnership with the business sector is core to promoting the Code of Conduct. So

is the partnership with child protection organizations that have the knowledge on how to keep children safe. A number of travel agencies, tourism associations, tour operators of various countries have joined the Code of Conduct and implement the six criteria to fight the sexual exploitation of children. Staff trainings on how to react in cases of suspected sexual exploitation of minors form an important part of the awareness work.

Since KUONI joined the Code of Conduct the company follows the six Code criteria: (1) Ethical company policy and procedures against sexual exploitation of children, (2) Staff trainings on child protection, (3) A special Code related clause in all contracts with suppliers, (4) Information to travellers, (5) Engaging with local stakeholders, (6) Annual Reporting on Code implementation at company level.

Challenges in child protection and tourism

The panellists all emphasised the importance of working in partnership and creating strong networks. To achieve the protection of children in travel and tourism from exploitation many challenges lay ahead.

The participants of the seminar raised important concerns and highlighted persisting gaps in child protection:

IDE and ECPAT Switzerland invited a significant number of representatives of the tourism industry to attend the four day seminar in Sion and share their view. However, only a very small number of tourism companies have participated. This shows that an important gap in partnership exists. The World Tourism Organization (UNTWO) adopted the first Code of Ethics for Tourism but did not attend the seminar.

‘Corporate Social Responsibility’ (‘tourisme durable’) must take child rights and protection seriously. Jean Zermatten emphasized the fact that for as long as children continue to be sexually exploited in the context of travel and tourism no notion of ‘responsible tourism’ can exist.

Renate Winter pointed out that partnerships are important although realistically only if both sides get an advantage out of this will there be an incentive for criminals to stop exploiting children.

A great controversy regarding the implementation of the Code of Conduct was discussed. Globalized business activities of a large tour operator will include a large share of ‘Dynamic packaging’ where services are bought from other companies, rooms for customers are booked at short notice from a database

offering availability. How can the company control the entire value chain and ensure the respect for children's rights?

The UN Committee on the Rights of the Child stated in General comment No. 16 on 'State obligations regarding the impact of the business sector on children's rights' that 'the business sector's impact on children's rights has grown in past decades because of factors such as the globalized nature of economies and of business operations (...). Business can be an essential driver for societies and economies to advance in ways that strengthen the realization of children's rights through, for example, technological advances, investment and the generation of decent work. However, the realization of children's rights is not an automatic consequence of economic growth and business enterprises can also negatively impact children's rights.' Therefore, a strong commitment towards children's rights and a real partnership between the State, the business sector and civil society must be at the heart of travel and tourism.

TROISIÈME PARTIE

QUE FAIRE ? OU VA-T-ON ? SOLUTIONS POSSIBLES

PART III

WHAT TO DO? WHERE ARE WE GOING? POSSIBLE SOLUTIONS

QUE FAIT LA SUISSE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION, DE LÉGISLATION ET D'INTERVENTION FACE AU TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS ?

ANITA MARFURT

Juriste, Office fédéral de la justice (OFJ), Département fédéral de justice et police, Berne

Résumé

L'auteure développe les moyens dont la Suisse dispose pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. A cette fin, les principales Conventions internationales de l'ONU ainsi que la Convention de Lanzarote du Conseil de l'Europe sont décrites. L'auteure présente l'arsenal du droit pénal en vigueur et les révisions légales en cours en Suisse pour combattre l'exploitation et les abus sexuels contre les enfants, en particulier : les dispositions sur la prostitution infantine, la pornographie mettant en scène des enfants, les infractions commises à l'étranger sur des enfants ainsi que la prescription de l'action pénale. Les possibilités d'engager des poursuites pénales ainsi que les diverses mesures préventives mises en place en Suisse sont également évoquées dans son exposé.

Zusammenfassung

Die Autorin spricht über die Mittel, welche der Schweiz im Kampf gegen den sexuellen Tourismus mit Kindern zur Verfügung stehen. In diesem Zusammenhang werden die Prinzipien des internationalen Übereinkommens über die Rechte der Kinder der UNO als auch die Konvention von Lanzarote des Europäischen Rates genannt und beschrieben. Die Autorin präsentiert das aktuelle Arsenal des in der Schweiz gültigen Strafrechts und die zur Zeit laufenden gesetzlichen Revisionen welche zur Verfügung stehen, um gegen die sexuelle Ausbeutung und der sexuelle Missbrauch von Kindern anzukämpfen, insbesondere: die Dispositionen bezüglich der Kinderprostitution, Pornographie mit Kindern, Verstöße welche im Ausland an Kindern begangen werden wie auch die Anordnung einer Strafhandlung. Die Möglichkeit, Strafverfolgung anzuwenden und die verschiedenen präventiven Maßnahmen, welche in der Schweiz zur Verfügung stehen, werden ebenfalls im Exposé erwähnt.

Resumen

La autora expone los medios que dispone Suiza para luchar contra el turismo sexual que involucra los niños. A este respecto, se describen las principales Convenciones Internacionales de la ONU así como el Convenio de Lanzarote del Consejo de Europa. La autora presenta el arsenal de derecho penal en vigor y las revisiones legales en curso en Suiza para combatir la explotación y los abusos sexuales contra los niños, especialmente: las disposiciones sobre la prostitución infantil, la pornografía que pone en escena los niños, las infracciones cometidas a los niños en el extranjero, así como la prescripción de la acción penal. Se mencionan igualmente en su análisis las posibilidades de iniciar acciones penales así como las distintas medidas preventivas establecidas en Suiza.

Summary

The author develops the tools which Switzerland possesses to combat sexual tourism involving children. In order to achieve this goal, the main UN international Conventions, as well as the Lanzarote Convention of the European Council are described. The author presents the arsenal of penal law presently in effect, as well as the ongoing legal revisions in Switzerland in order to combat exploitation and child sexual abuse, particularly: Articles on child prostitution, child pornography, infractions committed abroad involving children, as well as prescription of penal action. The possibility to pursue legal action, and the many preventive measures implemented in Switzerland are also presented.

* * *

I. INTRODUCTION

Le séminaire organisé par l'Institut international des Droits de l'Enfant est l'occasion idéale pour aborder la question du tourisme sexuel impliquant des enfants. L'exploitation et l'abus sexuel des enfants sont devenus des thèmes importants à l'échelle mondiale. Il suffit de voir avec quelle régularité ils reviennent dans la presse. Si ce type d'abus a toujours existé, le phénomène est désormais entré dans la conscience collective et a acquis une dimension transnationale. L'Etat, la société, de même que chacun d'entre nous doit agir selon ses possibilités pour mieux protéger les enfants.

Le présent séminaire a pour but d'échanger des expériences et d'identifier de nouvelles mesures qui permettront d'exploiter des synergies et de mieux lutter contre ce type de crimes. C'est avec plaisir que j'aborde aujourd'hui ce thème crucial avec vous. L'objectif de mon intervention vise à présenter les moyens dont la Suisse dispose pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Je vous parlerai du phénomène du tourisme sexuel, des conventions internationales s'y référant, du droit pénal suisse en vigueur et des révisions en cours. Je toucherai aussi à la poursuite pénale et aux mesures préventives.

II. TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS

L'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants font partie des pires formes de violence qui soient. L'exploitation des enfants à des fins de prostitution ou de pornographie constitue aussi une forme de violence. Elle est susceptible d'être préjudiciable au développement et au bien-être psychique de l'enfant et l'expose au risque d'abandon ou de négligence. Elle est souvent liée à une situation de pauvreté. Nombre d'enfants qui tombent dans la prostitution ont été vendus, réduits à l'esclavage et déplacés. Souvent, leurs parents se sont vu promettre que leur enfant serait pris en charge et bénéficierait d'un avenir meilleur. Lorsque la prostitution d'enfants à des fins commerciales est tolérée, des touristes étrangers entreprennent des voyages dans le but unique d'abuser sexuellement d'enfants.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants est un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur depuis plusieurs années déjà. L'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants étant sanctionnés de plus en plus sévèrement dans les pays occidentaux, le tourisme a fortement augmenté dans les pays où ce délit n'est pas réglementé ou n'est pas poursuivi avec la même rigueur.

III. CONVENTIONS INTERNATIONALES

Diverses conventions internationales traitent de la lutte contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels à l'encontre des enfants. Leur objectif commun est de combattre cette forme de criminalité et de protéger les victimes. Permettez-moi de vous présenter brièvement les principales conventions existant au niveau de l'ONU et du Conseil de l'Europe.

3. *Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989*

Cette convention oblige les Etats parties à veiller à ce que les droits reconnus dans la convention soient appliqués et garantis à tous les enfants ainsi qu'à prendre toutes les mesures législatives, administratives ou autres qui permettent d'encourager la mise en œuvre de ces droits¹.

La Suisse a adhéré à cette convention le 24 février 1997 (131 Etats membres au total).

4. *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants du 25 mai 2000 (Protocole facultatif)*

Ce protocole oblige les Etats parties à rendre punissable le fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution ou de pornographie mettant en scène des enfants².

La Suisse a adhéré au Protocole facultatif le 19 septembre 2006 (164 Etats membres au total).

5. *Convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants du 17 juin 1999 (Convention de l'OIT)*

Cette convention de l'OIT définit de manière contraignante ce qu'elle considère comme les pires formes de travail des enfants. Ces formes de travail, qui doivent être interdites, comprennent notamment le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques³.

La Suisse a adhéré à la Convention de l'OIT le 28 juin 2000 (177 Etats membres au total).

¹ Art. 2 al. 1 et art. 4 de la Convention relative aux droits de l'enfant

² Art. 3, ch. 1, let. b et c, du protocole facultatif.

³ Art. 3, let. b, de la convention de l'OIT.

Ces trois conventions ont toutes en commun d'avoir été ratifiées par la majorité des Etats de l'ONU et donc de bénéficier d'un large appui dans la communauté internationale. Dès lors, chaque Etat est responsable de protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Toutes ces conventions définissent les enfants comme personnes âgées de moins de 18 ans.

6. Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels du 25 octobre 2007 (Convention de Lanzarote)

La convention la plus récente est la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, qu'on appelle la convention de Lanzarote.

Depuis de nombreuses années, le Conseil de l'Europe lutte contre l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants. La Convention de Lanzarote fait partie des nombreuses activités qu'il a entreprises dans ce domaine. Il s'est notamment montré très actif lors des trois congrès mondiaux contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales qui se sont tenus à Stockholm en 1996, à Yokohama en 2001 et à Rio de Janeiro en 2008. Il a ensuite lancé le programme « Construire une Europe pour et avec les enfants », qui a pour principaux objectifs l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales visant à protéger les droits de l'enfant, d'une part, et à prévenir la violence contre les enfants, d'autre part.

La convention est le premier et, à ce jour, le seul instrument international qui déclare punissables les différentes formes de violence sexuelle commises sur des enfants. Elle vise à instaurer au niveau européen un arsenal le plus complet possible de mesures, également préventives, pour protéger le développement sexuel des enfants et des adolescents. Elle prévoit de renforcer la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants en les protégeant de manière générale contre ce phénomène.

La convention demande notamment que les actes sexuels à l'encontre des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants soient reconnus comme crimes et qu'ils soient poursuivis. Les Etats sont tenus de poursuivre les cas d'abus sexuels, y compris lorsqu'ils se sont produits au sein de la famille ou à l'étranger, même si ceux-ci ne sont pas punissable à l'étranger. La convention prévoit également de punir le « grooming », c'est-à-dire la sollicitation d'enfants à des fins sexuelles sur Internet, lorsque cette sollicitation est suivie de mesures visant à concrétiser la rencontre. La convention souligne également le rôle de la prévention et oblige les Etats parties à prendre des mesures en matière de recrutement et de formation des personnes ayant des contacts directs avec les

enfants, à offrir des programmes de soutien aux victimes et à proposer aux enfants des services de conseil par téléphone ainsi que par Internet. Par ailleurs, la convention garantit que les droits des enfants concernés sont respectés pendant les procédures visant à clarifier et poursuivre les infractions commises, notamment afin de protéger leur sphère privée et leur personnalité.

La convention, signée par la Suisse le 16 juin 2012, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2012. A ce jour, 28 Etats l'ont ratifiée. Le Parlement suisse s'est prononcé le 27 septembre 2013 et la Suisse adhèrera à la convention à l'échéance du délai référendaire. Les modifications du code pénal adoptées pourraient entrer en vigueur au plus tôt dans le courant de l'année 2014.

IV. LE DROIT PÉNAL SUISSE

1. Le droit pénal en vigueur

L'actuel code pénal suisse prévoit déjà une large palette d'infractions permettant de punir l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants, comme les actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187 CP), les actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188 CP), la contrainte sexuelle (art. 189 CP), le viol (art. 190 CP) et la pornographie (art. 197 CP).

Comme la Suisse accorde une grande importance à la prévention et à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants, elle a entrepris divers efforts pour combattre activement et efficacement cette forme de violence à l'égard des enfants. Plusieurs interventions parlementaires portant sur ce thème ainsi que la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote ont conduit la Suisse à réviser son code pénal.

2. Révision du code pénal

La révision du code pénal concerne pour l'essentiel la prostitution infantine et la pornographie mettant en scène des enfants. Conformément aux conventions internationales que je viens d'évoquer, la définition d'enfant englobe en principe les personnes âgées de moins de 18 ans.

2.1 Prostitution infantine (art. 196 CP, nouveau)

Premièrement, la révision concerne la prostitution infantine. Le recours aux services sexuels proposés contre rémunération par des mineurs de 16 à 18 ans sera désormais puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine

pécuniaire. La contrepartie peut prendre la forme d'argent ou de tout autre avantage matériel tel que drogue, logement, repas, articles de marque, vêtements, vacances, etc. Ce qui est déterminant, c'est l'existence d'un lien causal entre la fourniture du service sexuel et la rémunération. On doit pouvoir admettre objectivement que la rémunération est la raison qui a conduit la victime à se livrer à l'acte d'ordre sexuel.

2.2 Encouragement à la prostitution (art. 195 CP, nouveau)

Deuxièmement, la révision traite de l'encouragement à la prostitution infantile. Désormais, quiconque favorise la prostitution d'un mineur dans le but d'en tirer un avantage patrimonial sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Cet ajout ne concerne pas uniquement les actes visant à agir sur la volonté d'une personne mineure afin de la pousser à la prostitution comme le prévoit le droit en vigueur. Il concerne davantage les cas où l'auteur de l'infraction facilite ou favorise, de quelque manière que ce soit, la prostitution du mineur afin d'en tirer un avantage patrimonial. L'article vise notamment les proxénètes, les gérants de maisons closes, les bailleurs, les gérants de boîtes de nuit, de même que les membres de la famille ou des amis.

2.3 Pornographie mettant en scène des enfants (art. 197 CP, partiellement nouveau)

Troisièmement, la pornographie mettant en scène des enfants est également modifiée par la révision. L'article 197 du code pénal, qui règle notamment la pornographie mettant en scène des enfants, fait l'objet de plusieurs modifications.

- L'âge de protection est relevé de 16 à 18 ans en cas de pornographie dure. Les enfants sont désormais protégés pénalement contre toute participation à des représentations sexuelles jusqu'à ce qu'ils aient 18 ans révolus.
- Désormais quiconque recrute un mineur pour qu'il participe à une représentation pornographique ou favorise sa participation à une telle représentation est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire (al. 3).
- Par ailleurs, la peine privative de liberté encourue en cas de pornographie dure est désormais de cinq ans au plus lorsque les objets ou représentations ont pour contenu des actes sexuels effectifs impliquant des mineurs (al. 4).

- Autre nouveauté, la consommation de pornographie mettant en scène des mineurs est désormais punie. Les actes destinés à une consommation exclusivement personnelle sont punis d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire. Lorsque les objets ou représentations ont pour contenu des actes sexuels effectifs, impliquant des mineurs, la peine encourue est plus élevée. En effet, elle peut alors prendre la forme d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire (al. 5).

Il y a encore d'autres dispositions, qui ont été adaptées et qui jouent un rôle très important du point de vue du tourisme sexuel. Il s'agit notamment des infractions commises à l'étranger sur des mineurs et des règles sur la prescription, dont je me permets de vous parler très brièvement ici.

2.4 Infractions commises à l'étranger sur des mineurs (art. 5 CP)

L'article 5 du code pénal revêt une importance particulière pour la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Il vise les infractions commises sur des mineurs à l'étranger. Cette disposition permet de poursuivre en Suisse toute personne ayant commis à l'étranger une infraction d'ordre sexuel grave sur une personne mineure, sans tenir compte du droit en vigueur dans le pays concerné. Elle déroge au principe de double incrimination, et ignore le fait que le pays où l'acte a été commis peut appliquer des peines plus clémentes. Par ailleurs, le prévenu peut faire l'objet de poursuites quelle que soit sa nationalité. La seule condition est qu'il doit se trouver en Suisse.

Grâce à cet article, la Suisse dispose d'une disposition légale assez avancée sur le plan international. La mise en œuvre de la Convention de Lanzarote a même conduit à élargir la liste des infractions pour lesquelles la Suisse renonce à appliquer le principe de double incrimination. Concrètement, l'article 5 du code pénal mentionne désormais également les actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188 CP), les actes d'ordre sexuel avec des mineurs contre rémunération (art. 196 CP, nouveau) et le recrutement d'une personne mineure pour qu'elle participe à une représentation pornographique ou l'encouragement à une telle participation (art. 197 al. 3 CP, nouveau).

La Suisse est donc dotée d'un dispositif pénal global pour poursuivre en Suisse les personnes qui commettent des actes d'ordre sexuel avec des enfants à l'étranger.

2.5 Prescription (art. 97, al. 2 CP)

Les délais de prescription jouent un rôle déterminant en matière de poursuites pénales dans le domaine du tourisme sexuel impliquant des enfants. L'article 97, alinéa 2, du code pénal prévoit que pour certaines infractions à l'encontre d'enfants de moins de 16 ans, notamment en cas d'actes d'ordre sexuel avec des enfants, de contrainte sexuelle, de viol et d'encouragement à la prostitution, la prescription de l'action pénale est prolongée jusqu'au jour où la victime a 25 ans. Une seule infraction a dû être ajoutée lors de la révision du Code pénal, à savoir le recrutement d'enfants pour participer à des représentations pornographiques (Art. 197 al. 3 CP, nouveau).

La législation pénale suisse va même un pas plus loin. Le Conseil fédéral a mis en vigueur au 1^{er} janvier 2013 les dispositions du code pénal et du droit pénal militaire qui concrétisent l'article constitutionnel sur l'imprescriptibilité, que le peuple et les cantons ont accepté le 30 novembre 2008. Sont donc désormais imprescriptibles les actes d'ordre sexuel graves commis sur des enfants de moins de 12 ans, comme : les actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187 CP), la contrainte sexuelle (art. 189 CP), le viol (art. 190 CP), les actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191 CP), les actes d'ordre sexuel avec des personnes hospitalisées, détenues ou prévenues (art. 192 CP) et l'abus de la détresse (art. 193 CP).

Les dispositions du code pénal concernant l'imprescriptibilité renforcent ainsi les possibilités d'engager des poursuites contre les auteurs d'exploitation ou d'abus sexuels commis sur des enfants, en Suisse ou à l'étranger.

V. POURSUITE PÉNALE

1. *Commissariat pédophilie et pornographie dure de l'Office fédéral de la police (commissariat PP)*

Ces dernières années, les autorités fédérales ont intensifié la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. En 2002, un commissariat a été mis en place afin d'assurer une meilleure coordination avec les autorités de poursuite pénale en Suisse et à l'étranger. Rattaché à la Police judiciaire fédérale de l'Office fédéral de la police, ce commissariat a été scindé en deux en 2007 afin de créer un commissariat se consacrant à la traite d'êtres humains et au trafic de migrants, d'une part, et un commissariat se consacrant exclusivement à la pédophilie et la pornographie dure (commissariat PP), d'autre part. Ce dernier coordonne les procédures intercantionales et demeure en contact avec les autorités étrangères. Il

travaille également en étroite collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales qui œuvrent pour protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Il est également amené à recueillir et à traiter des communications de soupçons d'abus sexuels commis sur des enfants. En plus, la population dispose depuis juin 2008 d'un formulaire électronique pour signaler aux autorités de poursuite pénale des faits liés au tourisme sexuel impliquant des enfants. Je reviendrai plus en détails sur ce sujet un peu plus tard.

2. Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet (SCOCI)

Ajoutons à cela la création en 2003 du Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet (SCOCI) lui aussi rattaché à l'Office fédéral de la police. Ses diverses activités comprennent, entre autres, la recherche active de pages internet au contenu pédophile et le lancement de contre-mesures appropriées.

Poursuivre les cas de tourisme sexuel impliquant des enfants ne relève pas explicitement du mandat du SCOCI. Pour autant, les enquêtes qu'il mène à l'encontre de pédocriminels le conduisent fréquemment à identifier sur internet des images et des vidéos produites dans le cadre du tourisme sexuel impliquant des enfants. Ces contenus punissables sont le plus souvent découverts par le SCOCI dans le cadre de recherches actives ou par des personnes privées qui les signalent ensuite au SCOCI via le formulaire en ligne. Le SCOCI analyse les données sur les plans optique et technique et les compare avec celles contenues dans la banque de données « International Child Sexual Exploitation-Database » (banque de données ICSE) gérée par Interpol. Ces investigations ont pour but d'identifier les auteurs et les victimes. Elles visent également à déterminer la compétence territoriale. Les autorités de poursuite pénale étrangères compétentes sont ensuite informées de manière à ce qu'elles puissent enquêter sur les cas d'exploitation et d'abus sexuels.

3. Single point of contact

L'Office fédéral de la police dispose, avec sa centrale d'engagement, d'un point de contact unique pour les autorités de poursuite pénale suisses et étrangères. Toutes les communications (INTERPOL, Schengen, EUROPOL, relations bilatérales) passent par elle. Cela simplifie le travail pour toutes les personnes concernées et assure la traçabilité des informations. La centrale fonctionne 24 heures sur 24 et peut ainsi réagir rapidement à l'évolution de la situation ou aux demandes urgentes des cantons ou de l'étranger. Elle est aussi le point de contact

pour les demandes et les autorisations en lien avec des mesures policières transfrontalières.

4. *Attachés de police*

De plus, la Suisse dispose de 10 attachés de police à l'étranger, qui soutiennent la police et les autorités de poursuite dans le but de combattre la criminalité transnationale. Ils sont stationnés en République tchèque (avec accréditation en Slovaquie, en Hongrie et en Pologne), en Italie (avec accréditation en Slovénie et à Malte), en Serbie (avec accréditation en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Croatie), au Kosovo (avec accréditation en Albanie et en Macédoine), en Thaïlande (avec accréditation en Indonésie, aux Philippines, au Cambodge et en Malaisie), aux Etats-Unis (avec accréditation au Canada), au Brésil, à EUROPOL et à INTERPOL.

Les attachés de police sont rattachés à une mission suisse (ambassade, consulat général). Ils sont chargés d'assurer un contact permanent et la bonne coopération avec les autorités du pays hôte. A cet égard, la connaissance des développements aussi bien dans le pays hôte qu'en Suisse joue un rôle important. En plus d'assurer l'échange d'informations entre la Suisse et le pays hôte, les attachés de police soutiennent les autorités de poursuite pénale aussi bien dans le pays hôte qu'en Suisse pour les infractions qui concernent les deux Etats.

VI. MESURES PRÉVENTIVES

1. *Généralités*

Lutter efficacement contre l'exploitation et les abus sexuels à l'encontre des enfants passe obligatoirement par la mise en place de programmes et de structures permettant d'intervenir en amont des infractions. Compte tenu de la structure fédérale de la Suisse, l'adoption de mesures préventives relève pour l'essentiel de la compétence des cantons. La Confédération intervient en offrant par exemple un soutien financier à des projets. Des organisations privées sont également très actives dans ce domaine. La Suisse a mis en œuvre toute une série de mesures préventives. Permettez-moi de vous citer quelques exemples :

- les hautes écoles pédagogiques, qui assurent la formation et le perfectionnement des enseignants, proposent divers cours thématiques sur la protection des enfants et des jeunes contre la violence;
- les droits de l'enfant font partie intégrante des plans d'études cantonaux;

- dans le domaine de l'enfance et de la protection de l'enfance, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) subventionne Pro Juventute, la Fondation suisse pour la protection de l'enfant et le Réseau suisse des droits de l'enfant;
- l'OFAS soutient aussi, sous la forme de contrats de prestations, des organisations qui mènent des campagnes de sensibilisation à l'échelon national sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et en particulier sur le tourisme sexuel;
- la Prévention suisse de la criminalité (PSC) met régulièrement à jour une liste d'offres destinées aux auteurs d'infractions dans le domaine de la pornographie infantine.

Toutes ces mesures de prévention permettent une sensibilisation générale sur le thème de l'exploitation et de l'abus sexuels des enfants. Toutefois, ces mesures importantes n'ont qu'un impact indirect sur le tourisme sexuel impliquant des enfants. En effet, le « Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages », introduit par ECPAT Switzerland avec le soutien financier de la Confédération et qui vous a été présenté hier, joue un rôle préventif bien plus direct.

2. *Formulaire d'annonce en cas de soupçons de tourisme sexuel impliquant des mineurs (formulaire)*

Comme annoncé, je vais maintenant vous présenter brièvement le formulaire d'annonce en cas de soupçons de tourisme sexuel impliquant des mineurs qui vise, lui aussi, à lutter très concrètement contre le tourisme sexuel impliquant des enfants.

Engager des poursuites pénales à l'encontre de personnes qui abusent sexuellement d'enfants à l'étranger s'avère particulièrement difficile à cause du manque d'échange d'informations et de la difficulté de recueillir des preuves suffisantes. Afin de faciliter ces poursuites, d'améliorer leur efficacité et, ainsi, de protéger les enfants dans d'autres pays contre l'exploitation et les abus sexuels, l'Office fédéral de la police et ECPAT⁴ ont conçu ensemble un formulaire d'annonce permettant de signaler les cas d'abus sexuels commis sur des enfants à l'étranger. Ce formulaire a été mis en ligne sur le site internet de l'Office fédéral de la police en 2008⁵.

⁴ ECPAT est un réseau international d'organisations et d'individus qui vise à éliminer la prostitution infantine, la pornographie mettant en scène des enfants et la traite d'enfants à des fins sexuelles.

⁵ www.stop-childsextourism.ch.

Le formulaire en ligne permet de transmettre des témoignages concernant des abus sexuels commis sur des enfants à l'étranger. Les informations recueillies sont lues, triées puis soumises à une première évaluation par l'Office fédéral de la police. Ensuite, l'office les transmet aux autorités de police compétentes, en Suisse ou à l'étranger, en les priant de bien vouloir, le cas échéant, prendre les mesures qui s'imposent. Les compétences en matière d'enquête demeurent du ressort des autorités locales de poursuite pénale.

L'expérience montre que les personnes à l'origine des communications font preuve d'une grande coopération. Les agences de voyage rendent de plus en plus souvent leurs clients attentifs au formulaire d'annonce et sensibilisent leurs collaborateurs en Suisse et à l'étranger sur la thématique des abus sexuels à l'encontre des enfants. D'un autre côté, les Etats concernés ne se procurent pas toujours les moyens de preuve nécessaires alors qu'ils en auraient les moyens techniques. Les informations et réponses aux demandes peuvent être transmises de manière très rapide et sûre aux Etats requérants par le biais d'Interpol. Toutefois, la lenteur des Etats requis pour traiter les requêtes qu'ils reçoivent complique fortement la sauvegarde des éléments de preuve et l'éventuelle audition des témoins sur place, ce qui provoque souvent l'arrêt des enquêtes menées dans le pays d'origine des auteurs présumés.

Quoi qu'il en soit, la Suisse considère le formulaire d'annonce comme une possibilité parmi d'autres d'assumer ses responsabilités dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales visant à protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Cependant, on ne peut lutter efficacement contre le tourisme sexuel impliquant des enfants qu'à la condition que les Etats collaborent aussi étroitement que possible entre eux et que chaque maillon de la chaîne assume ses responsabilités.

3. Les pédophiles ne doivent plus pouvoir travailler avec des enfants

Une autre mesure préventive veut empêcher que les pédophiles puissent travailler avec des enfants.

Le 10 octobre 2012, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à l'initiative populaire « Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants » et à la loi fédérale sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique. Dans ce message, le Conseil fédéral propose le rejet de l'initiative populaire, tout en lui opposant un contre-projet indirect.

Après de nombreuses discussions au Parlement depuis janvier 2013, notamment sur la nécessité éventuelle d'opposer à l'initiative un contre-projet direct, le Parlement a finalement décidé de ne pas adopter de contre-projet direct. Lors du vote final du 29 septembre 2013, le Parlement a par ailleurs décidé de ne

pas faire de recommandation de vote sur l'initiative. La votation populaire devrait avoir lieu durant le premier semestre de l'année 2014.

Le contre-projet indirect du Conseil fédéral n'a pas pour autant été abandonné, les chambres fédérales ayant en effet décidé d'en faire un projet de loi indépendant (c'est-à-dire non lié au sort de l'initiative populaire). Les discussions sur ce projet de loi ne sont pas encore terminées.

VII. MOT DE LA FIN

Dans mon tour d'horizon je vous ai exposé les mesures dont la Suisse dispose pour lutter contre l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en lien avec le tourisme sexuel. En résumé, nous pouvons dire que la Suisse dispose de l'arsenal pénal nécessaire pour poursuivre et, le cas échéant, condamner les auteurs présumés d'exploitation et d'abus sexuels contre des enfants. La mise en œuvre de la Convention de Lanzarote et la révision du code pénal dans le domaine de la prostitution infantine et de la pornographie mettant en scène des enfants nous permettront de faire un pas important en avant. Notre législation pénale et les mesures préventives diverses répondent aussi bien aux normes internationales qu'aux besoins de la pratique.

L'exploitation et les abus sexuels commis sur des enfants constituent un thème important qui mérite l'entière attention et un engagement résolu de toutes les parties concernées. Ainsi seulement parviendrons-nous à lutter efficacement contre ce type de crimes. J'espère que ce séminaire nous permettra de nous rapprocher de cet objectif.

LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS : CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

BERNARD BOËTON

Conseiller Droits de l'enfant, Terre des hommes - aide à l'enfance, Lausanne

Résumé

Sous forme de questions et réponses, l'auteur cherche à définir si la criminalité organisée envers les enfants peut être qualifiée légalement de crime contre l'humanité. Il souligne qu'il n'est pas nécessaire de créer un nouveau traité car les réalités actuelles des groupes organisés qui planifient et financent le marché de l'exploitation sexuelle des enfants correspondent à la définition de crime contre l'humanité prévu par le Statut de Rome. La seule formulation à faire serait d'y ajouter le « motif économique » parmi les motifs déjà énumérés dans cet instrument juridique. L'auteur rappelle que dans certains pays, les enfants victimes de ce genre de crimes sont loin de représenter une minorité ; ils n'appartiennent pas à une catégorie sociale parmi d'autres, ils ne sont pas « dans la salle d'attente » pour devenir des êtres humains et ils possèdent une capacité relative à se défendre.

Zusammenfassung

In Form von Fragen und Antworten versucht der Autor zu definieren, ob die gegenüber Kindern organisierte Kriminalität gesetzlich als ein Verbrechen gegen die Menschheit bezeichnet werden kann. Er unterstreicht, dass es nicht notwendig ist, einen neuen Vertrag zu erschaffen, da die gegenwärtige Realitäten der organisierten Gruppen, welche den Markt für die sexuelle Ausbeutung von Kindern planen und finanzieren, der Definition von einem Verbrechen gegen die Menschheit entsprechen, wie es im Statut von Rom vorgesehen ist. Die einzige zu machende Formulierung bestände darin, das "wirtschaftliche Motiv" den in diesem juristischen Instrument bereits aufgezählten Motiven hinzuzufügen. Der Autor erinnert, dass in gewissen Ländern die Kinder, welche Opfer dieser Art von Verbrechen werden, weit davon entfernt sind, eine Minderheit darzustellen; sie gehören nicht zu einer sozialen Kategorie unter anderen, sie sind nicht "im Wartezimmer" um Menschen zu werden und sie besitzen nur begrenzte Möglichkeiten, sich zu schützen.

Resumen

Bajo forma de preguntas y respuestas, el autor intenta definir si la delincuencia organizada hacia los niños puede ser calificada legalmente como crimen contra la humanidad. Destaca que no es necesario crear un nuevo Tratado, ya que las realidades actuales de grupos organizados que planifican y financian el mercado de la explotación sexual de niños, corresponde a la definición de crimen contra la humanidad previsto por el Estatuto de Roma. La única enunciación pendiente sería añadir el “motivo económico” entre los motivos ya enumerados en este instrumento jurídico. El autor recuerda que en algunos países, los niños víctimas de este tipo de crímenes distan mucho de representar una minoría; no pertenecen a una categoría social entre otras, no están “en la sala de espera” para convertirse en seres humanos y poseen una capacidad relativa para defenderse.

Summary

Following a Q&A format, the author seeks to define whether organized criminality against children can be legally qualified as crimes against humanity. He underlines that it is unnecessary to create a new treaty since current realities facing organized groups who plan and finance the market of child sexual exploitation fit the definition of crime against humanity enounced by the Rome Statute. The only formulation would be to add “economic motive” to the motives already enumerated in this legal instrument. The author reminds us that in a number of countries, children who fall victim to these kinds of crimes do not represent a minority; they do not belong to a given social category, they are not “in the waiting room” waiting to become human beings and they possess a relative capacity to defend themselves.

* * *

A la suite des présentations riches et détaillées depuis le début de ce Séminaire, mon intervention se limitera à ajouter un élément de réflexion sous forme de question : **le tourisme sexuel impliquant des enfants est-il un crime contre l'humanité ?**

La question, plus générale, que nous nous sommes posée est de savoir si la criminalité organisée envers les enfants pouvait être qualifiée de crime contre l'humanité. Pour notre Fondation, cette question avait une histoire :

En 1995, nous avons contribué à l'enquête belge contre le fondateur du Club Spartacus, en apportant à la justice les preuves que ce réseau dissimulait la promotion active de crimes sexuels sur enfants dans le cadre du tourisme, de manière systématique, organisée et lucrative, depuis 25 ans et dans plus de 100 pays (avec catalogue par pays, avec les lieux de drague, les tarifs et les surnoms des enfants, etc). Nous avons en effet été ébahis d'apprendre que la poursuite ne pouvait, selon la loi belge en vigueur à l'époque, entraîner qu'une simple condamnation pour publicité pornographique (3 mois de prison avec sursis et une amende). Les dossiers que nous avons apportés ont convaincu le Tribunal correctionnel que l'affaire était infiniment plus grave, et devait être traitée au niveau d'une Cour Criminelle. Ce qui a été gagné.

C'est cette affaire - et quelques autres - qui nous ont incités à lancer, en juin 1998, un Appel à l'occasion de la Conférence Diplomatique de Rome, portant création de la Cour Pénale Internationale (CPI). Notre propos était le suivant : nous demandions que, dans les statuts de la CPI, **la criminalité organisée envers les enfants soit qualifiée, poursuivie et condamnée au titre de « crime contre l'humanité », et que le motif économique soit ajouté aux critères de la qualification**. Nous avons participé à la Conférence de Rome avec les représentants de 5 associations de parents d'enfants victimes de criminalité organisée (des 5 continents), qui disaient avoir trouvé dans cet appel la prolongation, à leurs yeux évidente, des carences et limitations de leurs procédures nationales respectives.

Par ailleurs, les Commissions Parlementaires italiennes (Députés et Sénateurs) ont soutenu unanimement cet Appel, ainsi que plusieurs milliers de personnes et centaines d'ONG venant de 32 pays, 60 parlementaires suisses, plusieurs personnalités (députés européens, etc.). En Suisse, le 7 octobre 2004, le Conseil national a donné suite à l'Initiative parlementaire Glasson demandant que la criminalité organisée envers les mineurs soit poursuivie, dans le droit suisse, à titre de crime contre l'humanité. L'initiative reprenait l'objectif de la pétition « *Stop trafic d'enfants* », signée par 128'000 personnes en Suisse, grâce à l'engagement et à la motivation des nombreux groupes de bénévoles de Terre des hommes. Tous ces documents, témoignages et soutiens sont disponibles sur demande.

L'affaire est complexe et nous vous proposons de la traiter sous forme de réponses à ce qu'il est convenu d'appeler les « *Questions fréquemment posées* » :

1- POURQUOI FAIRE UNE TELLE SURENCHÈRE JURIDIQUE ? LE MIEUX N'EST-IL PAS L'ENNEMI DU BIEN ?

Il ne s'agit pas de demander une nouvelle loi, un nouveau texte ou un nouvel instrument juridique international, mais de reconnaître que certaines réalités *correspondent* mot à mot à la définition en vigueur du crime contre l'humanité. La seule formulation qui devrait être modifiée dans le texte serait d'ajouter le « *motif économique* » aux motifs déjà énumérés :

Cf. l'Article 7 du statut de Rome :

« Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un des actes ci-après commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque : (...)

g) Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable ;

h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste (...), ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour ; (...)

k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale. (...)

- Par « réduction en esclavage », on entend le fait d'exercer sur une personne l'un ou l'ensemble des pouvoirs liés à la propriété, y compris dans le cadre de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle ;

2- LA QUALIFICATION DE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ N'EST-ELLE PAS SPÉCIFIQUE AUX SITUATIONS DE CONFLITS ARMÉS ?

Rien, dans l'histoire de la création, ni dans l'argumentaire des qualifications criminelles utilisées par les Tribunaux Pénaux Internationaux depuis la 2^e Guerre mondiale, n'oblige à réserver la qualification de crime contre l'humanité aux situations de conflits armés.

Ultérieurement, l'esclavage (« *l'être humain considéré et traité comme une marchandise* ») et l'*apartheid* ont été déclarés « crimes contre l'humanité » par les Nations Unies ; et par exemple, la justice argentine, en juin 1998, a engagé contre le Général Videla, une procédure pour « crime contre l'humanité » à propos des enlèvements d'enfants aux familles des opposants à la dictature pour adoption dans des familles de militaires (cf. « *Les Grand-Mères de la Place de Mai* »).

Sans aborder la difficulté de la délimitation des conflits armés, en quoi l'absence de situation de conflit serait-elle une circonstance atténuante de la gravité de la criminalité organisée envers les enfants ?

La communauté internationale et le statut de Rome ont déjà admis que l'enrôlement d'enfants est un « crime de guerre » et que les enlèvements et disparitions en temps de guerre devaient être considérés comme « Crimes contre l'humanité » ; en quoi l'enlèvement ou la disparition d'enfants pour prostitution ou pédophilie, qui plus est, dans un but lucratif, serait-elle moins grave s'il n'y a pas de guerre ? Conflit armé ou pas, toutes les formes d'esclavage doivent être considérées pour ce qu'elles sont : un crime contre l'humanité. L'absence de situation de conflit n'est en aucun cas une circonstance atténuante de la gravité de la criminalité organisée envers les enfants.

3- MAIS ALORS, EST-CE QUE TOUS LES PÉDOPHILES ET TOURISTES SEXUELS DEVRAIENT ÊTRE POURSUIVIS POUR CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

Evidemment non : la qualification de « crime contre l'humanité » ne concerne pas des actes individuels contre des enfants, mais la criminalité organisée, selon des plans concertés, planifiés et financés. Les « consommateurs » d'enfants prostitués doivent être poursuivis par la justice nationale du pays de leurs crimes, mais peuvent aussi l'être dans leur propre pays d'origine, puisque désormais, plus de 32 pays ont modifié leurs lois et peuvent poursuivre leurs ressortissants pour des crimes commis à l'étranger. La question du crime contre l'humanité dont il est question ici concerne spécifiquement les personnes et groupes qui planifient, organisent et financent le marché de l'exploitation sexuelle des enfants.

On notera ici qu'en 2002, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Convention dite de « Palerme ») stipule dans son Article 2(a) :

« L'expression « groupe criminel organisé » désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la

présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel ».(...)

Ajoutons aussi qu'en plus du caractère commercial de l'exploitation sexuelle des enfants, et malgré les efforts progressifs pour limiter l'impunité dans l'univers d'Internet, certains sites constituent plus qu'une complicité, une véritable incitation à l'exploitation sexuelle des enfants. De nombreux sites affirment que « la pédophilie exprime le droit de l'enfant à l'amour », que « la pédophilie n'est pas un abus sexuel », la « vraie » (sic) pédophilie est « une variante sexuelle comme une autre », etc. Par centaines de pages, certains sites offrent une bibliographie d'ouvrages romancés, avec un langage romantique, philosophique, parfois religieux, voire social et humanitaire. Même si les méthodes de travail de l'animateur du réseau Spartacus étaient d'un autre âge, son argumentation consistait à dire :

« Que vaut-il mieux pour un jeune garçon ? Etre aimé par un homme vivant dans une maison luxueuse et lui donnant tous les avantages de scolarisation, de loisirs et d'affection ? Ou bien continuer à vivre dans la décharge publique ? ».

C'est donc aussi sur ce plan « idéologique » qu'il faut se battre, car, comme vous le savez, le vécu des victimes, lorsqu'il s'exprime, tôt ou tard, est toujours fait de souffrances indicibles, de destruction physique et psychologique irréversible, d'indifférence à leur propre vie ou de suicide.

4- CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Si la criminalité organisée envers les enfants est qualifiée de crime contre l'humanité, on verra apparaître des demandes pour rehausser la qualification criminelle concernant les crimes contre les personnes âgées, les personnes handicapées, les policiers, etc. Après tout, les enfants sont une minorité de la population civile déjà couverte par de nombreux textes : pourquoi faire des crimes organisés contre les enfants une qualification spécifique ?

D'abord les enfants ne sont pas une minorité : dans beaucoup de pays, les moins de 18 ans représentent 45 à 48 % de la population... Ensuite, l'enfance n'est pas une catégorie sociale parmi d'autres. Les enfants ne sont pas dans la salle d'attente de l'humanité : la communauté toute entière leur doit, dès leur naissance, protection et respect de leur dignité comme pour tout autre être humain, d'autant qu'ils constituent la pérennité de cette communauté.

On dit parfois que le crime contre l'humanité consiste à attenter non seulement à la dignité de la personne, mais d'abord à son identité : en quoi

l'enfance constitue-t-elle donc une identité menacée ? Rappelons ici une définition possible de l'identité de l'enfant - même si elle est transitoire :

L'enfant est un *être humain* à part entière, âgé de moins de 18 ans, dont la *dignité* est égale à celle de tout être humain et qui dispose d'une capacité relative, selon son âge et sa maturité, de *discerner*, de *s'exprimer* et de *se défendre*.

Nous pensons (nous constatons) qu'il existe des formes de criminalité organisée qui s'attaquent aux enfants *parce que ce sont des enfants* - et c'est *précisément parce qu'ils disposent d'une capacité limitée de comprendre, de s'exprimer et de se défendre* qu'ils deviennent une cible, et « *en connaissance de cause* »...

A capacité moindre de se défendre doit correspondre une aggravation de la qualification criminelle. L'organisation planifiée et systématique du tourisme sexuel impliquant des enfants, dans un but lucratif, pourrait être qualifiée, poursuivie et condamnée au titre du crime contre l'humanité. (D'ailleurs, ne devrait-on pas abolir l'expression « tourisme sexuel » : si on prend ses congés pour aller violer des enfants, ce n'est pas du tourisme, c'est de la criminalité).

C'est bien en raison des capacités limitées, propres à l'enfance, que la communauté internationale a estimé nécessaire de rédiger une *Convention relative aux droits de l'enfant*, en complément de la Déclaration universelle des droits humains, qui concerne pourtant déjà l'ensemble des êtres humains, dont les enfants. S'il y a des normes spécifiques de justice pour mineurs, c'est bien parce que les infractions commises par des enfants doivent être jugées à l'aune de leur capacité relative de discernement et de défense. Pourquoi une criminalité organisée, planifiée et systématique envers les enfants *parce que ce sont des enfants* ne justifierait-elle pas une qualification spécifique, celle qui entraîne l'imprescriptibilité des poursuites et des peines, alors que dans beaucoup de pays d'origine des touristes, la loi permet aux victimes de porter plainte jusqu'à l'âge adulte ?

5- POURQUOI DEMANDEZ-VOUS QUE LE CRITÈRE D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE SOIT AJOUTÉ À LA LISTE DES CRITÈRES DU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ?

L'article 7 du statut de Rome dit :

(...) pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste (...) ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissible en droit international(...)

Nous vivons dans un monde où l'être humain devient une marchandise par sa force de travail (exploitation des enfants par le travail), par son corps (prostitution infantine), qu'il soit « entier » (certaines formes de trafic et d'enlèvements planifiés et systématiques) ou en « pièces détachées » (possibles trafics d'organes). Par ailleurs, de nombreuses situations où les motifs religieux, ethniques, politiques sont officiellement invoqués recouvrent en réalité des intérêts économiques que l'enquête met à jour presque systématiquement. Là encore, nous demandons que la loi « reconnaisse la réalité » contre laquelle il faut lutter par une qualification maximum.

6- NE CRAIGNEZ-VOUS PAS DE BANALISER CETTE NOTION DE CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, QUI DEVRAIT CONSERVER SON CARACTÈRE D'EXCEPTIONNELLE GRAVITÉ ?

Notre raisonnement est inverse : il y a des réalités nouvelles (ou désormais mieux connues) de criminalité organisée qui nous semblent correspondre mot à mot à la définition officiellement admise. C'est précisément en refusant de reconnaître des réalités que l'on banalise le « Crime contre l'Humanité », en limitant strictement son application à des situations qui se sont déroulées il y a plusieurs années, ou plusieurs dizaines d'années, c'est à dire, dans tous les cas, longtemps après que les faits aient été commis. Face au développement de la criminalité organisée envers les enfants, pourquoi la reconnaissance de l'extrême gravité de ces crimes devrait-elle attendre 30 ans ? Il existe aujourd'hui des formes de « tourisme sexuel » impliquant des enfants sur Internet : rappelons l'affaire « Landslide » (2002) : cette entreprise américaine vendait les documents pédophiles sur Internet (notamment à 1'300 « téléchargeurs » en Suisse...).

« Landslide Inc. » avait un chiffre d'affaires de 9 millions de dollars et fonctionnait grâce à Internet. Pendant le mois qui a précédé le démantèlement du réseau, elle avait encaissé 1,4 million de dollars US. (...) En 1996, une précédente enquête avait prouvé que des garçons mexicains, dont certains n'avaient que 7 ans, avaient été filmés dans des vidéos pornographiques. Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise atteignait alors 0,5 million de dollar.

Le CEO de tout futur « *Landslide Inc* » ne devrait-il pas être poursuivi pour Crime contre l'humanité, sachant qu'un *autre critère universellement reconnu comme inadmissible* pourrait être le fait d'*attaquer cette population civile* que sont les enfants, avec un *motif économique*, sans négliger le *motif raciste* (les enfants étrangers de pays ou de catégories sociales particulièrement vulnérables, de

préférence). Sans oublier que la capacité limitée de discernement de l'enfant, pas plus que son consentement présumé, ne peuvent servir de prétexte, mais constituent, au contraire, des circonstances aggravantes dans la qualification de ces crimes.

7- POURQUOI MENTIONNEZ-VOUS UNIQUEMENT LES CONVENTIONS INTERNATIONALES ET LE STATUT DE LA CPI DANS VOTRE ARGUMENTAIRE ?

Il est clair que de nos jours, qui dit « criminalité organisée » dit le plus souvent activité transnationale, précisément parce qu'elle se joue des frontières. Mais de même que la CPI ne s'engage que lorsque la subsidiarité est impossible (c.à.d. la procédure strictement nationale), et sans entrer dans le débat sur la « compétence universelle », il est tout aussi légitime - et simultanément - de demander cette qualification criminelle aux Etats pour qu'ils modifient leurs codes pénaux en conséquence.

Nous sommes désormais - et de manière irréversible - dans un monde où la souveraineté d'un Etat s'exerce désormais aussi dans un cadre juridique universel face à des crimes dont il ne peut se prétendre à l'abri, de même qu'aucun Etat ne peut se permettre d'être un sanctuaire d'impunité pour une catégorie de criminels qui savent jongler avec le cloisonnement des lois nationales.

En 1996, un juriste australien nous écrivait :

« En Australie, nous avons le crime contre les personnes, mais pas le crime contre l'humanité... »

et il ajoutait, ironiquement :

« Si vous me donnez une définition juridique de l'humanité, je vous dirai si je considère votre demande comme justifiée... »

Or, malgré les nombreuses conventions et déclarations sur les droits de l'homme, il n'existe pas de définition juridique universelle de l'humanité. En revanche, au fil des tragédies historiques successives, les choses se sont passées comme si l'humanité parvenait progressivement à qualifier et condamner certains actes comme *contraires à sa propre existence* ; comme si, finalement, en caractérisant ce qui la détruit : les crimes nazis, l'esclavage, l'apartheid sont désormais universellement qualifiés de « Crimes contre l'humanité ».

C'est dans cet esprit que nous proposons que la criminalité organisée envers les enfants soit, en droit national et international, qualifiée comme telle, l'imprescriptibilité et l'universalité des poursuites et des peines étant les conséquences - et non pas le motif - de cette qualification.

LE DROIT DES ENFANTS BAFOUÉ PAR LES CLIENTS ET LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR FORMEL ET INFORMEL DU TOURISME À MADAGASCAR

FLORENCE PASNIK

Economiste de la Santé et du Développement, Présidente, Association AIDéTouS, Paris, France

Résumé

L'auteur présente la recherche-action sur le tourisme sexuel exploitant les enfants à Madagascar réalisée par l'Association Internationale pour le Développement, le Tourisme et la Santé - AIDéTouS. Pour réaliser cette recherche, des travailleurs sociaux ainsi que des médecins malgaches ont fait une enquête sur la santé sociale à travers des questionnaires auprès de 200 filles mineures impliquées dans le commerce sexuel. Un nombre de 79 questionnaires a été sélectionné pour l'analyse des données. L'auteur soulève les difficultés d'une telle enquête et décrit ses résultats. La caractéristique des clients, leurs gains et les lieux du commerce sexuel ainsi que les conséquences de l'exploitation sexuelle sur les filles telles que la propagation de maladies, les grossesses prématurées ou l'exclusion familiale sont des sujets, parmi d'autres, abordés dans l'enquête et l'analyse sur la situation de l'exploitation sexuelle des enfants à Madagascar.

Zusammenfassung

Die Autorin stellt die Handlungs-Forschung des Internationalen Vereins für Entwicklung, Tourismus und Gesundheit - AIDéTouS über den sexuellen Tourismus, welcher in Madagaskar Kinder ausbeutet, vor. Für die Realisation dieser Forschung haben Sozialarbeiter als auch Ärzte aus Madagaskar bei über 200 minderjährigen Mädchen, welche im sexuellen Gewerbe tätig sind, mittels Fragenbogen eine Erhebung über die soziale Gesundheit durchgeführt. 79 Fragenbogen wurden für die Analyse der Daten ausgewählt. Die Autorin erwähnt die Schwierigkeiten einer solchen Erhebung und beschreibt die Ergebnisse. Die Besonderheit der Kunden, ihre Gewinne und die Orte des sexuellen Handelns

sowie die Folgen der sexuellen Ausnutzung auf die Mädchen, die Ausbreitung von Krankheiten, Schwangerschaften von Minderjährigen oder Familienausschluss sind unter anderem Themen, welche in der Erhebung und der Analyse über die Situation der sexuellen Ausbeutung von Kindern in Madagaskar erwähnt werden.

Resumen

La autora presenta la investigación-acción sobre el turismo sexual que explota los niños en Madagascar realizada por la Asociación Internacional para el Desarrollo, el Turismo y la Salud – AIDéTouS. Para realizar esta investigación, trabajadores sociales y médicos malgaches realizaron una encuesta a través de cuestionarios, sobre la salud social a 200 muchachas menores implicadas en el comercio sexual. 79 cuestionarios fueron seleccionados para el análisis de datos. La autora plantea las dificultades de tal investigación y describe sus resultados. Las características de los clientes, sus ingresos y los lugares de comercio sexual, así como las consecuencias de la explotación sexual sobre las muchachas como la transmisión de enfermedades, los embarazos prematuros o la exclusión familiar son temas, entre otros, abordados en la encuesta y el análisis sobre la situación de la explotación de los niños de Madagascar.

Summary

The author presents research on the subject of sexual tourism involving children in Madagascar, carried out by the International Association for Development, Tourism and Health – AIDéTouS. In order to complete this research, Malagasy social workers and physicians carried out a survey on social health through questionnaires submitted to 200 minor girls involved in the sex trade. 79 questionnaires were selected for data analyses. The author underlines the difficulties of carrying out such a survey and describes the results. The characteristics of the clients, their earnings, places of sexual commerce, and the consequences of sexual exploitation on girls such as disease, premature pregnancy or family exclusion are some of the issues included in the survey and the analyses of the situation of sexual exploitation of children in Madagascar.

* * *

Participer à la réduction du tourisme sexuel exploitant les enfants par la recherche-action et le partage de la connaissance est l'objectif que s'est donné AIDéTouS¹.

En s'installant à Madagascar, l'association a voulu étendre son champ d'activité sur des régions touchées de façon plus insidieuse que dans certaines zones touristiques asiatiques, où de véritables organisations informelles et maffieuses organisent un trafic humain avec pour corollaire une violence palpable à l'égard des populations vulnérables et des enfants. A Antananarivo et sur les sites touristiques du centre et du littoral, le côté bon enfant de l'échange de services sexuels contre cadeau, argent et participation à l'ambiance et aux fêtes banalise le phénomène et masque sa gravité.

La réalité n'est cependant pas plus rassurante pour les enfants, les principes sur lesquels repose leur exploitation étant les mêmes : soumission de la femme à l'homme, des enfants aux adultes, des pauvres aux riches, faible niveau d'éducation des parents comme des enfants, ignorance des droits...

Les politiques à peine naissantes du tourisme et des nouveaux eldorados du loisir (casinos, karaoké, centres de massages, salles vidéo pornographique, internet,...), ne parviennent pas à canaliser l'argent du secteur dans le développement du pays ni à endiguer les effets indésirables quasi immédiats (comme la hausse des prix des denrées alimentaires et des transports, ou l'explosion du prix des logements ou du terrain). A contrario, les effets positifs d'entraînement sur l'économie et l'environnement sont généralement mesurables à 10 ou 20 ans si les bonnes mesures ont été prises.

Ainsi la plus grande partie de la population de Nosy Be (confrontée à la fermeture des deux principales activités d'exportation de l'île en 2005, la canne à sucre et l'ylang ylang) se retrouve brutalement sans emploi face à une baisse générale drastique du pouvoir d'achat. La stratégie de survie consiste alors à trouver chaque jour de l'argent pour nourrir la famille alors que seul l'endettement finance toutes les autres dépenses. La prostitution occasionnelle devient un recours, très vite associée à quelques trafics divers dont la drogue pour soulager physiquement et moralement les enfants (ou les rendre dépendants).

De sources informelles, et sans pouvoir le vérifier, le taux d'occupation des chambres d'hôtel lié au commerce sexuel avoisinerait les 40% et mériterait une comparaison avec les estimations dans les capitales et sites touristiques du monde. Encouragés par les grands groupes producteurs de voyages et de séjours, les touristes cherchent à profiter de tous les plaisirs de la vie et à bas prix (aventures sexuelles, alcool, stupéfiants festifs, ballades et fêtes tropicales...) - en toute impunité si les partenaires sont mineures - sans oublier la bonne conscience d'avoir

¹ Etudes et enquêtes, AIDETOUS MADAGASCAR OCEAN INDIEN 2006-2011 : voir aidetous.org

« aidé des enfants pauvres et leur famille à manger ou à se soigner », notamment « en leur donnant un peu plus que le prix demandé » comme 10 euros au lieu de 5.

Heureusement, ces bienfaiteurs de l'enfance ne représentent pas la majorité des touristes qui se contente de rapports souvent protégés entre adultes consentants. Reste le débat de la moralité et des causes et conséquences de la commercialisation des rapports sexuels dans une relation entre adultes certes, mais inéquitable en faveur du touriste, celui qui a le pouvoir d'achat et la liberté.

MATÉRIEL ET MÉTHODE

AIDéTouS a étendu ses études débutées en 1996 en Asie du Sud Est tentant d'appréhender l'impact du tourisme de masse sur les populations, en adaptant notamment son approche et ses questionnaires (162 variables) pour Madagascar de 2006 à 2011 en commençant par Nosy Be – première de la série présentée ici.

L'enquête santé-sociale est conduite en 2006-2007 par des travailleurs sociaux et médecins malgaches expérimentés, auprès de filles mineures impliquées dans le commerce sexuel dont le tourisme sexuel, recrutées sur leurs lieux de travail (bars, restaurants, discothèques, plages, lieux de massages et de loisirs...). Soutenue par les institutions, l'enquête se déroule dans le cadre d'un programme d'actions de prévention des violences, IST, grossesses non désirées et séquelles associées, et exploitation sexuelle à Helleville, sur les sites touristiques comme Ambatoloka et dans les villages.

200 filles ont pu bénéficier de ce programme. 79 questionnaires ont fait l'objet d'une analyse statistique dirigée par un médecin épidémiologiste en France et résumée ci-dessous. Après les sensibilisations collectives publiques, puis par groupes de 10 à 15 filles, souvent organisées sous forme de goûters, les entretiens individuels ont été réalisés dans un bureau dans le respect de la personne. L'anonymat des questionnaires a permis de dépasser les obstacles liés au respect du secret professionnel dans les PVD, en particulier sur de petites îles où tout le monde se connaît. L'autre obstacle tient au problème de la tranche d'âge choisie, dès lors que toutes les filles, par peur de la loi ou par respect des consignes de leurs exploitants, ne dévoilent pas leur âge véritable. Il n'est pas rare de parler avec des enfants de 8 ans qui prétendent en avoir 18. En l'absence d'état civil (premier droit des enfants, dont découlent tous les autres) le médecin décide de l'éligibilité. Enfin, le questionnaire est long et il est difficile de les convaincre de répondre à tous les chapitres. L'engagement, la patience et les encouragements prodigués par les enquêteurs sont venus à bout de leurs réticences.

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Caractéristiques des clients, gains et lieux du commerce sexuel

Premier client de la jeune fille

Les deux tiers des jeunes filles (67%) déclarent avoir eu pour premier client un malgache dans une maison particulière, plus souvent local (N : 35, âge moyen 32 ans) que touriste venu de la grande terre (N : 20, âge moyen 29 ans). 16 jeunes filles ont eu des étrangers comme premiers clients, (9 français, italiens, allemands et mahorais) dont 13 touristes à l'hôtel (moyenne d'âge 45 ans) et 3 résidents.

Dernier client de la jeune fille

47 clients sur 79 étaient des touristes étrangers. Les 38 clients originaires de l'Océan Indien, 8 mahorais, 1 comorien et 29 malgaches, ont versé entre 5 000 Fmg (40 centimes €) et 250 000 Fmg, 20 €. Les européens, dont 29 français, 4 italiens, 4 allemands et 1 résident étranger ont versé entre 100 000 Fmg (20 €) et 2 millions Fmg (160 €).

La demande des touristes pour des relations sexuelles sans préservatif et sans risque de contamination par le VIH impose l'entrée d'un nombre toujours plus grand de vierges (filles et garçons) et même de petits enfants dans la prostitution.

Au fur et à mesure du temps passé dans le commerce sexuel (2 ans en moyenne), on voit la proportion de touristes étrangers s'accroître parmi la clientèle passant de 16.5% à 59%. Les prestations se déroulent toujours à l'hôtel, ce qui souligne la responsabilité des clients et des hôteliers bafouant les lois de Madagascar.

Conséquences de l'exploitation sexuelle sur les enfants

Développement de maladies IST/SIDA

En moyenne, seulement la moitié des rapports ont lieu avec des préservatifs, soulignant la chaîne de responsabilité de tous les adultes dans la propagation de ces maladies. Plusieurs filles ont été soignées pour une IST, une est contaminée par le VIH et, surtout, la plupart n'ont jamais bénéficié du dépistage des IST. La fréquence d'utilisation du préservatif est moins élevée avec les clients malgaches qu'avec les étrangers. Sur l'ensemble, seulement 50% des premiers rapports se sont déroulés avec préservatifs.

Grossesses prématurées & IVG

15% des filles sont tombées enceintes dès les premiers rapports. 35% ont déjà subi au moins une IVG.

Traumatismes physiques et moraux, et douleurs

1 fille sur 4 déclare avoir été violée par ses clients en plus de la prestation pour laquelle ils ont payé et de surcroît sans préservatif. 1 fille sur 2 subit des maltraitances physiques, toutes se plaignent d'une dévalorisation (irrespect, insultes, tentatives d'escroquerie...).

Exclusion familiale et sociale (rejet, honte, désocialisation, déscolarisation)

Les enfants des rues, les orphelins et les enfants surexploités dans leur famille se trouvent fragilisés, déstabilisés, psychologiquement atteints ou détruits. Ils deviennent souvent toxicomanes. Les tentatives de suicide ne sont pas rares, summum des sujets tabous.

Les facteurs d'entrée dans le commerce sexuel

Un faible niveau d'éducation

13% seulement des enfants interrogées fréquentent encore l'école.

Une entrée précoce en sexualité

En moyenne, elles ont perdu leur virginité vers 13 ans mais certaines n'avaient que 8 ans. L'âge moyen « déclaré » au moment de l'enquête est de 15 ans.

Des familles toutes largement sous le seuil de pauvreté

De plus, la moitié des familles ne dispose que d'un revenu mensuel d'environ 600'000 à 700'000 Fmg, soit 52 € pour en moyenne 8 personnes par ménage, soit 6,5 € par personne.

Certaines traditions

70 filles sur 79 déclarent avoir offert leur virginité contre de l'argent ou un cadeau (vêtements, bijoux). Certaines ethnies favoriseraient la sexualité précoce de leurs filles mais aucune étude n'était disponible pour démontrer une différence significative avec la moyenne nationale ou celle d'autres pays de niveau de développement égal. Le niveau de pauvreté ou d'éducation des parents et des enfants sont significativement plus déterminants. Sur un échantillon national, il serait intéressant de croiser ethnies et pauvreté pour vérifier si les ethnies côtières du Nord-Ouest sont plus défavorisées.

Les comportements familiaux se révèlent être des facteurs fortement déterminants

38% des filles déclarent qu'un membre de leur famille se prostitue déjà (mère, sœur, tante, cousine). Près de 50% déclarent avoir été forcées de vendre leur virginité par leur parents ou « fortement encouragées ». Plus il y a de filles dans la famille, plus l'une ou plusieurs d'entre elles ont de risque de se retrouver dans le commerce sexuel.

Pour échapper à une situation de maltraitance familiale

43% des enfants ont été victimes d'inceste et de maltraitance physique, quelquefois entraînant une grossesse puis un IVG ou un enfant à charge. Ainsi des adolescentes ont recours au commerce sexuel pour fuir la maison familiale et élever « leur » bébé ou parce qu'elles sont rejetées.

Pour trouver un mari ou un compagnon

30% des enfants interrogées espèrent que la fréquentation des hommes dans les bars et discothèques leur donnera la chance de rencontrer un compagnon qui les sortira de leur misère, cas rarissime parmi les touristes.

DISCUSSION

La réalisation d'enquêtes auprès des enfants victimes de l'exploitation sexuelle comme instrument de sensibilisation et de prévention

Le déroulement de l'enquête

La préparation (une année) d'une telle enquête suppose de disposer préalablement de toutes les autorisations (actions et publications), que nous n'avons eu aucun mal à obtenir par la présentation d'un dossier complet et d'un plaidoyer oral dans une dizaine de ministères, auprès des ministres et de leurs principaux directeurs, dans les domaines de la santé, de la population, des affaires étrangères, du tourisme... puis au niveau des services décentralisés de la Région Antsiranana, soit à Diégo-Suarez et de Nosy Be. Enfin, cette enquête n'aurait pu être réalisée sans la participation de la municipalité et des professionnels du loisir, de la restauration et du tourisme en temps réel. L'avantage de cette approche au-delà des autorisations est bien sûr d'obtenir l'adhésion des responsables de tous les échelons administratifs afin d'aboutir à l'expression d'une volonté politique forte à l'égard de la protection des enfants y compris déscolarisés et en province. Ce travail a permis d'enregistrer des changements de comportements et d'amener la mise en œuvre d'actions concrètes dans les domaines de la santé, de la population, de la police et de la justice. Des actions ont été également réalisées en collaboration avec les professionnels du tourisme engagés dans le développement de Nosy Be. Une présence à plein temps avec une tournée quotidienne pendant une année aura permis d'apporter un petit maillon à la chaîne de la protection de l'enfance.

En revanche, les bailleurs de fonds et ambassades affichent une très faible participation à la lutte contre le tourisme sexuel bien que certains de leurs membres et surtout un nombre important de leurs ressortissants (touristes ou résidents) soient impliqués et restent actifs et impunis. L'image des projets de coopération bilatérale et multilatérale serait rehaussée par une meilleure coordination et une solidarité entre les partenaires. En particulier à Madagascar, un meilleur soutien des coopérations internationales envers les ONG nationales et internationales pourrait permettre de valoriser des compétences qui sont complémentaires. L'objectif visé serait une accélération de la mise en œuvre des programmes et surtout une augmentation de l'efficacité des projets basée sur une recherche de synergie.

La construction de l'échantillon

En l'absence des données de base, l'échantillon ne pouvant être tiré au sort a fait l'objet d'une construction raisonnée représentative de tous les types de lieux de commerce sexuel et des villages et quartiers dont proviennent les jeunes filles.

En l'absence des données de base, l'échantillon ne pouvant être tiré au sort a fait l'objet d'une construction raisonnée représentative de tous les types de lieux de commerce sexuel et des villages et quartiers dont proviennent les jeunes filles.

enfants à l'état civil. Le secteur de l'éducation n'a pas de bases de données utilisables en raison du trop faible taux de scolarisation. Au service social ou médical, il n'y a pas non plus de liste ou d'estimation officielle du nombre d'enfants en général et d'enfants victimes de l'exploitation sexuelle en particulier. Le sujet étant totalement tabou comme dans presque tous les pays, il est par ailleurs difficile de les repérer ou de les approcher. Enfin, les exploitants directs peuvent se montrer hostiles voire menaçants.

Les programmes de santé reproductive et de lutte contre le VIH SIDA en 2007 ont permis d'estimer qu'environ 300 enfants seraient impliqués dans le tourisme sexuel à Nosy Be. Le nombre des plus de 18 ans dans la prostitution pourrait tourner autour de 1'000 et on note une apparition des garçons y compris des enfants.

L'analyse statistique a été réalisée avec les logiciels Epidata, Excel et Epi-info.

Les difficultés d'un entretien sur un sujet aussi sensible

A l'occasion du test du questionnaire, les enfants ont volontairement participé à l'enquête à condition qu'un seul questionnaire leur soit soumis. La multidisciplinarité et la recherche de synergie des actions d'AIDéTouS nécessitant plusieurs chapitres expliquent sa longueur.

La culture malgache favorise un dialogue long et méticuleux avant de livrer les réponses définitives consignées par l'équipe. Un entretien peut ainsi prendre plusieurs heures, ce qui rend le témoignage d'autant plus précieux. Il suscite chez l'enfant de vives émotions auxquelles l'interviewer ne reste pas insensible malgré l'expérience de la souffrance liée à son métier. Celui-ci devient alors le meilleur ambassadeur auprès des siens dans les services sociaux et de santé en vue de chercher des solutions pour une meilleure prise en charge des enfants. Ils commencent par une dé-stigmatisation, faisant passer le statut d'enfant délinquant à celui d'enfant exploité pour le plaisir des adultes et pour enrichir d'autres adultes. Cette enquête est donc particulière et délicate à réaliser mais elle sensibilise autant les enfants que ces adultes « qui leur offrent enfin une écoute » – parole d'enfant.

Exploitation sexuelle et pauvreté

Le mot pauvreté contient à lui seul tous les droits bafoués. En Economie, on parle de la satisfaction des besoins fondamentaux : manger, se loger, se soigner s'éduquer... sans la satisfaction desquels la survie est mise en jeu. Les indicateurs de santé de Madagascar correspondant aux pays les plus pauvres du monde sont révélateurs. En effet, le taux de mortalité infantile, de mortalité maternelle ou

l'espérance de vie autour de 56 ans sont de bons instruments pour mesurer les conséquences du non respect des droits des adultes et des enfants.

Voici longtemps que l'île dite paradisiaque de Nosy Be reçoit de nombreux visiteurs. Son histoire récente est marquée par la colonisation des planteurs de la Réunion amateurs de jeunes filles et destructeurs de l'économie locale au profit de l'économie de traite laissant derrière eux une terre infertile. La sur-utilisation des produits phytosanitaires ne permet plus l'économie de subsistance comme le maraîchage et contribue à la baisse du niveau nutritionnel.

Au moment de l'enquête, le revenu moyen par habitant de Nosy Be est de 25 €, le PNB de Madagascar / habitant est de 270 \$, un des plus faible du monde (rapport Banque Mondiale 2007).

Le prix moyen payé par un touriste pour une nuit où tout est permis avec une jeune fille mineure peut s'élever à 40 € + la chambre d'hôtel. La tentation pour les familles les plus pauvres peut se comprendre. Elles aussi pourraient être déstigmatisées et bénéficier d'une aide des services sociaux quand le pays pourra s'en donner les moyens.

La crise qui sévit à Nosy Be s'ajoute à la tradition d'être fières de fréquenter des étrangers. Les filles préfèrent ainsi multiplier les rapports avec eux puisqu'ils offrent beaucoup plus que les locaux (argent, tenues, sorties et espoir de quitter le pays). Ces gains « miraculeux » incitent des familles ou des enfants démunis à franchir ce pas.

Exploitation domestique des enfants, facteur déterminant de l'entrée en prostitution

Les enfants pauvres participent aux tâches domestiques ou activités économiques de la famille (sauf dans la classe aisée). Mais les enfants placés dans le commerce sexuel sont tous issus de l'extrême pauvreté.

Ainsi, le tourisme sexuel vient se greffer sur une situation d'exploitation locale tout d'abord par la famille et son entourage (viols, incestes, manipulations mais aussi travail forcé) puis par les clients malgaches. Enfin, les filles s'enhardissent ou sont poussées vers la clientèle étrangère beaucoup plus intimidante mais éminemment plus lucrative (en moyenne 8 fois plus dans cette enquête). Bien sûr les orphelins et enfants des rues sont également très vulnérables.

Exploitation sexuelle et aggravation des risques sanitaires

En dehors du plaisir que peut représenter en soi la défloration d'une fille pour certains hommes, c'est l'envie d'avoir des rapports sexuels non protégés qui motive l'absence d'utilisation du préservatif dans les pays touchés par le VIH. La

recherche d'impunité les conduit à en faire l'objectif de leur voyage. L'intensité recherchée du plaisir rend l'homme ou le client égoïste alors même qu'il peut être porteur d'une ou plusieurs IST. Pour les touristes, l'étude souligne un comportement à risque décuplé pendant les vacances, les clients papillonnant d'une fille à l'autre. On peut ajouter qu'ils se soucient peu des risques de maladies et de grossesses que seule l'enfant devra assumer.

Sur l'ensemble, 50% des premiers rapports se sont déroulés sans préservatifs et 15% des filles sont tombées enceintes. 35% des jeunes de l'échantillon ont déjà subi au moins une IVG. A souligner que les jeunes souhaitant se protéger ne peuvent se défendre d'un client qui refuse le préservatif.

Ceci démontre la nécessité de renforcer les campagnes de prévention en population générale dans les pays émetteurs de touristes où le niveau de connaissances permet de connaître les différentes voies de contamination des IST/VIH SIDA. La virginité n'est pas le garant de l'absence de maladies ! La jeunesse non plus. Les consultations et sensibilisations de la médecine du voyage devraient le rappeler plus souvent.

Les touristes sexuels les plus dangereux, et en nombre croissant dans le monde, sont les chercheurs de virginité ou de très jeunes filles. Ce point est crucial dans les activités de prévention au départ du voyage.

En parallèle, la comparaison des comportements avec les clients locaux montrent que les filles sont moins exposées aux rapports à risque, aux violences et aux escroqueries. En revanche, ces étrangers contribuent à l'exploitation, la perte des repères et la débauche des enfants.

Quant à Madagascar, un énorme travail des autorités sanitaires reste à mettre en chantier pour obtenir une efficacité dans la compréhension des modes de transmission des maladies, le changement de comportements dans les pratiques sexuelles et l'accès au préservatif étendu à tout le pays.

Malgré les dérives, les filles et femmes défendent leur droit à la dignité

Il est important pour elles de signaler que dans une société basée sur un pouvoir trop fort des hommes, la première chance d'obtenir une sorte de compensation est de recevoir un cadeau en échange de la virginité. Ce n'est pas considéré comme du commerce sexuel. Et même par la suite, les cadeaux attendus des maris et des amants « en remerciement de leur beauté » (ou pour se faire pardonner les fréquentes violences conjugales ou adultères) ne sont pas assimilables à du commerce sexuel. Les bijoux représentent une forme d'épargne fort utile notamment en cas de départ ou de disparition du conjoint. Un tiers des femmes du pays sont d'ailleurs seules, chefs de famille, avec au moins deux

enfants. Un autre tiers aurait un conjoint «volage et souvent absent» laissant la mère seule responsable des enfants.

Pour les îles éloignées, la rencontre avec un étranger est une distraction, faire la fête et recevoir un cadeau ou de l'argent n'est pas vraiment du commerce sexuel non plus. Ainsi, les femmes de l'île ou précisément les jeunes filles de cet échantillon ne se sentent pas prostituées. Les rares dames qui assument cette étiquette ont pour activité le seul commerce sexuel alors que les autres y ont recours occasionnellement parmi plusieurs activités génératrices de revenu.

CONCLUSION

La conduite de cette enquête a été très positivement perçue comme un excellent instrument de sensibilisation de tous les partenaires rencontrés, enfants et adultes, malgaches et internationaux. Les actions des uns et des autres issues des résultats en sont la preuve (voir le recueil des données sur Madagascar à paraître sur le site aidetous.org, en juillet prochain).

Les principales conséquences du tourisme sexuel

Le tourisme est un facteur supplémentaire de diminution des droits de l'enfant, les encourageant dans les activités informelles de vendeur à la sauvette de cacahuètes ou de souvenirs, de guides improvisés, de petits larbins ou encore de prostituées, la plupart du temps les détournant de l'école. Ainsi la demande sexuelle des touristes fait augmenter le nombre de travailleurs du sexe, encourage la jeunesse des recrues, aggrave l'exploitation en qualité et en quantité, banalise le phénomène. Certains y voient une prolongation de la colonisation et de l'esclavage.

AIDéTouS, spécialisée sur le lien tourisme et santé, voit de surcroît la multiplication des violences et des IST liées au commerce sexuel comme **un facteur supplémentaire de dégradation de l'état de santé des enfants**. Cette évolution met malheureusement en évidence le faible accès à la prévention (méconnaissance des risques et des comportements de protection) et aux soins (non gratuits même pour les enfants violés) avec un personnel de santé non formé et peu ouvert à la compassion envers les victimes, tant il est confronté à la misère. Ses collaborations avec les travailleurs sociaux et les services de la police et de la justice sont encore trop faibles pour obtenir une synergie et une efficacité dans la protection de l'enfance. Les pays plus développés ont également de grand progrès à réaliser sur ce thème.

A Madagascar, la prévalence du VIH SIDA (sous 1% pour les 15-49 ans selon les sources - UNIAIDS, OMS, Ministères) est encore inférieure à celle des grands pays de tourisme sexuel, alors que celle des IST est aussi importante, ainsi que les grossesses prématurées et les avortements, corollaire du faible port de préservatif, véritable porte ouverte au VIH SIDA dont le nombre de victimes augmente chaque année. L'île qui semblait protégée de cette épidémie est désormais fragilisée d'autant plus que la lutte contre le VIH (dont la prise en charge des patients) n'est pas encore devenue une priorité sur le terrain. De nouvelles et nombreuses zones d'activités (notamment d'extraction minière par des hommes étrangers, célibataires bénéficiant d'un pouvoir d'achat supérieur à celui des malgaches) sont devenues une nouvelle source d'aggravation. **C'est pourquoi le tourisme sexuel ne peut se traiter que par une approche globale impliquant tous les acteurs des secteurs public, privé, confessionnel et de la société civile.** En 30 ans, la population est passée de 50% à 80% sous le seuil de pauvreté alors que les lignes aériennes et le trafic se multiplient ainsi que les travailleurs émigrés en provenance d'Asie par dizaines de milliers.

Un autre élément engendre de nouveaux comportements à risques chez les adolescents : l'avènement de la Télé satellite, de l'accès à certains sites internet et les DVD pornographiques donnant de surcroît une image effroyable de la sexualité dans l'irrespect de l'égalité entre hommes et femmes.

Le tourisme est un dangereux mirage pour les enfants

S'il est indéniable qu'il apporte un revenu immédiat, il serait indispensable de calculer le gain réel pour une zone touristique telle que Nosy Be. Au niveau individuel, il conviendrait de mesurer les dépenses de fonctionnement (habits, maquillage, transport pour se rendre sur les lieux de la clientèle, bières, stupéfiants... et préservatifs), les dépenses de santé associées aux violences, aux IST aux IVG ou à la prise en charge d'une grossesse puis d'un bébé, etc. ; d'estimer le manque à gagner des années d'école manquées en terme de capital humain par exemple, etc.

Au niveau collectif, la population bénéficie petit à petit des nouvelles routes, des travaux de traitement des déchets ou d'aménagement du territoire mais inversement, tout doit être importé depuis la Grande Île et les besoins des touristes entrent en concurrence directe avec ceux de la population. C'est ainsi que les prix flambent en raison de la pression exercée par les professionnels du tourisme prêts à payer plus cher que le marché local. Il en est de même face à la rareté de l'eau, de l'électricité ou des transports. Les hôtels sont servis en priorité laissant la population encore plus démunies qu'avant, par exemple sans électricité ou sans eau

courante la plupart du temps. Les gains de la prostitution compensent-ils les pertes de l'économie de l'île ?

Le plus grave est qu'il n'apporte pas non plus de formations aux jeunes pour les faire accéder à des diplômes et des qualifications qui favoriseraient leur avenir. La création et le renforcement des formations dans le domaine hôtelier, de la restauration et du loisir sont le meilleur moyen de hisser le niveau de qualification et d'offrir un véritable emploi aux jeunes dans le secteur formel. Ces mesures sont des facteurs de développement de l'île. Quelques centaines de personnes seulement sur environ 50'000 habitants bénéficient d'un revenu direct lié au tourisme pendant que Nosy Be voit son niveau de pauvreté augmenter à mesure que les activités du tourisme s'accroissent.

La politique du tourisme des pays émetteurs de voyageurs (en particulier la France pour Madagascar) nécessite une transformation impérative. Les professionnels du tourisme au départ comme à l'arrivée doivent sérieusement travailler à la réduction des comportements défiant les lois. Sur place, l'action consiste principalement à faire respecter l'interdiction des mineurs dans les hôtels, bars ou night club et participer à la lutte contre la corruption par la collaboration avec la police et la justice pour l'application des lois concernant les clients exploitant sexuellement les enfants de moins de 18 ans.

Madagascar avec ses immenses richesses pourrait décider de réduire la pauvreté en finançant le développement et concrètement mettre en œuvre une nouvelle politique du tourisme, de l'éducation, et de la protection de l'enfance. La meilleure protection selon le Ministère de la population étant la scolarisation la plus longue possible de tous les enfants y compris les filles, tout en retardant l'âge du mariage et de l'entrée en sexualité des jeunes.

L'objectif est la transformation des enfants en jeunes adultes acteurs et non victimes du tourisme.

Recommandations et objectifs D'AIDéTouS pour enrayer l'exploitation sexuelle des mineurs

Prévention de la prostitution auprès des mineurs et de leur tutelle

IST/VIH/Sida, grossesses, IVG, séquelles, maternité précoce, toxicomanies, suicides, déscolarisation et désocialisation...

Mobilisation, sensibilisation, dissuasion, répression

Des familles, des proxénètes, des opérateurs touristiques et des autorités (du laxisme à la corruption), des touristes, des touristes sexuels.

Approfondir l'analyse des comportements des divers acteurs, enfants, tutelles, clients, des intérêts économiques des opérateurs touristiques et des

autorités nationales et internationales (économiques, politiques, ou diplomatiques), des réseaux mafieux locaux et internationaux.

Mobiliser la communauté scientifique par la production de données et d'analyses au service de la protection des enfants dans le pays (et des clients... au nom de la santé publique dans le pays d'origine afin de réduire les risques de transmission à l'entourage au retour du voyage).

Objectifs de Madagascar

Développer le tourisme en améliorant la protection des jeunes. Quelques discours et projets pour le moment de très petite envergure démontrent la prise de conscience du phénomène et de ses dangers pour le pays suite aux travaux des ONG alertant le gouvernement et les Nations Unies depuis des années. Madagascar bénéficie de l'arsenal juridique nécessaire à la protection des droits de l'enfant y compris en matière de lutte contre leur exploitation sexuelle depuis son code civil en passant par l'adhésion aux grands principes internationaux. De surcroît, 90% des touristes proviennent de pays qui ont adopté une loi pouvant sanctionner les pédophiles (exploiteurs sexuels des moins de 18 ans) au retour dans leur pays d'origine. Les autorités devraient pouvoir s'appuyer sur une meilleure collaboration de ces pays (notamment via les ambassades) afin de lever l'impunité. Mais le chemin restant à parcourir est aussi long du côté malgache qu'international. La faiblesse du soutien politique et financier des coopérations internationales n'incite pas le gouvernement à s'engager dans un combat semblant aller à contresens de la célèbre hospitalité malgache. **Le client est pourtant le premier fautif quelque soit sa nationalité.**

L'amélioration des infrastructures et des services dans le tourisme permettront d'attirer un nombre croissant de bons touristes en échange des mauvais.

Contexte général

Madagascar est la plus grande île du sud-ouest de l'Océan Indien, avec ses 587'401 km² de superficie. Elle possède plus de 5'000 km de côtes baignées à l'Ouest par le canal de Mozambique et à l'Est par l'Océan Indien, avec de nombreuses petites îles satellites.

Avec un climat tropical tempéré à deux saisons bien différenciées (étés chauds et hivers frais) sur les hautes terres centrales et généralement chaudes toute l'année sur les zones côtières, ainsi qu'une immense richesse de la flore et de la faune qui présentent de nombreuses espèces endémiques, Madagascar possède un grand potentiel sur le plan physique, écologique et humain. Ces ressources sont

autant d'attraits pour le tourisme avec son paysage très varié sur 1'500 km de long, sa population renommée pour son sourire accueillant et des tarifs attractifs.

Au niveau de l'Océan Indien, la destination Madagascar occupe actuellement la troisième place, et le nombre de touristes internationaux a augmenté de 12% entre l'année 2004 (228'784) et l'année 2005 (277'052). Ces flux projetés ont été de 400'000 touristes en 2009 et 800'000 en 2014.

Le tourisme est placé parmi les 4 premiers secteurs de l'économie sources de devises du pays, avec l'agriculture, la pêche, et les mines. Cependant, il peut générer des effets pervers qui amènent à des situations inacceptables comme l'illustrent les enquêtes successives conduites depuis les années 2000 par les UN appuyant les Ministères concernés. En 2001, à Nosy Be, 700 à 850 enfants entre 10 et 17 ans auraient été enrôlés dans le commerce sexuel sur une population totale de 50'000 personnes environ ; puis l'enquête PLACE (Priorities for Local AIDS Control Efforts) menée de 2005 à 2006 par l'USAID, le MINSANPF et le SE/CNLS, montre une industrialisation croissante des services sexuels (maisons de prostitution, karaokés, restaurants, hôtels, places et jardins publics...), qui contribue à l'augmentation croissante de la prévalence du VIH/SIDA (avec 1 séropositif sur 105 habitants contre 1 sur 5'000 en 1989).

Code civil de Madagascar

Article 46 : Le commerce d'êtres humains, l'exploitation par la prostitution et l'obscénité qui affectent l'image des femmes doivent être prohibés.

Article 48 : L'Etat doit protéger les droits des enfants comme stipulés dans la convention des droits de l'enfant. En particulier, le droit de vivre, d'éducation, de protection en temps de guerre et de l'exploitation sexuelle ou économique. Etc.

Déclaration universelle des droits de l'homme

Adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948

Article 4 : Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, etc.

Extraterritorialité

Enfin, la plupart des pays émetteurs de touristes ont adopté une loi pouvant sanctionner les pédophiles (exploitation sexuelle des moins de 18 ans) au retour dans leur pays d'origine.

Les avancées à Madagascar depuis 2007 sont présentées dans un rapport à paraître cette année sur le site d'AIDÉTouS avec les résultats des enquêtes conduites jusqu'en 2011 et une revue bibliographique jusqu'en 2013.

QUELLE FORMATION POUR LES PROFESSIONNELS ? UNE QUESTION DE PRÉVENTION

OLIVIER BEINER

Maître d'enseignement senior en gestion de produit hébergement et en marketing,
Ecole Hôtelière de Lausanne

Résumé

L'auteur relève que face à la « *soutenabilité* » il y a des aspects à mettre sous contrôle : les gaz à effet de serre, l'énergie et l'eau, les déchets et le respect des biotopes, la sécurité alimentaire, le respect des droits humains, la qualité de la gouvernance et la sensibilisation des étudiants en tourisme à ces problématiques. Concernant ce dernier aspect, l'auteur soulève les contraintes de l'enseignement. La situation du marché européen, constitué de 92% d'établissements indépendants, reste un point difficile à définir. Quelques recommandations pour la formation et la sensibilisation sont proposées à la fin.

Zusammenfassung

Der Autor hebt hervor, dass angesichts der « Erhaltung » Aspekte vorhanden sind, die es unter Kontrolle zu halten gilt: die Treibhausgase, die Energie und das Wasser, der Abfall und der Respekt bezüglich Biotopen, die Nahrungssicherheit, der Respekt der Menschenrechte, die Qualität der Behörden und die Sensibilisierung der Studierenden in Tourismus bezüglich dieser Problematiken. Bezüglich letzteren hebt der Autor die Einschränkungen der Bildung hervor. Die Situation auf dem europäischen Markt, bestehend zu 92% aus unabhängigen Institutionen, bleibt ein schwer zu definierenden Punkt. Einige Empfehlungen bezüglich der Ausbildung und Sensibilisierungen folgen zum Abschluss.

Resumen

El autor destaca que ante la « *sostenibilidad* » hay aspectos que se deben poner bajo control: los gases de efecto invernadero, la energía y el agua, las basuras y el respeto de los biotopos, la seguridad alimentaria, el respeto de los derechos humanos, la calidad de la gobernanza y la sensibilización de los estudiantes de Turismo a estas problemáticas. En cuanto a este último aspecto, el autor plantea las limitaciones de la enseñanza. La situación del mercado europeo, constituido por

92% de établissements indépendentes, sigue siendo un punto difícil a definir. Al final se proponen algunas recomendaciones para la formación y la sensibilización.

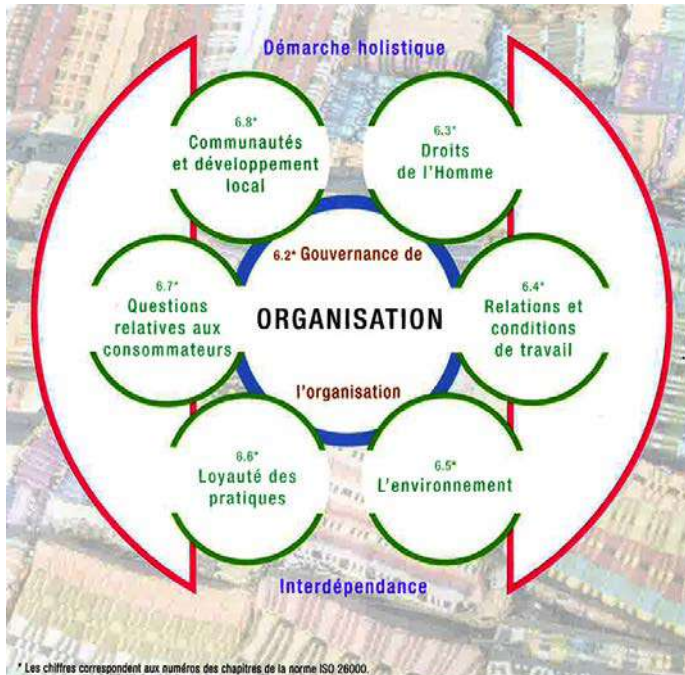
Summary

The author emphasizes that in the face of « sustainability » there are aspects which need to be controlled: greenhouse gas emissions, energy and water, waste and the respect of biotopes, food security, the respect of human rights, quality of governance, and awareness-raising among students of tourism on these issues. In regard to this final aspect, the author mentions the teaching constraints. The situation of the European market, constituted of 92% of independent establishments, remains a point which is difficult to define. Some recommendations for training and awareness-raising are given at the end.

* * *

Je suis enseignant à l’Ecole Hôtelière de Lausanne, la première du genre : 1893. Durant une vingtaine d’années j’ai construit et géré des établissements hôteliers dans des pays que je qualifierais de « touristiquement sensibles » entre autre Sierra Leone, Maldives et Comores (1986 à 1996), Kenya et Maroc (2001 à 2007). J’enseigne la gestion de produits et le marketing. J’ai une spécialisation en *management durable* et je m’appuie sur ces modèles pour chapeauter tous mes cours.

Quand vous mettez l’hôtellerie en général en face de sa « *soutenabilité* », il y a effectivement pas mal d’aspects à mettre sous contrôle (monitoring) et pas des moindres...



- Gaz à effet de serre (installations et déplacement clients)
- Energie et eau (consommation, production discutable)
- Déchets et respect des biotopes
- Sécurité alimentaire (hygiène, santé, traçabilité)
- Respect des droits humains (discrimination, acculturation, prostitution, prostitution des enfants)

- Qualité de la gouvernance (corruption, opacité)

Incontournable, au premier scan, notre problématique. Et selon le modèle « soutenable » communément accepté de nos jours, on pourrait penser que tout étudiant en tourisme (hospitality) est sensibilisé à cette problématique au moins une fois durant son cursus... je n'en suis pas totalement sûr.

CONTRAINTES

Il y a des contraintes : à Lausanne, nous nous adressons à 90 nationalités différentes, impressionnante variété culturelle, cela ne rend pas aisé un modèle catégorique. D'autre part, nous enseignons la gestion d'une activité teintée d'hédonisme où luxe et éthique ne font pas toujours bon ménage. Globalement, il y a un intérêt assez faible pour le « durable ».

SONDAGE

Nous avons effectué un sondage auprès de nos collègues afin de déterminer qui parlait de la problématique dans ses cours. Les résultats sont les suivants :

- Parlez-vous de tourisme sexuel dans vos cours ?
- De manière structurée ou anecdotique ?
- Parlez-vous plus spécifiquement de l'utilisation des enfants ?
- 120 chargés de cours, professeurs et maîtres d'enseignement contactés personnellement, toutes matières confondues
- 38 réponses... sur ces 38, 6 parlent de tourisme sexuel, 5 de manière structurée, 4 plus spécifiquement d'abus sexuel des enfants,

Ce qui fait donc que sur 120 chargés de cours seuls 4 abordent cette thématique.

Ces cours sont :

- Introduction aux sciences sociales, sociologie
- Anthropology of Hospitality

- Marketing éthique
- Sustainable management

Nous avons visité virtuellement 6 groupes hôteliers internationaux, faisant partie du top 10, recouvrant ainsi plus de 50 marques, 3 millions de chambres, réparties sur l'entier des continents.

Pour ne pas les citer : Ihg, Accor, Hilton, Wyndham, Marriott International, Starwood

Et nous avons regardé :

- **Éthique propre** : tout le monde a bon cœur, tout le monde a sa bonne cause et c'est souvent « les enfants... ».
- **Politique soutenable** : il n'y a jamais de monitoring complet, même si certains sont plutôt bon élève (planet21 d'Accor), souvent tourisme sexuel absent.
- **Utilisation sexuelle** de l'enfant : indéniablement interdit et compris par le marché industriel.
- **Formation spécifique en interne** : certains ne font rien, certains ont des plans de formation et de sensibilisation, voire des procédures particulières.

Plus préoccupant : deux cas de démêlés juridiques ces trois dernières années pour deux groupes, qui incluait entre autres l'utilisation abusive des enfants dans du tourisme sexuel.

LES OUTILS

« The code » reste un excellent moyen pour communiquer et structurer la formation. Il y a également 109 pages de qualité éditées par l'Organisation Mondiale du Tourisme, sur les problématiques du tourisme sexuel et de l'utilisation des enfants. Il y a donc de la matière de qualité pour travailler la sensibilisation dans notre activité.

LES INDÉPENDANTS

Qu'en est-il des indépendants ? Le marché européen, par exemple, est constitué de 92% d'établissements indépendants pour 8% d'hôtels de chaînes.

Ratio que l'on peut certainement également appliquer au reste du monde. Les instituts comme l'EHL, qui vont générer du personnel qui ira plutôt dans les chaînes, représente une partie. Il y a toute une partie également importante qui est représentée par les indépendants. On critique assez facilement les grandes chaînes et l'industrie hôtelière, mais il y a beaucoup de choses non-acceptables qui se passent dans les petits hôtels et hôtels indépendants. Là, il y a vraiment quelque chose à faire.

RECOMMANDATIONS

Par rapport aux 4 cours qui parlent de l'utilisation des enfants, nous avons pu nous assurer que cela touche l'entier du cursus de l'EHL, qui représente un peu plus de 1'500 étudiants, sur différents cursus ou niveau.

Quelques recommandations en vrac :

- Formation au sein des marques par procédure stricte dans l'entier du personnel de front office. Contrôle éthique nécessaire des conciergeries, car en luxe et en qualité supérieure c'est quand même un peu à travers ces conciergeries que se traitent les trafics concernés.
- Formation et sensibilisation au sein l'hôtellerie indépendante au travers des associations faitières, si il y en a.
- Sensibilisation en institut de management de l'hospitalité.
- Législations plus contraignantes dans les pays à haut risque (incoming and outgoing). Il faut impérativement pousser le législatif, aussi bien chez nous que dans les endroits qui reçoivent plus spécifiquement le tourisme.

SEXUAL TOURISM IMPLICATING CHILDREN: HOW CAN WE TRAIN PROFESSIONALS?

URSULA OEHY BUBEL

Lecturer, Grisons College of Professional Education and Training in Tourism, Samedan.

CLAUDIA GALLIKER

Tourism Professional and Alumna, Grisons College of Professional Education and Training in Tourism, Samedan.

Résumé

Les étudiants en tourisme sont très vite confrontés à un environnement mondialisé complexe favorisant la création d'opportunités pour les agresseurs d'enfants. Les étudiants peuvent créer des lignes directrices pour leurs propres voyages à l'étranger. Ils soulignent « l'effet de fuite », en montrant à quel point il est préjudiciable que, comme dans le cas de la Thaïlande, 70% de tout l'argent dépensé par les touristes finisse par quitter le pays. Par conséquent, pour être durable, le tourisme doit sélectionner certains critères, notamment autour du transport, de l'hébergement et des repas, du tour-opérateur et de la sensibilisation des étudiants. Sur ce dernier point, l'atelier ECPAT a un impact positif : les étudiants peuvent voir ce qu'un tour-opérateur peut faire afin d'éviter ou de lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Ils voient aussi les limites, notamment le fait que la mise en œuvre d'un code de protection des enfants est beaucoup plus difficile à contrôler dans les hôtels qui ne sont pas directement liés par un contrat.

Zusammenfassung

Studierende im Tourismus sind sehr schnell einer globalisierten und komplexen Umwelt gegenübergestellt, welche Opportunierungs-Möglichkeiten von Aggressoren gegen Kinder favorisiert. Die Studierenden können Leitlinien für ihre eigenen Reisen ins Ausland schaffen. Sie unterstreichen die „Fluchtwirkung“, indem sie aufzeigen, bis zum welchem Punkt es nachteilig ist, dass, wie im Fall von Thailand, 70% der Gelder, welcher von Touristen ausgegeben werden, das Land verlassen. Infolgedessen, um nachhaltig zu sein, soll der Tourismus gewisse Kriterien, insbesondere im Bereich des Transports, der Unterkunft und der

Verpflegung, der Reiseveranstalter und der Sensibilisierung der Studierenden selektionieren. Auf den letzten Punkt hat das Atelier der ECPAT einen positiven Effekt: die Studierenden können sehen, was ein Tour-Veranstalter machen kann, um den sexuellen Tourismus mit Kindern zu verhindern oder um dagegen anzukämpfen. Sie sehen ebenfalls die Grenzen, insbesondere die Tatsache, dass die Umsetzung eines Schutzcodes für Kinder viel schwerer in Hotels zu kontrollieren ist, welche nicht direkt mit einem Vertrag gebunden sind.

Resumen

Los estudiantes de turismo se ven confrontados muy rápidamente a un medio ambiente mundializado complejo que favorece la creación de oportunidades para los agresores de niños. Los estudiantes pueden crear directrices para sus propios viajes al extranjero. Señalan «el efecto de fuga», poniendo de manifiesto a que punto es perjudicial que, como en el caso de Tailandia, un 70% de todo el dinero gastado por lo turistas termine fuera del país. Por lo tanto, para ser duradero, el turismo debe seleccionar ciertos criterios, especialmente en torno al transporte, al alojamiento y a las comidas, al tour-operador y a la sensibilización de los estudiantes. Sobre este último punto, el taller del ECPAT tiene un impacto positivo: los estudiantes pueden ver lo que un tour-operador puede hacer con el fin de evitar o de luchar contra el turismo sexual que involucra los niños. Ven igualmente los límites, concretamente el hecho que la implantación de un código de protección de los niños es mucho más difícil de controlar en los hoteles que no están directamente vinculados por un contrato.

Summary

The students engaged in tourism are very soon confronted to a complex globalized environment creating opportunities for child abusers. Students can create guidelines for their own journeys abroad. The underline the leakage effect, showing how detrimental it is when, in the case of Thailand, 70% of all money spent by tourists ended up leaving the country. Therefore, in order to be sustainable, tourism has to select certain criteria, notably around transportation, accommodation and meals, program, tour operator, and raising awareness of students. On the latter issue, the ECPAT Workshop has a positive impact: students can see what a tour operator can do in order to avoid or work against Child Sex Tourism. They also see the limits, notably the fact that the implementation of a Child Protection Code is much more difficult to control in hotels that are not contracted directly.

BLASTING A WORLD OF DREAMS AND ENTERING A COMPLEX WORLD

The reason why students start to study tourism often is their fascination for different cultures, their dream of a lifestyle of sports, action and events, their ability of communicating with others and because of their options to travel around the world. But during their study with, they are supported in their critical thinking, their ability to see challenges from different perspectives and their creativity in finding solutions. After three years, they are able to build their own opinion about activities in tourism. But already in week six of the first semester, they travel to tourism destinations in Switzerland or the nearby European countries. On spot students work on real projects of local partners and need to find solutions for actual issues in tourism. Quite quickly they experience that there are no simple solutions in this complex environment of tourism. And it is exactly this complex globalized environment that creates the opportunities for child abusers to work. In order to raise the income for the local community and giving them a foundation to live with, tourism has to be sustainable.

SUSTAINABILITY – PART OF SEVERAL SUBJECTS

We do not have a subject called “sustainable tourism” or else, but we try to cover different aspects in different subjects. We talk about leakage effects (the way in which revenue generated by tourism is lost to other countries’ economies) in *Economics* by explaining the case of Thailand where it was estimated by the Thai Institute of Development and Administration that 70% of all money spent by tourists ended up leaving Thailand. We develop in the subject *Introduction to Tourism* about the case of Goa and their opposition to all-inclusive tourism and discuss about the criteria Tourism has to fulfill for being sustainable. It is the same in other subjects like *Land-use Planning* (How much space is tourism allowed to take?), *Psychology* (What are ethical criteria in decision-making?), *Mobility* (How many tourists are we able to transport? What effect does this have on our living environment?) and else.

AN ATMOSPHERE ENCOURAGING DISCOURSES AND DEVELOPMENT

When thinking of the last five years of education at the school, there is one key element that led to a development. It is the atmosphere that encourages discourses: amongst faculty, amongst students and most important between them. Three years after discussing about CSR in tour operating, students came up with the initiative to create guidelines for their own journeys abroad. These journeys take place in the last semester and are organized by the students focusing on product management. One student wrote her diploma thesis about the implementation of these guidelines and since then, she conducts a workshop every year with the students to renew them. It is not that students are forced to accept them; it is more a voluntary choice. Interesting enough, that from year to year students set the criteria quite similar. Here is a selection of the criteria – those who try to avoid leakage effects:

Transportation

- Cruise Ships are forbidden (ecological and social reasons)
- No domestic flights are allowed. There is the danger of „hop-on-hop-off“ and deep experiences are not possible
- Students shall avoid motorized means of transport at the destination (but use bicycles or walk in cities) to see more

Accommodation and meals

- Priority shall be given to family hotels and restaurants; foreign chain hotels or restaurants are not allowed
- Restaurants with local specialties are given priority
- Suppliers that save resources shall be given priority

Program

- Be critical with voluntarism (is the project really helpful to the community? are students really motivated?)

- Fair exchange with the local community (pay fair prizes, ask for local guides etc.) has to be given

Tour operator

- Work with a tour operator that is offering sustainable trips (use DestiNet or TravelLife for information)

Awareness rising of students

- Information about the cultural Do's and Don'ts as well as critical issues shall be part of the pre-travel meetings with the group.

THE ECPAT WORKSHOP AND ITS IMPACT

In the third year of their study – already for around six years – students will pass a workshop held by ECPAT about Child Sex Tourism and the Code of Conduct for the Protection of Children from Sexual Exploitation in Travel and Tourism. Travel Industry, which usually has a deep impact on them. As a graduate of the school, Claudia reported that students had a lot of discussions afterwards and the feeling of addressing the topic with their families and friends at home. But also during her own travel experience in South East Asia after her study she travelled with open eyes and addressed the issue when talking to other travellers. Furthermore she would no longer be able to work for a tourism organization that is not willing in taking the issue of sustainability serious.

Since two years, not only ECPAT, but also Kuoni Travel Ltd. is part of the awareness rising workshop. The reason is that students can see what a tour operator can do in order to avoid or work against Child Sex Tourism. We appreciate having a tour operator to discuss with, in the workshop, about the effects of dynamic packaging and the collaboration of tour operators with huge bed-banks. There is a danger of loss of credibility of activities like the Child Protection Code as it is much more difficult to control the hotels that are not contracted directly.

WISHES FOR THE FUTURE

For the future, both of us hope, that the Child Protection Code does not become an instrument of green washing for (mostly) international operating companies. We do see a certain danger in this voluntary instrument. Second, as a school, where we always like to link theory and practice, we appreciate to have case studies and inside views of the issue. And last but not least, we hope that students – when working in the industry – do not only remember the principles they had given themselves during their study, but also have the courage to implement them in their further decision-making processes and therefore have an impact on the industry from inside.

RISKS TO CHILDREN ASSOCIATED WITH MAJOR SPORTING EVENTS

CELIA H. BRACKENRIDGE¹

Professorial Research Fellow, School of Sport and Education, Brunel University London, UK

Résumé

Il est urgent que les personnes mandatées pour l'organisation et la mise en œuvre d'événements sportifs majeurs prévoient, préparent et adoptent des stratégies et des campagnes visant à atténuer les risques. Une étude réalisée pour le Programme sur la maltraitance des enfants de la *Oak Foundation* est utilisée pour donner un panorama des questions conceptuelles impliquées et pour passer en revue les éléments qui prouvent un risque pour les enfants associé aux événements sportifs majeurs. Ceci dans le but de souligner la nécessité d'actions sur ces thèmes en collaboration avec les grandes organisations sportives internationales. Malgré les *Normes internationales pour la sauvegarde et la protection des enfants dans le sport*, éditées en premier par l'UNICEF, il semble n'y avoir aucune approche conceptuelle universellement adoptée pour l'analyse des risques liés à l'enfance. Une approche liée aux *cadres de vie* (maison et famille, école et éducation, soins et institutions judiciaires, communauté et travail) devrait inclure les *expériences* d'exploitation vécues par les enfants. Un ensemble de facteurs en corrélation avec les risques encourus par les enfants impliqués dans les grands événements sportifs ont été identifiés, mais des données empiriques plus fiables sont nécessaires.

Zusammenfassung

Es ist dringend notwendig, dass die für die Organisation und Durchführung bevollmächtigten Personen sportlicher Hauptereignisse Strategien und Kampagnen mit dem Ziel, die Risiken zu minimieren, vorsehen, vorbereiten und durchführen. Eine Studie, welche über das Programm zu Misshandlungen von Kindern der *Oak Foundation* realisiert wurde wird verwendet, um eine Übersicht über die implizierten konzeptuellen Fragen und um eine Übersicht der Elemente, welche für Kinder in Zusammenhang mit großen Sportereignisse Risiken darstellen können,

¹ I should like to acknowledge the co-authors of the report on which this paper is based (Brackenridge et al., 2013) - Sarah Palmer-Felgate, Daniel Rhind, Laura Hills, Tess Kay, Anne Tiivas, Lucy Faulkner and Iain Lindsay - and Oak Foundation for funding the work.

zu geben. Dies in der Absicht, den Handlungsbedarf zu diesen Themen in Zusammenarbeit mit den großen internationalen Sportorganisationen zu unterstreichen. Trotz den internationalen Normen zur Überwachung und Schutz der Kinder im Sport, als erstes durch UNICEF formuliert, scheint es, dass es diesbezüglich keinen universell akzeptierten konzeptuellen Zugang gibt, um die an die Kindheit gebundenen Risiken zu analysieren. Einen Zugang, welcher an die Lebensumstände der Kinder gebunden ist (Haus und Familie, Schule und Bildung, Pflege und gerichtliche Institutionen, Gemeinde und Arbeit) sollten die erlebten Erfahrungen der Kinder bezüglich Ausbeutung mitbeinhalten. Eine Reihe von Faktoren in Korrelation mit den Risiken für Kinder, welche in große sportliche Ereignisse involviert sind, wurde identifiziert, aber zuverlässigere empirische Daten sind eine Notwendigkeit.

Resumen

Es urgente que las personas encargadas de organizar e implementar los grandes acontecimientos deportivos prevean, preparen y adopten estrategias y campañas destinadas a reducir los riesgos. Para dar un panorama de las cuestiones conceptuales implicadas y con el fin de examinar los elementos que prueben un riesgo para los niños asociado a los grandes eventos deportivos, se utiliza un estudio realizado por el Programa sobre el maltrato de los niños de la *Oak Foundation*. Esto con el fin de destacar la necesidad de acciones sobre estos temas en colaboración con las grandes asociaciones deportivas internacionales. A pesar de las *Normas internacionales para la salvaguardia y protección de los niños en el deporte*, publicadas en principio por la UNICEF, pareciera no haber ningún enfoque conceptual universal adoptado para el análisis de riesgos vinculados a la infancia. Una perspectiva vinculada a las *contextos de vida* (casa y familia, escuela y educación, cuidados e instituciones judiciales, comunidad y trabajo) debería incluir las *experiencias* de explotación vividas por los niños. Se identificaron un conjunto de factores en correlación con los riesgos incurridos por los niños implicados en los grandes eventos deportivos, pero son necesarios datos empíricos más fiables.

Summary

There is an overriding need for action by those responsible for commissioning and staging major sporting events to anticipate, prepare for and adopt risk mitigation strategies and interventions. A study for Oak Foundation's Child Abuse Programme is used to map the conceptual issues involved and to review the evidence about risk to children associated with major sporting events in order to underline the case for collaborative action on these issues by international sport organisations. Despite the *International Standards for Safeguarding and*

Protecting Children in Sport that were first publicised by UNICEF, there appears to be no universally adopted conceptual approach to childhood risk analysis. A *settings* approach (home and family; schools and education; care and justice institutions; community and work) should include children's exploitation *experiences*. A set of factors that correlates with risk for children involved in major sporting events are identified, but there is a need for more reliable empirical data.

* * *

Despite recent efforts to blend sport and human rights (Brackenridge *et al.*, 2010, 2012; Pillay, 2012), there is a history of marginalisation of sport in human rights and activism work. Just two examples are the refusal of feminism to engage with sport in the 1980s on the grounds of it being part of male hegemony (Hargreaves, 1994), and the almost complete omission of sport from consideration UN General Secretary's Global Study of Violence Against Children (Pinheiro, 2006). Perceived wisdom also defines sport as a place of fun, security, pleasure and safety. You may well recall seeing images of joy during the Olympic and Paralympic Games at London 2012 and you will also be aware of the many benefits of sport for child development related to learning, healthy lifelong physical activity, civic pride and multi-cultural sensitisation. But the positive 'social legacy' (Lemke, 2011) of sport events frequently masks more problematic issues such as gender-based violence, cheating and corruption and, indeed, child exploitation.

The basis of my address today is a recent study for Oak Foundation's Child Abuse Programme that involved interviewing more than 70 experts from human rights and sport and a systematic review of the literature on child exploitation associated with major sporting events (MSEs). What I will not be covering today is the range of programmes and advocacy interventions that has been implemented to mitigate risk to children at these events. Details of these may be found in the Oak Foundation report (Brackenridge *et al.*, 2013).

The purpose of my talk is to map the conceptual issues involved and to review the evidence about risk to children associated with MSEs in order to underline the case for collaborative action on these issues by international sport organisations. There is an overriding need for action by those responsible for commissioning and staging MSEs, such as FIFA, the IOC, governments and civil society, to anticipate, prepare for and adopt risk mitigation strategies and interventions. Positive leadership from these culturally powerful bodies could prove decisive in shifting hearts, minds and actions in the direction of improved safety for children associated with MSEs.

CONCEPTUAL ISSUES

Action to protection children's rights at MSEs is timely as it complements ongoing work being done by UNICEF, the International Olympic Committee and other agencies working in development and humanitarian environments to make sport a safer place for children.

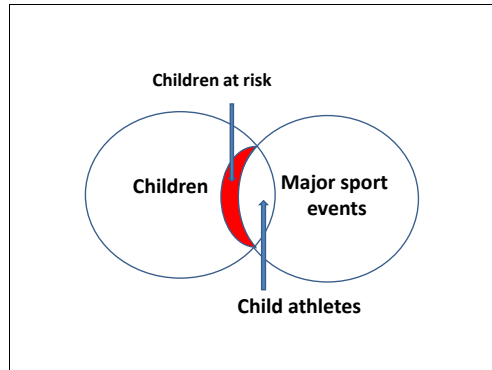


Figure 1. Children at risk in relation to major sporting events

One especially relevant initiative in this regard is the launch of a set of International Standards for Safeguarding and Protecting Children in Sport that were first publicised by UNICEF at the 2012 Beyond Sport Summit in London (Paramasivan, 2012). However, whilst the rights of child athletes certainly require protection (Brackenridge and Rhind 2010; Brackenridge et al., 2012), the focus of this address will be on risks to children around MSEs (Fig. 1).

There appears to be no universally adopted conceptual approach to childhood risk analysis. The UN Secretary General's global study on violence against children (Pinheiro, 2006) adopted a settings approach (home and family; schools and education; care and justice institutions; community and work). This drew on Bronfenbrenner's (1977 and 1979) ecological model of human development, which was also applied by Krug (2002) to understand risk and protective factors in violence (individual, relationship, community and society). Others have focussed on children's exploitation experiences - sexual abuse, physical punishment and so on (e.g. Cawson et al., 2000; Radford et al., 2011).

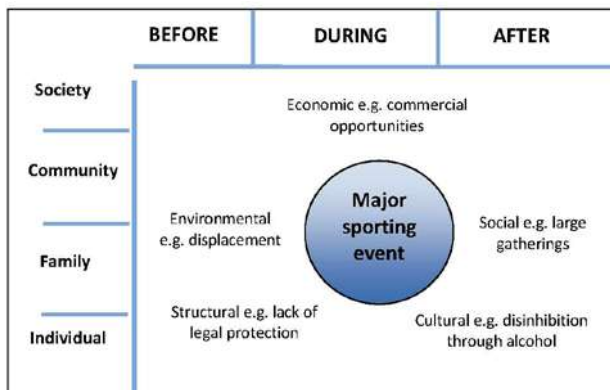


Figure 2. Framework for analysing risks to children associated with MSEs

What is clear is that risks emerge at all levels - individual, family, community and society (Oak Foundation, 2012, 13). These risks result from a combination of social, economic, cultural, environmental and structural factors that can disempower children and weaken their protective environment (Mbecke, 2010, 100). Unravelling the determinants of risk to children and their cause-effect relationship is a highly complex task. Doing so in relation to a timeline - before, during and after MSEs (Fig. 2) - is even more difficult in a field replete with assumptions but often lacking evidence. In the absence of a common conceptual framework for examining the risks to children associated with MSEs, I shall follow the literature, which typically addresses risk *experiences*.

EVIDENCE

Many assertions can be found in the literature about the sources of risk for child exploitation associated with MSEs. In relation to the FIFA World Cup, for example, some people talk about the ‘obvious’ risks of high numbers of people gathering in one place, opportunities for criminal activity, violence and abuse through street round-ups, deceit by pimps and agencies to drive women and children into the paid sex workforce, trafficking for child labour, the dangerous influences of paedophiles, and increased alcohol and drug consumption associated with the ‘soccer mood’. However, whilst these concerns sound alarming, they often rest on weak evidence, propaganda by vested interests and pre-existing social problems in the vicinity of MSEs. The challenge, then, is to unravel hard evidence of these problems and any causal association they have with the sport event. To do

this, robust research designs and reliable data are essential. But the very nature of child exploitation does not lend itself to conventional hypothesis testing and the illicit, sensitive, personal and hidden qualities of exploitation problems render them hard to reach by researchers.

The following have all been suggested as correlates of risks to children at World Cups and other MSEs:

- unemployment;
- poverty;
- lack of access to services including education and healthcare;
- HIV/AIDS resulting in orphans and child-headed households;
- conflict;
- alcohol and drug fuelled social crime and violence;
- porous borders;
- poor law enforcement;
- forced displacement and migration;
- gender inequality;
- local cultural, societal and religious practices - for example the normalising of sexual violence, the subordination of children, and hegemonic masculinity commonly associated with some participants in football culture.

Whilst these may be considered general socio-cultural and economic forces, they intersect in specific ways within each MSE locality. For example, proximity to foreign borders, variations in demand for sexual services, relaxation of visa controls or different levels of police vigilance can all affect overall risks to children. Our research came across many allegations about these risk correlates but uncovered very few substantiated causal conditions of risk for child exploitation before, during or after MSEs. Despite this, it is clear that *some* child exploitation at MSEs does occur. I will address these under the following headings: child labour, displacement of children resulting from forced evictions for infrastructure development and street clearance, child sexual exploitation (CSE), and human trafficking affecting children.

CHILD LABOUR

This has been the most long-standing form of child exploitation associated with MSEs (Donnelly and Petherick, 2004, 304) and may be the main cause of human trafficking to these events (Pemberton Ford, 2012). It includes involvement of children in the manufacturing of sporting goods, the construction of stadiums, and forced begging or street selling (Gustafson, 2011, 446; Morrow, 2008; Play Fair, 2008, 29). In some localities, however, child labour is regarded 'normal', posing a challenge to those of us pressing for an end to the practice. India's labour force, for example, includes 12% who are children as young as five years old (Coordination Group on Human Trafficking and London 2012 Network, 2011). While working in Brazil in 2013, I learned of a trade union run by and for teenagers in Bolivia: for these children work was regarded simply as an economic necessity (Shariari, 2012).

Some media reports of forced child begging associated with MSEs are simply not supported by evaluation studies and, according to Pemberton Ford (2012), during the 2004 Olympic Games the number of street children registered by NGO support workers actually declined. It is not clear whether this was due to higher than usual policing of the streets – a deterrent effect – and/or the difficulties involved in monitoring child exploitation.

In summary, we can conclude that some commercial enterprises associated with MSEs - both legal and illegal - still use child labour.

DISPLACEMENT

Displacement of communities for infrastructure development is commonplace before major sporting events. The literature is vague with regard to when displacement becomes forced eviction, and even more so regarding when this constitutes child exploitation. Before the 1988 Seoul Olympic Games, 720,000 people were forcibly displaced for infrastructure development. This increased poverty, divided families and heavily impacted on children who witnessed their parents being beaten and their houses torn down (Czeglédy (2009, 236; COHRE, 2007, 396).

Child exploitation resulting from this kind of forced eviction mainly affects children whose families are already marginalised and vulnerable. For example:

- before the 1992 Barcelona and 2004 Greece Olympic Games, as many as 100% of the Roma community were displaced away from the Olympic village (Thomas, 2008, 2);

- the Beijing 2008 Olympic Games reportedly displaced 1.25 million residents, with an additional 400,000 migrants from rural areas living temporarily in extreme insecurity (Advocates for Human Dignity, 2012);
- the Delhi 2010 Commonwealth Games led to the eviction of 300,000 people from city slums. Some of these were violent and unplanned with no entitlements for the evictees who now live in resettlement camps far from schools and economic opportunities in Delhi (COHRE 2007, 53);
- before the South Africa 2007 FIFA Preliminary Draw, street children were ‘housed’ in Westville Prison, exposing them to violence, rape and possible HIV (Ngonyama, 2010, 174);
- in 2001, media coverage of riots in Brazilian slums raised allegations of child exploitation associated with World Cup and Olympic infrastructure development (BBC News, 2011).

These cases illustrate how specific risks to children are interconnected. For example, the forced eviction of children for infrastructure and stadium development further increases vulnerability to risks such as sexual or labour exploitation as economic alternatives are removed and traditional support systems are broken down.

Displacement of street children and poor communities as part of event ‘clean-up’ has been a regular concern of child welfare advocates and researchers at past MSEs:

- for the Seoul 1988 Olympic Games, informal street vendors were banned from the area, increasing the risk of their children being lured into sexual or labour exploitation due to a lack of income alternatives (COHRE, 2007);
- for the Barcelona 1992 Olympic Games, Roma communities and informal traders were strategically removed from the streets during the event as part of a longer-term political agenda by the Spanish authorities (Czeglédy, 2009, 236);
- for the Sydney 2000 Olympic Games, homeless were cleared from the streets and bussed to towns across the State (Beadnell, 2000);
- for the Japan and Korea 2002 FIFA World Cup, 300 homeless were ‘cleaned up’ from Osaka and in Seoul city officials set up ‘off-limits’ areas for homeless people (COHRE, 2007);
- for the Ghana 2008 African Cup of Nations, there were reports of street hawkers being forcibly evicted from the venues (Broadbent, 2012);

- for the Delhi 2010 Commonwealth Games, ‘migrant courts’ were set up to evict beggars from the streets, and media reports alleged that street vendors were forced to leave Delhi during the event;
- for the South Africa 2010 FIFA World Cup, 600 street children and youth were moved to an apartheid-style relocation or transit camp 30km from Cape Town, leading to an increase in social problems including sexual violence against children (Samara, 2010; van Blerk, 2011, 35; Maharaj, 2011, 58);
- for the Vancouver 2010 Winter Olympic Games, vulnerable youth were alleged to be further marginalised with street clearance programmes targeting the homeless and investment in the Games redirecting funding away from their existing support networks and structures (Kennelly and Watt, 2011);
- for the Brazil 2014 FIFA World Cup and 2016 Olympic Games, one report suggests that the ‘Choque de Ordem’ (Order Shock) operation, which aims to promote law and order in preparation for the World Cup, is responsible for increased violence towards street children and the criminalizing of street children who are also street vendors (Consortium for Street Children, 2012).

In places where levels of poverty and inequality are more extreme, such as in parts of the Global South, there is increased pressure on MSE organisers to clear the streets in an effort to portray a safe and desirable image. Country governments therefore have to cope with the paradox of boosting foreign investment and tourism at the same time as managing day-to-day poverty and social problems (Rogerson, 2009). This was a particular issue for the 2010 FIFA World Cup in South Africa. Fear that crime and poverty would frighten off foreign tourism and investment from international trade led to a solution focussed on security, policing and prisons, including clearing the streets of ‘undesirable elements’ (SANTAC, 2007). Ironically, despite reports of street children being forcibly evicted as part of this street clearance, vulnerable children were only a minor feature of the legacy planning and large-scale assessments of broader national, social and economic development resulting from hosting the World Cup (Maharaj, 2011, 58).

In summary we may conclude that children are frequently victims of the community displacement typically associated with MSEs.

CHILD SEXUAL EXPLOITATION

Hard evidence of CSE occurring before and during MSEs is scarce. The examples uncovered largely indicate risk rather than incidence of CSE, or, their explicit connection to the event is difficult to verify. For example, before the 2008 African Cup of Nations in Ghana police uncovered plans to recruit children into prostitution during the event (Morrow, 2008, 260). The Institute of Migration also reported on young girls rescued from a brothel in the days prior to this event (IOM, 2008). A general rise in child prostitution was predicted by NGOs over the period of the 2010 FIFA World Cup in South Africa but since this was part of a general rising trend in the country its exact connection to the event was unclear (Molo Songololo in Jelbert, 2010). The numbers could also be attributable to raised awareness. Whilst many of the underage girls encountered by the Vice Squad during the World Cup *appeared* to originate from poor rural areas of South Africa, and to have been groomed and coerced into the sex trade, there is no clear data to support this perception (London Councils and GLE Consulting, 2011, 19).

Another risk of CSE during the 2010 World Cup arose from the extended school holidays, which left children unsupervised and vulnerable to sexual violence and exploitation (Hayes, 2010, 1105). The banning of street traders and hawkers from 'FIFA zones' also placed economic strain upon families, potentially fuelling domestic violence and increasing risks of CSE for economic purposes (Maharaj, 2011, 59).

Football events are perhaps particularly risky due to the sexist culture of 'boys behaving badly' that is culturally associated with the game (Palmer, 2011). The connection between domestic violence and the 2006 World Cup indicated a link between CSE, increased alcohol consumption and MSEs (Braaf and Gilbert, 2007). Comparing two Domestic Violence Enforcement Campaigns, the second deliberately run during the 2006 FIFA World Cup finals, it was found that on weekdays during the World Cup Finals (on days when England played), domestic violence incidents rose on average between 11.69% and 31.42% compared with the same weekday during the first, non-football campaign.

In summary we can conclude that child sexual exploitation linked to MSEs appears to be hidden behind other social problems such as diverted services, family stress, poverty and domestic violence.

HUMAN TRAFFICKING FOR SEXUAL EXPLOITATION AFFECTING CHILDREN

Very few studies focus *only* on sexual exploitation of children at or around MSEs but significant attention has been paid to the alleged connection of these events with street grooming, human trafficking and prostitution more generally. We cannot rule out that these reports do, at least to some degree, reflect likely impacts upon children (Henning *et al.*, 2006; Morrow, 2008, 263). Predicted rises in demand for commercial sex services from visitors and tourists at MSEs have been attributed to the assumed connection between sexual exploitation and these events (Palmer, 2011, 4; SANTAC, 2007). Other than a few reported cases, however, there seems to be no robust evidence to support these predictions.

The 2004 Olympic Games in Greece was the first MSE where this issue drew significant public interest. The number of human trafficking victims increased by 94% in 2004 and remained high in subsequent years (Gustafson, 2011, 434) yet none of these cases were linked by the Greek authorities to the event itself (GAATW, 2011). The 2006 FIFA World Cup in Germany also attracted media speculation and claims that 40,000 women would be trafficked to the event in response to a surge in demand for commercial sex (Morrow, 2008).

'... in [the] World Cup in 2006 there was debate about prostitutes from Eastern Europe – the figure was 40,000 – but it was really unsubstantiated.' (Jens Sejer Andersen of *Play the Game*, 2013).

Only five cases of human trafficking with a direct link to the World Cup were actually reported (Tavella, 2007; Gustafson, 2011, 446; SANTAC, 2007), although the German Government did report an increase in legalised prostitution as a result of the World Cup (The Future Group, 2007). Media and anti-prostitution groups also referenced the 40,000 estimate before the 2010 Winter Olympic Games in Vancouver. Yet, according to British Columbia's Office to Combat Trafficking in Persons, no referrals or explicit evidence of sexual exploitation in connection with the event were received (Pemberton Ford, 2012). More recently, the 2010 FIFA World Cup in South Africa attracted similar media attention concerning an anticipated increase in sex workers (Richter and Delva, 2011, 8). Estimates broadly ranged from 40,000-100,000 but, again, no evidence was found to support such speculation.

So, a causal relationship between human trafficking for sexual exploitation and MSEs is unverified (Delva *et al.*, 2010; Gould, 2010). Researchers seem to agree that whilst the *'rationale for fear is logical'* there is little systematic research

that yields supporting evidence for the impact of MSEs on sex work (Richter and Delva, 2011, 7; Hayes, 2010, 1105). It is difficult to judge whether this evidence gap is a reflection of the success of mitigation strategies, or of the non-existence of the problem (Hayes, 2010, 1105), or of the weakness of monitoring and evaluation designs. The absence of baseline data about CSE also means it is not possible to know whether prostitution figures during MSEs are an increase on the norm. For example, whilst one study asserts that 10,000 women were involved in prostitution during the 2000 Sydney Olympics (Coordination Group for the Human Trafficking and London 2012 Network, 2011), we cannot say whether or not this was atypical.

Some groups argue that resources are wasted in tackling the assumed but false link between sporting events and trafficking for prostitution (e.g. GAAWT, 2011). Opponents argue that the link is highly unlikely because:

1. statistics are not feasible;
2. short-term events are not financially viable for traffickers or sex workers;
3. not only men attend the events (during the 2006 World Cup in Germany visitors mainly comprised families);
4. paid sexual services are unaffordable by visitors;
5. (Coordination Group for the Human Trafficking and London 2012 Network, 2011; Richter and Massawe 2010, 222).

Several critics of the alleged connection between human trafficking and MSEs argue that it is

'highly manufactured for use as a tool in morally charged campaigns about the nature of prostitution' (Hayes, 2010, 1107).

For example, one asserts that the predicted figure of 40,000 trafficking victims associated with the 2006 FIFA World Cup in Germany was more about a political agenda to de-legalise prostitution than raising awareness of concerns over exploitation (Chris Smith in Morrow, 2008, 258). This view was endorsed by the human rights consultant Mike Dottridge (personal interview, 2013).

To get under the personal and organisational ideologies and political agendas of these assertions would require investment of time and resources in accurately reporting precise evidence of what abuse is taking place (Cherti *et al.*, 2012). Overreliance on media reporting is problematic, demonstrated by research on media coverage before, during and after the 2010 FIFA World Cup in South Africa (Hamman, 2011, 56). Prior to the event, anti-trafficking campaigns hyped the prevalence of human trafficking in the media. During and after the event, however, coverage was low because other stories took the limelight. As a result, the public

was misinformed, making it difficult to differentiate between allegations and evidence of what actually took place.

In summary, human trafficking for sexual exploitation associated with MSEs appears adult-focussed, responsive to advocacy interventions and difficult to measure. Where it does occur it is likely to mask harms to children.

CONCLUSION

The impacts of child exploitation associated with MSEs are tangible and direct but also intangible and indirect (Bob *et al.*, 2010, 2). Giulianotti and Klauser (2009) argue for moving away from a narrow focus on security issues, like terrorist risk or spectator violence, towards broader considerations of poverty, inequality, deep social divisions and associated urban crime. For example, when a host nation redirects resources away from service delivery in poor areas into infrastructure projects this lead to problems of poverty-driven child exploitation elsewhere. Jelbert (2010, 12) exemplified this, alleging that there was an increase in juvenile gang rapes in Kwa Zulu Natal during the 2010 World Cup due to police being redeployed closer to FIFA venue areas. The literature is clearly dominated by the issue of human trafficking yet this masks exploitation of children that lies *behind* the exploitation of adults. Whilst the risks of child exploitation *per se* certainly increased during some of these events, the examples discussed all highlight the universal rarity of reliable empirical data concerning child exploitation around MSEs (Hayes, 2010, 1105). Robust research designs, focused specifically on children, are essential in order to verify these assertions.

Responses to minimise the impact of risks for children associated with MSEs are wide-ranging: some align with one element of the risk framework (Fig. 2) and others attempt to address the diversity of specific risks. It is evident from past literature, and from our consultations, that dedicated child-focussed responses are scarce. Very few programmatic or advocacy interventions are age-specific and most address general rather than particular risks. Also, human trafficking appears to overshadow all other risks in relation to the attention, resources and priority afforded to it by programmers, irrespective of the relative significance of this risk for children. There is very little material on programmes and advocacy related to child labour, CSE and displacement. This skew in the literature opens up interesting issues for future research. Importantly, it also masks the fact that children are all-too-often victims when adults close to them are exploited. Conversely, whilst many of risk mitigation interventions are targeted at adults they can also have important prevention benefits for children.

Nobody working in child protection, and who understands these issues in relation to MSEs, expects their work to be easy. Indeed, one interviewee for our research on this described it as '*an enormous gorilla of a challenge*'! NGOs involved every day in exploitation prevention said they sometimes found their work impeded by the sheer number of other agencies 'coming to town' for MSEs. In the full report we have offered advice to event planners and advocates about how prepare risk mitigation work at future MSEs.

The lack of evidence connecting child exploitation and other abuses causally with MSEs is one of the main findings from our work. But we need to ask why this is the case? There are many possible reasons, among them:

1. the problem does not exist – which is **most unlikely** given the reports and case studies we have heard from NGO workers on the ground;
2. the problem is masked by the attention given to adult exploitation – which is **probable** since age-specific advocacy work appears to be uncommon;
3. monitoring and evaluation research is absent or not designed to capture the data with enough rigour – which is **highly likely** given the relative scarcity of research and data that we have uncovered.

Neither absence of data nor moral panics, however, are excuses for inaction. Risks to children are clearly evident in the context of MSEs, so there is a need to mitigate them, to prevent and to respond to harm. Good protective interventions need not wait for research to catch up but the long-term prospects for funding and political support for such work depend crucially on demonstrating that such interventions are effective. Overall:

1. we know that there are significant risks to children around major sporting events;
2. we have no data to determine whether, how and to what extent those risks translate into harm;
3. most attention is given to trafficking and sexual exploitation when labour and displacement are probably bigger problems;
4. we pay little attention to the impact on children of being "collateral damage" to the injustices visited on the adults around them;
5. we should not assume that no data=no problem.

Events like the FIFA World Cup may not be a direct *cause* of child exploitation but they present a significant opportunity for MSE organisations to act as a *catalyst* for the adoption of policies and practices by host countries that will

enhance child protection. Strategies to protect children should not just be a temporary priority attached to a single MSE but part of a sustainable long-term plan, as has already occurred with environmental standards. The social impact assessments that are already embedded in the criteria for many MSEs should prioritise the voices, needs and rights of children.

The boundaries of moral and social liability are contentious, especially where international sport organisations like FIFA or the International Olympic Committee are perceived to have unlimited funds and are therefore expected to invest in resolving every conceivable social ill. Local host agencies within host countries and cities must decide exactly how to prepare in ways best suited to their own conditions and state of readiness. For some, cultural, historical, financial and legal limitations mean that the delivery of risk mitigation is likely to be less than ideal. But there seems no reason why – at least beginning at the level of vision and strategy – governments, NGOs, human rights organisations and civil society in general should not accept their social and moral responsibilities that align with the UN Convention on the Rights of the Child.

References

Advocates for Human Dignity (2012) ‘Is the London Olympics following the displacement trend?’, available at <http://advocatedignity.com/archives/1284/> accessed 10th May 2013.

Andersen, J.S. (of Play the Game) (2013) personal communication.

BBC News (2011) ‘Rio Olympics: Favela poor evicted as city spruced up – 1st July 2011’, available from www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-13957096, accessed 10th May 2013.

Beadnell, M. (2000) ‘Sydney’s homeless to be removed for Olympics’, available at www.wsws.org/en/articles/2000/02/olymp-f03.html, accessed 10th April 2013.

Bob, U., Swart, K. and Smit, J. (eds) (2011) ‘Social legacies and sport mega-events’, *Alternation – Interdisciplinary Journal for the Study of the Arts and Humanities in Southern Africa*, 17 (2), available at [http://alternation.ukzn.ac.za/docs/Alternation%2017.2%20\(2010\).pdf](http://alternation.ukzn.ac.za/docs/Alternation%2017.2%20(2010).pdf), accessed 12th March 2014.

Braaf, R. and Gilbert, R. (2007) *Domestic Violence Incident Peaks: Seasonal factors, calendar events and sporting matches*, Australian Domestic and Family Violence

Clearinghouse Stakeholder Paper 2, available at www.adfvc.unsw.edu.au/stakeholder_papers.htm, accessed 22nd March 2013.

Brackenridge, C.H., Palmer-Felgate, S., Rhind, D., Hills, L., Kay, T., Tiivas, A., Faulkner, L. and Lindsay, I. (2013) *Child Exploitation and the FIFA World Cup: A review of risks and protective interventions*. Uxbridge: Brunel University London and Oak Foundation.

Brackenridge C.H., Kay, T. and Rhind, D. (eds.) (2012) *Sport, Children's Rights and Violence Prevention: A sourcebook on global issues and local programmes*. London, UK: Brunel University Press. Free download available at <http://www.brunel.ac.uk/about/acad/sse/sseres/sseresearchcentres/youthsport/birnav>

Brackenridge, C.H., Fasting, K., Kirby, S. and Leahy, T. (2010) *Protecting Children from Violence in Sport: A review with a focus on industrialized countries*. Florence: United Nations Innocenti Research Centre Review. Available at http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/violence_in_sport.pdf

Brackenridge C.H. and Rhind, D. (eds.) (2010) *Elite Child Athlete Welfare: International perspectives*. London: Brunel University Press. Free download available at <http://www.brunel.ac.uk/about/acad/sse/sseres/sseresearchcentres/youthsport/birnav>

Broadbent, E. (2012) *Research-based evidence in African policy debates: Case study 1 Decongestion in Accra, Ghana*. Available at www.mwananchi-africa.org/storage/126565_ebpdn_Ghana.pdf, accessed 10th May 2013.

Bronfenbrenner, U. (1979) *The Ecology of Human Development*. Cambridge, Mass: *Harvard University Press*.

Bronfenbrenner, U. (1977) 'Toward and experimental ecology of human development', *American Psychologist*, 32: 513-531.

Cawson, P., Wattam, C., Brooker, S. and Kelly, G. (2000) *Child Maltreatment in the UK*. London: NSPCC.

Cherti, M., Pennington, J. and Galos, E. (2012) *The UK's Response to Human Trafficking - Fit for purpose?* Institute for Public Policy Research, available at <http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action;jsessionid=kGSpRQkYDK8vtX53vTZpkJfcnHhtQmkDzP1wX1YSnjWqvtvklcM8!-656776111?path=Publications%2FThe+UK+s+response+to+human+trafficking>, accessed 15th March 2013

COHRE (Centre on Housing Rights and Evictions) (2007) Fair Play for Housing Rights: Mega events, Olympic Games and housing rights. Available at <http://www.cohre.org/topics/mega-events> , accessed 24th July 2013.

Consortium for Street Children (2012) Street Children in Brazil: Briefing to the IPU, available at www.streetchildren.org.uk/_uploads/publications/Street_Children_in_Brazil_-_Briefing_to_IPU_2012.pdf, accessed 13th March 2013.

Coordination Group on Human Trafficking and London 2012 Network (2011) Prevalence of Trafficking Prior To, During, and After Large International Sporting Events: A literature review, available at www.london.gov.uk, accessed 13th March 2013. [Ask Sarah]

Czeglédy, A. (2009) 'Urban dreams: The 2010 Football World Cup and expectations of benefit in Johannesburg', in Pillay, U., Tomlinson, R. and Bass, O. (eds) *Development and Dreams: The urban legacy of the 2010 Football World Cup*, Cape Town: Human Sciences Research Council.

Delva, W., Richter, M., De Koker, P., Chersich, M., and Temmerman, M. (2011) 'Sex work during the 2010 FIFA World Cup: Results from a three-wave cross-sectional survey', *PLoS ONE*, 6(12): e28363, doi: 10.1371/journal.pone.0028363.

Donnelly, P. and Petherick, L. (2004) 'Workers' playtime? Child Labour at the extremes of the sporting spectrum', *Sport in Society: Cultures, Commerce, Media, Politics*, 7(3): 301-321.

Dottridge, M. (2013) personal communication.

Shariari, S. (2012) 'Bolivia's child workers unite to end exploitation', <http://www.guardian.co.uk/world/2012/nov/27/child-workers-bolivia-unite> *The Guardian* online, 27th November, accessed 23rd July 2013.

Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW) (2011) 'What's the cost of a rumour? A guide to sorting out the myths and the facts about sporting events and trafficking', available at http://www.gaatw.org/index.php?option=com_content&view=article&id=666&Itemid=73 accessed 22nd March 2013.

Giulianotti, R. and Klauser, F.R. (2009) 'Security governance and sport mega-events: Toward an interdisciplinary research agenda', *Journal of Sport and Social Issues*, 34(1): 49-61.

Gould, C. (2010) 'Moral panic, human trafficking and the 2010 Soccer World Cup', *Agenda: Empowering Women for Gender Equity*, 24(85): 31-44.

Gustafson, J. (2011) 'Bronze, silver, or gold: Does the International Olympic Committee deserve a medal for combating human trafficking in connection with the Olympic Games?', *California Western International Law Journal*, 41: 433-476.

Hamman, M. (2011) 'A tangled web: Human trafficking, child protection and the media', *Media Monitoring Africa*, available at www.mediamonitoringafrika.org/images/uploads/ATangledWeb_WebPDF_.pdf, accessed 14th March 2013.

Hargreaves, J. (1994) *Sporting Females: Critical issues in the history and sociology of women's sport*. London: Routledge.

Hayes, V. (2010) 'Human trafficking for sexual exploitation at world sporting events', *Chicago-Kent Law Review*, 85(3): 1105-1145.

Henning, J., Craggs, S., Larsson, F. and Laczko, F. (2006) "Trafficking in Human Beings and the 2006 World Cup in Germany, SIDA and International Organisation for Migration", available at www.iom.ch/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/projects/documents/World_Cup_2006_CT_Draft_Report.pdf, accessed 13th March 2013.

International Organisation for Migration (2008) "Assistance for Minors Rescued from Sexual Exploitation". Available from www.iom.int/cms/en/sites/iom/home/news-and-views/press-briefing-notes/pbn-2008/pbn-listing/assistance-for-minors-rescued-from-sexua.html, accessed 9th April 2013.

Jelbert, C. (2010) "Human Trafficking Prevention: Examining the Preventative Strategies of Human Trafficking during the World Cup in South Africa." Available from <http://pldocs.docdat.com/docs/index-97888.html?page=3>, accessed 15th April 2013.

Kennelly, J. and Watt, P. (2011) 'Sanitizing public space in Olympic host cities: The spatial experiences of marginalized youth in 2010 Vancouver and 2012 London', *Sociology*, 45(5): 765-781.

Krug, E.G. (2002) "World Report on Violence and Health". Geneva: World Health Organisation.

Lemke, W. (2011) "UN Special Adviser on Sport for Development and Peace calls for cooperation for upcoming mega sporting events in Brazil", 21 July 2011. Available at

[http://www.unog.ch/80256EDD006B9C2E/\(httpNewsByYear_en\)/A2A191FA1072EC7DC12578D400552135?OpenDocument](http://www.unog.ch/80256EDD006B9C2E/(httpNewsByYear_en)/A2A191FA1072EC7DC12578D400552135?OpenDocument), accessed 23 July 2013.

London Councils and GLE Consulting (2011) *The 2012 Games and Human Trafficking: Identifying possible risks and relevant good practice from other cities*. Available at <http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action;jsessionid=JvtPRRKhzdXC1nj9tLYGGP4KSg2CYL5yf0zRJgYzKLs8Yb9psJWy!-656776111?path=Publications%2F2012+Games+and+human+trafficking>, accessed 14th March 2013.

Maharaj, B. (2011) '2010 FIFA World Cup: (South) 'Africa's time has come'?', *South African Geographical Journal*, 93(1): 49-62.

Mbecke, P. (2010) 'Modeling the differential incidence of 'child abuse, neglect and exploitation' in poor households in South Africa: Focus on child trafficking', *African Journal of Criminology and Justice Studies*, 4(1).

Morrow, K. (2008) 'Soccer, sex and slavery: Human trafficking in the World Cup', *Tulane Journal of International and Company Law*, 17: 243-266.

Oak Foundation (2012) "Child Abuse Programme Strategy 2012-2016". Available at www.oakfnd.org/sites/default/files/Child%20Abuse%20Programme%20Strategic%20Frame%202012.pdf, accessed 15th March 2013.

Palmer, C. (2011) "End Violence Against Women: Violence Against Women and Sport – A Literature Review". *Trust for London*, available at www.endviolenceagainstwomen.org.uk/data/files/resources/22/EVAW-Violence-Against-women-and-Sport-Dr-C-Palmer-July-2011.pdf, accessed 15th March 2013.

Paramasivan, M. (2012) 'UNICEF takes safeguarding procedures beyond paper', available at <http://www.sportanddev.org/?4769/UNICEF-takes-safeguarding-procedures-beyond-paper>, accessed 30th May 2013.

Pemberton Ford, C. (2012) 'Human Trafficking, Sporting Mega-Events, and the London Olympics of 2012: Assessing the risks, opportunities and socio-cultural legacy since Palermo – Draft,' available at www.ccarht.org, accessed 1st April 2013, provided by Mike Dottridge.

Pillay, N. (2012) 'Opening Statement by Ms. Navi Pillay, High Commissioner for Human Rights to the Panel on Promoting awareness, understanding and the application of the Universal Declaration of Human Rights through sport and the Olympic ideal', available at

<http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11893&LangID=E> accessed 23 July 2013.

Pinheiro, P.S. (2006) World Report on Violence against Children. United Nations Secretary General's Study on Violence against Children, Geneva, available at www.unviolencestudy.org, accessed 4th April 2013.

Play Fair (2008) 'No medal for the Olympics on labour rights', available at www.playfair2008.org/docs/playfair_2008-report.pdf, accessed 22nd March 2013.

Radford, L., Corral, S., Bradley, C., Fisher, H., Bassett, C., Howat, N. and Collishaw, S. (2011) Child Abuse and Neglect in the UK. London: NSPCC.

Richter, M. and Delva, W. (2011) "Maybe it will be better once this World Cup has passed" – Research findings regarding the impact of the 2010 Soccer World Cup on Sex Work in South Africa. United Nations Population Fund (UNFPA) and the Sex Work Education and Advocacy Taskforce (SWEAT), available at www.migration.org.za/report/maybe-it-will-be-better-once-world-cup-has-passed-research-findings-regarding-impact-2010-soc, accessed 22nd March 2013.

Richter, M. and Massawe, D. (2010) 'Serious soccer, sex (work) and HIV – will South Africa be too hot to handle during the 2010 World Cup?' *South African Medical Journal*, 100(4); 222.pen Access

Rogerson, C. (2009) 'Mega-events and small enterprise development: the 2010 FIFA World Cup opportunities and challenges', *Development Southern Africa*, 26: 338–352.

Samara, T. (2010) 'Policing development: Urban renewal as neo-liberal security strategy', *Urban Studies*, 47: 197–214.

SANTAC (Southern African Network against Trafficking and Abuse of Children) (2007) Report on the SANTAC Regional Referral System Workshop. Maputo, December 7th. Available at <http://www.santac.org/eng/Conferences/2007-Regional-Referral-System> , accessed 24th July 2013.

Tavella (2007) 'Sex trafficking and the 2006 World Cup in Germany - Concerns, actions and implications for future international sporting events', *Northwestern Journal of International Human Rights*, 6(1): 196-217.

The Future Group (2007) Faster, Higher, Stronger: Preventing human trafficking at the 2010 Olympics. Available at http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1578564, accessed 15th March 2013.

Thomas, B. (2008) 'Case Study: Dislocation of Roma and Irish Travellers for the 2012 London Olympic Games', *University of Washington Bothell Policy Journal*, 12, available at <http://uwbpolicyjournal.files.wordpress.com/2012/06/pj-2008.pdf>, accessed 2nd April 2013.

van Blerk, L. (2011) 'Managing' Cape Town's street children/youth: the impact of the 2010 World Cup bid on street life in the city of Cape Town, *South African Geographical Journal*, 93(1): 29-37.

QUATRIÈME PARTIE

RAPPORTS D'ATELIERS, RECOMMANDATIONS ET SYNTHÈSE

PART IV

WORKSHOPS REPORTS, RECOMMENDATIONS AND SYNTHESIS

WORKSHOPS REPORTS AND RECOMMENDATIONS

ATELIER 1: RESPONSABILITÉS DES ETATS. QUELLES ACTIONS ? QUELLES MESURES CONCRÈTES D'APPLICATION DES TEXTES ?

RECOMMANDATION

Nous proposons un projet de loi modèle.

Cette loi-type a pour but de prévenir l'exploitation sexuelle des enfants et protéger les enfants contre de tels abus.

L'objectif de cette loi modèle est l'harmonisation de la législation dans les lois nationales conformément aux instruments juridiques internationaux.

Cette loi comprendra les dispositions suivantes:

- Encourager les Etats à ratifier les instruments internationaux existants, notamment ceux concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie et à harmoniser la législation nationale avec les conventions citées

HARMONISATION

- Une définition non-restrictive du tourisme sexuel impliquant des enfants
- La limitation du consentement des enfants à tout acte sexuel à 18 ans en conformité avec les documents internationaux
- Identification des pratiques néfastes aux enfants dans le secteur du tourisme (non-exhaustives):
 - Le mariage précoce des enfants
 - Les mariages temporaires
 - Les châtements corporels
 - Les cadeaux d'hospitalité
 - Les adoptions à des fins sexuelles
 - Les ventes d'enfant à des fins sexuelles

- Renforcer le système judiciaire (police, investigation, personnel judiciaire) en vue de lutter contre la corruption et l'impunité
- Prévoir et appliquer les dispositions de la justice extraterritoriale (y inclus l'extradition) dans tous les cas où la justice nationale ne s'applique pas sans avoir recours à la double criminalité
- Octroyer ou retirer l'agrément des organisations de la protection de l'enfant et les organisations du tourisme qui ne respectent pas le code d'éthique du tourisme à l'égard des enfants
- Améliorer la coopération internationale entre Etats, entre Etats et ONG's, entre ONG's, entre les institutions publiques et privées
- Prendre en considération les standards internationaux pour développer des procédures d'enquête et le recueil des preuves des faits incriminés, y compris pour le cybercrime, lors des procédures judiciaires

EDUCATION ET FORMATION

- Développer des outils et du matériel de formation pour la sensibilisation :
 - des enfants
 - des parents et famille
 - de la communauté
 - des professionnels qui travaillent pour et avec les enfants
 - des acteurs du tourisme
 - des médias
- Disséminer l'information concernant LES conséquences du tourisme sexuel impliquant les enfants à travers les médias et les nouvelles technologies
- Eduquer les enfants dès leur jeune âge sur les dangers d'utilisation d'internet et responsabiliser les parents concernant la supervision de leurs enfants en la matière

VICTIMES ET AUTEURS DE CRIME

- Prévoir d'une manière respectueuse de la dignité de la victime, une assistance médicale, sociale et financière pour les enfants victimes du

tourisme sexuel par la création d'un fonds ou l'allocation de ressources aux familles des victimes démunies

- Prévoir un traitement et suivi médical et social adaptés aux besoins des auteurs des crimes sexuels sur les enfants et former les professionnels de la santé et du secteur social pour administrer ce traitement

WORKSHOP 2: THE RESPONSABILITY OF PRIVATE ACTORS IN THE TOURISM SECTOR: BUSINESS' COMPANIES AND NGOS

Recommendations

- N°1: Mettre en place des mécanismes de signalement à l'intention des communautés touristiques locales.
- *To implement reporting mechanisms specifically designed for local tourism communities.*

Détails

- For example: free hotline linked to child protection offices and/or the police, e-mail, smartphone applications, online reporting form.
- Both for reporting a child sex abuse/offender and assisting children (in the local/national language).
- N°2: Agir sur les causes profondes (pauvreté, inégalités) en encourageant des projets de substitution générateurs de revenus en direction des familles impliquées dans le TSIE.
- *Act on root causes (poverty, inequality) by encouraging alternative funding projects/sources for families involved in CST.*

Détails

- Cette recommandation part du principe que le TSIE est l'un des effets de causes plus profondes liées aux inégalités extrêmes dans les destinations touristiques. Interdire le TSIE sans traiter des causes profondes peut ainsi avoir des effets inverses puisque les familles coupées de revenus peuvent être menées à émigrer dans des lieux

encore plus pauvres et échapper au contrôle des ONG et administrations. Nous encourageons donc les acteurs à avoir une action directe et proactive pour offrir des alternatives viables aux victimes du TSIE et leur entourage.

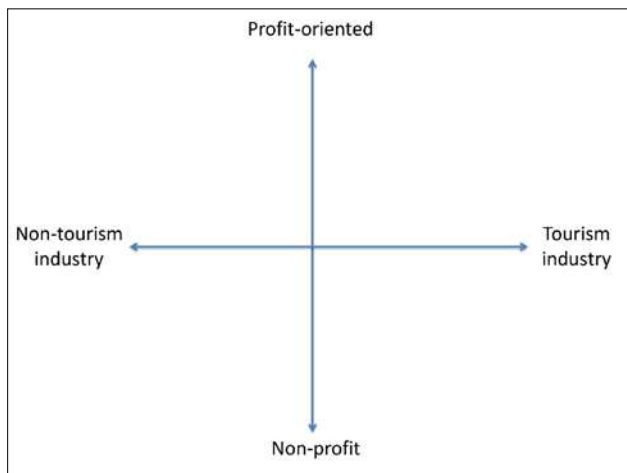
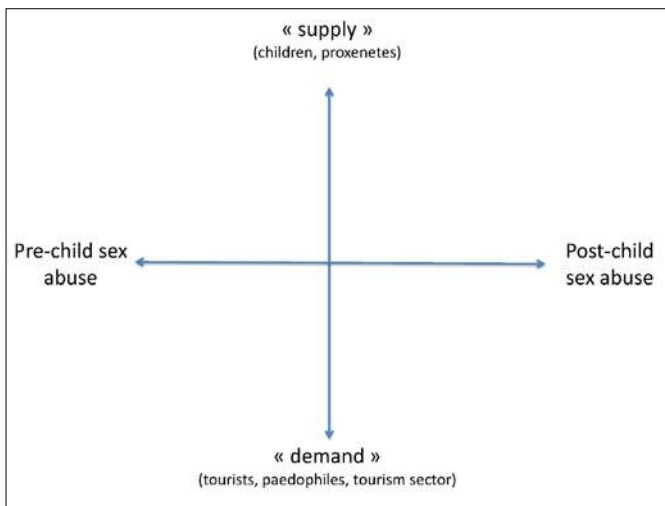
- Par ex: activités culturelles et artistiques (formation de musiciens, cf. Aidétous), formation professionnelle (formation de guide, artisanat, formation à l'hôtellerie/restauration, coiffure, couture, etc.).
 - Au préalable de ces projets, veiller à établir un diagnostic participatif afin d'identifier les compétences existantes dans la communauté dans le but de mettre en valeur les talents locaux.
 - Encourager les entreprises à soutenir ces projets au titre de la « responsabilité sociale ».
- N°3: Stimuler la participation de la population touristique dans la lutte contre le TSIE en menant une campagne sur les réseaux sociaux et médias locaux
 - *To emphasize tourism public participation in the fight against Child Sex Tourism by campaigning through social networks and local media.*

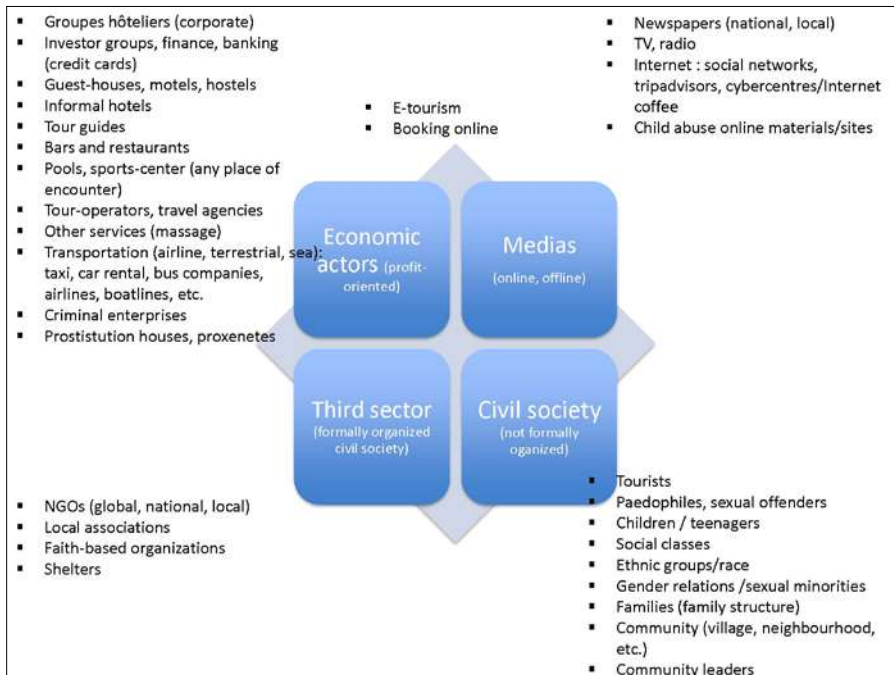
Détails

- Launch a petition on AVAAZ.ORG.
 - Include local media (local newspapers).
 - Insist on innovative, positive and artistic ways of raising awareness.
 - Use tourism public to put pressure on tourism professionals to act against CST (tourism tax, airport tax to fight against CST).
- N°4: Mettre en place une coalition d'associations et d'entreprises travaillant autour du TSIE sous la forme d'un réseau présent aux échelons international, national et local.
 - *Create an NGO coalition around CST through a network present at international, national and local level.*

Détails

- L'objectif de ce réseau serait de faciliter le partage d'informations, de bonnes pratiques, de matériel pédagogique et de prévention entre les différents acteurs.
- Cette recommandation insiste sur le fait qu'il est important - face à la pénurie de ressources - d'encourager la collaboration entre ONG et non la compétition.

Stakeholders Analysis of the private actors potentially involved in C.S.T



List of recommendation (brainstorm)

1. Empower the customer/client for CST fighting (information, dialogue with authorities, hotlines, web form, email, following common protocols).
2. Boost actors in the media (mainstream and alternative media, social network, cultural happenings).
3. Focus on easily/accessible reporting mechanisms (hotlines)
4. Focus on root causes (reallocation of resources, tourism tax allocated in funds, substitution of incomes).
5. Create labels and codes for small establishments and local administrations
6. Encourage identification and registration of informal tourism structures (formalisation of tourism sector).
7. Encourage network building at national level.
8. Promote annual campaigns at national level.
9. Empower local administrations and NGOs.
10. Design specific sensitisation campaign on social networks.
11. Encourage systemic approaches.
12. Lobbying from NGOs to harmonise national legislations.
13. Include universities (third level institute) and schools in the campaigning
14. Inclure les ONG comme bénéficiaires des fonds d'indemnisation aux victimes ou programmes de responsabilité sociale des entreprises.
15. Create evaluation mechanisms (audits, impact assessment) of existing and future actions.

Selection of 4 recommendations

1. Reporting mechanisms

(signalement, hotlines, centres d'écoute, e-mails, site web, following a common protocole)

2. Projects focusing on root causes: poverty, lack of education, inequalities, etc. (reallocation of resources, activités de substitution de revenus, awareness that CST is an effect)

3. Empower the customer/tourist to fight/denounce CST.

(agir sur la demande, information, pétitions, responsabiliser, inclure le touriste dans les mobilisations)

4. Encourage network-building at national and local level

(reinforce local actors, common training, training of trainers, intersectorial participation)

Example

Actors responsible for implementation	Affected actors	Beneficiaries	Existing obstacles	How to avoid obstacles	Costs (economic, political, social)	Reformulation

WORKSHOP 3: THE VICTIMS' ISSUE: UNDERSTANDING, NEEDS AND CARE

Introduction

1. Who are we aiming at? Who is the audience?
2. What? What do we want done?
3. Why? Why do we want this?

First Recommendation

We would like to recommend to the States who have obligations as they have ratified the Children's Rights Convention to:

- create optional safe spaces for victims (children and families), like houses and/or reinforce existing local programs...
- because most families will not or cannot give support to the victims. A lot of victims and families do not have safe spaces to express themselves or ask for help or specific services such as health services.

Second Recommendation

We would like to recommend to the Police and Justice system to implement:

- the use of a victim centred-model of support to help victims through the whole legal process...
- because a lot of victims are lost or drop out from the court process and the actual procedure discourages other victims and their families or even the same victims and families from going through legal process.

Third Recommendation

We would like to recommend to the Academic / scientific community to:

- study the “cost – benefit effects” of child sex tourism and begin an analysis of the health impact on society because...
- we know that positive improvement, reintegration and rehabilitation of victims is a win for the victim, the government and society.

Fourth Recommendation

We would like to recommend to the partners who signed “the Code” to raise:

- a small levy ring-fenced to victims with the aim of ...
- increasing the resources for victim support and for research.

WORKSHOP 4: COMMENT AGIR SUR « L’OFFRE » ET LA « DEMANDE » ?

1- Données

Tous les Etats doivent s’appliquer à produire avec rigueur des données utiles aux gouvernements et à leurs partenaires des secteurs publics et privés, nationaux et internationaux, en priorité sur:

- les enfants victimes du tourisme sexuel (proportion, âges, sexes, provenance socio-économique, etc.)
- les touristes sexuels (proportions, arrestations, condamnations, etc.)

- les opérateurs touristiques nationaux et internationaux et leurs partenaires formels et informels (nombres de dénonciations et de condamnations).

2- L'Etat Loi

Les Etats récepteurs doivent renforcer une collaboration juridique interétatique (partage de données, harmonisation des lois); le renforcement de l'application des lois nationales et internationales; le développement et la mise en œuvre de politiques sociales, éducatives et familiales. Les Etats récepteurs doivent créer une police du Tourisme qui protégera les touristes en général et les enfants en particulier. Ces Etats doivent aussi créer une unité spéciale, pluridisciplinaire, d'accueil et de prise en charge des enfants victimes. Tous les Etats devraient s'atteler à la mise en œuvre et au suivi de politiques éthiques, au soutien d'une industrie touristique qui aille dans le sens de l'application avérée d'une charte éthique.

3- Education / Sensibilisation

- Elaborer et multiplier des campagnes de sensibilisation nationales et entre Etats émetteurs et récepteurs de touristes.
- Renforcer et encourager les initiatives de sensibilisation dans les écoles, auprès des familles, des chaînes hôtelières, des leaders communautaires et des organismes santé-sociaux.
- Développer des partenariats avec les médias pour la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation éthiques à échelle nationale et multinationale.
- Renforcer et encourager les projets de Peer éducation : des enfants vont sur le terrain et sensibilisent d'autres enfants sur les risques encourus.

4- Facilitateurs / Intermédiaires

- Constituer une petite unité pluridisciplinaire, associant le privé et le public, composée de partenaires (police, acteurs de la santé, acteurs sociaux...) afin de rendre possible un accueil et une prise en charge des victimes et la surveillance de touristes sexuels.
- Renforcer la collaboration entre les ambassades et les services de police locaux.
- Faire appliquer la loi (sanctions appliquées).
- Suivi et renforcement des valeurs sociales au sein des familles dans les Etats récepteurs.
- Donner une valeur accrue du travail effectué par les ONG et utiliser à des fins utiles les réseaux des ONG.

SYNTHESE

STEPHANE NAHRATH

Directeur du cours, Responsable de l'UER en études du tourisme, Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion

TRISTAN LOLOUM

Assistant d'enseignement, UER en études du tourisme, Institut Universitaire Kurt Bösch, Sion

Se lancer dans la synthèse d'un colloque aussi riche et traitant d'un sujet aussi complexe est une gageure. L'exercice s'avère d'autant plus périlleux que nous ne sommes en aucun cas experts de la question. Nous espérons néanmoins qu'à défaut d'être exhaustive, cette synthèse partielle et partielle permettra de jeter un regard original sur le sujet. Plutôt que de proposer une synthèse systématique sur l'ensemble des débats et de répéter un certain nombre d'évidences partagées par tous, nous avons préféré insister sur les points les moins traités. Notre propos se divise en cinq parties : (1) enjeux de connaissance ; (2) principaux enseignements du séminaire sous les angles juridiques, politiques, sociaux et économiques ; (3) quelques réflexions sur les bonnes et mauvaises pratiques ; (4) quatre perspectives de recherche ; (5) recommandations.

1. LES ENJEUX DE CONNAISSANCE

1.1. La production des données sur le TSIE

Le premier constat qui s'impose est celui du **manque de données** quantitatives pour dimensionner le phénomène, mais aussi qualitatives pour le mettre en relation avec d'autres facteurs (structurels, historiques, territoriaux) et **comprendre comment le TSIE fait système** avec – par exemple – la pauvreté, le capitalisme, les représentations culturelles (stéréotypes des locaux et des touristes), les imaginaires touristiques les configurations familiales, etc. Il est évident que **l'accès aux données** n'est pas des plus aisé étant donnée la nature criminelle et taboue du TSIE, mais ce n'est pas une mission impossible pour autant, et plusieurs chercheurs présents à ce colloque l'ont prouvé, comme Frédéric Thomas avec son étude économique d'un « cluster sex-touristique » au Cambodge ou encore Alice Binazzi avec son enquête ethnographique auprès d'enfants en République

dominicaine. Ces deux cas d'étude nous invitent à **dépasser l'ambition d'un chiffre global**, non seulement difficile à réaliser, mais porteuse de mystifications.

Il ressort enfin qu'une **plus grande collaboration est requise entre chercheurs, ONG et administrations étatiques** pour pallier ce manque de connaissance. Cela nous amène à d'autres considérations épistémologiques sur les modalités de dialogue entre les différentes sphères professionnelles.

1.2. *Le savant, le juge et le politique*

L'une des richesses de ce colloque est assurément d'avoir mis en relation des professionnels partant de **postures épistémologiques** et d'expériences personnelles et professionnelles très différentes et portant de ce fait des regards parfois antagonistes, certes, mais le plus souvent complémentaires. On pourra se référer à l'analyse de Max Weber (*Le savant et le politique*, 1919) pour caractériser les différentes postures du chercheur, du responsable politique et du militant associatif, et ainsi comprendre les conditions de l'accord et du désaccord entre eux.

Le **chercheur** se caractérise selon Weber par *l'éthique savante*, il est animé par la volonté de savoir (*libido sciendi*) et par le doute systématique. Ce qui lui importe donc en premier lieu c'est de poser les bonnes questions et de tenter d'y répondre par des faits. Son rôle principal n'est donc pas d'apporter des solutions toutes faites ni de prendre parti (principe de neutralité axiologique). La neutralité est évidemment une posture difficile à tenir face à un sujet aussi grave que l'est celui du trafic pédophile. La neutralité est souvent jugée coupable ou synonyme de consentement silencieux. Les chercheurs sont d'ailleurs régulièrement appelés par les ONG, les médias ou les politiques à se prononcer - avec plus ou moins d'urgence - en faveur de telle ou telle mesure. Il nous semble pourtant sain et nécessaire de respecter cette posture de neutralité du chercheur qui est une condition de son travail. Cette posture est d'autant plus nécessaire pour traiter de sujets où l'indignation est habituellement de mise.

Le « politique » peut quant à lui être divisé en deux catégories idéal-typiques : le militant, caractérisé par l'éthique de la conviction, et le juge, caractérisé par l'éthique de la responsabilité. La figure du **militant** nous renvoie au rôle moteur des ONG pour mobiliser les Etats, les citoyens et les entreprises dans le combat contre l'exploitation sexuelle des enfants. Leur *éthique de la conviction* renvoie aux trois principes centraux de leur travail : la morale, la passion, l'action. Si la connaissance des réalités du TSIE est aussi une condition de leur action, le travail des ONG consiste surtout à transformer cette connaissance en un message à destination des différents bailleurs et publics cibles, qui soit facilement

compréhensible et mobilisateur, au risque d'en distordre quelque peu le contenu et l'objectivité.

La figure du **juge**, caractérisée par l'*éthique de la responsabilité*, est intermédiaire entre le besoin d'objectivité et le devoir d'action. Face aux injonctions pressantes et vindicatives pour une répression aveugle des délits sexuels sur mineurs - on peut à titre d'exemple citer « l'Affaire d'Outreau », où plusieurs personnes innocentes avaient été inculpées et emprisonnées pour pédophilie jusqu'à ce que l'on découvre que les témoignages des enfants supposés victimes étaient en fait mensonger - le juge doit donc faire preuve d'une certaine distance face aux « paniques morales » et à l'agitation médiatique pour ne pas tomber dans le piège d'une justice populaire et passionnelle.

Ces différentes postures épistémologiques peuvent être à la source de certaines incompréhensions mais elles sont surtout **l'occasion d'un dialogue et d'un enrichissement réciproque**.

2. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU SEMINAIRE

2.1. *Points de vue juridique et politique*

2.1.1 *Mise à l'agenda et cadrage du problème public*

Le travail réalisé conjointement entre ONG et organisations internationales dans la lutte contre le TSIE - notamment sur le terrain du droit international - a débouché sur une **définition du problème** fondée sur les répertoires de **l'indignation morale** (ONG) et de la **criminalisation** du TSIE (droit pénal national et international élaboré par les organisations internationales). Contrairement à d'autres problèmes publics internationaux, comme le changement climatique ou la criminalité économique, il semble y avoir une **faible - ce qui ne veut pas dire une absence de - contribution de l'expertise scientifique** (sociologique, psychologique, anthropologique) dans le cadrage du problème. Il a par exemple été peu question, tout au long du colloque, des **causes psychiatriques** des déviations pédophiles (il n'y avait d'ailleurs à notre connaissance aucun psychiatre présent), des **trajectoires** et des **carrières sociologiques** des professionnels impliqués dans ce commerce, des **profils socio-économiques et psychologiques des abuseurs sexuels** d'enfants et de leurs **stratégies et pratiques criminelles**. A la fin de ce séminaire, on se rend compte que nous ne savons que très peu de choses sur l'identité sociale, psychologique ou culturelle des abuseurs sexuels, ni sur les causes de leurs pulsions perverses, alors que de telles connaissances constituent un prérequis pour le développement de programmes de

prévention efficaces. Reste à savoir si ces biais de connaissances sont le résultat d'un biais de notre séminaire ou s'ils sont représentatifs de la réalité de nos connaissances...

Le cadrage du problème a des effets sur le **ciblage des actions**. On peut tenter ici un parallèle avec les renversements de traitement des drogués dans nos sociétés, qui sont passés du statut de « criminels » consommant des substances illicites à des « personnes toxicodépendantes » que la société doit prendre en charge. Le fait que les auteurs de crimes sexuels contre des enfants soient uniquement traités comme des criminels – ce qu'ils sont indiscutablement – tend à occulter la discussion sur les causes de leurs actes et le moyen de les traiter. Selon d'autres approches, l'abuseur sexuel d'enfant pourrait également être considéré comme un malade nécessitant une prise en charge thérapeutique. On peut à ce sujet se référer aux différentes législations en Europe ayant introduit l'**injonction de soin** au titre de condamnation pour les délits sexuels, et les nombreuses actions mises en places à l'interface des institutions judiciaires, pénitentiaires et médico-sociales pour traiter ce problème.

Il faut également rappeler la différence entre « l'abuseur sexuel » (catégorie générique des délinquants sexuels) et le « pédophile » (qui renvoie à la préférence addictive, pathologique, envers les enfants). **Tout abuseur sexuel n'est pas nécessairement un pédophile**. La différenciation entre les types d'agresseurs sexuels sur enfant tient autant aux circonstances du délit (les enjeux contextuels, circonstanciels, le rôle des proxénètes, le rôle de l'enfant qui bien que victime n'est pas nécessairement passif, etc.) qu'à la personnalité du délinquant.

2.1.2. Défis concernant l'élaboration d'un programme d'action publique (PPA) local, national et international

Le TSIE est un phénomène difficile à réguler du fait de son caractère transnational. Il requiert l'**articulation entre ordres juridiques nationaux et internationaux**, de même que la coopération entre des acteurs agissant à différentes échelles et dans différents contextes politiques, institutionnels, juridiques, économiques, culturels, etc.

La question de l'extraterritorialité est complexe, tant dans l'élaboration du corpus juridique, que dans sa mise en œuvre aux différentes échelles (internationales, nationales et locales). S'il est vrai que **les lois extraterritoriales** existantes ont jusqu'à présent donné lieu à un très faible taux de condamnation, il faut aussi tenir compte des effets de **pression indirecte** et de diffusion de modèles juridiques qu'elles exercent sur les autorités nationales. On ne peut donc se limiter à un bilan strictement juridique et quantitatif des lois extraterritoriales, il faut aussi adopter une lecture politique et stratégique.

Il en va de même pour la proposition de *Terre des Hommes* de faire reconnaître le TSIE comme « **crime contre l'humanité** ». Les effets attendus sont plus politiques que strictement juridiques, dans la mesure où une telle proposition a avant tout pour objectif de faire pression sur les législateurs nationaux pour modifier leurs codes pénaux. Il faut toutefois veiller à ce que les lois extraterritoriales ne soient pas une réponse à une vision stéréotypée des réalités institutionnelles des « pays en développement » (absence de droit, corruption, économie informelle). **Les lois extraterritoriales ne peuvent en aucun cas se substituer à la souveraineté des États.**

Le séminaire a également été l'occasion de s'interroger sur l'efficacité de la loi pour traiter un problème qui, par définition, se déploie dans l'économie clandestine. La stratégie proposée par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) est en ce sens intéressante puisqu'elle mise sur des **partenariats publics-privés** (p. ex. programmes de prévention auprès des chaînes hôtelières) jugés plus efficaces que la loi pour influencer les secteurs économiques informels des pays en voie de développement.

2.1.3. Défis concernant l'analyse des effets de la mise en œuvre des dispositifs publics comme privés de régulation du TSIE

Nous avons également constaté **la faiblesse, voire l'absence, des évaluations des programmes d'action** déployés aussi bien par les ONG que par les États. Si dans l'ensemble nous avons assisté à d'excellentes restitutions de programmes d'action publique ou privée (*corporate*) et, dans le meilleur des cas, à de belles études sur quelques-uns des impacts les plus visibles de ces programmes sur certains groupes cibles, il n'y a pratiquement jamais eu d'évaluation des effets finaux sur la résolution (ou non) du problème du TSIE en tant que tel, et donc sur **l'efficacité** de ces programmes. Tant que l'on n'aura pas réalisé et analysé sérieusement ces évaluations, on pourra difficilement améliorer leur efficacité. L'évaluation est nécessaire pour crédibiliser et légitimer les acteurs impliqués dans la lutte contre le TSIE.

2.2. Points de vue socio-économiques

Nombre d'études présentées ici ont insisté sur l'importance d'envisager le TSIE selon une **approche systémique** de façon à intervenir sur les causes du problème et non pas seulement sur les effets. L'étude de Frédéric Thomas montre à quel point le TSIE peut être une activité lucrative (notamment pour les proxénètes), et intégrée dans un tissu socio-économique. Pour cette raison, il devient évident qu'il ne suffit pas d'interdire (juridiquement) cette activité pour

l'abolir dans les faits. Au contraire, la répression sans accompagnement peut avoir des effets inverses, en déplaçant la pauvreté dans des zones encore moins contrôlées, et aggraver la situation des familles. La lutte contre le TSIE doit donc aussi envisager des solutions économiques alternatives – et notamment des **projets de substitution de revenu** - aux familles tentées d'utiliser leurs enfants pour s'assurer un revenu minimum.

Julia O'Connell Davidson et Alice Binazzi ont également souligné **les particularités sociologiques des enfants victimes**. Il est en effet important de prendre en compte l'identité sexuelle de ces jeunes (traitements différents des garçons et des filles, risques de marginalisation liés aux tabous de l'homosexualité), leur classe sociale (*parias urbains*), leur appartenance ethnique ou nationale (enfants immigrés), etc. Il s'avère dès lors important de combiner la lutte contre le TSIE avec d'autres types de luttes contre les inégalités sociales et les discriminations ethniques ou de genre.

Il a souvent été question au cours du séminaire du rapport entre tourisme et exploitation sexuelle. S'il peut apparaître tentant d'établir un rapport de causalité entre les deux, comme il a pu être suggéré en établissant des parallèles entre tourisme, néo-colonialisme et exploitation capitaliste, censés reposer tous trois sur une érotisation, une « exotisation » et une marchandisation des peuples, il faut aussi se garder des raccourcis idéologiques en lançant l'anathème sur l'industrie touristique. **Le tourisme est un phénomène pluriel** qui peut tout autant constituer des alternatives viables à l'exploitation sexuelle (des adultes comme des enfants). La lutte contre le TSIE passe ainsi par le développement de rapports positifs, justes et inclusifs entre l'activité touristique et les populations locales.

La notion de « **tourisme durable** » est à utiliser avec précaution tant elle fait l'objet d'interprétations multiples et contingentes. La variation spatio-temporelle des critères de durabilité en fonction des spécificités locales et régionales est d'ailleurs source de grandes difficultés pour établir une liste universelle livrable clé en mains à l'ONU. Quoiqu'il en soit, **le concept de « tourisme durable » n'est pas synonyme de « durabilité du tourisme »**, mais renvoie à la question de la contribution du tourisme au développement durable de la société d'accueil. L'enjeu n'est donc pas de savoir si le tourisme est en soi durable ou non, mais comment il peut contribuer à la durabilité du développement d'une société, enclencher un processus de redistribution mondiale des richesses (économiques, sociales et culturelles) et accroître le bien-être collectif des sociétés les plus précaires et préérotisées. C'est dans cette perspective que cette notion peut éventuellement contribuer à apporter des capacités analytiques ainsi que des pistes de solutions au problème public international du TSIE.

3. QUELQUES REFLEXIONS SUR LES BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

Force est de constater que les mauvaises pratiques n'ont pas vraiment été analysées en tant que telles. On comprend en effet qu'ONG et organismes nationaux et internationaux aient tendance à se présenter sous leur meilleur jour dans ce genre de réunions (promotion et *fundraising* obligeant), mais les mauvaises pratiques et **les échecs de programmes d'action ont aussi une valeur heuristique**. Leur analyse permettrait en effet de mieux saisir, non seulement les choses à faire, mais aussi les choses à ne pas faire, ce qui est tout aussi important.

Sur le plan des *best practices*, il a surtout été question de la prévention et de la répression, mais très peu de la **réhabilitation des victimes**, de la **réparation**, de la **compensation**, ni d'ailleurs du **traitement des abuseurs**. La mise en place d'obligations de compensation de la part des abuseurs envers les enfants victimes ne pourrait-elle pas constituer également, à terme, un instrument de prévention ? Les dispositifs sont probablement lourds et compliqués à mettre en place, mais ils peuvent à plus long terme s'avérer plus efficaces et constructifs que la pure et brutale répression des « monstres » ?

4. AUTRES PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Les discussions autour du TSIE recèlent un autre débat, celui de l'**opposition entre principes d'universalité et souveraineté des spécificités culturelles**. Pour donner un exemple, la définition du critère de l'âge légal de la majorité (18 ans) pour caractériser la fin de l'enfance est clairement un critère ethnocentrique, historiquement et culturellement daté (provenant des Pays occidentaux de la seconde moitié du 20^e siècle). La définition de **la catégorie « enfant » est un construit social et politique**, non pas une donnée biologique simplement traduite en catégorie juridique. Même au sein de nos sociétés, cette question fait toujours débat: comment expliquer en effet que, d'un côté, on élève à 18 ans l'âge de protection contre la pornographie infantile, et que dans le même temps, on propose d'abaisser l'âge des droits civiques (droit de vote) et du permis de conduite à 16 ans ? Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'il soit difficile d'imposer notre définition de l'enfance au reste du monde...

Il en va de même pour ce qui concerne la **notion de prostitution**, déjà âprement débattue en Occident entre « abolitionnistes » et « réglementationnistes », et qui prend un tour autrement plus complexe si l'on y ajoute la dimension interculturelle. La question du rapport entre prostitution infantile pour clientèle

locale et prostitution pour touristes étrangers a de fait été peu explorée durant le séminaire. A Madagascar par exemple, Florence Pasnik montre que la prostitution locale aurait précédé l'arrivée des touristes. On peut donc légitimement s'interroger sur les relations d'antériorité entre l'une et l'autre forme de prostitution et, ce faisant, sur les rapports d'engendrement réciproque entre développement touristique et TSIE. Les études historiques du phénomène seraient ici du plus grand intérêt.

5. RECOMMANDATIONS

5.1. *Recommandations générales*

- a) **Etendre le domaine de lutte** (*reach out*) en ciblant davantage les **petites structures et entités administratives locales**, par exemple en les intégrant davantage dans les projets de codes de conduite et de labels.
- b) **Gagner la bataille des médias & des TIC**. Il est intéressant de constater la double nature de l'Internet et des technologies de la communication qui, simultanément, facilitent les activités clandestines (*grooming*, pédopornographie) et constituent dans le même temps un moyen efficace de lutte contre le TSIE. En ce sens, le *panic button* évoqué par le Juge Pedro Valls (dispositif d'appel d'urgence activé en cas d'agression) et l'action d'Annette Cloud au sein d'Europol sont sans doute des exemples à suivre et développer.
- c) **Encourager les mécanismes de coalition et de réseau entre ONG** pour éviter les effets inhibiteurs de la compétition dans le domaine humanitaire.
- d) **Continuer le travail de conscientisation de la société** (car la loi ne résout pas tout).
- e) **Militer pour plus de transparence** de la justice et du secteur touristique (car l'informalité fait obstacle aux régulations).
- f) **Harmoniser les législations** et renforcer les capacités judiciaires.
- g) **Travailler davantage sur la réhabilitation et le traitement des victimes**, notamment à travers des procédures judiciaires *child-friendly* pour éviter d'ajouter chez la victime le traumatisme et le stigmate de l'institution judiciaire à celui de l'agression sexuelle.
- h) **Féminiser la lutte contre le TSIE**. David Finkelhor a insisté sur le rôle des femmes dans la lutte contre la pédophilie. L'entrée des femmes dans

un grand nombre de champs professionnels liés aux politiques publiques de l'enfance est selon lui l'un des principaux facteurs de réduction des crimes sexuels aux Etats-Unis au cours du XX^e siècle. Il apparaît dès lors important d'encourager la féminisation non seulement des ONG et des organismes internationaux, mais également des instances politiques et administratives des pays émetteurs et récepteurs.

- i) **Encourager la recherche et la production de données** en vue de proposer des solutions adaptées à la réalité des phénomènes empiriques.

5.2. Recommandations pour une future action publique internationale

De manière générale, au vu des présentations, il ressort que le séminaire était davantage orienté sur l'analyse de « l'offre » (de prostitution infantile) que sur celle de la « demande » (touristes, abuseurs). L'expérience de l'Atelier « offre/demande » nous est apparue symptomatique de ce déséquilibre de traitement. Plusieurs débats et divergences entre représentants des ONG portaient justement sur le profilage des différentes catégories d'abuseurs sexuels d'enfants. Aussi semble-t-il souhaitable à l'avenir de **focaliser davantage la recherche et l'action sur les touristes et abuseurs potentiels**. Une meilleure connaissance de ces **groupes cibles** est une condition de l'efficacité de tout programme d'action publique.

Il faudrait sans doute aussi affiner **l'analyse des conditions de - et des obstacles à - la mise en œuvre des règles internationales dans les pays en développement**. En effet, le constat souvent un peu expéditif de la corruption ne suffit pas à résumer ces obstacles. Prendre en compte ces conditions spécifiques d'implémentation nous oblige à faire preuve de réalisme : par exemple en se focalisant dans un premier temps sur des pays plus favorables à la mise en œuvre et/ou sur les pays où le problème est le plus urgent.

On pourrait en conclusion synthétiser ces différentes recommandations selon un **agenda d'intervention** intégrant des actions de court terme et de long terme, autrement dit des actions touchant aux effets les plus directs de l'exploitation des enfants, mais aussi aux causes profondes du commerce pédophile dans les lieux touristiques.

Court terme :

- Lutte contre les abuseurs sur le terrain et protection en urgence des enfants dans les lieux touristiques.

Moyen terme :

- Éradication des stéréotypes locaux, intervention sur les représentations collectives.
- Renforcer l'éducation des enfants.
- Sensibilisation de la famille et de la communauté locale.
- Développement de programmes d'accompagnement et de traitement (médicalisé) des délinquants sexuels.

Long terme :

- Réintégrer l'enjeu du TSIE dans la configuration des problèmes connexes, reliés ou interdépendants : lutte contre la pauvreté et les inégalités et les discriminations sociales, économiques et identitaires.
- Encourager la recherche sur le sujet et les échanges entre les différents domaines d'expertise (médico-sociaux, judiciaires, universitaires, etc.).

Cet ouvrage :
« Tourisme sexuel impliquant des enfants :
prévention, protection, interdiction et soins aux victimes »
sera accessible sur le site :

www.childsrights.org
Octobre 2015

This book:
“Sexual Tourism implicating Children:
Prevention, Protection, Prohibition and Care for Victims”
will be available on our Website:

www.childsrights.org
October 2015

ISBN 2-940229-39-2



9 782940 229390

